







# HISTOIRE
## DE
# FRANCE.

*TOME VINGT-UNIÈME.*

# HISTOIRE
## DE
# FRANCE,

Depuis l'établissement de la Monarchie, jusqu'au règne de Louis XIV.

*Par* M. GARNIER, *Historiographe du Roi, & de Monseigneur le Comte de Provence pour le Maine & l'Anjou, Inspecteur & Professeur du Collége-Royal, de l'Académie des Belles-Lettres.*

TOME VINGT-UNIÈME.

Prix, 3 livres relié.



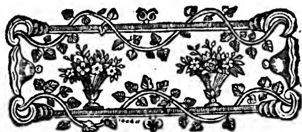


*A PARIS,*

Chez { Veuve DESAINT, rue du Foin-Saint-Jacques.
NYON l'aîné, rue du Jardinet, quartier St-André-des-Arcs. }

M. DCC. LXXXVIII.

*Avec Approbation, & Privilége du Roi.*



# HISTOIRE

## DE

# FRANCE.



## *LOUIS XII,*

### *Pere du Peuple.*

Quoique le devoir d'un historien se borne à exposer des actions, & qu'il doive laisser au lecteur le plaisir ou le soin de faire des réflexions; il est des cas où un devoir plus sacré le force de s'écarter de cette règle austère, & de prévenir, autant

qu'il eſt en lui, les funeſtes impreſſions qu'un ſimple récit pourroit occaſionner.

En voyant un prince juſte, magnanime, bienfaiſant, modéré dans ſes deſirs, réglé dans ſes mœurs, partiſan zélé de l'équité, & ennemi juré de tout artifice, en le voyant, dis-je, en butte aux traits de la calomnie, ſoumis à l'anathême, accablé de diſgraces, communiquant en quelque ſorte ſes malheurs à ſes alliés, & entraînant dans le précipice tous ceux qui ont le courage de s'attacher à lui, combien de lecteurs ſeroient tentés de conclure qu'il n'y a de bonheur que pour les méchants; qu'autant un homme d'Etat doit apporter d'attention à ſe parer des livrées de la vertu, pour gagner la confiance de ceux avec qui il eſt obligé de traiter, autant il doit, dans l'occaſion, ſe mettre au-deſſus des règles étroites qu'elle preſcrit, puiſque la fraude & l'hypocriſie gouvernent le monde, & que dans ces combats de ſoupleſſe & de ruſe, qu'on eſt convenu de nommer négociations & traités, le fourbe le plus délié, le menteur le

plus impudent eſt toujours celui qui triomphe. Or, ſi ces déteſtables maximes venoient à s'établir, quel ſeroit le ſort de la triſte humanité? & ſi l'hiſtoire ſervoit à les accréditer, quel citoyen auroit le front d'écrire l'hiſtoire? Hâtons-nous donc de diſſiper l'illuſion, en ſoumettant à une analyſe exacte les idées qui peuvent cauſer de la confuſion.

Le mot *vertu* eſt un terme générique & abſtrait, qu'il eſt néceſſaire de développer. Dans l'origine, il ne s'employa que pour déſigner la force du corps; mais dès que les hommes commencèrent à ſe policer, ils ne tardèrent pas à s'appercevoir que la force du corps, pouvant ſe rencontrer avec la baſſeſſe & la lâcheté, ne méritoit point par elle-même leur admiration; ils tranſportèrent le nom de vertu à cette qualité de l'ame qui ſe roidit dans le malheur, & qui s'affermit à l'approche du danger : nous l'appellons *valeur* ou *courage*. Conſidérant enſuite que l'homme porte au-dedans de lui-même des ennemis d'autant plus dangereux, qu'ils l'attaquent ſans bruit, & qu'il ne s'apperçoit ordi-

nairement de leur présence que lorsqu'il n'est plus temps de leur résister, ces mêmes hommes étendirent le nom de vertu à cette autre qualité de l'ame qui modere ou qui dirige les passions : nous la nommons *tempérance*. Ils assignèrent le troisième rang à la *justice*; elle apprend à chaque individu à ne jamais séparer son intérêt particulier de celui de la société, à respecter les loix, & à rendre à chacun ce qui lui est dû. Au-dessus de ces trois premieres qualités, ils placèrent la *prudence*, dont l'emploi est de diriger l'esprit, de lui donner de l'activité, de la pénétration & de la justesse, & qui est à l'ame ce que la vue est au corps. De l'assemblage, ou plutôt du mêlange de ces quatre qualités premières qui répondent à toutes les facultés de l'ame, ils formèrent l'idée de *vertu*, & assurèrent que celui qui la posséderoit, seroit aussi heureux que le comporte l'humaine nature. Demander, en effet, si l'homme ou l'Etat qui se gouverne suivant les principes de la vertu, est meilleur & plus heureux que celui qui se gouverne par des principes contrai-

res, ne feroit-ce pas demander en d'autres termes, fi la fanté, la vigueur & la beauté, font préférables à la laideur, à la foiblesse & à la maladie? fi la perfection en quelque genre que ce foit, peut par elle-même dégrader le fujet où elle fe rencontre? Puifque de pareilles queftions ne peuvent être férieufement propofées, il eft clair que ce n'eft point dans l'idée de la vertu, telle que nous venons de l'expofer, mais dans une autre idée tronquée & imparfaite, qu'il convient de chercher la folution de la difficulté qui nous arrête.

Les hommes ne naiffent point avec les qualités dont fe forme la vertu; la nature ne leur donne que des difpofitions plus ou moins grandes à les acquérir. Il n'y a que l'éducation, le travail & l'expérience qui puiffent féconder & développer ces premiers germes. Dans ces anciennes républiques, où la principale attention du gouvernement fe portoit à former des citoyens, les magiftrats prépofés à l'éducation, veilloient à établir une parfaite harmonie entre les quatre qualités de

l'ame dont se forme la vertu, & à ne pas permettre que l'une s'accrût aux dépens des autres. De là cette foule de grands hommes, également distingués à la tête des armées, dans les assemblées de la nation, dans les fonctions paisibles de la vie civile; hommes en qui l'on ne sait quelle qualité on doit le plus admirer de la prudence, de la valeur, de la tempérance ou de la justice. Dans nos gouvernemens modernes, au contraire, l'éducation abandonnée à des mercénaires, & presque réduite à l'étude des mots, n'a eu qu'une influence bien foible sur les mœurs. Parmi ceux qu'une noble ambition portoit à se distinguer de la foule, les uns entraînés par des exemples domestiques, ou par la voix publique, suivirent la profession des armes, s'endurcirent à la fatigue, bravèrent les dangers & la mort. Mais ces guerriers si redoutables, manquèrent souvent de prévoyance & de modération : emportés par la fougue des passions, présomptueux, querelleurs, ravisseurs, injustes, ne connoissant d'autre droit que la loi du plus fort, ils firent aux

autres, & s'attirèrent à eux-mêmes des maux innombrables : d'autres que la foiblesse de leur constitution, des mœurs douces, le défaut de naissance ou de fortune éloignoient du métier de la guerre, s'attachèrent davantage à cultiver leur esprit, & aspirèrent au maniement des affaires publiques. Quelques-uns devinrent d'habiles négociateurs, des ministres actifs & intelligens; mais élevés dans les intrigues de cour, accoutumés à se prêter aux circonstances, ils confondirent le plus souvent la fraude & l'artifice avec la prudence & la discrétion; ils n'adorèrent que la faveur, les richesses, & craignirent plus de tomber dans la disgrace que de s'avilir à leurs propres yeux. Le petit nombre de guerriers & de politiques qui surent préserver leur ame des vices que nous venons de rapporter, ne s'étudiant qu'à s'illustrer dans la carrière qu'ils avoient embrassée, ne possédant éminemment qu'une ou deux des qualités qui constituent la vertu, ne furent point nommés vertueux, ne parurent pas même ambitionner ce titre. Il fut réservé à ceux qui se dis-

tinguèrent par la tempérance & la justice. L'homme qui eut des mœurs irréprochables, qui respecta les loix, qui aima ses semblables, que ni les charmes de la volupté, ni les aiguillons de l'ambition, ni ceux de l'avarice, n'écartèrent jamais du sentier de la droiture, fut regardé comme un homme pleinement vertueux; & toutes les fois qu'on le vit en butte à la malice & à la persécution, on murmura contre la Providence, & l'on imputa lâchement à la vertu des malheurs dont on auroit le plus souvent trouvé la source dans son aveuglement & son imprudence : car plaçons sur le trône un homme de ce caractère, donnons-lui, dans le degré le plus éminent, non-seulement la tempérance & la justice, mais encore le courage ou la force; si cet homme, en poursuivant des droits légitimes, prend des engagemens contraires à ses intérêts; s'il ne commence à soupçonner qu'il a été trompé que lorsqu'il s'est engagé trop avant pour pouvoir reculer avec honneur; si content du témoignage de sa conscience, il néglige de calmer l'inquiétude de ses

voisins, & de les rassurer sur ses intentions; s'il ne sait ni profiter de l'occasion, ni ménager ses ressources; si, séduit par des protestations d'amitié, de feintes caresses, il se laisse envelopper d'espions, & suit, sans s'en douter, les conseils de ceux qui ont intérêt de le perdre; enfin, s'il s'embarque dans des expéditions dont le succès lui deviendroit plus nuisible que le revers le plus éclatant, n'est-il pas évident qu'il tombera nécessairement dans des malheurs qui altéreront la douceur de son règne, & répandront de l'amertume sur sa vie? Mais qu'en faudra-t-il conclure, sinon que la prudence est la qualité la plus nécessaire dans un homme d'Etat, & qu'elle ne peut être suppléée par aucune autre qualité? Le propre de la justice, lorsqu'elle n'est pas éclairée par la prudence, est d'inspirer à l'ame une confiance sans bornes. Une ame honnête est naturellement disposée à juger favorablement de tout ce qui l'approche. Comme elle n'a rien à craindre, elle ne prend aucune précaution contre la malice & la calomnie. Au contraire, l'injustice est soupçonneuse, &

défiante. Forcée de se cacher, elle appelle à son secours l'hypocrisie & la fraude ; elle tâche de dérober sa marche aux regards des agents même qu'elle est contrainte d'employer ; toujours tremblante, elle tient l'esprit éveillé, & l'oblige à des efforts continuels : doit-il donc paroître surprenant si, trouvant la justice endormie, si j'ose ainsi m'exprimer, elle en triomphe le plus souvent? Examinons cependant à quoi se réduit, dans la réalité, ce triomphe prétendu. Cette nouvelle discussion ne pourra que répandre du jour sur une matière intéressante.

Un roi juste avouera sans honte des malheurs où il n'est tombé que par une exactitude scrupuleuse à remplir ses engagemens, & par la confiance qu'il avoit en de perfides alliés. Ses amis le plaignent, ses sujets aspirent à le venger. Chaque disgrace qu'il essuie, est pour lui une leçon qui le rend, & plus circonspect & plus redoutable. Il peut en prenant mieux ses mesures essayer la fortune d'un nouveau combat : quel qu'en soit le succès, il conserve son honneur, il transmet à son successeur, avec le

souvenir de ses vertus & de ses disgraces, des titres que la violence n'a pu détruire, ni affoiblir. L'injuste, au contraire, n'ose se glorifier d'un avantage qu'il ne doit qu'à la trahison ; la crainte d'être démasqué, la certitude où il est d'être inquiété tant que celui qu'il a trahi aura les moyens de se venger, le tiennent dans des alarmes dont il ne peut se délivrer qu'en achevant de l'accabler. Si la fortune lui tourne le dos, il est doublement malheureux, puisqu'il perd le fruit de ses crimes, & reste déshonoré. Si elle continue de le favoriser, il n'en est peut-être que plus misérable encore. La cupidité qu'il tenoit cachée au fond de son cœur, accrue par le succès, s'empare de son ame toute entière : elle en bannit la bonne foi, la pudeur, la modération & tout sentiment d'amitié. Dès-lors il n'est plus occupé qu'à fournir des alimens à ce monstre également avide & insatiable. Il compte pour ses ennemis tous ceux qu'il peut dépouiller impunément : il n'épargne ni ceux de ses alliés qui lui ont rendu les plus importans services, ni ses plus proches parens, les

uniques soutiens de son nom, ni même ses propres enfans. Ses sujets ne sont pas traités avec plus de ménagement; les uns lui deviennent suspects, parce qu'il les a trouvé dociles & prompts à le seconder dans ses odieuses manœuvres; il redoute leurs funestes talens, & craint qu'ils n'en fassent usage contre lui. Loin donc qu'il songe à les récompenser, il commence ordinairement par vouloir les abaisser, & finit par les haïr. Ceux qu'il a trouvé incorruptibles & trop fiers pour acheter sa faveur par des bassesses, lui paroissent, ou des esprits bornés, ou des ennemis secrets qui n'attendent qu'une occasion pour faire éclater leur mécontentement. Ainsi, pour acquérir quelques provinces, dont la possession étoit inutile à son bonheur, & peut toujours lui être disputée, il a manqué au premier devoir d'un roi, qui consiste à rendre ses sujets meilleurs & plus heureux: il a armé la défiance de ses voisins, il a perdu l'amitié de ses alliés, & même de ses plus proches parens; & lorsqu'il se croyoit arrivé au faîte des grandeurs, il se trouve dans le plus affreux abandon, ne pouvant le

plus souvent compter un seul ami dans la foule qui l'environne. Accablé de tristesse, rongé de remords, il voit avec effroi s'approcher le terme de ses jours : ouvrant, mais trop tard, les yeux à la lumière, il ordonne quelquefois par son testament qu'on répare ses injustices. Mais on sent combien il étoit plus aisé de s'abstenir du bien d'autrui, qu'il ne l'est de le rendre lorsqu'on le trouve tout acquis. Son successeur, s'il a de l'ambition & du courage, en croira bien plus les actions d'un roi entreprenant & toujours heureux, que les vains regrets d'un vieillard foible & moribond. Il continuera donc de suivre les traces de son devancier, & cherchera à couvrir d'anciennes usurpations par de nouvelles injustices, beaucoup plus criantes encore. Le peuple qu'il gouverne, entraîné par une impulsion violente, se livrera à des mouvemens convulsifs, & se trouvera dans un état pareil à celui que produit une fièvre ardente sur un corps robuste : il ne cessera de s'agiter & de troubler le repos de ses voisins, jusqu'à ce que l'épuisement, la langueur l'aient ramené forcément

à des principes de modération & de justice.

Après ces réflexions préliminaires, entrons plus hardiment dans l'histoire.





DU mariage du roi Charles V avec Jeanne de Bourbon, naquirent deux fils, Charles qui fut roi après la mort de son père, & Louis à qui l'on donna en apanage le duché d'Orléans. Louis eut de Valentine de Milan sa femme, Charles duc d'Orléans, Philippe comte de Vertus, & Jean comte d'Angoulême. Charles, de son mariage avec Marie de Clèves, ne laissa qu'un fils nommé Louis comme son aïeul, & deux filles dont l'une épousa Jean de Foix, & l'autre fut abbesse de Fontevraud.

ANN. 1498.

Après l'extinction de la postérité masculine de Charles VI, dans la personne de Charles VIII, Louis chef de la maison d'Orléans, arrière-petit-fils de Charles V, se trouva investi de la royauté, en vertu de la loi qui ne souffre point que le trône vaque en France, tant qu'il reste un prince du sang. Il étoit dans la trente-sixième année de son âge, & sembloit n'avoir aucun obstacle à

Avènement de Louis XII. à la couronne : disposition des Grands à son égard.

*Belcar. Belleforest. annal. Macchiavel. Guicchardin. Comines.*

redouter pour être reconnu & obéi;
ANN. 1498. mais la considération des malheurs attachés à sa maison, les longues disgraces qu'il avoit lui-même essuyées, l'oppression sous laquelle il gémissoit encore, lui inspiroient une juste défiance. Car bien que Louis XI qui lui avoit tenu lieu de père, eût semblé vouloir le rapprocher du trône en lui faisant épouser une de ses filles, il n'avoit travaillé en effet qu'à l'avilir & à le perdre dans l'esprit de la nation. Anne de France & le sire de Beaujeu son mari, qui lui avoient été préférés pour le gouvernement du royaume pendant la minorité de Charles VIII, n'avoient rien oublié pour abattre un si dangereux concurrent; & comme ils disposoient de toutes les graces, ils avoient trouvé d'autant plus de facilité à lui susciter un grand nombre d'ennemis, qu'en voyant un jeune roi monter sur le trône, personne ne soupçonnoit que le duc d'Orléans se trouvât jamais à portée de se venger. Lorsque la mort des enfans de Charles VIII, les infirmités précoces du monarque eurent renversé ces espérances, ceux

qui avoient trop offensé le duc pour se croire dignes de pardon, n'en furent que plus ardens à cabaler contre lui. Il falloit qu'il fût bien assuré de leurs pernicieux desseins, puisqu'ayant été nommé pour commander l'armée destinée à chasser du trône le duc de Milan qui lui retenoit son héritage, il avoit préféré sans balancer la disgrace & l'exil à une commission qui dans toute autre circonstance lui auroit paru utile & glorieuse. N'ayant pu parvenir à l'écarter, ses ennemis publioient que né avec des passions fougueuses & des inclinations perverses, il n'avoit point répondu aux soins que sa mère s'étoit donnés pour lui procurer une excellente éducation ; qu'échappé de bonne-heure aux regards de cette mère vigilante, il s'étoit livré aux excès le plus scandaleux ; qu'il avoit usé sa jeunesse dans les lieux de débauche ; que Louis XI, qui savoit mieux que personne ce qu'on devoit attendre d'un pareil caractère, lui avoit fait jurer que pendant la minorité de son fils, il ne troubleroit point l'Etat ; que cependant au mépris de ce serment solennel entre-

ANN. 1498.

ANN. 1498.

gistré dans les cours souveraines, il avoit formé des brigues & appelé le peuple à la révolte; que n'ayant pu parvenir à corrompre la nation, il n'avoit point craint de s'allier ouvertement avec tous les ennemis de l'Etat; que cité au parlement pour rendre compte de sa conduite, il avoit donné au reste des citoyens le pernicieux exemple de fouler aux pieds les loix; qu'il n'avoit répondu à des sommations juridiques, que par une guerre déclarée; qu'il avoit été pris en bataille rangée, portant les armes contre sa patrie & son roi; qu'un prince qui avoit si violemment outragé les loix, avoit perdu le droit de les invoquer; que l'ennemi de la nation ne pouvoit plus aspirer à en être le père; qu'ayant contre toute espérance obtenu son pardon du trop indulgent Charles VIII, il n'en étoit devenu ni plus sage, ni plus docile; que par une désobéissance formelle aux ordres de ce prince, il avoit formé une entreprise mal concertée sur la ville de Pavie, & ôté, autant qu'il étoit en lui, au roi & aux guerriers qui l'accompagnoient tout espoir de rentrer dans leur patrie;

que délivré du péril où son impru- dence l'avoit jeté, il avoit cabalé avec les Suisses, & fomenté une sédition capable de porter à la France le coup le plus funeste; qu'enfin il avoit forcé le meilleur des hommes & le plus clément des rois, à le bannir de sa présence; qu'aigri plutôt que corrigé par de longnes disgraces, obsédé dans sa retraite par quelques favoris mal intentionnés & auxquels il donnoit une confiance aveugle, il alloit causer un bouleversement général, si l'on ne s'unissoit promptement pour opposer une digue à sa mauvaise volonté; que le moindre malheur auquel on dût s'attendre en le couronnant, étoit de voir les plus fidèles serviteurs de Charles VIII, persécutés pour avoir fait leur devoir, tandis que les factieux, les brouillons seroient comblés de faveurs, & dépositaires de l'autorité souveraine.

ANN. 1498.

Ces discours & autres semblables, semés avec art par les ennemis du duc d'Orléans, ne firent aucune impression sur les esprits de la nation, toujours disposée à bien augurer de ses maîtres : tous les ordres

de l'Etat, tous les corps préposés
Ann. 1498. au maintien de la police & à l'administration des loix, se hâtèrent de donner le premier exemple de la soumission. En apprenant une nouvelle qui le faisoit passer subitement de l'humiliation & de l'exil au faîte des grandeurs & de la puissance, Louis versa des larmes sur le sort funeste d'un monarque plus jeune que lui, couvert de lauriers, & adoré de ses sujets. Il se rendit promptement au château d'Amboise, ordonna lui même la pompe funèbre avec une magnificence dont on n'avoit point encore d'exemple en France; &, ce qui mérite sur-tout d'être remarqué, ce fut de ses propres deniers, & sans qu'il en coûtât rien à ses sujets, qu'il acquitta les frais des funérailles de son prédécesseur
27 Mai. & ceux de son sacre. Il reçut l'onction royale des mains du cardinal Brissonnet, qui sans quitter les évêchés dont il étoit déja pourvu, étoit devenu archevêque de Reims après la mort du chancelier Robert Brissonnet son frère.

Il pardonne généreu- En se couvrant des symboles de la royauté, Louis changea de ca-

ractère : il devint le père de tous ses sujets, & ne garda de l'autorité souveraine que le pouvoir de faire du bien. Quelques courtisans l'excitoient à se venger de la Trémouille, qui, après l'avoir fait prisonnier à la bataille de Saint Aubin, sembloit avoir pris un plaisir barbare à insulter à son malheur : *Un Roi de France*, répondit Louis, *ne venge point les querelles d'un duc d'Orléans : si la Trémouille a bien servi son maître contre moi, il me servira de même contre ceux qui seroient tentés de troubler l'Etat.*

ANN. 1498.

...sement à ses ennemis.

*Ferron. de reb. Gest. Gall.*
*Seissel, hist. de Louis XII.*
*Saint-Gelais.*
*La Pise, hist. d'Orange.*
*D. Calmet, hist. de Lorr. registres du Parlement.*

Quoique par une loi de Louis XI, les offices eussent été déclarés permanens, & qu'on ne pût légitimement destituer ceux qui s'en trouvoient pourvus, qu'en observant les formes juridiques ; l'usage étoit toujours qu'à chaque mutation de souverain on renouvellât les provisions de ceux qu'il jugeoit à propos de conserver. Lors donc qu'on lui présenta la liste de tous les officiers, il l'examina soigneusement, & marqua d'une croix rouge les noms de ses ennemis les plus opiniâtres, sans déclarer autrement ses intentions. Ils en furent aver-

tis, & craignant que la punition ne se bornât pas à la perte de leur office, ils se cachèrent & employèrent de puissans protecteurs pour obtenir leur pardon : *En apposant à leur nom*, dit Louis, *le sceau de la rédemption, j'ai cru avoir annoncé assez clairement que tout étoit pardonné. Jésus-Christ est mort pour eux comme pour moi.*

ANN. 1498.

Le prince d'Orange, après avoir été le partisan du duc d'Orléans, & avoir partagé long-temps ses disgraces, s'étoit brouillé avec lui sur la fin du règne précédent : leur mésintelligence avoit sur-tout éclaté au siége de Novarre, & avoit été poussée si loin, qu'on avoit eu de la peine à empêcher qu'elle n'aboutît à un duel. Cependant comme il connoissoit mieux que personne la droiture & la bienfaisance de Louis, il ne balança point à lui demander une grace qu'il n'avoit osé solliciter sous le règne précédent. C'étoit le rétablissement de sa principauté dans les droits de souveraineté dont elle avoit joui long-temps, & auxquels son père, prisonnier de Louis XI, avoit été forcé de renoncer. Comme

ce contrat n'avoit été ni libre, ni volontaire de la part du père du prince, Louis, non-seulement ne chercha point à s'en faire un titre, il ne voulut pas même répéter les cinquante mille écus qui avoient été stipulés dans l'acte pour prix de cette acquisition. En vain le parlement de Grenoble, sous le ressort duquel cette principauté avoit été mise, demanda la permission de faire valoir des titres antérieurs à l'acquisition de Louis XI, le roi, qui ne trouva point ces titres aussi évidens que celui que donne une possession tranquille depuis plusieurs siècles, imposa silence à son parlement.

ANN. 1498.

Le duc & la duchesse de Bourbon, plus connus sous le nom de monsieur & madame de Beaujeu, se trouvoient dans une position toute différente. Ils avoient été les rivaux & les persécuteurs du duc d'Orléans au commencement du règne précédent, & s'étoient raccommodés avec lui sur la fin : mais comme cette réconciliation n'avoit été ni volontaire, ni entière, ils avoient de fortes raisons de trembler, puisque Louis en se tenant à l'écart & en laissant agir

ANN. 1498. les loix, avoit un moyen de leur causer la plus sensible mortification. Ils n'avoient qu'une fille unique, Susanne de Bourbon, qui devoit être la plus riche héritière de l'Europe, si on lui laissoit tous les biens de ses pères, & qui au contraire alloit se trouver la plus pauvre, si le roi ne lui tendoit une main secourable. L'envie d'obtenir des titres & de se rapprocher de la branche régnante, avoit porté le père à stipuler dans son contrat de mariage, qu'au défaut d'enfans mâles, tous les biens dont il se trouveroit en possession au moment de son décès seroient censés réunis à la couronne. Inquiets sur le sort de leur fille, ils supplièrent le roi de vouloir bien déroger à cette clause trop rigoureuse, par rapport au duché de Bourbon, qui étoit un bien purement patrimonial. Enhardis par la facilité avec laquelle ils obtinrent cette première grace, ils cherchèrent dans la suite à faire obtenir également à leur fille les comtés de Clermont, de la Marche, & tous les autres biens qu'ils possédoient à quelque titre que ce pût être, en proposant de la marier

marier au jeune duc d'Alençon, chef de la branche royale la plus proche de la couronne, après la maison d'Orléans. Louis accorda cette nouvelle demande, & le mariage fut arrêté. Mais les fils mineurs de Gilbert de Bourbon-Montpensier, qui se portoient pour héritiers des biens de la maison de Bourbon après la mort de leur oncle, ayant en cette qualité formé opposition aux clauses du contrat, Louis respecta leurs droits, & chercha un autre moyen d'établir avantageusement le duc d'Alençon. On ne trouva point d'autre expédient pour conserver à Susanne l'héritage de ses pères, que de lui faire épouser Charles de Bourbon-Montpensier son cousin-germain, en stipulant par le contrat de mariage une donation mutuelle de tous leurs droits. On verra dans la suite de cette histoire dans quel abyme de maux se précipita François premier pour s'être imprudemment laissé engager par les sollicitations de sa mère, à donner atteinte aux clauses de ce contrat.

ANN. 1498.

Parmi ceux qui s'étoient déclarés

le plus ouvertement contre le duc d'Orléans, restoit encore René duc de Lorraine. On a vu à quel point ils s'étoient haïs au commencement du règne précédent. A la vérité un intérêt commun les avoit engagés depuis à se rapprocher & même à former une ligue. Mais René trompé par les promesses de madame de Beaujeu, n'avoit tenu aucun des engagemens qu'il venoit de prendre : & par une mal-adresse singulière, il étoit resté l'ennemi de la France, sans devenir l'ami du duc d'Orléans. Ces considérations n'empêchèrent point qu'on ne l'invitât à la cérémonie du sacre, & qu'on ne le chargeât d'y représenter le duc de Guienne. Comme dans les embarras inséparables de ces grandes cérémonies, on avoit paru le négliger, il imputa la froideur avec laquelle il avoit été reçu à un reste de haine, & se retira sans prendre congé. Louis s'en étant apperçu, l'envoya prier de revenir & lui parla avec tant de franchise dans un entretien qu'ils eurent au bois de Vincennes, que le duc se croyant à la veille d'obtenir une entière satisfaction sur le comté de Provence,

Ann. 1498.

dit le soir à ses officiers : *Amis, faisons bonne-chère, tout va bien.* On convint en effet de part & d'autre, de s'en rapporter à la décision d'un certain nombre de commissaires intègres & éclairés. Mais après quelques conférences, les droits du roi parurent si bien fondés, les prétentions du duc furent si solidement réfutées, que prévoyant dès-lors quelle seroit la décision, & ne pouvant encore se résoudre à donner son désistement, il s'en retourna dans ses Etats, où il continua de charger son écusson des armes de Provence & de Naples, & de se faire donner par ses sujets les titres attachés à la royauté, sans que la France se formalisât davantage de ce vain cérémonial. De son côté il resta si convaincu de la candeur & de la bonne foi du monarque, qu'il inspira à ses enfans le desir de s'attacher inviolablement à la fortune des rois de France, d'attendre tout de leurs bienfaits, sans songer davantage à leur contester des droits trop solidement établis. ANN. 1498.

Après s'être si glorieusement vengé de ses ennemis, Louis ne songea George d'Amboise, premier ministre.

ANN. 1498. *Le Gendre, Vie du C. d'Amboise. Baudier.*

plus qu'à se former un conseil. Une ame honnête & sensible, un esprit droit, mais borné & incapable d'une longue contention, un caractère franc, ouvert, facile, ennemi de toute espèce de défiance & de dissimulation; enfin, une longue habitude de partager avec un confident ses plaisirs & ses peines, lui imposoient en quelque sorte la nécessité de se choisir un premier ministre; ce choix ne pouvoit être douteux : depuis la mort du comte de Dunois qui avoit guidé ses premières démarches, il s'étoit livré sans aucune réserve aux conseils de George d'Amboise. Avant que de parler de la fortune de ce prélat, il est à propos de jeter un coup d'œil sur sa famille; l'histoire offre peu d'exemples d'une prospérité aussi générale & aussi méritée. Pierre de Berrie d'Amboise son père avoit eu d'Anne de Beuil sa femme neuf garçons & huit filles : de ces huit, trois furent abbesses, les autres furent mariées dans les premières maisons du Royaume. Charles d'Amboise, l'aîné des garçons, fut chevalier de l'ordre du roi, & successivement

gouverneur de Bourgogne, de Champagne & de l'Isle de France : il mourut vers la fin du règne de Louis XI avec la réputation d'un des plus habiles généraux & d'un des plus honnêtes hommes de son siècle. Jean fut évêque de Langres, pair de France, & lieutenant-général en Bourgogne. Aimeri, chevalier de Rhodes, devint grand prieur de France, & ensuite grand maître de l'ordre. Louis, évêque d'Albi, joignit au titre de ministre du roi Louis XI, la qualité de son lieutenant dans les provinces de Guienne, Languedoc & Roussillon; on le vit tour à tour général d'armée, ou chargé des plus importantes négociations. Jean, seigneur de Bussi, distingué parmi les courtisans, par la valeur & la galanterie qui devinrent héréditaires dans sa branche, fut lieutenant-général en Normandie. Pierre fut évêque de Poitiers & abbé de Cluni. Hugues, seigneur d'Aubijoux, après s'être signalé dans les guerres d'Italie, fut élevé à la charge de capitaine des deux cens gentilshommes de la maison du roi. George le dernier ou le pénultième des garçons, avoit été

Ann. 1498.

élu à quatorze ans évêque de Montauban, & s'étoit attaché à la cour en qualité d'aumônier. Dans la querelle qui partagea la nation au sujet de la régence, George prit parti pour le duc d'Orléans, & forma une conspiration pour lui faire enlever le jeune monarque. Ayant été découvert & arrêté, il expia cette faute par une longue prison : sa qualité d'évêque, le besoin qu'Anne de France avoit alors de ménager la cour de Rome qui le réclamoit, lui ayant fait obtenir la liberté, il travailla utilement pour la délivrance du duc d'Orléans détenu dans la tour de Bourges après la bataille de S. Aubin. Il reçut bientôt le prix de ses services, il fut pourvu de l'archevêché de Narbonne. Avant qu'il eût pris possession de ce siége, l'archevêché de Rouen vint à vaquer, & le duc d'Orléans qui se trouvoit alors gouverneur de Normandie, ayant eu le crédit de le faire élire, lui confia en même-temps la lieutenance générale de cette grande province. Le nouvel archevêque y séjourna peu ; il suivit son maître en Italie, & passa pour lui avoir suggéré toutes les

ANN. 1498.

démarches qui déplurent au conseil de Charles VIII. Associé long-temps à toutes les disgraces du duc d'Orléans, il parut monter avec lui sur le trône. Louis lui fit obtenir le chapeau de cardinal, & le déclara son premier ministre. Ceux qui eurent entrée dans le conseil & la principale direction des affaires après le cardinal d'Amboise furent :

Formation du conseil.

Louis d'Amboise, évêque d'Albi. Quoiqu'il fût plus ancien que George dans le ministère, & qu'il eût rendu à l'Etat des services plus importans, il ne se crut point humilié en se voyant subordonné à son cadet.

Louis Mallet, seigneur de Graville & amiral de France. Déchu de ce haut degré de faveur & de puissance, où ses talens l'avoient fait parvenir sous le règne précédent, il s'étoit de bonne heure ménagé un appui dans la faveur naissante des d'Amboise. N'ayant qu'une fille héritière d'une fortune immense, il l'avoit mariée avec le jeune Charles d'Amboise, neveu du premier ministre, & chef du nom & des armes de cette illustre maison.

ANN. 1498. Pierre de Rohan, maréchal de Gié. Il avoit eu entrée dans le conseil dès le règne de Louis XI, & s'y étoit maintenu sous celui de Charles VIII, sans toutefois renoncer au commandement des armées : ministre & général, il jouissoit de la plus haute considération; mais il n'avoit pu se préserver de cette haine violente qu'Anne de Bretagne avoit vouée à toute la maison de Rohan. Ainsi quoique Louis l'aimât, quoiqu'il déférât volontiers à ses avis, il n'osoit le plus souvent lui témoigner sa confiance : il fut même forcé, quelque temps après, de l'éloigner de la cour, comme nous aurons occasion de le rapporter.

Gui de Rochefort mérite une place distinguée dans l'histoire, & contribua plus qu'aucun de ses contemporains à la gloire & à la réputation de son maître. Né sujet des ducs de Bourgogne, & décoré de l'ordre de la toison d'or, il étoit passé avec son frère au service de France sous le règne de Louis XI. Tandis que Guillaume remplissoit si supérieurement les fonctions de chancelier, Gui, premier président du nouveau

parlement de Bourgogne, travailloit utilement de son côté à faire aimer la domination Françoise dans une province nouvellement conquise : occupé tout entier à y maintenir l'ordre & la sûreté, il tomba lui-même au pouvoir des ennemis. Quelques Francomtois, sujets de la maison d'Autriche, ayant pénétré dans le duché de Bourgogne, l'enlevèrent dans une de ses terres, & le tinrent long-temps dans une étroite prison. Ayant trouvé moyen d'en échapper, il reparut à la cour de France dans le temps qu'on apprit la mort de Robert Briſſonnet qui avoit succédé, dans la place de chancelier, à Guillaume de Rochefort. Le souvenir des services importans que son frère avoit rendus à l'Etat, les preuves de zèle, d'intégrité & d'application qu'il avoit déja données lui-même, déterminèrent le conseil de Charles VIII, à lui déférer la dignité de chancelier, dans laquelle il fut confirmé par Louis XII. ANN. 1498.

Imbert de Batarnai, seigneur du Bouchage, & Florimond de Robertet, eurent la principale direction des finances. Du Bouchage avoit été

le miniſtre de confiance de Louis XI;
ANN. 1458. mais il étoit alors fort âgé : Robertet, avec un eſprit plein de modération & de ſageſſe, n'avoit que les talens néceſſaires pour bien remplir une place du ſecond ordre.

Il faut porter le même jugement d'Etienne Poncher, évêque de Paris & archevêque de Sens : il s'étoit formé aux affaires dans la place de conſeiller-clerc au parlement de Paris, école célèbre d'où la France tira la plupart de ſes évêques, tant que la pragmatique ſanction fut obſervée dans le royaume. Poncher parvint ſur la fin de ce règne à la dignité de garde des ſceaux : il fut chargé des négociations les plus épineuſes, & s'il ne réuſſit pas toujours, il s'en acquitta du moins ſans reproche.

Le célèbre Philippe de Comines ſe mit auſſi ſur les rangs. Outre les ſervices qu'il avoit rendus à l'Etat, il croyoit avoir des droits bien fondés à la reconnoiſſance perſonnelle du monarque, après avoir langui neuf mois dans une cage de fer pour s'être déclaré trop ouvertement ſon partiſan : mais la ſupériorité de ſes lu-

mières & la trempe de son esprit le faisoient craindre ou haïr de la plupart de ceux qui composoient déjà le conseil. La froideur avec laquelle il fut reçu du nouveau monarque, l'avertit assez qu'il étoit temps de songer à la retraite. Il y composa ces excellens mémoires dont nous avons fait usage pour les deux règnes précédens. Comines avoit choisi pour devise une maxime, qui, dans un état bien policé, devroit être gravée sur la porte de tous les citoyens : *Celui qui par son travail ne contribue point au bien de la société, ne doit point manger.*

Ann. 1498.

Personne ne sentit alors toute la perte que l'Etat faisoit, en se privant des secours qu'on avoit droit d'attendre d'un ministre tel que Comines. Un plus grand intérêt occupoit la nation : Anne de Bretagne avoit long-temps défendu sa petite souveraineté contre les armes de la France, & n'avoit consenti à épouser Charles VIII, que lorsque tous les moyens de résister lui eurent été enlevés. Par le contrat de mariage, Anne & Charles comme substitué aux droits des Penthievres,

Conduite du roi à l'égard de la reine Anne de Bretagne.
*Belcar.*
*D. Lobineau.*
*Belforest.*
*Vita Ludov. Aurelian.*
*Hist. des Brissonnet.*
*S. Gelais.*

Ann. 1498.

s'étoient fait une donation mutuelle de leurs droits respectifs sur le duché de Bretagne, au cas que l'un d'eux vînt à mourir sans laisser d'enfans : mais comme on s'étoit dès-lors proposé d'unir irrévocablement ce grand fief à la couronne, on avoit stipulé en même-temps, que si le roi mouroit le premier sans postérité, Anne ne pourroit se remarier qu'à son successeur immédiat sur le trône, si celui-ci vouloit, ou pouvoit l'épouser, sinon au prince le plus proche de la couronne. Le cas étoit arrivé, & même d'une manière plus embarrassante qu'on ne l'avoit prévu. Louis XII étoit marié, & François d'Angoulême, premier prince du sang, étoit encore enfant. Au défaut du comte d'Angoulême, on ne pouvoit jeter les yeux que sur le duc d'Alençon, plus âgé que lui à la vérité, mais qui n'étoit point encore nubile. Il se trouvoit donc encore une disproportion énorme entre ce jeune duc & la reine douairière. Ce mariage entraînoit un autre inconvénient; il éloignoit le but qu'on s'étoit proposé de réunir la Bre-

tagne à la couronne : au contraire il l'en auroit féparée de nouveau, avec d'autant plus de danger pour le royaume, que les poffeffions de la maifon d'Alençon fituées dans le Maine & la Normandie, & par conféquent limitrophes de la Bretagne, auroient formé par leur union à ce duché un poids de puiffance capable d'effrayer, ou du moins d'inquiéter les monarques François. D'ailleurs, comment s'affurer qu'Anne, de retour dans fes Etats où elle entretiendroit des intelligences & un commerce fuivi avec toutes les cours de l'Europe, renonceroit à fe choifir elle-même un époux, feroit toujours difpofée à recevoir celui qu'il plairoit au roi de lui préfenter? Cependant il falloit fur-le-champ prendre un parti : Anne demandoit avec les plus vives inftances à retourner dans fon duché : on n'avoit aucun motif légitime de la retenir. Quand bien même on fe feroit cru autorifé, par la raifon d'Etat, à s'affurer de fa perfonne, cette violence qui l'auroit aliénée pour jamais de la France, auroit eu les fuites les plus funeftes pour la mo-

ANN. 1498.

narchie. Les Bretons, attachés au sang de leurs anciens maîtres, se seroient soulevés : les puissances voisines n'auroient pas manqué une si belle occasion de venger leurs injures personnelles, en ne paroissant que les défenseurs de l'innocence opprimée : le royaume se feroit donc trouvé en proie à une guerre civile & étrangère. Le seul moyen de parer à tous ces inconvéniens étoit de faire épouser à Louis XII la reine douairière ; mais combien d'obstacles s'opposoient à cet arrangement? Depuis plus de vingt ans, Louis étoit marié à la plus jeune des filles du roi Louis XI. Quoique cette princesse fût difforme, quoiqu'il l'eût épousée contre son gré, il n'avoit aucun reproche à lui faire. Epouse vertueuse & soumise, elle avoit supporté avec courage tous les torts de son mari : elle l'aimoit uniquement, & dans les disgraces où il étoit tombé par son imprudence, elle lui avoit tendu une main secourable, & n'avoit songé à se venger de ses outrages que par des bienfaits. Fille & sœur des deux derniers rois ses prédécesseurs, son épouse, sa parente, de-

ANN. 1498.

voit-elle être traînée dans les tribunaux : si la mort avoit enlevé ceux qui auroient pu la défendre, devoit-il s'en prévaloir pour l'accabler ? ne devoit-il pas être, au contraire, par les liens du sang, par les loix de l'honneur & de la probité, son protecteur, son appui, son unique soutien ? Ces réflexions étoient bien capables de déchirer un cœur tel que celui du roi ; & il ne faut point douter qu'avant de prendre une dernière résolution, il n'ait essuyé de longs & douloureux combats. ANN. 1498.

Un devoir indispensable l'avoit conduit chez la reine douairière, & il l'avoit trouvé livrée au plus violent désespoir, & presque résolue d'attenter à sa propre vie ; en combattant ce dessein funeste, en s'efforçant de la consoler & de rétablir par degrés le calme dans cette ame violente & sensible, il ne s'apperçut pas qu'il se faisoit à lui-même une plaie profonde & incurable. Il n'avoit pu pendant le long séjour qu'il avoit fait en Bretagne, défendre son cœur contre les charmes naissans de la princesse, & il s'étoit apperçu que ses soins n'avoient

ANN. 1498. point déplu : les premiers regards d'Anne avoient été pour le duc d'Orléans. Obligés l'un & l'autre d'étouffer des ſentimens ſi doux, ils ſe croyoient ſans doute parfaitement guéris ; mais ces feux mal éteints ſe rallumèrent aiſément, lorſque la fortune sembla prendre plaiſir à les rapprocher. Louis fit l'aveu de ſa paſſion, & apprit de la bouche de ſa maitreſſe que s'il étoit libre & juridiquement dégagé de ſes liens, il n'éprouveroit de ſa part aucune réſiſtance. Il propoſa l'affaire dans ſon conſeil, expoſant les raiſons qu'il croyoit avoir de regarder ſon premier mariage comme nul ; mais exigeant en même-temps que tout le monde dît librement ce qu'il en penſoit, ſans flatterie & ſans crainte. Tous furent d'avis, que pour tranquilliſer la conſcience de la reine douairière, & ne rien laiſſer d'obſcur ni de louche dans une procédure qui pourroit un jour troubler l'Etat, en compromettant les droits des héritiers de la couronne, on devoit ſe conformer ſcrupuleuſement à toutes les formalités de l'ordre judiciaire, & demander au

pape des commissaires pour entendre les deux parties. Dès qu'on eut pris cette résolution, on laissa partir Anne pour la Bretagne : mais quoiqu'elle eût déja promis d'épouser le roi, si les commissaires prononçoient la nullité du premier mariage, comme on craignoit encore ou qu'elle ne changeât de sentiment lorsqu'elle seroit en liberté, ou qu'il ne se rencontrât des obstacles à cette dissolution si ardemment desirée, on retint, par précaution, les villes de Nantes & de Fougeres qui étoient regardées comme les deux clefs de la Bretagne. Il arriva même que les commandans françois de Brest & de Saint-Malo refusèrent long-temps de remettre ces deux places aux officiers de la princesse, rejetant tous les ordres qu'on pouvoit leur montrer comme faux & subreptices, & menaçant de punir exemplairement ceux qui oseroient leur en apporter de pareils. Ann. 1498.

Alexandre VI, auquel on s'adressa pour obtenir des commissaires, avoit été l'ennemi déclaré de Charles VIII : mais les intérêts de sa famille,

ANN. 1498.

ſuivant leſquels il régloit ſes démarches, lui faiſant alors deſirer la protection de la France, il reçut avec joie l'occaſion qui ſe préſentoit d'obliger le nouveau monarque. Il nomma commiſſaires pour inſtruire le procès Louis d'Amboiſe, évêque d'Albi, & Ferdinand, évêque de Ceuta, ſon nonce à la cour de France, auxquels il joignit peu de temps après Philippe de Luxembourg, cardinal, évêque du Mans. Ces trois prélats s'étant aſſocié trois eccléſiaſtiques du ſecond ordre, plus verſés qu'eux dans la pratique judiciaire, établirent leur tribunal à Tours, & ſommèrent Jeanne de France d'y comparoître.

Il fait caſſer ſon mariage avec Jeanne de France.

*Procès manuſcrit du divorce.*

*Ferron. de reb. Gallic.*

*Bulle d'Alexandre VI.*

Quelque préparée que fût déja cette malheureuſe princeſſe à eſſuyer des mortifications, elle ne put apprendre ſans une mortelle douleur, qu'on ſongeât à lui ôter ſon époux, ſon honneur & ſon rang : ſoumiſe à ſes devoirs, accoutumée à aimer ſans exiger de retour, elle n'avoit jamais travaillé à ſe détacher d'un cœur qui la rejetoit : d'ailleurs elle ſe croyoit obligée en conſcience à

ne pas donner les mains à une action qu'elle regardoit comme une souveraine injustice. ANN. 1498.

Les moyens sur lesquels le procureur du roi se fonda pour demander que le mariage de Louis avec Jeanne fût déclaré nul, se réduisirent à quatre : 1°. La parenté au quatrième degré, Louis & Anne descendant l'un & l'autre de Charles V : 2°. L'affinité spirituelle au second degré, Louis XI père de la princesse ayant tenu le duc d'Orléans sur les fonts de Baptême ; ce qui, avant le concile de Trente, étoit regardé comme un empêchement dirimant : 3°. La violence de la part du père de la princesse, & le défaut de liberté de la part de l'époux : 4°. Les vices corporels de la princesse, qui la rendoient inhabile aux fins du mariage. Le procureur du roi entroit à ce sujet dans des détails que la nécessité d'autoriser sa demande rendoit sans doute excusables ; mais que la décence ne permet pas de rapporter.

Jeanne à qui l'on communiqua par écrit ces quatre moyens, répondit au premier & au second, qu'elle

ANN. 1498. ignoroit à quel degré elle étoit parente du duc d'Orléans; qu'elle ne savoit pas mieux s'il y avoit entr'eux quelque affinité spirituelle; mais que ce qu'elle ne pouvoit ignorer, c'est que ceux auxquels elle appartenoit n'avoient été ni assez ignorans, ni assez négligens pour n'avoir pas sollicité des dispenses, si elles avoient été nécessaires; & qu'on ne pouvoit présumer qu'ils n'eussent pas obtenu une faveur qui ne se refusoit à personne : au troisième, qu'elle n'étoit point sortie de si bas lieu, ni un parti si à dédaigner, pour qu'on ne pût sans user de violence lui trouver un mari; qu'il y avoit toute apparence au contraire que celui qui l'avoit obtenue, avoit eu besoin d'employer des prières, des sollicitations & du crédit. Quant au quatrième : *Je sais bien*, dit-elle, *que je ne suis, ni aussi belle ni aussi bien faite que bien d'autres femmes; mais je ne m'en crois pas moins propre aux fins du mariage, ni plus incapable d'avoir des enfans.* Elle ajouta que le mariage étoit consommé; que depuis plus de vingt ans le roi n'avoit point cessé de vivre avec elle; qu'il avoit usé de tous les droits

que lui donnoit la qualité d'époux.

Le quatrième moyen auroit été le plus décisif, s'il eût pu être bien prouvé : ce fut aussi celui sur lequel le procureur du roi insista le plus : il demanda la visite des sages femmes, ou si ce parti répugnoit à la reine, de quatre dames de la cour capables de connoître & de dire la vérité. Anne rejeta cette proposition comme contraire à la pudeur & indigne de sa naissance & de son rang : elle protesta avec tant de force & de vivacité qu'elle mourroit plutôt que de s'y soumettre, qu'on désespéra de vaincre une répugnance si naturelle. Comme d'ailleurs elle persistoit à nier tous les faits sur lesquels on fondoit la nullité du mariage, & qu'on ne pouvoit s'en assurer que par des enquêtes, on passa un mois à entendre des dépositions de témoins. Elles se firent à Orléans, à Blois, à Ponlevoi, à Amboise. Les deux premiers points, savoir le degré de parenté & l'affinité spirituelle, étoient notoires : Jeanne ne les nioit pas; elle soutenoit seulement que si elle avoit eu ANN. 1498.

besoin de dispense pour épouser le duc d'Orléans, ceux qui l'avoient mariée n'avoient eu garde de négliger cette formalité. Il ne s'agissoit donc que de retrouver l'original de cette dispense : l'évêque d'Orléans qui avoit donné la bénédiction nuptiale vivoit encore. Il déclara que la veille de la célébration, le chancelier Doriole lui avoit remis entre les mains la dispense pour cause de parenté, accordée par le cardinal Julien de la Rovere légat en France, mais qu'il ne se souvenoit pas s'il avoit été fait mention dans cette dispense de l'affinité spirituelle; que n'ayant pas eu le temps de la fulminer, il avoit suppléé à cette formalité en la tenant à la main pendant la célébration; qu'ensuite il l'avoit remise au chancelier sans en garder de copie. A force de perquisitions, on retrouva cette dispense : restoit donc à savoir si pour n'avoir pas été fulminée, elle devoit être nulle. Il paroît que le procureur du roi passa une sorte de condamnation sur ce premier article.

ANN. 1498.

Les dépositions sur la violence

étoient plus embarrassantes & en plus grand nombre : car bien que le père du duc d'Orléans eût le premier recherché cette alliance, & que le mariage eût été arrêté lorsque Jeanne étoit encore au berceau, il étoit constant que le jeune prince, la voyant dans un âge plus avancé, bossue & contrefaite, avoit conçu pour elle un dégoût insurmontable, & que s'il eût été parfaitement libre, il ne l'auroit point épousée. Lorsqu'on lui parloit de la princesse, il entroit en fureur, jurant *qu'il aimeroit mieux épouser une simple demoiselle de Beauce*. L'évêque d'Orléans chargé de la célébration du mariage étant entré dans sa chambre, pour l'y disposer, le trouva fondant en larmes; & sur la représentation qu'il lui fit qu'il étoit encore le maître de refuser son consentement : *Hélas!* lui répondit-il, *monseigneur d'Orléans, mon ami, que ferai-je? je ne saurois résister; il vaudroit autant être mort que de faillir à le faire, car vous connoissez à qui j'ai affaire.* Le prélat ayant exigé une réponse plus positive, *Il m'est bien force*, reprit le duc, *& il n'y a remède.*

ANN. 1498.

ANN. 1498.

Ces dépositions prouvoient suffisamment la répugnance du duc d'Orléans pour les nœuds qu'on lui proposoit : mais combien de mariages contractés avec répugnance ne laissent pas d'être validés par la consommation ? Il falloit donc prouver encore une violence bien caractérisée de la part du père de la princesse & un défaut absolu de liberté de la part du prince ; & sur cet article les dépositions furent abondantes. Tout le monde savoit que Louis XI s'étoit en quelque sorte arrogé le droit de disposer de toutes les riches héritières, sans consulter leur inclination, ni le vœu de leurs parens ; & qu'il étoit dangereux d'opposer la moindre résistance à ses volontés. Des témoins rapportoient qu'il avoit menacé de faire le jeune duc moine & abbé de Cluni, de renvoyer en Allemagne Marie de Clèves sa mère, s'ils ne consentoient au mariage projeté ; qu'il avoit promis une pension à Mornac pour y disposer son élève ; qu'au contraire soupçonnant Montenac & Bresille de l'en détourner, il avoit cherché un prétexte pour les perdre ; que Bresille, sur

fur ce fimple foupçon avoit été chargé de fers & appliqué à la queftion; que Montenac n'avoit évité la mort qu'en fe réfugiant à Rhodès : on produifoit la lettre fuivante au comte de Dammartin : *Monfeigneur le grand maître, je me fuis délibéré de faire le mariage de ma petite fille Jeanne & du petit duc d'Orléans, parce qu'il me femble que les enfants qu'ils auront enfemble ne leur coûteront guères à nourrir, vous avertiffant que j'efpère faire ledit mariage, ou autrement ceux qui iront au contraire ne feront jamais affurés de leur vie en mon royaume, pourquoi il me femble que j'en ferai le tout à mon intention.* On fe donnoit la torture pour prouver que cette lettre étoit bien véritablement de Louis XI, qu'elle n'avoit point été fabriquée après coup; mais outre qu'elle étoit fans date, elle paroiffoit fi déraifonnable, fi déplacée dans la bouche de Louis XI, fi analogue au contraire & fi favorable à la caufe de Louis XII, que cette feule confidération devoit la faire fufpecter. Jeanne répondoit aux autres dépofitions, qu'elles étoient faites par des domeftiques ou des penfionnaires du

ANN. 1498.

roi ; que quelques-unes se contredi-
ANN. 1498. soient, & qu'aucune par conséquent ne pouvoit former une preuve juridique : elle ajoutoit que les sujets de crainte qu'on alléguoit, étoient chimériques & imaginés à plaisir ; qu'à tout le moins ils auroient dû cesser après la mort de celui qui les donnoit ; que son mari, s'il eût été autorisé à réclamer contre la violence, auroit dû s'en aviser pendant la minorité de Charles VIII, dans une conjoncture où il étoit assez puissant pour disputer la régence ; qu'il l'eût pu faire en toute sûreté dans l'assemblée des Etats généraux, où beaucoup d'autres seigneurs moins accrédités avoient exposé leurs griefs & obtenu une entière satisfaction ; que rien n'avoit pu le contraindre dans ces assemblées du parlement & de l'université, où il avoit harangué contre les abus du gouvernement ; qu'au contraire c'étoit depuis ce temps qu'il avoit le mieux vécu avec elle ; qu'il lui avoit formé un état de maison ; qu'il l'avoit fait reconnoître à Blois & à Orléans ; qu'il l'avoit traitée en public & en particulier comme sa femme légitime,

& qu'il ne lui avoit refusé aucun des titres ni des droits dus à son rang. ANN. 1498.

Sur le quatrième article, celui de la consommation du mariage, les dépositions varioient. Celles qui étoient favorables au duc d'Orléans, portoient que dès son enfance la princesse étoit si difforme & tellement contrefaite, que lorsque le seigneur de Linières la mena au château du Plessis-les-Tours, Louis XI qui l'apperçut par une fenêtre, recula d'effroi, fit le signe de la croix, & jura qu'*il ne l'avoit pas crue si laide*; que la duchesse d'Orléans, lorsqu'on la lui présenta pour la première fois, perdit la parole & manqua de tomber évanouie; que Jeanne elle-même n'avoit point ignoré l'effroyable dégoût qu'elle inspiroit à son mari, & qu'elle s'étoit plus d'une fois rendu justice; que Linières lui disant un jour: *Madame, parlez à monseigneur, témoignez-lui votre affection*, elle avoit répondu, *je n'oserois parler à lui, car vous & chacun voit qu'il ne fait compte de moi*; qu'elle avoit dans une pareille rencontre dit à Salomon de Bombelles son médecin: *Ah! maître Salomon, je n'ai pas personnage pour un tel prince*;

ANN. 1498. que le duc avoit révélé à quelques-uns de ses confidens, les vices de conformation de sa femme, vices qui la rendoient inhabile aux fins du mariage; que bien que par ménagement il n'eût pas voulu les divulguer, il avoit cru que sa conscience l'obligeoit à s'éloigner d'elle; qu'il avoit fait usage du premier moment de liberté dont il eût encore joui, pour se retirer en Bretagne & y chercher une autre épouse; qu'il s'étoit regardé comme si peu lié par son premier engagement qu'il avoit demandé publiquement Anne en mariage, & avoit obtenu le consentement du père; qu'il l'auroit même dès-lors épousée, si ceux qui gouvernoient la France n'eussent abusé de leur crédit pour faire échouer ce projet. On produisit les instructions données à Chaumard religieux de Fontevraud, qui avoit été député à Rome pour solliciter les dispenses: on produisit de même le témoignage de Jean Amis député dans la même cour, par madame de Beaujeu, pour s'opposer à la requête de Chaumard. Enfin on fit observer que le duc ayant reconnu la nullité de son ma-

tiage, n'avoit ni reçu, ni demandé la dot de la princeſſe qui étoit de cent mille écus. Les témoignages qu'elle produiſit à ſon tour n'étoient pas moins formels. Ils montroient que ſi la nature lui avoit refuſé les graces de la figure, elle l'avoit bien dédommagée du côté de l'eſprit & du caractère; que ces dernières qualités dont l'empire eſt plus durable avoient fait leur effet ſur le cœur de ſon époux; que ſi elles ne l'avoient point entièrement guéri d'un amour volage, elles avoient du-moins conſervé à la princeſſe l'eſſentiel de ſes droits; que non-ſeulement pendant le règne de Louis XI, mais même pendant toute la durée de celui de Charles VIII, ils n'avoient eu le plus ſouvent qu'une même table, qu'un même lit; que dans ces momens d'ivreſſe que procure une paſſion ſatisfaite, il avoit plus d'une fois vanté ſon bonheur en des termes & avec des exagérations qui marquoient bien qu'il n'avoit pour elle aucun dégoût. Etoit-ce donc à une princeſſe ſon épouſe, fille & ſœur de ſes maîtres, qu'il avoit cru alors adreſſer ſes careſſes, ou ne

ANN. 1498.

l'avoit-il regardée que comme un vil objet de prostitution? avoit-elle mérité cet opprobre, & oseroit-il avouer une pareille lâcheté?

ANN. 1498.

Qu'on se figure une princesse élevée à l'ombre du trône, accoutumée à recevoir dès l'enfance des marques de soumission & de respect de tous ceux qui l'approchoient, déchue tout-à-coup de ce haut rang, réduite à paroître en état de suppliante devant des commissaires, à entendre des dépositions de témoins, à recevoir de la bouche d'un époux dont elle ne pouvoit encore se détacher, les déclarations les plus formelles du dégoût & de l'aversion qu'elle lui avoit toujours inspirés, osant à peine faire éclater ses plaintes & donner un libre cours à ses larmes, de peur d'aigrir encore davantage celui dont son sort dépendoit. Dans cet abandon général, dans cet abyme d'humiliation, peut-être étoit-elle encore moins à plaindre que celui qui causoit ses malheurs; car elle avoit du moins pour elle son innocence & cette fermeté qu'inspire une conscience pure & sans remords: mais Louis, naturellement juste & miséri-

cordieux, quels reproches ne dut-il pas se faire à lui-même! quels tourmens ne dut-il pas essuyer, lorsque par la suite d'une odieuse procédure, il se trouva réduit à entendre discuter des faits & des détails qui auroient dû rester ensevelis dans l'ombre du silence; à profaner, en quelque sorte, lui-même la majesté du trône, & la sainteté de la couche nuptiale; à persécuter, enfin, & à couvrir de confusion une princesse, sa parente, sa femme, qui loin d'avoir mérité sa haine, lui avoit tendu, dans le malheur, une main secourable! Sans doute il n'avoit pas prévu, en commençant cette affaire, les cruelles extrémités où il en faudroit venir: on doit même soupçonner, d'après la connoissance que l'histoire nous donne de son caractère, qu'il se repentit plus d'une fois de s'y être engagé. Mais après l'éclat qu'on avoit affecté de répandre sur une cause qui intéressoit la nation, & qui étoit devenue le sujet ordinaire de toutes les conversations, il n'étoit plus temps de reculer, il falloit en voir la fin. Les commissaires étoient dans le plus grand embarras: la voie des

ANN. 1498.

ANN. 1498. informations, à laquelle ils avoient eu recours, ne leur donnoit point de preuves suffisantes pour asseoir un arrêt. Les dépositions étoient à charge & à décharge, & pouvoient à-peu-près se balancer; ils en revinrent donc à demander de nouveau la visite & le témoignage des sages-femmes.

Jeanne étoit bien résolue à ne point s'avilir à ce point. Pour se délivrer, enfin, de cette odieuse poursuite, elle composa un mémoire où elle articuloit les faits favorables à sa cause, priant les commissaires d'interroger le roi lui-même, sur chacun des articles qu'il contenoit, & de prononcer ensuite la sentence sur ses réponses. Louis montra d'abord de la répugnance à subir cet interrogatoire; il s'y soumit ensuite, & après avoir prêté le serment qu'on exigeoit de lui, il répondit d'une manière à lever tous les embarras qui avoient jusqu'alors arrêté les juges : ils prononcèrent donc » que le mariage » avoit été & étoit encore nul & de » nul effet; que le roi étoit libre de » se pourvoir ailleurs; que par l'au- » torité apostolique, ils lui en don-

» noient la permiſſion autant qu'il » étoit néceſſaire; qu'à l'égard de » la princeſſe Jeanne, ils l'exemp- » toient des frais, des dommages & » intérêts «. ANN. 1498.

On fut étonné de la tranquillité avec laquelle Jeanne reçut cette nouvelle. Excédée de tant de traverſes, & guérie, enfin, d'une paſſion malheureuſe, elle ſembla bénir l'heureux naufrage qui la conduiſoit au port. Louis de ſon côté, qui avoit fait long-temps violence à ſon caractère, ne ſongea plus qu'à réparer la dureté de ſes procédés : il lui céda ſur-le-champ la jouiſſance du duché de Berri, du domaine de Pontoiſe, de Châtillon-ſur-Indre, & de Châteauneuf ſur-Loire, ne ſe réſervant, ſur toutes ces terres, que les droits de ſouveraineté. Retirée à Bourges, où elle ne s'occupoit plus que des pratiques de religion, elle fonda près de ſon palais, avec l'agrément du roi & la permiſſion du ſaint ſiége, un nouvel ordre de religieuſes, ſous le nom d'*Annonciades*, conſacrées à retracer, dans la retraite, les dix principales vertus de la ſainte Viergè. Quoiqu'elle eût fait

profession avec elles, elle ne put se
ANN. 1498. résoudre à changer d'habit, jugeant apparemment, qu'en gardant son rang & les marques extérieures de sa dignité, elle conserveroit plus de moyens de protéger & d'affermir ce nouvel établissement.

Louis, qui n'avoit travaillé avec tant d'ardeur à faire casser son premier mariage, que pour épouser Anne de Bretagne, sa parente, n'avoit pas même attendu la sentence des commissaires, pour solliciter à Rome des dispenses, & un chapeau de cardinal pour George d'Amboise, son premier ministre. Alexandre VI avoit tout accordé, & avoit chargé d'une commission si agréable, César Borgia son fils, qui après avoir abdiqué la pourpre Romaine, avoit dessein de chercher un établissement à la cour de France. César remit sur-le-champ le chapeau au nouveau cardinal : quant à la bulle de dispense, il feignit qu'elle n'étoit point encore expédiée, afin d'avoir le temps de négocier ses propres intérêts, & d'obtenir ce qu'on n'auroit peut-être pas envie de lui accorder. L'évêque de Ceuta déconcerta cette ruse Italien-

ne, en informant le conseil du roi de la date de cette bulle. D'après cet éclaircissement, les théologiens déclarèrent que le roi pouvoit contracter son nouveau mariage quand il le jugeroit à propos : alors César Borgia se trouvra forcé de remettre, de mauvaise grace, cette bulle qu'on ne lui demandoit plus; mais le malheureux prélat paya bien cher son indiscrétion. Borgia le fit empoisonner.

ANN. 1498.

Rien n'arrêtant plus le monarque, il partit pour Nantes où Anne se rendit de son côté, accompagnée de la première noblesse de Bretagne. Comme elle connoissoit son empire sur les volontés de Louis, elle en profita en femme habile, pour stipuler des conditions bien différentes de celles qu'elle avoit obtenues de Charles VIII. Le premier contrat étoit celui d'un souverain qui épouse sa vassale, le second fut celui d'une reine qui consent à donner la main à son amant : il paroît avoir été modelé sur celui d'Isabelle, reine de Castille, avec Ferdinand, roi d'Aragon. Mais Isabelle, beaucoup plus puissante que Ferdinand, lui faisoit

Mariage du roi avec Anne de Bretagne.

Conditions accordées à la province.

*D. Lobineau, preuves. Hist. univ.*

grace en l'épousant, au lieu qu'Anne
ANN. 1498. épousoit son seigneur & son maître. Non contente de se réserver, pendant sa vie, la jouissance pleine & entière de son duché, elle voulut enlever à la France le seul avantage qui pouvoit lui revenir de cette alliance, avantage que ceux des Bretons, qui connoissoient le mieux les intérêts de leur province, avoient desiré sous le règne précédent : elle stipula, qu'après sa mort, le second enfant mâle qui proviendroit de son mariage avec Louis, ou au défaut de mâles, la seconde fille seroit duc ou duchesse de Bretagne, aux mêmes titres & droits que l'avoient été ses ancêtres; que s'il ne naissoit qu'un enfant unique de ce mariage, la clause subsisteroit, & seroit accomplie, par rapport à ses descendans; qu'outre les revenus de son duché, Anne jouiroit du douaire qui lui avoit été assigné par Charles VIII; qu'on lui en assigneroit encore un second, dont elle conserveroit de même l'usufruit si le roi mouroit avant elle; que si elle mouroit avant le roi sans laisser d'enfants, il conserveroit, pendant sa vie seulement,

la jouissance du duché de Bretagne, qui retourneroit ensuite au plus proche parent de la reine. On régla, dans un second acte qui fut ajouté au contrat de mariage, que le roi n'innoveroit rien par rapport au gouvernement de la province; qu'il ne pourroit dénaturer les offices, ni destituer aucun de ceux qui en étoient pourvus; que lorsqu'il en vaqueroit quelqu'un par mort ou autrement, la reine y nommeroit de plein droit, & que les provisions en seroient expédiées dans la chancellerie de Bretagne; que toutes les fois qu'il seroit question de lever des impôts, des fouages ou autres subsides, les Etats seroient duement convoqués pour en faire l'octroi à la manière accoutumée; que les sujets du duché ne pourroient être ajournés hors des limites de la province en première instance, mais seulement par appel; que le roi ne pourroit tirer les nobles de la province pour servir dans ses armées, sinon dans une extrême nécessité, ou du consentement de la reine & des Etats; qu'il s'intituleroit, dans les actes qui concerneroient la province, *duc de Bretagne*; qu'il y feroit battre mon-

ANN. 1498.

ANN. 1498.

noie d'or & d'argent en son nom & celui de la reine conjointement; que les bénéfices ne seroient conférés qu'aux naturels du pays, à moins que pour des considérations particulières, il ne plût à la reine d'en gratifier des étrangers. Après la célébration des noces, la reine fut conduite à Saint-Denis, où elle fut couronnée une seconde fois, & fit une nouvelle entrée solennelle à Paris. On affecta de célébrer cet évènement, par des fêtes & des réjouissances publiques; mais l'ame sensible des François plaignoit Jeanne. On murmura; des prédicateurs qui dans ce siècle exerçoient une sorte de censure publique sur les actions des souverains, comme sur celles du peuple, osèrent déclamer contre tout ce qui venoit de se passer.

Diminution des tailles.

*Seissel, hist. de Louis XII. Belcar. rerum Gallic. Ferron; de reb. Gall. Belleforêt, annal.*

Louis, qui en fut instruit, ne chercha à s'en venger que par de solides bienfaits. Dès son avènement au trône, il avoit donné une preuve éclatante de son désintéressement & de l'amour qu'il portoit à son peuple. C'étoit l'usage que l'on payât au prince qui montoit sur le trône, quelque subside extraordinaire pour les funérailles de son prédécesseur,

les cérémonies de son sacre & de son couronnement. Nous avons vu les Etats assemblés à Tours, régler eux-mêmes cette contribution à la somme de trois cents mille livres. Louis étoit donc autorisé à l'exiger de ses sujets; & quoiqu'il en eût fait les avances de ses propres deniers, il étoit le maître de s'en faire rembourser sans que personne eût eu sujet de se plaindre. Cependant, non-seulement il n'exigea rien, il diminua cette même année les impôts d'un dixième, annonça de nouvelles diminutions pour les suivantes, & déclara qu'il ne seroit content que lorsque les tailles se trouveroient réduites à la somme de douze cents mille livres, que les Etats avoient volontairement offerte au roi Charles VIII. Son zèle pour le soulagement de son peuple ne se borna pas à diminuer les impôts; il s'étendit, comme nous allons le voir, à toutes les branches de l'administration.

ANN. 1499.

Depuis plusieurs mois, Louis avoit rassemblé les magistrats les plus éclairés du royaume pour conférer ensemble sur les abus qui n'avoient point encore été réformés sous le rè-

Police établie dans les troupes.

*Ibid.*

*Brantome, Vies des G. capit.*

ANN. 1499. *Hist. du chevalier Bayard.*

gne précédent. Gui de Rochefort présidoit à ces assemblées : bientôt on en vit éclorre ces célèbres ordonnances qui ont rendu le nom de Louis XII si cher à la nation.

La première concernoit la discipline des troupes. On avoit déja un si grand nombre de règlemens sur cet objet, qu'il suffisoit de prendre des précautions pour les faire observer. La première que prit Louis, fut d'assigner les fonds destinés au payement des gens de guerre, d'une manière si stable, qu'il ne fût jamais différé d'un seul jour, & qu'on leur ôtât par-là tout prétexte de pillage & de relâchement. La seconde fut d'ordonner que les gens d'armes ne prendroient de quartiers que dans des villes murées, où les bourgeois armés pour la défense commune se trouvoient en état ou de repousser par eux-mêmes la violence, ou du moins d'informer la cour des malversations qu'ils n'auroient pu réprimer : on défendit, sous les peines les plus rigoureuses, aux gens d'armes de s'écarter dans les villages voisins, soit pendant leur séjour dans les villes, soit dans les marches lorsqu'il étoit nécessaire de changer

de quartier. La troisième enfin, fut de ne choisir pour capitaines que des hommes d'une probité reconnue, qu'on rendît responsables de tous les désordres de ceux qui étoient sous leur conduite, à moins qu'ils ne prissent eux-mêmes la précaution de les dénoncer aux magistrats, & de constituer les coupables entre les mains des juges. Par ces moyens si simples, un corps qu'on avoit jugé jusqu'alors indisciplinable, & dont la présence causoit plus d'alarme aux citoyens qu'aux ennemis, prit peu-à-peu des sentimens d'équité, de justice & de modération : on vit combien étoit mal fondée la crainte qu'on avoit eue jusqu'alors de faire abandonner le service militaire à la noblesse, qui formoit seule les compagnies d'ordonnance, si l'on entreprenoit de corriger tous les abus. Les places, quoique devenues moins lucratives, n'en furent que plus recherchées : jamais les compagnies d'ordonnance n'avoient été aussi complettes ni mieux choisies qu'elles le furent sous ce règne.

ANN. 1499.

Règlement sur les monnoies.

*Budæus asse.*

*Bisot.*

*Le Blanc.*

Le second règlement eut pour objet les monnoies. On n'étoit point encore dans l'usage de les renouve-

ler à chaque mutation de règne. Il s'en trouvoit alors, dans le commerce, une telle variété, que dans tous les payemens un peu considérables, il falloit recourir au change, ou du moins à la balance. Louis en ordonna une refonte générale, mais il fut mal obéi. Les uns regardèrent cette nouveauté comme une sorte d'inquisition établie sur la fortune de ses sujets; les autres comme une ambition démesurée, & une basse jalousie, supposant malicieusement que le monarque n'avoit voulu, en prenant ce parti, qu'éteindre autant qu'il dépendoit de lui, le souvenir de ses prédécesseurs, & substituer son nom aux leurs sur des monumens destinés à le faire passer à la postérité la plus reculée. Au reste, nous observerons ici, que ce fut sous ce règne que l'on commença à graver plus communément le buste du roi sur les monnoies : avant ce temps on y mettoit une couronne, un ange, ou quelqu'autre figure grossièrement dessinée.

ANN. 1499.

Nouvelle forme donnée au grand conseil.

Charles VIII, dans les dernières années de son règne, avoit érigé en collége ou en compagnie ordi-

naire le grand conseil qui, avant lui, n'avoit été composé que du chancelier, de quelques maîtres des requêtes, & de ceux des sénéchaux & baillifs qui se trouvoient par hasard à la suite de la cour : il avoit ajouté, à ces premiers magistrats, dix-sept conseillers, tant clercs que laïcs, auxquels il avoit assigné des gages : mais comme celui qui avoit rédigé les lettres patentes de cette érection, confondant apparemment le grand-conseil avec le conseil proprement dit, s'étoit servi, dans le préambule, d'expressions qui sembloient donner une sorte d'antériorité à ce tribunal sur les cours de parlement, cet établissement avoit souffert des difficultés. Louis XII, en confirmant l'établissement de son prédécesseur, non-seulement supprima ces expressions, il déclara expressément, que dans toutes les lettres-patentes qui seroient adressées aux cours souveraines, les parlemens seroient nommés avant le grand-conseil : & lorsque le chancelier, par inadvertence ou autrement, intervertit cet ordre, le parlement fit des remontrances, & fut maintenu dans ses droits. Le roi ajouta au nom-

ANN. 1499.

*Ferron.*
*Joli, traité des offices.*
*Registres du parlement.*

bre établi par Charles VIII, un notable prélat, Pierre de Sacierges, évêque de Luçon, & deux nouveaux conseillers : de sorte que ce tribunal se trouva composé de vingt conseillers obligés de servir alternativement, à la suite de la cour, pendant six mois de l'année, sans y comprendre le chancelier & les maîtres des requêtes qui conservèrent le droit d'y présider. Du reste, on ne changea rien à leurs fonctions ni à leurs gages.

ANN. 1499.

Ordonnance sur la police des cours de judicature. *Ibid.*

La célèbre ordonnance sur l'administration de la justice, la police & les fonctions des magistrats, mérite une attention particulière; elle renferme cent soixante-deux articles : nous nous bornerons à quelques-uns des plus importans, sans nous astreindre à les rapporter scrupuleusement dans l'ordre où ils sont rédigés.

On régla d'abord la nomination aux bénéfices ecclésiastiques : ces bénéfices conformément aux dispositions de la pragmatique-sanction, qui étoit encore une loi de l'Etat, malgré les atteintes passagères que lui avoit portées Louis XI, ne devoient être conférés qu'à des naturels du

pays, & d'après une élection canonique. Les étrangers, & sur-tout les Italiens, avoient tâché d'éluder cette disposition, en obtenant de nos rois des lettres de naturalité. Louis révoqua toutes les lettres de ce genre accordées par Charles VIII, & celles qui auroient pu être expédiées en son nom depuis qu'il étoit monté sur le trône : il contracta l'engagement solennel de n'en jamais donner sans de grandes considérations; c'étoit un moyen d'empêcher que l'argent ne sortît du royaume. Il y avoit un abus énorme dans les élections : lorsque le titulaire d'un bénéfice venoit à mourir, les officiers, soit civils, soit militaires, alloient à main armée s'emparer des biens de l'évêché ou de l'abbaye, sous prétexte de les garder : ils pilloient les meubles, vidoient les caves & les greniers, emprisonnoient quelquefois les électeurs, & les forçoient, par toutes sortes de vexations & de violences, à nommer le sujet qu'ils leur présentoient. Après l'élection il falloit encore composer avec eux, afin qu'ils voulussent bien se retirer. Ce

ANN. 1499.

ANN. 1499. brigandage étoit un reste des guerres civiles. Comme la plupart des abbayes, & même des fermes un peu considérables, avoient été entourées de fossés, garnies de tourelles, & qu'il étoit important d'empêcher que les ennemis, ou les gens du parti contraire ne s'y cantonnassent, on avoit pris la précaution d'y envoyer promptement une garnison. Les gens de guerre, trouvant les biens sans maître, & pour ainsi dire à l'abandon, commençoient par s'approprier tout ce qu'ils pouvoient emporter, & composoient pour le reste avec le nouveau titulaire. Louis défendit aux officiers militaires de s'ingérer à l'avenir dans ces sortes de commissions, sous peine d'être traités comme des voleurs publics & des sacriléges. Il ne laissa même, sous l'inspection des officiers civils, que les abbayes situées sur les frontières du royaume, où il pouvoit y avoir quelque suprise à redouter de la part de l'ennemi. Dans ce dernier cas seulement, l'officier civil devoit informer la cour la plus voisine du danger que couroit le royaume de ce côté, & obtenir la permission

de s'y transporter avec un certain nombre d'hommes armés : il devenoit responsable de tous les pillages & autres désordres qui se commettoient dans l'abbaye, & ne pouvoit exiger d'autre salaire que celui qui seroit réglé par la même cour. ANN. 1499.

On pourvoyoit aux offices de judicature de deux manières, par mort ou sur démission. Lorsqu'un homme pourvu d'un de ces offices venoit à mourir, la compagnie dont il avoit été membre s'assembloit pour lui élire un successeur, & présentoit au roi les trois sujets qu'elle jugeoit les plus capables de le remplacer, afin que le roi en choisît un : mais il arrivoit assez fréquemment qu'un officier qui se voyoit infirme, & qui vouloit faire passer sa charge à un parent ou à un ami, le présentoit lui-même au roi avec un acte de démission en sa faveur. La première manière étoit la plus régulière & la plus agréable à la nation ; cependant il s'y glissoit encore des abus & des injustices. Louis ordonna, qu'avant de procéder à l'élection, tous feroient serment sur les saints évangiles, de ne nommer que les sujets

ANN. 1499.

qu'ils croiroient les plus éclairés & les plus vertueux. Il abolit la forme d'élire par billets, ordonnant que chacun déclarât à haute & intelligible voix celui qu'il proposoit. Dans le second cas, c'est-à-dire, lorsque le roi lui-même nommoit sur la démission & la présentation du titulaire, il déclare que pouvant être séduit par importunité ou par de faux rapports, il veut & entend que le nouvel officier, ainsi pourvu, subisse un examen rigoureux sur sa conduite, sa capacité; qu'on n'ait aucun égard, ni aux provisions, ni même à sa recommandation, si elles avoient été accordées à un sujet noté ou inepte. Dans l'un & dans l'autre cas, le récipiendaire devoit jurer sur les saints évangiles, qu'il n'avoit donné, pour obtenir la charge ou les suffrages, ni argent, ni chose équivalente à argent. Le père & le fils, les deux frères, ne pouvoient être à la fois officiers dans une même compagnie; nul officier royal ne pouvoit être aux gages, ni recevoir de pension d'aucun prélat, duc, comte ou seigneur.

Ce n'étoit pas assez de s'être assuré

sûré, par les moyens que nous venons de rapporter, de la probité & de la capacité de ceux qui devoient remplir les fonctions de la magistrature, il falloit prendre des précautions pour empêcher, que parvenus au terme de leurs desirs & de leur ambition, ils ne changeassent de conduite & de façon de penser. Convaincu que le moyen le plus doux de contenir dans le devoir ceux qui seroient tentés de s'en écarter, étoit de commettre chaque particulier à la garde & à l'inspection de toute la compagnie; le législateur ordonna que tous les quinze jours, ou au plus tard tous les mois, les présidents s'assembleroient, & appelleroient avec eux deux ou trois conseillers de chaque chambre, d'une probité & d'une expérience reconnue; qu'ils *informeroient en leur honneur & conscience, & par le devoir de leur charge* sur la conduite de ceux des conseillers ou autres membres de la cour qui seroient trouvés *irrévérencieux*, nonchalants, en contravention avec les ordonnances; qui ne s'acquitteroient pas avec zèle de leurs fonctions, ou qui auroient fait *chose*

ANN. 1499.

*dérogeant à l'honneur & à la gravité*

ANN. 1499. *de ladite cour :* il enjoignit aux premiers magiſtrats, d'infliger à ceux qui ſeroient convaincus ou ſuſpects, des punitions proportionnées à leur faute, ſoit en uſant, à leur égard, de réprimandes & de corrections fraternelles, ſoit en les privant pour un mois de leurs gages, ſoit même en leur interdiſant pour un temps l'entrée de la cour : il chargea les préſidents, ſur leur honneur & conſcience, d'inſcrire fidèlement ſur un regiſtre les réſultats de ces mercuriales, & d'avoir ſoin que l'un d'eux vînt le lui apporter tous les ſix mois.

Dans la plupart des procès conſidérables, on ne manquoit guère de demander au parlement des commiſſaires pour informer ſur les lieux. Quoique les juges ſubalternes euſſent été plus à portée, par le voiſinage, de prendre des informations exactes & beaucoup moins diſpendieuſes, la partie la plus riche n'oublioit pas de demander pour commiſſaires des conſeillers de la cour, ou même des préſidents, parce qu'elle ſe flattoit de trouver des occa-

ſions de mettre dans ſes intérêts des hommes ſur le rapport deſquels l'affaire devoit être décidée. De leur côté, ceux des préſidents & des conſeillers, qui n'étoient pas riches, recherchoient avec empreſſement ces commiſſions lucratives & agréables : ſouvent même ils s'en faiſoient expédier ſans qu'aucune des parties le demandât. Il fut réglé qu'à l'avenir aucun conſeiller d'une cour ſupérieure ne pourroit être chargé d'une pareille commiſſion, s'il n'étoit queſtion d'une baronnie, châtellenie, ou autre terre de deux cents livres de rente, ou bien d'un évêché, abbaye, prieuré, dignité de chapitre, ou autre bénéfice de quatre cents livres : qu'aucun préſident n'en ſeroit chargé s'il ne s'agiſſoit d'un duché, d'un comté, ou autre terre titrée de mille livres de revenu, ou d'un bénéfice eccléſiaſtique de deux mille, & jamais ſans la réquiſition d'une des parties. Dans ces derniers cas, on ſtatua encore qu'ils n'y pourroient être employés, ſans une néceſſité urgente, que dans un temps de vacance, après une délibération de la cour, & après avoir obtenu l'agrément du roi. On défen-

ANN. 1499.

ANN. 1499. dit à ces commiſſaires de rien recevoir des parties, ſoit à titre d'indemnité pour les frais de voyage, ſoit à titre de don, de préſent, ſous peine d'être privés d'une année de leurs gages, pour la première fois, de ſuſpenſion de leur office, pour la ſeconde, & de punition arbitraire pour la troiſième; aux parties de rien leur offrir à quelque titre que ce pût être, ſous peine d'amende. Quelques conſeillers, pour ſe ſouſtraire aux fonctions pénibles & toujours renaiſſantes de leur charge, prétextoient la maladie de quelqu'un de leurs plus proches parents, ou d'autres affaires indiſpenſables dans une province éloignée. Pendant ce temps ils ne laiſſoient pas de toucher leurs gages, & les procès reſtoient ſuſpendus. Louis ordonna qu'aucun ne pourroit déſormais s'abſenter ſans en avoir fait préalablement approuver les raiſons à la compagnie entière, *qui règleroit le délai le plus court que faire ſe pourroit pour le retour; ſur quoi*, ajouta-t il, *nous enchargeons la conſcience deſdites cours.*

Après avoir travaillé efficacement à rendre les juges intègres, ſéden-

taires, & appliqués à leurs fonctions, il falloit encore trouver le moyen d'abréger les procès autant, du moins que le permettroit l'ordre judiciaire auquel il est dangereux de rien innover. Une des causes des longueurs dont on se plaignoit, étoit l'avide industrie des procureurs. Louis s'indigna contre la multitude de ces sang-sues, qui en dévorant le sang du peuple par des chicanes éternelles, s'affamoient encore réciproquement. Il ordonna qu'on les réduisît au nombre ancien en gardant les plus gens de bien, & en retranchant impitoyablement tous les autres. Une autre cause étoit la mauvaise foi des plaideurs, qui lorsqu'ils étoient riches, ne songeoient qu'à épuiser la partie adverse, en prolongeant les informations & en faisant entendre, sur le même fait, un nombre infini de témoins. Il statua qu'on n'en entendroit jamais plus de dix sur un même fait, & qu'une *tourbe* ne seroit plus comptée que pour un témoin. Le commissaire chargé des informations, qui osera produire plus de dix témoins sur un même fait, sera condamné à l'amende, à la discrétion

ANN. 1499.

ANN. 1499.

des juges. Une troisième cause à laquelle il étoit plus dangereux de toucher, parce qu'elle tient à la constitution de l'Etat, étoit le trop grand nombre de tribunaux subalternes, par lesquels on étoit forcé de passer, même pour les plus petites causes, avant que d'obtenir un arrêt définitif. Louis imagina, ou plutôt adopta deux moyens de parer, du moins en partie, à cet inconvénient. Le premier fut d'ordonner que la sentence des baillifs & des sénéchaux, ou autres juges ressortissants directement à une cour souveraine, en matière purement civile & personnelle, qui n'excéderoit pas la somme de vingt-cinq livres, monnoie du temps, ou la valeur de cette somme une fois payée, seroit mise provisoirement à exécution, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Le second fut de rétablir, dans les provinces éloignées de la capitale, la tenue des *grands jours*, mais seulement pendant les vacances du parlement : auxquels grands jours, dit-il, assisteront d'année en année, aux gages accoutumés, l'un des quatre présidens de la grand'-chambre, un maître des requêtes,

un des quatre présidents des enquêtes, treize conseillers au parlement; ANN. 1499.
savoir, huit de la grand'chambre, & cinq des enquêtes, pour vuider sommairement toutes les causes d'appel.

Les règlemens dont nous venons de rendre compte, regardoient proprement les parlemens ou cours souveraines : car c'étoit sur elles que devoient se modeler les tribunaux inférieurs. Il restoit encore quelques points particuliers qui exigeoient l'attention du législateur. Des militaires de profession, sous le nom de baillifs, de sénéchaux ou de prévôts, avoient long-temps rempli seuls, ou avec les assesseurs qu'ils se nommoient, toutes les fonctions de ces tribunaux. Tant que toutes les causes embarrassantes se décidèrent par le duel, l'épreuve du fer chaud, de l'eau bouillante ou de l'eau froide; ces hommes accoutumés à manier la lance & l'épée, quoique d'ailleurs ils ne sussent ni lire ni écrire, avoient été des juges compétents : mais lorsque la législation eut fait des progrès parmi nous, que les duels judiciaires, que les épreuves ridicules ou

ANN. 1499. barbares, dont nous venons de parler, eurent été, ou entiérement abolies, ou réservées seulement pour certains cas extraordinaires, & qu'on leur eut substitué des loix, des ordonnances, des formes juridiques; alors les baillifs, les sénéchaux & les prévôts se trouvèrent transportés, pour ainsi dire, dans un monde nouveau : forcés de se faire remplacer par des lieutenants, ils conservèrent long-temps sur eux un souverain empire; il les instituoient & les destituoient à volonté. La justice, dans ces mains mercenaires & esclaves, étoit toujours vacillante; le lieutenant ne pouvoit impunément résister aux caprices de celui qui le commettoit. On commença par restreindre un peu cette autorité arbitraire, en forçant les sénéchaux, baillifs ou prévôts, à ne se choisir pour lieutenant qu'un docteur ou un licencié en droit en quelque université fameuse. La célèbre ordonnance de Louis XI, qui rendoit les offices permanents, à moins qu'on ne pût faire le procès à celui qui en étoit pourvu, leur ôta le droit de destituer leurs lieutenants. Enfin, le règlement

porté aux Etats de Tours, selon lequel toutes les charges de judicature dûrent être conférées par l'élection, les priva du droit de nomination, & ne leur laissa que leur voix & le stérile honneur d'accorder des provisions. Louis XII régla que quinze jours après la mort d'un lieutenant, si le sénéchal, baillif ou prévôt, se trouvoit sur les lieux ou bien un mois après, s'il étoit absent, on procéderoit à une nouvelle élection. Le lieutenant, ainsi élu, dut prêter serment qu'il n'avoit donné ni promis directement ou indirectement, argent ni chose équivalente à argent: de son côté le baillif, sénéchal ou prévôt, dut jurer qu'il n'avoit demandé ni reçu, argent, ni promesse, ni engagement. Comme toutes les procédures se faisoient au nom de ce dernier, il touchoit les émolumens en entier, ne donnant à son lieutenent que ce qu'il jugeoit à prppos. A mesure qu'on émancipa, si j'ose ainsi m'exprimer, ce lieutenant, il fallut songer à lui assigner quelques revenus fixes & indépendants. Charles VIII avoit ordonné que le lieutenant auroit le

ANN. 1499.

quart des profits & gages précédemment assignés aux sénéchaux, baillifs ou prévôts toutes les fois que ces derniers ne résideroient point sur les lieux. Louis ajouta que, soit qu'ils résidassent ou non, le lieutenant continueroit à percevoir cette même portion de gages, si le sénéchal, baillif ou prévôt n'étoit lui-même gradué dans une fameuse université, & ne remplissoit personnellement les fonctions de sa charge. Ce dernier règlement qui paroît peu important au premier coup d'œil, produisit avec le temps un changement favorable dans toute la monarchie, & pour ainsi dire un nouvel ordre de choses. Comme ces places étoient alors fort lucratives, des familles distinguées, qui avoient peu de bien & beaucoup d'enfans, prirent le parti d'en faire étudier quelques-uns & de les vouer aux fonctions de la magistrature. Ces derniers fondèrent des branches, qui bien que vues d'abord avec dédain par celles qui avoient suivi la profession des armes héréditaire dans leur maison, acquirent de la considération par des services importants rendus à

ANN. 1499.

l'Etat, & parvinrent quelquefois à un degré d'illustration où les premiers n'osoient aspirer. ANN. 1499.

Les lieutenants des sénéchaux, baillifs & prévôts, qui, par les dispositions dont nous venons de parler, se trouvoient quelquefois sans gages, ou réduits à des gages très-modiques, tâchoient de s'en dédommager, lorsqu'ils étoient chargés de quelque commission extraordinaire, en taxant eux-mêmes à volonté leur dépense & leurs écritures. L'éloignement où ils se trouvoient de la cour, servoit à couvrir ces exactions. Louis ne voulant rien laisser d'arbitraire dans l'administration, statua que toutes les fois que ces lieutenants iroient en commission hors des limites de leur bailliage, sénéchaussée ou ressort, ils ne pourroient exiger que soixante sous tournois par jour, cinquante lorsqu'ils n'en sortiroient pas, & vingt sous seulement lorsqu'ils ne seroient point forcés de découcher; leur défendant, sous peine de suspension de leur office, d'exiger ni d'accepter des parties aucun dédommagement au-delà, & menaçant d'une amende ar-

bitraire ceux qui feroient tentés de
ANN. 1499. leur faire des dons ou préfents.

Un des droits les plus confidérables de la charge de fénéchal, de baillif ou de prévôt, étoit celui de vendre, auffitôt après leur inftallation, de nouvelles maîtrifes, de créer des offices de fergents, ou d'obliger ceux qui s'en trouvoient déja pourvus, de leur remettre leurs anciennes provifions pour en obtenir de nouvelles qu'il falloit acheter. Louis fupprima ces abus, quelque invétérés qu'ils fuffent : *Voulant*, ajouta-t-il, *relever notre peuple des grièves exactions & vexations qu'ils fouffrent à caufe de la multitude de fergents extraordinaires qui font en notre royaume, avons ordonné & ordonnons qu'ils foient réduits au nombre ancien, en ne confervant que ceux qui feront de bonne vie, & fauront lire & écrire, & en leur ôtant à leur tour le droit de fe créer des aides ou fous-fergents, fous peine de la perte de leurs offices & d'amende arbitraire.*

Quoique Louis XI eût déja porté les plus rudes atteintes au gouvernement féodal, & qu'à l'aide d'une politique nerveufe & foute-

nue, il fût, enfin, parvenu à en extirper les abus les plus crians, quelques-uns de ces abus avoient jeté de si profondes racines qu'ils se reproduisoient encore dans les provinces éloignées de la capitale. Plusieurs comtes, barons, chevaliers & gentilshommes, obligeoient leurs vassaux, ou, comme ils s'exprimoient souvent, leurs sujets & même leurs voisins, soit par force, crainte & violence, soit même par amitié, douceur & sur-tout par la promesse de les préserver des pilleries des gens d'armes, à leur payer des cens, des tailles, des corvées, des dîmes ou autres redevances. Le roi, voulant préserver ses sujets de toutes ces oppressions, même volontaires, défendit *à toute manière de gens*, de quelque autorité, prééminence & qualité qu'ils fussent, de prendre ou exiger à l'avenir, sous quelque titre que ce pût être, sur leurs vassaux, sujets ou voisins, aucunes exactions par forme de tailles, de corvées ou de redevances, à moins qu'ils ne pussent les y contraindre en justice réglée, sous peine de rendre le double de ce qu'ils auroient reçu : il me-

ANN. 1499.

ANN. 1499. naça même d'une amende arbitraire ceux qui se feroient soumis à un payement indu. La discipline qu'il établit dans les compagnies d'ordonnance, contribua encore mieux que ce règlement à détruire cet abus. Les laboureurs qui consentoient auparavant à payer une taille ou des droits très-onéreux à ceux qui se vantoient d'avoir assez de crédit pour écarter de leurs hameaux les gens d'armes, commencèrent à ne plus tant les redouter : ils désirèrent même qu'on plaçât des garnisons dans leur voisinage.

Erection du parlement de Normandie. *Ibid.*

Deux grandes provinces, la Normandie & la Provence, avoient des Etats généraux où l'on régloit les affaires d'administration, la quantité & la répartition du don gratuit ou impôt; mais elles n'avoient point de tribunal fixe & permanent où les affaires contentieuses se décidassent en dernier ressort. La Normandie étoit encore réduite à son ancien échiquier composé d'évêques, d'abbés, de hauts barons & de quelques légistes qui s'assembloient, ou du moins devoient s'assembler une fois par an, & seulement pendant cinq ou six

femaines pour juger toutes les cau-
fes où il y avoit appel. Ce temps Ann. 1499.
qui, fans doute, avoit fuffi lorf-
que la plupart des habitans étoient
ferfs & jugés fouverainement par
leur feigneur, manquoit alors de
proportion avec les befoins de la
province : d'ailleurs, la plupart de
ceux qui devoient former ce tribu-
nal paffager, confumoient une par-
tie d'un temps déja trop court à fe
rendre au lieu de l'affemblée, & n'af-
piroient qu'à s'en retourner prompte-
ment, renvoyant à l'année fuivante
toutes les affaires trop compliquées,
comme fi pendant ce temps elles
euffent dû s'éclaircir. Un grand nom-
bre de procès reftoient ainfi fuf-
pendus depuis des fiècles, & il n'y
avoit guère, pour les pauvres, d'au-
tre parti à prendre que de fubir la
loi du plus fort. Louis qui avoit été
témoin de ces défordres pendant le
féjour qu'il avoit fait en Normandie
en qualité de gouverneur, défiroit
d'y remédier : mais il craignoit en-
core plus qu'on ne lui reprochât
d'entreprendre fur la liberté de fes
fujets, en donnant atteinte aux pri-
viléges de la province. Il fe conten-

ANN. 1499. ta de charger le cardinal d'Amboiſe, qui réuniſſoit la qualité de gouverneur de Normandie à celle d'archevêque de Rouen, de repréſenter ces déſordres dans l'aſſemblée des Etats, & d'aſſurer les trois ordres des diſpoſitions où ils trouveroient le monarque, d'accepter tous les projets de réforme qu'ils lui préſenteroient. Les Normands pénétrés de reconnoiſſance pour un roi, qui dans le temps qu'il s'occupoit de leurs beſoins, montroit tant de réſerve, & même de délicateſſe à l'égard de leurs priviléges, remirent leurs intérêts entre ſes mains, en le ſuppliant de vouloir bien ſe charger lui-même de réformer les abus comme il le jugeroit à propos. Il érigea un parlement ſédentaire en Normandie, compoſé de quatre préſidens, dont deux eccléſiaſtiques, ſavoir, le premier & le troiſième préſident; & deux laïques, le ſecond & le quatrième; de vingt-ſept conſeillers, treize clercs & quinze laïques, un procureur & deux avocats-généraux. Cette cour dut juger les cauſes d'appel des bailliages de Rouen, de Caux, de Caen, de Coutances, d'Evreux & de Giſors.

Le bailliage d'Alençon n'y fut point compris, parce que les terres sur lesquelles il s'étendoit, appartenoient alors à un prince, qui en qualité de pair de France, avoit ses causes commises au parlement de Paris. L'évêque de Coutances fut premier président, Christophe de Carmone, second président : ils eurent chacun sept cents livres de gages. Les deux autres n'eurent que cinq cents livres. Les gages des conseillers-clercs furent de deux cents soixante treize livres quinze sous, ceux des conseillers laïques de trois cents livres : cette cour souveraine, quoiqu'elle ne différât plus des autres parlements, conserva encore quelque temps son ancien nom d'*Echiquier*.

ANN. 1499.

La Provence n'avoit, pour juger en dernier ressort, que le tribunal du grand sénéchal, presque toujours dégarni d'assesseurs. D'ailleurs, avant que d'y arriver, il falloit passer par cinq ou six degrés de jurisdiction, ce qui faisoit durer les procès bien au-delà de la vie de ceux qui les commençoient. Charles VIII, sur les représentions des Etats-généraux de la province, avoit eu dessein de ré-

Du parlement de Provence.

*Ibid.*

*Ruffi, histoire de Provence.*

ANN. 1499. former ces abus ; mais les guerres d'Italie, & les autres embarras où il se trouva enveloppé sur la fin de son règne, l'avoient toujours empêché d'y mettre la dernière main. Louis XII, sur de nouvelles représentations, reprit le projet de son prédécesseur, & après beaucoup de difficultés, parvint, enfin, à y établir (en 1502) un parlement sédentaire. Outre le grand sénéchal qui resta chef de la compagnie, il y eut un président à six cents livres de gages, onze conseillers, dont quatre seulement furent clercs & sept laïques, un avocat & deux procureurs-généraux, un avocat & un procureur des pauvres. On supprima quelques degrés de jurisdiction ; on statua même que les affaires considérables, telles que celles qui regardoient les évêchés, abbayes, baronnies & autres terres titrées, se porteroient au parlement en première instance. Au reste, les loix prescrites pour l'élection, l'examen & la discipline des magistrats, dûrent être observées dans ces deux nouveaux parlements comme dans les anciens.

Les guerriers, les premiers magiſtrats, les gentilshommes, s'étoient ſoumis ſans murmurer à toutes les réformes dont nous venons de rendre compte : un corps beaucoup moins conſidérable, & dont on devoit attendre plus de docilité, celui des étudiants de Paris, oſa ſe ſoulever ouvertement contre quelques réglemens qui le concernoient. Nos rois, pour faire fleurir l'étude des lettres, avoient accordé pluſieurs priviléges à ceux qui fréquentoient l'univerſité de Paris ; entr'autres celui d'avoir leurs cauſes évoquées au châtelet ou au parlement, & de pouvoir décliner toute autre juriſdiction. Ce privilége, dans ſon origine, étoit fondé ſur la juſtice : car les étudiants obligés de s'expatrier pour réſider dans la capitale, auroient été ſans ceſſe expoſés, ou à être dépouillés de leurs biens, ou à interrompre le cours de leurs études pour ſe tranſporter dans des lieux éloignés : mais en accordant ce privilége, on n'avoit pas ſongé à le reſtreindre dans de juſtes bornes. Au lieu d'être limité au cours des études, il s'étendoit à toute la durée de la vie, pour quiconque

ANN. 1499.

Soulèvement de l'univerſité de Paris.

*Du Boullai, hiſt. de l'univerſité.*

*Gaguin, Epiſt.*

ANN. 1499. étoit inscrit sur les registres de l'université; & beaucoup de gens, sans avoir jamais étudié, trouvoient le moyen de s'y faire inscrire. Ceux qui n'en pouvoient venir à bout, ne laissoient pas d'user de ce privilége en faisant intervenir par une vente, ou quelqu'autre contrat simulé, un étudiant ou un régent, dans l'affaire qui les embarrassoit, & dont ils vouloient dérober la connoissance aux juges des lieux. Outre ce premier privilége, les membres de l'université avoient obtenu des papes la permission de procéder dans les affaires qui les concernoient personnellement, par la voie de l'interdit & de l'excommunication; ce qui, dans des affaires contentieuses, scandalisoit le peuple, & troubloit l'ordre judiciaire. Ces abus étoient si notoires & si généralement répandus, que les Etats de Tours en avoient demandé la suppression. Louis, dans un édit adressé au parlement, fit ce que l'université auroit dû faire elle-même. En conservant les priviléges nécessaires pour la tranquillité des maîtres & des vrais étudiants, il retrancha tous

les abus dont nous venons de parler. En vain l'université forma-t-elle opposition à l'enregistrement de l'édit, le parlement qui en connoissoit la nécessité, le fit publier à son de trompe dans tous les quartiers de la capitale. L'université piquée du peu d'égards qu'on avoit eu pour elle, & croyant son existence attachée aux prétendus droits qu'on lui enlevoit, conclut à fermer ses écoles, & à interdire la prédication dans toutes les chaires de Paris, jusqu'à ce qu'on lui eût rendu ses anciens priviléges. Les prédicateurs chargés de notifier cette résolution au peuple, se déchaînèrent contre le gouvernement ; ils n'épargnèrent pas la personne sacrée du roi. Il n'y avoit guère d'apparence que les Parisiens épousassent une querelle qui leur étoit étrangère ; mais on avoit tout à redouter d'un corps nombreux, peu discipliné, composé en partie d'étrangers ou de gens qui n'avoient rien à perdre. L'université comptoit alors jusqu'à vingt-cinq mille étudiants qui étoient pour la plupart des hommes faits. En s'attroupant, en armant avec eux leurs

ANN. 1499.

ANN. 1499. domeſtiques, ils pouvoient à chaque inſtant vouloir ſe venger du parlement, ou ſe porter à quelque autre violence. Le prévôt de Paris, le chevalier du guet, diſposèrent dans tous les quartiers des corps-de-gardes, & veillèrent jour & nuit à la sûreté publique. Gui de Rochefort accourut promptement à Paris pour écouter les plaintes, & calmer les eſprits; ſa préſence ne ſervit qu'à les aigrir davantage. La nuit même de ſon arrivée, on afficha à ſa porte la figure d'un cœur traverſé de deux poignards. Cependant l'univerſité ayant appris que le roi s'avançoit à la tête de ſes gardes & de toute ſa maiſon, arrêta promptement une députation pour fléchir ſa colère, & l'aſſurer d'une prompte & entière obéiſſance. Les députés admis à l'audience, ſupplièrent ſa majeſté de ne point ajouter foi aux bruits que des gens mal intentionnés avoient répandus contre l'univerſité : ils lui repréſentèrent qu'il n'y avoit eu ni ſédition, ni tumulte; qu'on ne pouvoit lui reprocher que des plaintes indiſcrètes, quelques propos extravagants & inconſidérés dont on ne connoiſ-

ſoit point les auteurs, & qu'il eſt toujours impoſſible d'empêcher dans une ſi grande multitude : qu'enfin, il s'agiſſoit de ſa *fille aînée* qui n'avoit pour apanage que la protection dont il l'honoroit, quelques priviléges & des livres. Le cardinal d'Amboiſe répondit en préſence du roi, qu'ils n'avoient pas dû être étonnés qu'on leur eût retranché quelques priviléges, puiſqu'ils n'ignoroient pas à quels abus ces prétendus priviléges donnoient lieu; qu'ils auroient mérité de les perdre tous pour en avoir fait un uſage ſi contraire au bien de la ſociété; que la conduite qu'ils venoient de tenir étoit inexcuſable, & mériteroit une punition qui ſervît d'exemple à l'avenir, s'ils n'avoient affaire à un maître qui aimoit à pardonner. Retournez donc promptement, ajouta le cardinal, vers ceux qui vous ont envoyés; faites que tout rentre dans le devoir; effacez par votre modeſtie, & une conduite irréprochable, le ſouvenir de votre faute, & ne craignez point après cela de manquer de priviléges. Les députés s'étant adreſſés au roi, lui demandèrent s'il n'avoit point d'autres ordres à leur donner : *Saluez*

Ann. 1499.

ANN. 1499. *de ma part*, leur dit le monarque; *ceux de vos confrères qui n'ont point eu de part à la sédition ; quant aux autres je n'en m'en soucie guère : ils ont osé*, ajouta-t-il avec émotion, *m'insulter dans leurs sermons, je les envoierai bien prêcher ailleurs.* En effet, il suivit de près les députés, entra dans Paris, traversa le quartier de l'université, précédé des archers de sa garde, & de deux cents gentilshommes de sa maison, armés de toutes pièces, & la lance en arrêt. Dans cet appareil menaçant il se rendit au parlement, où il ordonna une seconde fois la publication de l'édit. Tout étoit tranquille, les régents avoient recommencé leurs leçons, les plus coupables s'étoient enfuis : on en dénonça quelques-uns au parlement, entr'autres le fameux Standonk, principal du collége de Montaigu. Outre la part qu'il avoit eue dans la dernière émeute, on l'accusoit d'avoir déclamé publiquement contre le procès intenté à Jeanne de France, & le nouveau mariage du roi avec Anne de Bretagne : la cour le condamna à un bannissement perpétuel.

Quelques

Quelques années après, Louis ayant été informé que cet homme dur & atrabilaire étoit foncièrement vertueux & bienfaisant ; qu'il consacroit un riche patrimoine & le revenu de ses bénéfices à la subsistance des pauvres étudiants ; qu'en le perdant, le collége de Montaigu, qui étoit un asile toujours ouvert aux jeunes gens nés sans fortune, & qui montroient des dispositions pour les lettres, avoit perdu son unique soutien, & étoit à la veille d'être détruit, il eut honte de se trouver le persécuteur d'un homme de bien. Dans une lettre qu'il écrivit au parlement, il fit lui-même l'eloge de son ennemi, il ordonna qu'on abolît l'arrêt rendu contre lui, & qu'on le rappellât au plutôt, & qu'on le rétablît avec honneur dans toutes ses places.

Ann. 1499.

Louis auroit rendu son peuple heureux, il auroit égalé ou même surpassé les plus grands rois, si toujours concentré dans ses fonctions glorieuses, & content des vastes Etats que la Providence lui avoit donnés à gouverner, il n'eût jamais songé à les étendre : l'esprit de son siècle ne permettoit pas un si grand

Projets du roi sur l'Italie, guerre défensive contre Maximilien.

*Belcar. rer. Gallic.*
*Seissel, hist. de Louis XII.*
*S. Gelais.*
*Ferron.*

effort de raison. L'honneur, ou plutôt

ANN. 1499. l'ambition, étoit alors regardé comme la vertu suprême & caractéristique d'un prince ou d'un chevalier : négliger de faire valoir des droits bien fondés, parce qu'il se présentoit des obstacles à vaincre ; ne pas tirer raison d'une injure ou d'une humiliation, lorsque celui qui l'avoit faite étoit en état de se défendre, c'eût été se rendre suspect de lâcheté, & s'exposer à vivre déshonoré. Or Louis se trouvoit dans ce cas à l'égard de deux souverains d'Italie. Comme roi de France & substitué aux droits de la maison d'Anjou, il avoit des droits bien fondés sur le royaume de Naples. Comme particulier & petit-fils de Valentine Visconti, il en avoit de plus évidens encore sur le duché de Milan usurpé par les Sforces, & alors détenu par Ludovic : il avoit de plus à venger les insultes, les menaces, les humiliations qu'il avoit essuyées de la part de ce même Ludovic pendant son séjour en Italie. Il ne balança point sur le parti qu'il avoit à prendre, & à la cérémonie de son sacre, il ajouta au titre du roi de France ceux de *roi de Na-*

*Annales de Belleforest. Manuscrits de Bethune.*

*ples*, de *Sicile*, de *Jérusalem*, & de *duc de Milan*, annonçant dès-lors le dessein où il étoit de les faire valoir. Les conjonctures n'étoient pas favorables pour une si haute entreprise. L'empereur, l'archiduc, souverain des Pays-Bas, les rois d'Angleterre & d'Espagne, la plupart des puissances d'Italie étoient liguées pour s'opposer aux progrès de la France, & observoient toutes les démarches du nouveau roi. Aucun à la vérité n'osoit se déclarer le premier, parce que se défiant mutuellement de l'exactitude qu'apporteroient les autres alliés à remplir les conditions de leur engagement, chacun aimoit mieux se trouver dans le cas de fournir des secours que d'en solliciter. Le duc de Milan avoit moins de précautions à garder : il prévoyoit clairement que soit qu'il se rendît l'agresseur, soit qu'il restât en repos, il seroit la première victime de la *fureur françoise*, pour me servir des expressions des écrivains d'Italie. Il étoit donc de son intérêt de susciter au plutôt une guerre en France qui donnât assez d'occupation au roi pour l'empêcher de songer à l'Italie. Il n'y

ANN. 1499.

avoit point de prince plus en état
ANN. 1499. d'entreprendre cette guerre que l'empereur Maximilien : car outre l'intérêt qu'il devoit prendre au duc de Milan son vassal, & oncle de l'impératrice ; outre les offenses personnelles qu'il croyoit avoir reçues de Louis XI & de Charles VIII, il avoit encore à se plaindre qu'on n'eût point exécuté une des principales conditions du traité de Senlis. La France s'étoit obligée par ce traité à restituer à l'archiduc Philippe, lorsqu'il feroit en âge de gouverner lui-même ses Etats, & qu'il auroit rendu l'hommage qu'il devoit en qualité de comte de Flandres & d'Artois, trois des principales villes de cette dernière province, Aire, Béthune & Hesdin. Depuis long-temps il gouvernoit ses Etats ; il avoit offert plusieurs fois de rendre l'hommage auquel il étoit tenu, & cependant sous prétexte qu'il restoit des points difficiles à éclaircir, mais, en effet, parce que l'empereur son père croisoit les projets des François en Italie, on avoit constamment éludé ses demandes, & refusé d'accomplir cette clause essentielle du

traité. Ludovic n'oublioit aucunes de ces raisons pour ébranler Maximilien : il appuyoit ses insinuations par des sommes considérables qu'il lui avançoit, & d'autres plus considérables encore qu'il promettoit pour les frais de la guerre, n'exigeant d'autre condition, sinon que l'empereur ne fît aucun traité de paix avec la France, sans qu'il y intervînt comme partie contractante. Pressé par des motifs si puissants, & espérant que sa présence feroit soulever les mécontents, Maximilien passa le Rhin, joignit les troupes qu'il conduisoir, à celles des Pays-Bas qu'avoit rassemblées le sire de Vergi, maréchal de la Franche-Comté, & entra dans le duché de Bourgogne : mais comme le temps ne lui avoit pas permis de faire de grands préparatifs, & que le soulèvement sur lequel il comptoit, n'éclata point, il ne put tenter aucune entreprise considérable. Les troupes Françoises, commandées par Jean de Foix, père du célèbre Gaston & beau-frère du Roi, n'eurent qu'à se montrer pour obliger les ennemis à disparoître : elles les poursuivirent en Franche-Comté, où elles auroient

ANN. 1499.

fait des progrès, si Louis ne leur eût envoyé des ordres précis de se retirer. Dans le temps même que Maximilien entroit en France, l'archiduc son fils envoyoit des ambassadeurs au roi, pour le supplier de vouloir bien accomplir le traité de Senlis, offrant de son côté l'hommage tel que le roi pouvoit l'exiger, & promettant de remplir fidèlement tous les devoirs auxquels l'obligeoit la qualité de vassal. Ses demandes, justes en elles-mêmes, étoient appuyées par les ambassadeurs d'Espagne & d'Angleterre, qui ne cachoient point la disposition où étoient leurs maîtres, de faire cause commune avec l'archiduc, si le roi entreprenoit de le dépouiller; & qui au contraire montroient la plus grande ardeur de renouveler les anciens traités de paix & d'alliance si le roi déféroit à leur médiation. Louis qui avoit été bien aise d'humilier l'empereur, mais qui d'ailleurs n'avoit aucun dessein de rien prendre à l'archiduc, consentit à lui remettre les trois villes qu'il réclamoit; il se relâcha même en sa faveur sur une des conditions de l'hommage : car bien qu'il

ANN. 1499.

Traité avec l'Archiduc.

*Heuter. Austriac.*
*Haræus, ann. Brab.*
*Belleforest. ann.*
*Recueil des traités.*

eût pu l'obliger à venir le lui rendre en personne dans telle ville du royaume qu'il eût voulu lui indiquer, il agréa qu'il le rendît dans les Pays-Bas, entre les mains de celui qui seroit commis pour le recevoir. Quant aux autres prétentions de l'archiduc sur le duché de Bourgogne, ou du moins sur quelques places de ce duché, & aux demandes réciproques du roi sur Douai, Lille & Orchies, on convint de n'en point poursuivre la définition par la voie des armes pendant la vie de deux princes; de chercher un moyen de conciliation, ou de les soumettre au jugement de la cour des pairs. ANN. 1499.

Trois jours après la signature de ce traité, Ferdinand le Catholique, qui pendant la vie de Charles VIII avoit toujours protesté de ne jamais séparer ses intérêts de ceux de la ligue d'Italie, conclut avec Louis un traité d'alliance ou de ligue défensive, permanente & inviolable entre les deux couronnes. On stipula qu'ils se garantiroient réciproquement leurs personnes & leurs Etats envers & Avec l'Espagne. *Léonard, recueil des traités. Ferrerai.*

Ann. 1459. contre tous ; que non-ſeulement ils ne pourroient ſe nuire directement ni indirectement, mais qu'ils ſeroient tenus de ſe donner des ſecours réſpectifs, même contre leurs anciens alliés ou leurs plus proches parents, toutes les fois que l'un ou l'autre auroit à ſoutenir une guerre défenſive ; que dans le cas où l'un des deux déclareroit la guerre à une Puiſſance alliée, telle que pouvoit être l'empereur, l'archiduc, le duc de Lorraine, & le roi d'Angleterre, par rapport à l'Eſpagne : les rois de Portugal, de Navarre, d'Ecoſſe, par rapport au roi de France, l'autre partie pourroit fournir des ſecours d hommes & d'argent à la puiſſance attaquée, ſans être cenſée déroger au traité, ni ſans acquérir par-là le droit d'intervenir dans la querelle.

En s'uniſſant par des liens ſi étroits, & en quelque ſorte indiſſolubles, Louis ſe réſerva les droits qu'il pouvoit avoir ſur quelques provinces du royaume d'Eſpagne, Ferdinand ſur quelques villes de France ; mais on convint de part & d'autre qu'on n'entreprendroit point de les faire valoir à main armée : que la Puiſſance

qui se trouveroit lésée nommeroit deux arbitres désintéressés, & sommeroit l'autre d'en nommer de son côté un pareil nombre & de convenir d'une ville neutre où se tiendroient des conférences entre ces commissaires respectifs, au jugement desquels on seroit tenu de part & d'autre de s'en rapporter. Si la partie sommée refusoit de nommer des arbitres & de mettre ses droits en compromis, alors la partie plaignante, après deux mois de délai, pourroit armer & recouvrer par la force ce qu'on lui retenoit injustement. ANN. 1499.

Louis croyoit avoir beaucoup gagné à ce traité, puisque sans aliéner ses droits sur le Roussillon, il obtenoit de Ferdinand une entière neutralité par rapport à l'Italie où il avoit dessein de porter la guerre : en effet ni Ludovic, duc de Milan, ni Frédéric, roi de Naples, n'étoient compris dans ce traité : ils n'étoient pas même nommés parmi les princes que Ferdinand se réservoit le droit de secourir, sans en venir à une rupture ouverte avec la France. Ferdinand de son côté qui n'avoit dessein d'observer ce traité qu'autant

Ann. 1499. que cela conviendroit à ses intérêts, crut avec plus de fondement avoir obtenu tout ce qu'il desiroit. Car ne se sentant pas en état de résister seul à Louis, & craignant à bon droit de perdre une seconde fois le comté de Roussillon, puisqu'il n'avoit tenu aucune des conditions auxquelles il lui avoit été rendu, il voyoit avec joie que toutes les forces de la France alloient se porter en Italie où elles trouveroient une forte résistance, soit de la part des Italiens eux-mêmes, soit de celle de l'empereur & des princes d'Allemagne. Sous le voile d'une alliance étroite & d'une tendre amitié, il se réservoit le droit d'entretenir des espions jusque dans le conseil du roi, de divulguer ses projets, & de mieux préparer les coups qu'il avoit dessein de lui porter.

Avec l'Angleterre. *Rapin Thoiras. Belcar.*

Ces deux premiers traités entraînoient nécessairement la paix, ou plutôt une confirmation du dernier traité avec l'Angleterre; car il n'y avoit eu aucune cause de rupture, aucun acte d'hostilité entre les deux couronnes. A la vérité Henri VII avoit accédé à la ligue d'Italie; &

il y a beaucoup d'apparence que si Charles VIII eût succombé à la bataille de Fournoue, ce premier malheur auroit été suivi d'une descente des Anglois en France; mais en étant sorti victorieux, il en avoit imposé par sa présence à tous ses ennemis. Le traité d'Etaples étoit donc toujours censé subsister. Il ne s'agissoit de la part du Roi d'Angleterre que d'en obtenir la ratification. Il exigeoit non-seulement que Louis s'obligeât par serment à lui continuer le payement annuel de cinquante mille livres jusqu'au parfait remboursement de la somme totale stipulée dans ce traité, mais qu'il le fît garantir par les trois Etats du royaume, & qu'il se soumît à tous les foudres de l'Eglise en cas de contravention. Louis, sur la parole de qui on eût pu s'en rapporter, voulut bien se soumettre à ces formalités; à la réserve de la ratification des trois Etats qu'il ne crut pas devoir convoquer pour un si petit objet. Il fallut que le roi d'Angleterre se contentât que le traité fût garanti par trente des principaux seigneurs du royaume qui s'engagèrent par serment à en pro-

ANN. 1499.

curer l'entière exécution. Louis jura le premier dans l'église de Notre-Dame, se soumettant aux censures ecclésiastiques en cas de contravention. Les autres seigneurs jurèrent après lui. Tant de précautions ne rassuroient point encore Henri dans une affaire où il n'étoit cependant question que d'une somme d'argent assez modique. Il fallut que le pape, à la réquisition des deux Souverains, se portât garant du traité, & qu'il s'engageât à lancer les foudres de l'Eglise contre celui des deux qui l'enfreindroit le premier. C'est apparemment par de pareilles démarches que les rois autorisèrent les entreprises du saint Siége sur leurs personnes. Doit-il paroître surprenant que, si peu jaloux de leurs droits, & courant, pour ainsi dire, à la servitude, ils se soient quelquefois trouvés enveloppés dans les filets qu'ils avoient eux-mêmes tendus?

ANN. 1499.

Hommage de l'archiduc, souverain des Pays Bas.
*Procès-verbal de J. Amis.*
*Belleforest.*

On députa pour recevoir l'hommage de l'Archiduc, Gui de Rochefort, chancelier de France, & on le fit accompagner de Philippe de Cleves Ravestein, des seigneurs de la Vernade, de la Gruthuse, & de Raoul

de Lannoi, baillif de Vermandois. Ils avoient tous été nourris, ainsi que le chancelier, à la cour de Bourgogne; & quelque rang qu'ils tinssent en France, ils n'étoient regardés dans les Pays-Bas que comme des transfuges. La commission dont ils se trouvoient revêtus étoit bien capable d'effacer cette espèce de tache. Dès qu'ils furent sur les frontières de la Picardie, ils se firent précéder par un héraut pour annoncer leur arrivée. Philippe envoya au-devant d'eux jusque sur la frontière Thomas de Pleures, son chancelier, l'Evêque de Cambrai, le comte de Nassau, & le seigneur de Fiennes : lui-même s'avança à la tête des fauxbourgs d'Arras, accompagné des chevaliers de la toison d'or & du reste de la noblesse la plus distinguée des Pays-Bas. Gui de Rochefort reçut son compliment sans descendre de cheval, traversa la ville précédé des hérauts de France, & alla descendre à l'évêché où il avoit choisi son logement. Le lendemain l'archiduc l'ayant envoyé complimenter de nouveau, le pria de lui indiquer le jour & l'heure où il voudroit bien

ANN. 14:9[illegible]

ANN. 1499. recevoir ſon hommage : *Qu'il ſe rende ici*, répondit le chancelier, *demain matin à dix heures*. L'archiduc ſe mit en marche à l'heure indiquée, & députa quelques-uns de ſes officiers pour en informer le chancelier. Il s'attendoit de le trouver, ou à la porte de l'évêché, ou du moins dans la ſalle deſtinée à la cérémonie. Il s'arrête dans la première antichambre, & envoie de nouveau avertir le chancelier qui étoit toujours renfermé dans ſa chambre : *Dites-lui qu'il avance*, répondit Rochefort. Sachant que l'archiduc étoit entré dans la dernière ſalle, qu'il s'y tenoit debout, il fit ouvrir les deux battans de la porte de ſa chambre ; » lors mon dit ſieur le chancelier vêtu d'une robe de velours » cramoiſi, ſon chapeau ſur la tête, » entra dans la ſalle, précédé d'un » huiſſier du grand conſeil, portant » ſa maſſe haute & découverte, & » criant : *Devant, devant, faites place :* après cet huiſſier, marchoient » deux rois d'armes en habit de cérémonie, enſuite le chancelier entouré de maîtres des requêtes. Lorſqu'il approcha du fauteuil qui

lui étoit préparé, l'archiduc ôtant son bonnet & s'inclinant profondément lui dit : *Monsieur, Dieu vous doint le bon jour :* le chancelier portant la main à son chapeau, mais sans se découvrir & sans répondre, s'assit dans le fauteuil. » Un héraut de » France cria trois fois : *Faites silence :* ensuite l'Archiduc, tête nue, » s'approcha du fauteuil & dit : *Monsieur, je suis ici venu devers vous* » *pour faire l'hommage que tenu suis* » *faire à monsieur le roi, touchant mes* » *pairies & comtés de Flandre, d'Artois & de Charolois, lesquelles tiens* » *de monsieur le roi à cause de sa couronne.* « Le chancelier toujours assis & couvert, lui demanda s'il n'avoit sur lui, ni ceinture, ni dague, ni autre bâton. L'archiduc, ouvrant sa robe flottante, montra qu'il n'en avoit point. Ensuite il se baissa pour se mettre à genoux, mais le chancelier le soulevant par les mains qu'il tenoit jointes entre les siennes, dit : *Il suffit de votre bon vouloir;* puis il prononça la formule suivante : *Vous devenez homme du roi, votre souverain seigneur, & lui faites foi & hommage lige pour raison des pairies & comté de Flandre, & aussi des comtés*

ANN. 1499.

Ann. 1497. *d'Artois & de Charolois & de toutes autres terres que tenez, qui sont mouvants & tenus du roi à cause de sa couronne, lui promettez de le servir jusqu'à la mort inclusivement, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir sans nul réserver, de procurer son bien & éviter son dommage; & vous conduire & acquitter envers lui, comme envers votre souverain seigneur.* L'archiduc répondit : *Par ma foi ainsi le promets, & ainsi le ferai*; *& moi*, ajouta le chancelier, *Je vous reçois à hommage, sauf le droit du roi en autres choses, & l'autrui en toutes* : l'archiduc tendit la joue où il le baisa. Dès que la cérémonie fut achevée, le chancelier descendant de son trône, ôtant son chapeau & son bonnet, s'inclina devant l'archiduc & lui dit : *Monsieur, je faisois naguère office de roi, représentant sa personne, & de présent je suis Gui de Rochefort, votre très-humble serviteur, toujours prêt à vous servir envers le roi mon souverain seigneur & maître, en tout ce qu'il vous plaira de me commander. Je vous remercie, monsieur le chancelier*, répondit l'archiduc, *& vous prie, qu'en toutes mes affaires envers mondit sieur le roi, vous me veuilliez toujours avoir pour recom-*

*mandé*. On lui délivra un acte de la réception d'hommage, & on lui rendit Hesdin, Aire & Béthune.

ANN. 1499.

Protection & secours accordés au duc de Gueldres.

*Pontan. Gelric.*

*Fisen, hist. Léod.*

*Auton, hist. de Louis XII.*

*Manuscrit de Fantanieu.*

La France avoit compris dans le traité qu'elle venoit de conclure avec l'archiduc, Charles d'Egmond, duc de Gueldres & comte de Zutphen. Dépouillé de ses Etats dès son enfance par le dernier duc de Bourgogne, élevé dans une condition privée, fait prisonnier ensuite par les François dans une rencontre où il combattoit pour ses oppresseurs, il avoit trouvé de la compassion & de la générosité parmi ses nouveaux maîtres, qui l'avoient glorieusement rétabli sur le trône de ses pères. Maximilien qui s'étoit fait donner l'investiture de ses Etats avant que d'être parvenu à l'empire, & qui desiroit de les incorporer aux Pays-Bas, l'avoit proscrit par des édits, & attaqué à force ouverte, mais toujours sans beaucoup de succès. Aussi politique que guerrier, Charles cédoit au torrent, attendoit les secours de ses alliés; & lorsqu'on le croyoit écrasé, il reparoissoit plus formidable qu'auparavant. Désespérant d'en triompher par ses propres forces, Maximilien avoit

ANN. 1499. cru devoir intéresser les princes voisins à la perte d'un homme qu'il peignoit comme un rebelle, un émissaire des François, & l'ennemi de la patrie. Les ducs de Cleves & de Juliers, Frédéric d'Egmond, comte d'Isselstein, & quelques autres moins puissans, s'étoient unis à l'empereur & à l'archiduc Philippe, moyennant la cession de quelques places ou territoires qui étoient à leur bienséance. Il y avoit si peu d'apparence que Charles d'Egmond pût résister à cette puissante ligue, qu'on avoit fait d'avance le partage de ses terres. L'empereur, pour ne point laisser refroidir le zèle de ses alliés, s'étoit hâté de marcher de ce côté après son infructueuse expédition en Bourgogne. C'en étoit fait du malheureux Charles, si la France ne le secouroit puissamment. Louis qui ne vouloit ni entrer directement en guerre avec la maison d'Autriche, ni laisser opprimer un allié, engagea le duc de Bourbon à secourir en son propre & privé nom le fils de sa sœur. Il fit tenir des sommes considérables à Robert de la Marck, prince de Bouillon, pour lever promptement des

troupes, & s'unir aux François que conduifoit le bâtard de Bourbon. Ces fecours foibles & tardifs n'euffent peut-être pas fauvé le malheureux prince, fi la fortune ne fe fût en quelque forte mife elle-même de la partie, en fufcitant à Maximilien une guerre dangereufe qui le força d'abandonner fes conquêtes pour voler vers le Haut-Rhin, à la défenfe de fes pays héréditaires. L'archiduc qui n'avoit paru qu'en qualité d'auxiliaire dans la guerre de Gueldres, quoiqu'il dût en retirer les principaux avantages, ne jugeant plus la partie égale, & craignant de fe brouiller avec le roi, devenu fon fuzerain, retira promptement fes troupes. Les autres confédérés, découragés par cette défertion, acceptèrent la médiation du roi, & vinrent eux-mêmes à fa cour pour tranfiger fur tous leurs différents. Non-feulement il les réconcilia, mais il parvint à former entr'eux une confédération où il ne dédaigna pas d'entrer lui-même, & au moyen de laquelle il coupa toute communication de l'Allemagne avec les Pays-Bas. ANN. 1499.

La nouvelle guerre où venoit de

ANN. 1499.

Renouvellement de l'alliance avec les Suisses : secours & protection accordés aux cantons.

*Léonard, traités de paix.*

*Pirkeimer, bell. Helvetic.*

*Manuscrit de le Grand.*

s'engager Maximilien, quoiqu'étrangère à la France, eut une telle influence sur le systême politique de l'Europe, qu'il est nécessaire d'en faire connoître l'origine & le succès. Les Suisses pendant bien des siècles avoient été membres de l'empire, & sujets pour la plupart de la maison d'Autriche. Peu ménagés par les gouverneurs qu'on leur donnoit, ils avoient pris les armes, & après de sanglants combats, ils étoient parvenus à secouer entièrement le joug de leurs anciens maîtres, vivant en république, assez forts pour se défendre dans leurs montagnes, trop pauvres, & en trop petit nombre pour donner de la jalousie à leurs voisins. Louis XI ayant eu occasion de connoître leur valeur & leur discipline militaire, les tira le premier de leur antique obscurité : il contracta un traité d'alliance avec eux ; & considérant la pauvreté de leur pays, il s'engagea, par un effet de sa générosité, ou comme on s'exprimoit alors *de sa charité*, à payer à chaque canton une pension annuelle de deux mille livres pour avoir le droit d'y lever des troupes ;

il assigna une forte paye à ces soldats auxiliaires, & donna à ceux qui voudroient s'établir en France tous les priviléges de régnicoles. Assurés de la protection de ce puissant monarque, les Suisses ménagèrent beaucoup moins leurs anciens maîtres; ils donnèrent tant de chagrin & d'embarras à Sigismond d'Autriche, que ne pouvant réprimer par lui-même leurs entreprises, il crut devoir engager une partie de ses Etats à Charles, dernier duc de Bourgogne, afin de lui fournir le moyen de punir ces dangereux voisins. Louis XI eut le crédit de rompte cette disposition: nonseulement il réconcilia Sigismond avec les Suisses, il exigea même qu'ils contractassent un traité d'alliance avec ce prince Autrichien. Il n'eût tenu qu'à Maximilien, lorsqu'il hérita de Sigismond, de renouveler ce traité; mais se trouvant déja possesseur de tous les Etats de la maison d'Autriche, qui s'étoient considérablement accrus par son mariage avec l'héritière de Bourgogne, croyant même qu'en qualité d'empereur, il pourroit disposer avec le temps de toutes les forces du corps germanique, il jugea

ANN. 1499.

ANN. 1479.

qu'une pareille alliance étoit indigne de son rang : il songea, au contraire, à faire rentrer sous le joug des sujets révoltés. Le moyen qu'il imagina pour y parvenir, fait honneur à sa politique. Ce fut d'opposer à la confédération Helvétique une autre confédération plus puissante sous le nom de *ligue de Souabe*. Les Etats qui la composèrent, s'obligèrent à entretenir une armée toujours subsistante de dix mille hommes d'infanterie, & de mille cavaliers, qui dut être employée à maintenir la paix publique, à réprimer le brigandage & à faire respecter les loix de l'empire. Les Suisses ne se trompèrent point sur sa véritable destination, mais ils en furent peu alarmés. La tranquillité dont ils jouissoient, sans être obligés de s'épuiser pour soudoyer une armée, excitoit la jalousie des confédérés de Souabe. On voulut les obliger, en qualité d'anciens membres de l'empire, à fournir leur contingent : ils n'avoient garde de contribuer à un établissement formé contr'eux. Quelques villes voisines des Suisses cherchant à se délivrer d'une contribution onéreuse, formèrent des allian-

ces ſecrètes avec eux, & n'attendoient plus qu'une occaſion de ſe ſéparer ouvertement de la ligue de Souabe. De ce nombre furent les villes de Baſle, de Schaffouſe, de Mulhauſen & de Strasbourg. Comme cette ſéparation auroit anéanti la ligue, il falloit la prévenir en déclarant la guerre aux Suiſſes; Maximilien la deſiroit; mais il deſiroit encore plus qu'elle ſe déclarât ſans ſa participation, afin qu'il pût, aux frais, & avec les forces du corps germanique, travailler à recouvrer ſon patrimoine, dans le temps qu'il ne paroîtroit occupé qu'à faire exécuter les décrets de l'empire. L'évènement ſembla d'abord répondre à ſon attente. Après la mort de l'évêque de Coire, les habitans du Tirol pénétrèrent à main armée dans le pays des Griſons, pour ſe faire juſtice ſur quelques uſurpations dont ils accuſoient leurs voiſins. Ceux-ci voyant ravager leurs terres & brûler leurs maiſons, ſe raſſemblèrent promptement, & après avoir battu les ennemis, exercèrent les mêmes hoſtilités ſur leur territoire. Les Tiroliens, qui étoient membres de la ligue de Soua-

ANN. 1499.

be, appellèrent à leur secours l'armée de la confédération. Les Grisons eurent recours aux Suisses, leurs anciens alliés : ainsi ces deux puissantes ligues commencèrent à se choquer. Les confédérés de Souabe battus dans toutes les rencontres, ne manquèrent pas d'appeler Maximilien. Il quitta donc le pays de Gueldres, établit des garnisons dans les places fortes qui bordent la Suisse, & convoqua une diète de tout l'empire dans la ville de Vorms; mais quelque adresse qu'il mît dans ses discours, il ne persuada point à l'assemblée, qu'il ne fût pas l'instigateur & le moteur secret de cette guerre : il n'y eut que les cercles de Souabe & de Franconie qui consentirent à y contribuer. Avec ce secours, & ceux qu'il pouvoit tirer de ses pays héréditaires, Maximilien espéra de venir à bout de son entreprise : les Suisses de leur côté n'oublièrent rien pour se mettre en état de défense. Ils renouvelèrent pour dix ans les anciens traités qu'ils avoient avec la France. Louis s'engagea à donner à chacun des dix cantons, la somme de deux mille li-

ANN. 1499.

vres

vres de pension, indépendamment de la solde des troupes qu'il tiroit de leur pays : il promit de plus de leur donner un corps de cavalerie auxiliaire, ou, s'ils l'aimoient mieux, quatre-vingt mille florins du Rhin par an, c'est-à-dire, vingt mille par quartier, tant qu'ils auroient la guerre dans leur pays : de leur côté, les Suisses s'engageoient à lui permettre la levée des troupes dont il auroit besoin, lorsqu'ils n'auroient pas eux-mêmes besoin de toutes leurs forces pour se défendre ; à ne contracter aucune alliance, soit défensive, soit offensive avec les ennemis de la France, à ne point donner passage sur leurs terres à ceux qui viendroient attaquer les François ; à ne pouvoir signer aucun traité de paix ni de trève sans la participation du roi leur allié. Ils déclarèrent de plus qu'ils n'avoient aucun traité d'alliance avec Ludovic, duc de Milan ; qu'ils ne lui donneroient aucun secours contre le roi, qu'ils reconnurent dès-lors comme vrai propriétaire de ce duché. A ces conditions, Louis leur avança le premier quartier de leur pension ; il leur en-

Ann. 1499.

Ann. 1499. voya même, sans y être obligé, quelques pièces d'artillerie, des ingénieurs, des boulets, & d'autres munitions de guerre.

La France ne pouvoit desirer une conjoncture plus favorable que celle qui se présentoit pour recouvrer le duché de Milan. On n'avoit aucune diversion à craindre de la part de l'Angleterre ni de l'archiduc. Le roi d'Espagne, quoiqu'il conservât au fond de son cœur une haine invétérée contre les François, & qu'il fût disposé à traverser leurs projets, s'étoit désisté de la ligue d'Italie, parce que n'ayant aucun moyen facile de faire passer des troupes dans le Milanès, il ne vouloit point s'engager dans une guerre dispendieuse, où il n'y avoit rien à gagner pour lui. L'empereur & les Suisses qui avoient un intérêt direct à s'opposer au dessein des François, le premier à cause des droits de sa couronne sur le duché de Milan, les seconds par la crainte que devoit leur inspirer un voisin trop puissant, étoient aux mains, & quel que dût être le succès de la guerre opiniâtre & sanglante où ils venoient

de s'engager, le vainqueur même devoit se trouver hors d'état d'en entreprendre de long-temps une nouvelle. Les apparences n'étoient guère moins belles du côté de l'Italie.

ANN. 1499.

Etat de l'Italie.
*Guicchardin.*
*Commmines.*
*Machiavel.*
*Belcar.*

Si la terreur des armes de Charles VIII avoit suffi pour engager les princes d'Italie à oublier leurs haines personnelles & à se réunir contre les François, elle n'avoit point éteint les semences de jalousie & de défiance qui les animoient les uns contre les autres. Dès que les François cessèrent d'être redoutables, les Italiens reprirent leur premier caractère. La ville de Pise fut, si j'ose ainsi m'exprimer, la pomme de discorde jetée au milieu d'eux. Ludovic l'avoit engagée à se révolter contre les Florentins, espérant qu'à la faveur des troubles qui alloient s'élever en Italie, il parviendroit à s'en rendre maître. Le malheureux ignoroit alors qu'il creusoit un précipice sous ses pas. Charles VIII avoit servi, sans s'en douter, les vues de cet ambitieux, en accordant par un premier mouvement de générosité la liberté aux Pisans : ayant reconnu depuis, qu'il n'avoit pas eu le droit d'en

ANN. 1499. disposer, il avoit tâché de la rendre à ses premiers maîtres ; mais il n'avoit pas eu assez d'autorité pour se faire obéir par ses propres capitaines. Frustrés de l'espérance qu'ils avoient fondée sur la justice & les promesses de ce monarque, les Florentins assiégèrent Pise, & l'auroient forcée de rentrer sous le joug, si Ludovic & Venise ne se fussent déclarés pour elle. Quoiqu'ils protestassent qu'ils n'agissoient que par un motif de compassion pour les malheureux Pisans, personne ne les crut capables d'un sentiment si généreux ; & dans le temps où ils agissoient de concert, on ne douta point qu'ils ne cherchassent les moyens de se supplanter mutuellement. Les Vénitiens plus riches ou plus adroits, donnèrent des secours plus considérables que ceux que pouvoit fournir Ludovic, & se rendirent bientôt les plus forts. C'étoit donc à eux, selon toutes les apparences, que la place devoit rester. Cette perspective effraya Ludovic ; il auroit beaucoup mieux aimé, s'il ne pouvoit avoir Pise, qu'elle retombât sous le joug des Florentins, moins puissans & moins

ambitieuux que les Vénitiens. Le reste de l'Italie étoit dans les mêmes sentiments. L'accroissement subit que venoit de prendre Venise, par l'acquisition de quatre des principales villes du royaume de Naples, inspiroit de la terreur à tous ses voisins. On prévoyoit que si déja maitresse du golfe Adriatique, elle acquéroit sur la Méditerranée Pise & le port de Livourne qui en étoit une dépendance, elle domineroit sans concurrent sur les deux mers, & dicteroit bientôt des loix à toute l'Italie. Ludovic répandoit ses alarmes parmi ses voisins, les exhortoit, ou à obliger, par la crainte d'une ligue générale, les Vénitiens de se désister d'une injuste entremise, ou à envoyer des secours si puissants aux Florentins, qu'ils pussent les chasser du territoire de Pise. La difficulté étoit de faire agréer ces secours aux Florentins. Tout ce qui venoit de la part de Ludovic leur paroissoit suspect : il étoit le premier auteur de leurs maux, & tellement décrié par ses fourberies, qu'on redoutoit plus ses caresses que ses menaces. Un ennemi bien méprisable en apparence, &

ANN. 1499.

ANN. 1499.

qu'il avoit jusqu'alors négligé, rompoit ses mesures, déconcertoit tous ses projets. C'étoit le fameux Jérôme Savonarole, dont nous avons déja parlé dans le volume précédent. Cet homme singulier, qui a retracé dans nos temps modernes une idée de ce que pouvoit l'éloquence dans les anciences républiques, avoit conçu une affection toute particulière pour les François : quoiqu'ils eussent causé les malheurs de sa patrie, quoiqu'ils ne se fussent point mis en devoir de déposer le pape, & de réformer l'église comme il s'en étoit flatté, il persistoit à maintenir les Florentins dans leur alliance, & à leur inspirer de l'horreur pour la ligue d'Italie. Ludovic qui n'avoit aucun moyen, ni de le gagner, ni de s'en venger, pressa le pape de se faire justice de cet odieux prophète, de cet importun déclamateur. Alexandre y étoit assez disposé de lui-même ; car c'étoit principalement sur la dépravation de la cour de Rome, & le besoin urgent d'une réforme générale, que Savonarole faisoit rouler la plupart de ses sermons. On dit qu'Alexandre ayant

Suite de l'histoire du fameux Savonarole.

*Vita hieron. Savon.*
*Thomasi.*
*Corio.*
*Guicchardin.*
*Commines.*

délibéré dans un consistoire secret, sur les moyens de fermer la bouche à ce prédicateur indiscret, goûta l'avis qu'ouvrit un des cardinaux de le décorer de la pourpre Romaine, afin de l'intéresser aux désordres qu'il blâmoit; qu'en conséquence il fit partir un homme de confiance pour lui offrir le chapeau de cardinal; que Savonarole, plus surpris qu'ébloui de cette proposition, invita le nonce, pour toute réponse, à un sermon qu'il devoit prêcher le lendemain; qu'après être monté en chaire, & avoir fait un tableau effrayant de la corruption de la cour de Rome, sans épargner la personne du souverain pontife, il dit à ses auditeurs; *Ceux que la vérité offense, essayent de me lier la langue, & m'offrent pour prix de ma complaisance un chapeau rouge: ma tête ne rougira jamais que de la couronne du Martire.* N'ayant pu séduire Savonarole, Alexandre essaya de l'intimider; il commença par lui interdire la chaire, sous peine d'excommunication. Dans une république plus éloignée que n'étoit Florence, de la capitale du monde chrétien, Savonarole eût peut-

ANN. 1499.

être joué le rôle de Luther, & changé la face de l'Europe. Le moine Florentin avoit plus de talents naturels & acquis, plus d'ambition, de courage & d'adresse que le moine Allemand : mais il ne trouva point parmi ses concitoyens le même appui. Il s'abstint de prêcher, croyant désarmer le pontife par cette marque de soumission, & tâchant cependant de soutenir le zèle de ses partisans par divers écrits qu'il publia. Mais voyant que cette voie n'étoit pas aussi puissante, pour échauffer les esprits; que son crédit diminuoit de jour en jour; que le pape ne se relâchoit point, il reprit ses fonctions ordinaires, déclarant qu'établi de Dieu même, pour annoncer la vérité, & se trouvant réduit, ou à trahir son ministère, ou à déplaire aux puissances de la terre, il aimoit mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. Comme il avoit prévu l'orage qui alloit fondre sur sa tête, il n'en fut point ébranlé; il appella de la sentence du pape au futur concile : le peuple courut en foule à ses sermons, & la persécution n'auroit servi qu'à mettre le sceau à sa célébrité, s'il

ANN. 1499.

n'eût eu, dans sa propre république, des ennemis d'autant plus redoutables, qu'ils voiloient leur haine personnelle, du zèle de la religion & de l'obéissance due au souverain pontife. La passion qu'il avoit montrée dans la conjuration en faveur des Médicis, en faisant condamner au dernier supplice, sans s'astreindre à l'ordre judiciaire, plusieurs jeunes gens des premières familles de Florence, lui avoit attiré la haine de leurs parents. Le soin qu'il avoit pris depuis de les exclure des charges de la république avoit achevé de les aigrir. Forcés pendant un temps de dissimuler une haine impuissante, ils n'avoient garde de laisser échapper l'occasion qui se présentoit, de briser un joug odieux & avilissant. Appuyés de l'autorité du saint siége, ils n'oublièrent rien pour décréditer le prétendu prophète dans l'esprit du peuple : ils commencèrent par le tourner en ridicule ; ils poussèrent la plaisanterie jusqu'à l'indécence & à la profanation. Savonarole animoit ses discours d'un geste vif & quelquefois outré ; ils garnirent les bords de sa chaire de pointes de clous im-

ANN. 1499.

ANN. 1499. perceptibles. Après avoir chassé les Médicis, il avoit attaché un grand Christ dans cette même chaire; il l'avoit fait proclamer roi des Florentins. Souvent dans l'ardeur de son zèle, il baisoit les pieds de ce roi, dont il s'étoit en quelque sorte constitué le ministre & l'organe : ils enduisirent d'ordure l'endroit où il avoit coutume de porter ses lèvres. Ces scènes puériles & grossières, qu'on ne hasardoit que pour pressentir l'esprit du peuple, n'eussent pu déconcerter Savonarole, si ses partisants eussent montré plus de fermeté, ou s'il eût eu affaire à des ennemis moins opiniâtres. Alexandre, indigné du peu de cas qu'on faisoit de ses censures, menaça de mettre toutes les terres de la république en interdit, de venger par le fer & par le feu le mépris de son autorité, si, avant un terme très-court qu'il indiqua, les magistrats ne forçoient au silence le moine rebelle. Ce coup glaça les magistrats; ils allèrent trouver Savonarole, & lui représentant le malheureux état où la république étoit déja réduite, tout ce qu'elle auroit à craindre, si,

le pontife se mettoit à la tête de ses ennemis : ils le conjurèrent de céder à la nécessité, de sacrifier ses intérêts au bien de l'Etat. Cette prière de la part des magistrats étoit un ordre. Savonarole le comprit ; il cessa encore une fois de prêcher : mais pour occuper toujours l'attention publique, dans le temps qu'il étoit réduit au silence, il se fit remplacer dans les principales chaires de la ville par quelques-uns des Dominicains qu'il avoit formés sous sa discipline : ceux-ci, jaloux de la splendeur qu'il procuroit à leur ordre, & moins circonspects que lui, parce qu'ils avoient moins d'esprit, vantèrent sans retenue ses révélations, les annoncèrent crument comme des prophéties. Savonarole de son côté se mit à écrire & à publier de nouvelles révélations : il étoit le premier auteur de la démocratie établie à Florence ; cette forme de gouvernement l'avoit bien servi tant qu'il avoit eu la liberté de haranguer. Exclus de la chaire, il perdoit son influence sur les affaires publiques & sur l'élection des magistrats ; il comprit qu'il étoit perdu s'il ne songeoit

ANN. 1499.

ANN. 1499. au plutôt à donner à la république un chef dont il fût sûr. Il jeta les yeux sur François de Valori, homme fort dévot, mais de peu d'esprit, propre par conséquent à devenir un puissant instrument entre ses mains. Depuis long-temps il l'avoit avancé dans les charges publiques; il lui avoit procuré la principale influence dans les affaires, en lui confiant le soin de la milice étrangère, & le détail des plus importantes négociations. Tout étoit ménagé pour opérer ce changement; déja il faisoit parler le ciel, & le projet alloit être exécuté lorsqu'un ennemi peu redoutable, en apparence, vint renverser un fantôme de puissance, contre lequel le pape & le duc de Milan s'étoient inutilement ligués. Les magistrats de Florence avoient donné la principale chaire de leur ville à un cordelier : jaloux par état de la réputation des dominicains, il prêcha contre Savonarole, qu'il peignit comme un imposteur & un ennemi du saint siége, tandis que ses disciples le représentoient comme un prophète comparable à ceux que révéroit l'Eglise.

La dispute s'échauffant entre les cordeliers & les dominicains, un de ces derniers offrit, pour prouver la mission céleste de Savonarole, de traverser un bûcher ardent; le cordelier offrit d'en faire autant pour prouver le contraire; non pas, disoit ce cordelier sensé, que j'espère d'en échapper, mais content de donner ma vie, puisque mon rival m'y oblige, pour détruire l'llusion, & sauver de la damnation les ames simples qu'a séduites cet imposteur. Les magistrats, qui auroient dû réprimer le fanatisme de ces deux moines, acceptèrent le défi, & assignèrent aux champions le jour & l'heure de cette épreuve barbare. En vain Savonarole employa-t-il tout son crédit & toutes les ressources de son esprit pour rompre un engagement qui le concernoit personnellement, & auquel il n'avoit point consenti. Ses ennemis, qui commençoient à prévaloir, ne lui laissèrent que la cruelle alternative, ou de déclarer lui même qu'il avoit abusé le peuple par de fausses prophéties, ou de consentir à l'épreuve proposée volontairement par un de ses disciples, épreuve qui

ANN. 1499. pouvoit seule rétablir le calme dans la république, en constatant quel jugement on devoit porter de ses prédictions. On fit dresser le bûcher dans la grande place de Florence, & l'on somma juridiquement les deux champions d'y comparoître à l'heure assignée. Les Franciscains arrivèrent les premiers. Savonarole poussé à bout n'imagina point d'autre subterfuge que de mettre entre les mains de son champion une hostie consacrée, se persuadant bien que ses adversaires & le peuple de Florence ne permettroient pas qu'il entrât dans le feu avec ce gage sacré, & bien résolu de ne pas souffrir qu'il s'en dessaisît. Les magistrats avoient pris place; le peuple attiré par la nouveauté du spectacle, étoit rangé sur des échafauds, & même sur les toits des maisons voisines, attendant avec une joie maligne le dénouement de cette scène barbare. Les dominicains s'avancèrent processionnellement, précédés par celui qui devoit entrer dans le bûcher, tenant à la main une hostie consacrée. Les cordeliers, comme l'avoit prévu Savonarole, crièrent à la supercherie : les

magiſtrats s'opposèrent à la profanation. Les dominicains tinrent ferme & retournèrent vers leur couvent dans le même ordre qu'ils étoient venus, chantant des pſeaumes, & ſuivis d'un petit nombre de partiſans. La multitude regardant ce qui venoit de ſe paſſer comme un affront, & excitée par les ennemis ſecrets de Savonarole, courut aux armes : une partie inveſtit le palais de Valori, égorgea ce malheureux citoyen, & le mit en pièces : l'autre alla fondre ſur le couvent des dominicains, qu'ils trouvèrent proſternés devant le ſaint ſacrement. Ce ſpectacle n'arrêta point les furieux ; ils ſe ſaiſirent de Savonarole & de deux autres de ſes diſciples : ils les traînèrent devant les magiſtrats prépoſés à juger les criminels. Dans cet état d'humiliation, Savonarole ne ſe démentit point ; il reçut avec un viſage ſerein, & ſans pouſſer un ſoupir, les outrages les plus ſanglants de ce même peuple dont il avoit été long-temps l'idole : mais ſon corps foible & uſé ne put ſoutenir les tourments de la queſtion ; il pria qu'on le détachât : il confeſſa non des crimes, mais le

ANN. 1499.

ANN. 1499. hardi projet d'engager les princes chrétiens à convoquer un concile écuménique où l'on déposeroit Alexandre VI, & où l'on réformeroit l'église : un violent desir de rendre son nom immortel, non en parvenant aux premières dignités, mais en opérant des révolutions éclatantes : des liaisons secrètes avec les étrangers, par le moyen desquelles il avoit découvert des particularités qu'il avoit annoncées comme des révélations : trop de confiance en ses propres lumières : trop peu de déférence, ou plutôt un mépris insolent à l'égard des puissances ecclésiastiques, & particulièrement d'Alexandre VI, qui se trouvoit pour le malheur de la chrétienté revêtu du souverain pontificat. Ces fautes méritoient, sans doute, une correction fraternelle, une pénitence publique ; mais elles ne suffisoient pas pour autoriser une sentence capitale. Ses Juges cependant le condamnèrent à être pendu au milieu de ses deux compagnons : & de peur que le peuple revenu de sa première fureur, ne fût tenté de les regarder comme des martyrs & d'honorer leurs reliques, on prit la

précaution de brûler leurs corps, & de jeter leurs cendres dans la rivière. ANN. 1499.

Intérêts des diverses cours d'Italie.

*Guicchardin. Corio. Tomasi. Justiniani. Belcarius.*

Après la mort de Savonarole, Ludovic ne trouva plus d'obstacle à se concilier les Florentins : il s'engagea solennellement à leur rendre Pise, & tout le territoire dépendant de cette république; mais comme il n'osoit encore se déclarer chef d'une ligue contre les Vénitiens, après les avoir le premier appellés à Pise, il voulut se couvrir de l'autorité du pape & du roi de Naples. Il étoit facile de réussir à l'égard de ce dernier. Frédéric, qui voyoit les Vénitiens déja établis dans ses Etats, devoit naturellement s'opposer à leurs progrès : d'un autre côté la ligue qu'on lui proposoit n'ayant point d'autre but que de dégoûter les François de repasser en Italie, en leur enlevant les seuls alliés qu'ils eûssent encore au-delà des Monts, il n'étoit guère moins intéressé à la réussite de ce projet que Ludovic lui-même. La négociation étoit plus épineuse à l'égard d'Alexandre VI.

Comme souverain, il avoit de fortes raisons d'empêcher qu'il ne s'éle-

vât une puissance prépondérante en
ANN. 1499. Italie, par conséquent d'humilier les Vénitiens & de s'opposer à la conquête que méditoient les François : mais l'intérêt de sa famille l'emportoit dans son cœur sur l'intérêt de l'Etat, & il étoit arrivé dans cette indigne famille une horrible catastrophe qui changeoit tous ses projets. César Borgia, le second de ses fils, qu'il avoit fait cardinal, & auquel il avoit déja conféré un évêché, & un grand nombre d'autres bénéfices, dégoûté d'une profession si peu analogue à son caractère, & trouvant dans son frère aîné, le duc de Candie, un obstacle invincible à son avancement dans le monde, avoit pris le parti de le faire assassiner. Le pape, quoiqu'il aimât tendrement ce fils aîné, & qu'il pleurât amèrement sa perte, s'étoit en quelque sorte consolé, lorsqu'après des perquisitions exactes il eut découvert l'auteur de ce crime exécrable : loin de songer à l'en punir, il sembla vouloir l'en récompenser : il lui conféra les charges qu'avoit possédées le duc de Candie, & lui accorda les dispenses nécessaires pour quitter l'état ecclésiastique.

où il étoit engagé. Ces faveurs ne contentoient point encore l'ambition de César Borgia : devenu chef de sa maison, il aspiroit à une souveraineté : il jugea que le chemin le plus court pour y arriver, étoit d'épouser une princesse qui l'approchât du trône : en jetant les yeux sur tous les partis qui se présentoient en Italie, il n'en trouva point qui remplît mieux ses vues, que Charlotte d'Aragon, fille aînée de Frédéric, roi de Naples : elle possédoit du chef de sa mère la principauté de Tarente : César calcula qu'aidé de la faveur du pape, qui étoit suzerain du royaume de Naples, il ne lui seroit pas impossible, en se défaisant de Frédéric & des enfants que ce roi avoit eus d'un second lit, d'acquérir par ces forfaits un trône que personne n'oseroit plus lui disputer. Lors donc que Ludovic proposa au pape de se déclarer chef de la ligue d'Italie contre les Vénitiens & les François, Alexandre demadda pour toute condition, le mariage de César son fils avec la princesse de Tarente, en montrant que par ce lien il seroit plus intéressé que personne à défendre ce trô-

ANN. 1499.

ne, & à ne pas souffrir que les François s'établissent en Italie. Ludovic, chargé de cette proposition, s'efforça de la faire goûter à Frédéric, en lui représentant que bien que sa fille pût prétendre à un plus haut parti, il ne pouvoit trouver, dans les conjonctures malheureuses où étoit l'Italie, une alliance plus utile que celle qu'on lui proposoit; que du parti que prendroit le pape, dépendoient sa fortune, sa vie, l'état de ses enfants. Il lui cita les exemples de Ferdinand son père, & d'Alphonse son frère, qui, dans des circonstances moins critiques, avoient sacrifié au bien de l'Etat la répugnance qu'ils avoient pour de pareilles alliances. Frédéric étoit forcé de convenir de la solidité de ces raisons; mais faisant attention à la perfidie du père & à la scélératesse du fils, il voyoit qu'il ne feroit que changer d'ennemis, & qu'au lieu d'avoir à se défendre en rase campagne, & à la tête de ses troupes, il auroit à redouter dans son propre palais, & à toutes les heures du jour, le poison ou le fer des assassins : il répondit donc, que si la Providence avoit résolu de

ANN. 1499.

le renverſer du trône, il en deſcendroit du moins ſans honte & ſans reproche. Ludovic n'eut garde de rendre fidèlement une réponſe ſi offenſante ; il feignit que pour vaincre un reſte de répugnance de la part de Frédéric, il falloit rendre le mariage moins diſproportionné : que Charlotte d'Aragon poſſédant déja une principauté & de vaſtes domaines, devoit naturellement épouſer un prince qui eût un rang & un état égal au ſien : qu'il ſeroit facile, après avoir forcé les Vénitiens à ſe déſiſter de leur uſurpation, & avoir réuni Florence à la ligue d'Italie, de confiſquer les petits Etats de quelques-uns des vicaires du ſaint ſiége, & d'en former une ſouveraineté en faveur de Céſar : qu'alors Frédéric ſentiroit mieux le prix de l'alliance qu'on lui propoſoit, & qu'il ſeroit le premier à la rechercher. Si ce diſcours ne perſuada pas le pape, il produiſit du moins pour le moment une partie de l'effet que Ludovic en attendoit. Alexandre permit qu'on ſe ſervît de ſon nom pour intimider les Vénitiens ; mais il ne s'obligea point à fournir des ſecours en cas qu'on en

ANN. 1499.

ANN. 1499. vînt à une guerre déclarée. Assuré de l'aveu du pape, du roi de Naples, & de presque toutes les puissances du second ordre, Ludovic parla avec force sur la nécessité de donner quelque satisfaction aux Florentins par rapport aux droits bien fondés qu'ils avoient sur la ville de Pise; il proposa pour arbitre le duc de Ferrare son beau-père. Les Vénitiens surpris & indignés qu'un homme qui leur avoit de si grandes obligations; qui les avoit lui-même appelés dans l'affaire de Pise, osât leur prescrire des loix, & cherchât à les rendre odieux à toute l'Italie, rejetèrent la proposition : il s'y étoit attendu : sans rompre encore ouvertement avec eux, afin de laisser une porte ouverte à la négociation, il ferma le passage de ses terres aux secours qu'ils envoyoient à Pise, prêta de l'argent aux Florentins, & mit à leur solde les plus fameux capitaines d'Italie. Ces secours rendirent la supériorité aux Florentins, qui enlevèrent en peu de temps tous les forts qui couvroient Pise, & bloquèrent cette ville. Les Vénitiens considérant que tous les efforts qu'ils pouvoient faire ne ser-

voient qu'à les épuiser, & qu'une opiniâtreté déplacée acheveroit de les rendre odieux, sans augmenter leur puissance, acceptèrent enfin la médiation qu'ils avoient d'abord rejetée. Plus cette démarche étoit humiliante, & plus ils haïssoient celui qui les y avoit réduits.

ANN. 1499.

Négociations avec les Vénitiens.

Partage du duché de Milan.

*Ibid.*

Ce fut dans ces circonstances que les ambassadeurs du roi de France arrivèrent à Venise : ils exposèrent les droits de leur maître sur le duché de Milan assuré à la maison d'Orléans par le contrat de mariage de Valentine Visconti avec Louis premier duc d'Orléans, & usurpé par François Sforce, bâtard d'un soldat de fortune, lequel n'avoit eu d'autre titre pour s'en emparer que son mariage avec une bâtarde des mêmes Visconti. Ils se déchaînèrent contre Ludovic, qui n'avoit excité les derniers troubles d'Italie que pour perdre impunément son neveu, & se frayer, par un horrible attentat, un chemin au trône. Ils exhortèrent les Vénitiens à unir leurs armes à celles du roi très-chrétien, & promirent pour prix de ce service la ville de Crémone avec son territoire,

ANN. 1439. les places & les terres situées sur l'Adige, connues sous le nom de Giara d'Adda. Ces offres, quelque séduisantes qu'elles fussent, eussent été rejetées dans toute autre conjoncture. Ceux des sénateurs qui jugeoient sans passion, représentèrent fortement le danger de les accepter. Ils remontrèrent que, loin, d'acquérir par-là un nouveau degré de puissance, la république qui jusqu'alors avoit eu la prépondérance dans l'Italie, se trouveroit réduite au second rang, ramperoit sous la tutèle d'un voisin orgueilleux & fantasque : que toujours à la veille d'être envahie, elle ne pourroit maintenir son indépendance qu'en entretenant de fortes garnisons, un corps d'armée toujours subsistant; ce qui non-seulement épuiseroit les nouveaux revenus qu'on lui offroit; mais la surchargeroit de dépense, & la mettroit dans l'impossibilité de pourvoir à la sûreté de ses autres possessions : qu'enveloppée de tous côtés par des monarques, rivaux entr'eux, & également ennemis de la liberté de leurs voisins, elle seroit forcée de prendre parti dans toutes leurs querelles, &

trembleroit

trembleroit toujours qu'ils ne se réconciliassent à ses dépens. Que l'Italie formoit une sorte de république, au maintien de laquelle ils avoient le plus grand intérêt ; qu'il seroit à desirer que cette grande république ne fût troublée par aucune division intestine ; mais que ce projet étant impossible, on devoit du moins oublier toutes les querelles domestiques, & se réconcilier de bonne-foi, toutes les fois qu'il étoit question de fermer l'entrée de l'Italie aux barbares, & d'assurer la liberté commune. Ceux au contraire que la passion de s'agrandir ou le desir de se venger de Ludovic entraînèrent dans le parti de la France, disoient, qu'après les services que la république avoit rendus à Ludovic, & le prix qu'elle en avoit reçu, ils ne concevoient pas comment on osoit encore proposer de s'allier avec lui : que ses procédés étoient si odieux & si noirs, que quand bien même on pourroit, par des considérations supérieures, les oublier sincérement à Venise, celui qui s'en sentoit coupable ne les oublieroit jamais, & ne chercheroit à se mettre à couvert

ANN. 1499.

ANN. 1499. d'une vengeance trop méritée qu'en tâchant d'armer contr'eux l'Europe entière; que déja il étoit parvenu par ses intrigues à soulever tous leurs voisins; qu'il étoit oncle & allié de l'empereur Maximilien, qui avoit les yeux toujours ouverts sur l'Italie; que l'on étoit informé que le perfide Ludovic, abjurant tout sentiment de religion & d'humanité, traitoit avec les ennemis du nom chrétien pour attirer leurs armes sur les terres de la république; qu'on s'exposoit donc à une perte certaine & inévitable en lui laissant le temps de faire agir à la fois tous les ressorts qu'il projetoit d'employer; que l'alliance & le voisinage des François étoient la seule ressource que la république pût opposer à cet orage; que ceux qui sembloient disposés à rejeter cette faveur du ciel, ne considéroient pas que le danger étoit présent; que les motifs de crainte qu'ils alléguoient, étoient douteux & éloignés: que les François si terribles dans le champ de bataille étoient le peuple le moins propre à former des établissements & à conserver une conquête; que leur ca-

ractère antipathique avec celui des Lombards forceroit bientôt leurs nouveaux sujets à se révolter, à se mettre sous la protection de la république; que l'Allemagne, l'Angleterre & l'Espagne ne verroient point d'un œil indifférent l'accroissement d'un voisin déja trop redoutable; qu'obligés de faire face à toutes ces puissances, & de courir à la défense de leurs propres foyers, les François abandonneroient bientôt le duché de Milan, qui tomberoit alors sans bruit & sans effort au pouvoir de la république; qu'il falloit donc rendre grace à la Providence d'avoir disposé si favorablement les affaires, que le roi de France leur offrît, pour prix d'une alliance qu'ils auroient été dans le cas d'acheter eux-mêmes, une riche province, des villes & des terres si fort à leur bienséance.

ANN. 1499.

Ce dernier avis l'emporta dans le sénat; on fit partir le plus secrètement qu'il fut possible des ambassadeurs pour mettre la dernière main au traité. La négociation avec le pape étoit déja terminée. César Borgia, pour qui elle se faisoit, en

Traité avec le pape. Arrivée de César Borgia en Fr.

*Thomasi. Brantome. Belcar. Ferron. Belleforêt.*

ANN. 1499.

*Manusc. de Fontan.*

avoit été le principal agent. Il s'étoit rendu à la cour de France, comme nous avons dit, sous prétexte d'apporter des bulles pour le nouveau mariage de Louis XII, & un chapeau de cardinal pour d'Amboise. Son voyage couvroit un motif beaucoup plus important. La princesse de Tarente sur laquelle il avoit jeté les yeux, étoit élevée à la cour de Louis : elle possédoit en France le comté de Rouergue du chef de sa mère, & Frédéric qui cherchoit à se ménager la protection du roi, lui avoit laissé le soin de la marier. César espéroit que la protection du roi dont il se croyoit assuré, leveroit facilement tous les obstacles qui pourroient s'opposer à son mariage. Son équipage répondoit à de si flatteuses espérances. Ecoutons un Auteur presque contemporain : » Devant » lui marchoient vingt-quatre mu- » let fort beaux, chargés de bahuts, » coffres, valises, couverts de tapis » avec les écussons & armes dudit » duc : après venoient vingt-quatre » autres mulets avec des couvertu- » res de rouge & jaune mi-parties, » car ils portoient la livrée du roi

» qui étoit jaune & rouge : puis après » suivoient douze mulets avec des » couvertures jaunes de satin barrées » tout à travers : puis venoient dix » mulets ayant couvertures de drap » d'or, dont l'une barre étoit de » drap dor frisé, & l'autre ras, qui » font en tout soixante-douze par » compte : après vinrent seize beaux » grand coursiers, lesquels on tenoit » en main, couverts de drap d'or » rouge & jaune, ayant leurs bri- » des à la genette & à la coutume » du pays : après cela venoient dix- » huit pages chacun sur un beau cour- » sier, dont seize étoient vêtus de » velours cramoisi, & les deux au- » tres de drap d'or frisé. Pensez que » c'étoient, disoit le monde, ses » deux mignons, pour être ainsi plus » braves que les autres. De plus par » six laquais étoient menées, comme » de ce temps on en usoit fort, six » belles mules richement enharna- » chées de selles, brides, harnois » tout complets, de velours cramoisi, » & les laquais vêtus de même; & » après venoient deux mulets por- » tant coffres, & tout couverts de » drap d'or. Pensez, disoit le mon-

ANN. 1499.

ANN. 1499. » de, que ces deux-là portoient quel-
» que chose de plus exquis que les
» autres, ou de ses belles & riches
» pierreries pour sa maitresse & pour
» d'autres, ou quelques bulles &
» belles indulgences de Rome, ou
» quelques saintes reliques, disoit
» ainsi le monde. Puis après venoient
» trente gentilshommes vêtus de
» drap d'or & de drap d'argent. Item,
» il y avoit trois ménétriers; c'est
» à savoir deux tambours & un re-
» bec vêtus de drap d'or, & aussi les
» instruments étoient d'argent avec
» de grosses chaînes d'or, & alloient
» lesdits ménétriers entre les gen-
» tilshommes & le duc, sonnant tou-
» jours. Item, quatre trompettes &
» clairons d'argent richement habil-
» lés, sonnant toujours de leurs instru-
» ments. Il y avoit aussi vingt-quatre
» laquais tous vêtus de velours cra-
» moisi, mi-partie de soie jaune, &
» étoient tous autour dudit duc.....
» Il étoit monté sur un gros & grand
» coursier harnaché fort richement
» avec une robe de satin rouge &
» de drap d'or mi-partie, (je ne
» puis pas bien comprendre, quant
» à moi, cette étoffe,) & brodée

» de force riches pierreries & grof-
» fes perles. A fon bonnet étoient ANN. 1499.
» doubles rangs de cinq ou fix ru-
» bis gros comme une groffe fève
» qui montroient une grande lueur.
» Sur le rebras de fa barette il y
» avoit auffi grande quantité de pier-
» reries jufques à fes bottes qui
» étoient toutes lardées de cordons
» d'or & brodées de perles, & un
» collier qui valoit bien trente mille
» ducats. Le cheval qu'il montoit
» étoit tout chargé de feuilles d'or
» & couvert de bonne orféyrerie,
» avec force perles & pierreries.
» Outre cela il avoit une belle &
» petite mule pour fe promener par
» la ville, qui avoit tout fon har-
» nois, comme la felle, la bride &
» le poitrail, tout couvert de rofes
» de fin or épais d'un doigt. Et pour
» faire la queue de tout, il y avoit
» encore vingt-quatre mulets avec des
» couvertures rouges, ayant les ar-
» moiries dudit feigneur, avec force
» carriage de chariots qui portoient
» force aux befognes, comme lits
» de campagne, de la vaiffelle, &
» autres chofes ». Tel étoit l'équipage
du galant : mais ce qu'on regarda

comme une magnificence plus extravagante encore, un faste plus insolent, c'est d'avoir ferré les pieds de son cheval d'or massif.

ANN. 1499.

Louis qui s'étoit mis à une fenêtre pour être témoin de cette entrée, se divertit avec quelques-uns de ses courtisans de la folie de cet aventurier. Il ne crut pas pouvoir se dispenser de le proposer pour époux à la princesse de Tarente: mais il le fit, sans user de son autorité, & même sans aucune envie de réussir, puisque méditant déjà lui-même la conquête de Naples, c'eût été former un obstacle à ses desseins que d'intéresser le pape & César Borgia à la défense de ce royaume. Charlotte d'Aragon, princesse dont la sagesse égaloit la beauté, répondit qu'elle obéiroit, si pour prix du sacrifice qu'on exigeoit d'elle, le roi daignoit assurer à son malheureux père & à ses frères le trône & la vie, en se désistant en leur faveur des droits qu'il reclamoit sur le royaume de Naples. N'ayant pu obtenir ce désistement, & bien assurée qu'elle étoit libre, elle déclara qu'elle n'épouseroit jamais un prê-

tre, fils de prêtre, aſſaſſin de ſon propre frère, la honte & l'exécration du genre humain. Après une réponſe ſi poſitive, Céſar fut forcé de tourner ſes regards d'un autre côté. N'oſant aſpirer à une princeſſe du ſang de France, il rechercha Charlotte d'Albret, fille d'Alain, ſurnommé le Grand, & ſœur du roi de Navarre. Le père ſollicité par le pape & par le roi, fit des difficultés pour obtenir de meilleures conditions : outre la dot conſidérable que le roi voulut bien aſſurer à la nouvelle épouſe, on ſtipula un chapeau de cardinal pour un des fils d'Alain. Le roi créa Céſar duc de Valentinois, lui donna des terres conſidérables, une compagnie d'ordonnance, des penſions, promit de lui prêter, après la conquête de Milan, quatre cents lances & quatre mille Suiſſes pour ſoumettre quelques-uns des vicaires de l'Égliſe, dont la dépouille ſerviroit à lui former une ſouveraineté ſous la mouvance du ſaint ſiége. Céſar par reconnoiſſance, voulut prendre le nom de la nouvelle patrie qui ſembloit

ANN. 1499.

l'adopter. Il ne se fit plus nommer que *César di Francia.*

ANN. 1499.

Négociations inutiles avec les Florentins.

*Guicchardin. Belcar.*

Après s'être assuré du secours, ou du moins de la neutralité des deux seules puissances d'Italie qui eussent pu arrêter l'exécution de ses projets, Louis desiroit encore de mettre dans ses intérêts la république de Florence. Il la fit presser par les ambassadeurs qu'elle tenoit à sa cour de rompre tout commerce avec Ludovic, de révoquer les pouvoirs accordés au duc de Ferrare pour transiger avec les Vénitiens, enfin de lui fournir des troupes pour la conquête du duché de Milan, promettant à ce prix de la protéger, & de lui restituer la ville de Pise : c'étoit conseiller aux Florentins une noirceur, sans même les assurer suffisamment qu'ils en seroient récompensés. Car après toutes les promesses que leur avoit faites Charles VIII, & qui n'avoient point eu d'exécution, qui pouvoit leur répondre que Louis seroit plus exact à remplir ses engagements ? Voudroit-il pour les favoriser se brouiller avec les Vénitiens leurs ennemis dont il s'étoit

déja rendu l'allié, & qu'il ménageroit toujours plus que la malheureuse Florence ? Ludovic au contraire, depuis le temps qu'il s'étoit rapproché d'eux, leur avoit rendu les services les plus importants : déja par ses négociations, & les secours d'hommes & d'argent qu'il leur avoit fournis, il les avoit mis à portée de recouvrer une partie de leurs terres, & de disputer le reste avec avantage. Devoient-ils pour prix de ce bienfait conspirer à le dépouiller, à le perdre de fond en comble ? Ils ne pouvoient donc, sans manquer aux devoirs les plus sacrés, rendre une réponse satisfaisante à la demande de Louis XII. Ce monarque cependant s'indignoit que des gens qui tourmentoient depuis nombre d'années les ministres de son prédécesseur, ou les siens, pour en être protégés, rejetassent sa médiation lorsqu'elle leur étoit offerte : & comme il étoit naturellement ennemi de toute espèce de dissimulation, peut-être les auroit-il chassés de sa cour & en fût-il venu avec eux à une rupture ouverte, si quelques-uns de ses conseillers ne lui

ANN. 1499

ANN. 1499.

eussent représenté qu'en forçant les Florentins à condescendre à sa volonté, il se mettoit dans le cas ou de manquer à ses engagements, ce qui terniroit sa gloire, ou de se brouiller avec les Vénitiens, dont l'alliance lui étoit beaucoup plus précieuse; que n'ayant aucun secours à espérer d'une république épuisée par de longues guerres & en proie à l'anarchie, il n'avoit point non plus à craindre qu'elle osât, à l'approche d'une armée françoise, mêler ses intérêts, ni faire cause commune avec le duc de Milan. Louis sentant la sagesse de ce conseil se désista de ses poursuites.

Vente des offices de finance.

*Budæus de asse.*

*Joli traité des offices.*

Il ne s'agissoit plus que de trouver de l'argent pour fournir aux frais de cette entreprise. Charles VIII étoit mort endetté. Cette considération n'avoit point empêché Louis de diminuer les impôts à son avénèment au trône, & il ne pouvoit consentir à faire contribuer ses sujets à une guerre qui lui étoit personnelle, & qui étoit en quelque sorte étrangère à la nation, puisque ce n'étoit point comme roi de France, mais comme duc d'Orléans qu'il réclamoit la pos-

ſeſſion du duché de Milan. Dans cet embarras on propoſa de rechercher la conduite des gens de finance, qui ſous le règne foible de Charles VIII avoient profité de l'inattention ou de la trop grande facilité du cardinal Briſſonnet pour amaſſer des fortunes rapides & ſcandaleuſes. Ce moyen violent déplut à Louis XII. Le cardinal d'Amboiſe en propoſa un autre, qui bien que moins odieux en lui-même, étoit d'une dangereuſe conſéquence : ce fut de vendre tous les offices de finance. Il repréſenta que ces offices étant très-lucratifs, même entre les mains des hommes les plus intègres, tous ceux qui s'en trouvoient déja pourvus, ou qui en deſiroient, ne feroient aucune difficulté d'avancer des ſommes conſidérables pour aſſurer leur état pendant leur vie. Il faut rendre juſtice à Louis XII : malgré les applaudiſſements que reçut cet avis dans le conſeil malgré ſa déférence ordinaire pour le ſentiment de celui qu'il regardoit plutôt comme ſon ami que comme ſon miniſtre, il ne ſe prêta qu'avec une répugnance extrême à cet arrangement. Il conſidéroit apparemment combien

ANN. 1499.

ANN. 1499. il étoit dangereux d'autoriser davantage des hommes qu'il étoit déja si difficile de contenir : qu'on n'achète le droit de rendre des services à l'Etat que pour les lui vendre ensuite à un trop gros intérêt : que la cupidité des traitants, échauffée par la nécessité de se rembourser de leurs avances, les rendroit plus âpres à vexer le peuple & à découvrir de nouveaux moyens d'oppression. Si le desir de profiter d'une occasion unique l'emporta sur ces considérations, ce ne fut que dans l'espérance de pouvoir bientôt rembourser les avances qu'il tira des gens de finances, & de rétablir les choses sur l'ancien pied. Je trouve même dans quelques Auteurs, qu'il satisfit en effet à cet engagement, & qu'il n'oublia rien pour abolir la mémoire d'une action qu'il se reprochoit.

Entrée des François dans le Milanès : préparatifs de Ludovic.

*Auton, hist. de L XII.* *Guicchardin.* *Corio.* *Ferron.* *Folieta.* *P. Martir.*

Dès que l'argent fut prêt, l'armée se mit en marche. On y comptoit jusqu'à seize cents lances, c'est-à-dire, neuf mille six cents chevaux, treize mille hommes d'infanterie, dont cinq mille Suisses & huit mille François. La première division étoit commandée par Jean-Jacques Tri-

vulſe, Milanois, & ennemi perſonnel de Ludovic; la ſeconde par Louis de Luxembourg, comte de Ligni; la troiſième par Eberard Stuart, ſeigneur d'Aubigni, tous trois diſtingués par leur bravoure & leur expérience. Trivulſe, à qui ſa naiſſance & ſa qualité de chef des Guelphes donnoient des parents, des partiſans, ou des amis dans preſque toutes les villes d'Italie, s'étant rendu le premier dans le comté d'Aſt, répandit un grand nombre de manifeſtes, où peignant des couleurs les plus noires l'adminiſtration de Ludovic, il exhorroit les peuples à ſecouer le joug d'un tyran, & à s'unir au roi de France leur légitime ſouverain. Il annonçoit que ce monarque, riche & puiſſant, content de leur procurer la liberté, étoit dans la diſpoſition de les décharger de toutes ſortes d'impôts, s'ils ne mettoient eux-mêmes des obſtacles par une opiniâtreté déplacée, aux graces qu'il avoit deſſein de leur accorder. Le peuple, oppreſſé, reçut avec tranſport cette déclaration; & avant que les François fuſſent paſſés en Ita- ANN. 1499.

lie, tout étoit déja plein de fermen-
ANN. 1499. tation.

Ludovic ne s'oublioit pas dans ces moments critiques. Il avoit long-temps refusé de croire que les Vénitiens consentissent jamais à voir les François former un établissement en Italie; & quoiqu'il eût été le premier à les y appeler sous le règne précédent, il avoit si bonne opinion du sénat Vénitien, qu'il ne pouvoit le croire capable d'une faute si grossière. Lorsqu'il fut enfin, à n'en pouvoir douter, que la ligue étoit formée, il ne songea plus qu'à lui en opposer une autre capable de la balancer. Le roi de Naples étoit son allié nécessaire; mais il étoit pauvre & mal obéi dans ses Etats. Ils agirent de concert auprès de Ferdinand le Catholique, qui en les exhortant à se défendre avec courage, montra l'impossibilité où il se trouvoit de faire passer assez promptement des secours dans le Milanès. Ils négocièrent avec plus de succès à la Porte. Bajazet se souvenoit encore du danger qu'il avoit couru lorsque Charles VIII, à peine établi à Naples, mé-

ditoit déja d'assiéger Constantinople, & s'etoit ouvert le chemin jusqu'aux portes de cette capitale : il crut facilement que les Vénitiens qui l'avoient sauvé de ce péril en lui découvrant la conspiration, s'étoient repentis de ce service, & ne s'étoient ligués avec les François que pour leur applanir la même route. Il commença donc le premier à les attaquer dans la Morée, sur les côtes du golfe Adriatique : il poussa des détachements jusque dans le Frioul. L'allié le plus important de Ludovic, celui qu'il avoit le plus ménagé, & duquel il devoit attendre les services les plus essentiels, étoit l'empereur Maximilien. Mais après s'être engagé trop légérement dans une guerre ruineuse, après avoir été battu par les Suisses dans cinq ou six rencontres, Maximilien voyoit ses armées détruites, ses finances épuisées, les membres de l'empire refroidis à son égard, & ses propres sujets mécontents. La honte de demander la paix à un ennemi qu'il avoit trop méprisé, l'empêchoit de poser les armes, quoiqu'il sentît depuis long-temps qu'il faisoit des efforts superflus. Ludovic

ANN. 1499.

le tira de cet embarras. Comme il
ANN. 1499. avoit des liaisons étroites avec quelques cantons Suisses, sur-tout avec celui de Berne, il fit agréer sa médiation, & envoya Galéas Viscomti pour mettre la dernière main au traité. Quelque activité que celui-ci fît paroître dans la négociation, elle ne fut terminée que lorsque les François étoient en marche pour traverser les Alpes. Maximilien épuisé & sans ressource, ne rougissoit point de demander de l'argent à Ludovic pour refaire une autre armée, qui vraisemblablement n'eût pu arriver assez à temps pour le défendre, quand même l'empereur n'auroit pas, suivant sa coutume, dissipé cet argent en folles dépenses. Ludovic aima mieux se priver d'un secours qui lui étoit d'ailleurs si nécessaire, que de hasarder sa dernière ressource. Il eut recours à ses voisins; mais avec aussi peu de succès. Les Florentins à qui il venoit de rendre de grands services, à qui il en faisoit espérer de plus importants, promettoient des secours secrets, refusoient de prendre aucun engagement par écrit, s'excu-

ſant le mieux qu'ils pouvoient ſur les troubles qui agitoient la république, & qui empêchoient de former aucune délibération générale. Il paroiſſoit clairement par leur conduite qu'ils vouloient attendre l'évènement, & ſe ménager avec les deux partis. Le duc de Ferrare s'expliqua plus clairement. Quoique beau-père de Ludovic, il n'avoit point oublié que celui-ci avoit contribué à lui faire perdre, pluſieurs années auparavant, la Poleſine de Rovigo, dont les Vénétiens étoient reſtés en poſſeſſion. Il déclara donc à ſon gendre, qu'ayant introduit lui-même les Vénitiens dans le centre de ſes Etats, il ne devoit point trouver mauvais qu'il ne ſe brouillât pas légérement avec eux, & qu'il gardât ſes troupes pour la ſûreté de ſes places. Ferdinand de Gonzague, marquis de Mantoue, pouvoit, par la réputation dont il jouiſſoit alors, donner du poids au parti qu'il embraſſeroit. Il avoit été élu généraliſſime de la confédération d'Italie contre Charles VIII; il avoit gagné la confiance & l'eſtime de preſque tous les chefs de bande qui faiſoient métier de

ANN. 1499.

vendre leurs ſervices aux puiſſances qui leur offroient une ſolde. Ludovic crut devoir l'acquérir, & y réuſſit d'abord. Mais comme avant que de ſonger à lui, il avoit confié le commandement général de ſes troupes à Galéas de St-Séverin & au comte de Cajazze ſon frère, il n'avoit plus de rang à donner au marquis, ſans dégrader en quelque ſorte ces deux ſeigneurs qu'il avoit intérêt de ménager. Ne pouvant les faire conſentir à ce nouvel arrangement, il fut obligé de chicaner le marquis de Mantoue ſur les conditions du traité qu'il venoit de conclure avec lui, & de ſe paſſer de ſes ſervices. Malgré tous ces contre-temps, comme il ne manquoit point encore d'argent, & que les ſeules troupes que connût alors l'Italie, étoient des troupes mercénaires & vénales, il ſe trouva en état d'oppoſer une armée à-peu-près égale à l'armée Françoiſe qui venoit l'attaquer. Il ne ſongea point d'abord aux Vénitiens, ſoit qu'il crût que ſuivant la méthode Italienne, ils conſumeroient un temps conſidérable en préparatifs, ſoit qu'il jugeât qu'ils

ANN. 1499.

auroient aſſez d'occupation à faire face aux Turcs qui ravagoient leurs terres. Ayant appris cependant que les troupes Vénitiennes défiloient ſur la frontière, il ne put ſe diſpenſer de leur oppoſer une petite armée d'obſervation ſous la conduite de Cajazze, laiſſant à Galéas le commandement de la grande, qui devoit décider du ſort de l'Etat. Il lui avoit recommandé de bien munir les places fortes, de défendre le paſſage des rivières, & de traîner le plus qu'il ſeroit poſſible la guerre en longueur, afin de donner le temps à Maximilien d'arriver à ſon ſecours. NN. 1499.

Ces diſpoſitions étoient ſages; elles auroient vraiſemblablement ſauvé Ludovic ſi ſes troupes euſſent eu plus de courage & ſes généraux plus de fidélité : mais un homme qui ſe glorifioit de ſes perfidies, devoit périr par une longue chaîne de trahiſons. Les François s'étant avancés ſur les bords du Tanaro, trouvèrent le paſſage de cette rivière défendu par deux forteresses qui ſembloient devoit les arrêter long-temps La première nommée Arazzo avoit cinq cents hommes de garniſon, & ne

Conquête du Milanès, évaſion de Ludovic.

*Auctores, qui ſuprà*

manquoit point de munitions. La vue de l'artillerie Françoise effraya ces soldats Italiens, peu exercés dans l'art des siéges : ils capitulèrent, & eurent la liberté de se retirer. La forteresse d'Anon, située sur l'autre bord du Tanaro, promettoit plus de résistance : elle avoit été bien réparée, & avoit sept cents hommes de garnison. Galéas se proposoit d'y jeter un nouveau renfort, mais il trouva tous les passages fermés. La place se défendit quelques jours, & fut emportée d'assaut : celle de Valence fut livrée par Donato Rafignino qui se laissa corrompre par Trivulse. Galéas ne pouvant prendre confiance en ces commandants subalternes, & craignant de voir fondre ses troupes en détail, rappela la plupart de ses garnisons particulières, & se retira avec son armée dans Alexandrie de la Paille, où il établit son quatier général. Les François, après avoir enlevé sans résistance Valence, Bassignan, Voghiera & Tortone, vinrent l'investir dans Alexandrie.

ANN. 1499.

Ces nouvelles jetèrent le trouble dans l'ame de Ludovic : au lieu de

cacher au peuple l'extrémité où il étoit réduit, il prit des mesures qui ne la laissèrent ignorer à personne. Il fit le dénombrement des bourgeois de la ville de Milan, & obligea tous ceux qui étoient en âge de porter les armes, de s'inscrire & de former des compagnies de milice; il publia des édits pour supprimer la plupart des impôts, & assemblant les magistrats, il leur tint un discours souvent interrompu par des sanglots, où tâchant d'excuser ses fautes & de faire valoir ses services, il n'oublia rien pour détruire les flatteuses espérances qu'ils pouvoient avoir conçues de la domination Françoise. Un soin plus pressant l'agitoit; l'armée sur laquelle il fondoit son salut étoit assiégée à Alexandrie, & quoiqu'elle fût en état de résister long-temps, puisqu'elle étoit encore composée de douze cents hommes d'armes, douze cents chevaux légers & trois mille hommes d'infanterie, il se persuada qu'elle étoit perdue, s'il ne trouvoit promptement moyen de la dégager: il écrivit donc au comte de Cajazze de quitter ses quartiers où il étoit aux mains avec les Vénitiens, & de

ANN. 1499.

voler au secours de son frère. Cajazze avoit déja traité secrètement avec les François : indigné que son cadet, qui avoit moins d'expérience que lui dans l'art militaire, eût emporté par la faveur un rang qu'il croyoit lui être dû, il ne songeoit alors qu'à bien assurer sa vengeance. Il feignit d'être arrêté par des difficultés insurmontables, mit des lenteurs étudiées dans sa marche, & attendit le dénouement. Il fut tel qu'il l'avoit espéré. Galéas dès la troisième nuit du siége se déroba de la ville avec une compagnie de cavalerie légere & accourut à Milan. Il montroit, pour couvrir la honte de cette désertion, une prétendue lettre de Ludovic, qui l'appeloit auprès de lui pour étouffer un commencement de sédition à Milan. Si cette lettre fut réellement écrite, on peut soupçonner qu'elle avoit été fabriquée par Cajazze, qui avoit intérêt de hâter la révolution. Les troupes s'appercevant de l'évasion de leur général, ne songèrent qu'à le suivre : une partie eut le bonheur d'échapper, les autres se rendirent sans résistance, ou furent passées au fil de l'épée.

ANN. 1499.

pée. Les bourgeois de Milan avoient pris les armes ; mais ils montroient si peu de soumission aux ordres de Ludovic, qu'ils assassinèrent en plein jour, & au milieu de la place publique, Antoine de Landriano son grand trésorier. Connoissant alors toute l'étendue de son malheur, il ne songea plus qu'à céder à l'orage, qu'à chercher avec sa triste famille un asile à la cour de Maximilien. ANN. 1499.

Depuis que le pape s'étoit ligué avec les François, le cardinal Ascagne Sforce qui avoit été long-temps son confident, & qui venoit de perdre tout son crédit, s'étoit retiré auprès de son frère pour l'aider de ses conseils & de son épée : n'osant s'opposer au projet qu'il avoit formé de se retirer en Allemagne, il s'offrit du moins à lui conserver pendant ce temps le château de Milan qu'on regardoit comme imprenable, où il devoit laisser tout ce qu'il avoit de plus précieux. Ludovic ne pouvoit le remettre entre des mains plus sûres ; mais y ayant déja installé Bernardin d'Acorté un de ses favoris, & ne voulant pas don-

ANN. 1499. ner une sensible mortification à ce gentilhomme dont il n'avoit aucun sujet de se plaindre, il pria le cardinal de vouloir bien se charger de conduire ses trésors & ses enfants à la cour de l'empereur, de leur servir de père jusqu'à ce qu'il pût s'y rendre lui-même. Il employa ce délai à renforcer la garnison du château, & à le mettre hors de danger. Apprenant que les François approchoient, & craignant qu'ils ne lui coupassent le chemin de la retraite, il partit enfin avec une foible escorte, versant des larmes, & tournant souvent la tête pour voir encore les tours de ce château dont il s'éloignoit. Cajazze, dont la trahison n'avoit point encore éclaté, alla l'attendre sur la route; après lui avoir reproché sa lâcheté, il lui déclara que puisqu'il abandonnoit ses sujets dans le danger, ils se croyoient dégagés de leurs sermens, & libres de prendre le parti qui leur conviendroit. Se joignant aussi-tôt aux François avec sa compagnie de gens d'armes, il leur servit de guide pour donner la chasse à Ludovic, qui fut poursuivi de fort près, & n'échappa que de quelques instants.

Les citoyens de Milan envoyèrent des députés au camp des François, pour les prier de venir se rafraîchir dans leur ville, sans même attendre l'arrivée du roi avec lequel ils se réservoient de stipuler les conditions de leur soumission. La république de Gênes qui étoit loin du danger, prévint les François : la noblesse & le peuple se disputèrent la gloire de donner les premières marques de soumission; tous se félicitèrent de retourner sous la domination de leurs anciens maîtres. La ville de Crémone envoya ses clefs aux généraux François; mais comme elle avoit été cédée aux Vénitiens par le traité d'alliance, on refusa de les recevoir; on leur dit de s'adresser au sénat de Venise, quelque répugnance qu'ils montrassent pour cette nouvelle domination, & quelque chagrin que causât aux Milanois ce démembrement de leur Etat. Il ne restoit donc plus à subjuguer que le château de Milan : ce château étoit regardé comme une place si importante que celui qui en étoit en possession devoit, par succession de temps, se rendre maître du reste du duché. Une nouvelle

ANN. 1499.

ANN. 1499. trahison, plus insigne que toutes les précédentes, enleva bientôt cette dernière ressource à Ludovic. Bernardin d'Acorté, qu'il avoit nourri en qualité de page dans sa maison; qu'il avoit préféré pour ce poste de confiance à tous les grands seigneurs d'Italie, au cardinal Ascagne son frère, sans attendre qu'on tirât un seul coup de canon, sans manquer d'aucune sorte de munitions, capitula douze jours après le départ de son maître, stipulant pour prix de sa perfidie, le don de tous les meubles qui étoient dans le château, dix mille écus pour être distribués à sa garnison, une compagnie d'ordonnance, & une forte pension. On lui tint exactement parole sur tous ces points: mais l'action qu'il venoit de commettre parut si infâme à ceux même qui en profitoient, qu'on ne le regarda plus que comme un objet d'exécration: n'osant ni aborder personne, ni se montrer en public, il mourut, quelque temps après, de regret & de honte.

Louis prend possession du Milanès: graces accordées

Vingt jours étoient à peine écoulés depuis que les François avoient mis le pied dans le duché de Mi-

lan, & déja tout étoit ſoumis : Louis, qui s'étoit avancé juſqu'à Lyon pour recevoir plus promptement des nouvelles & pourvoir aux beſoins qui pouvoient ſurvenir, paſſa en diligence les Monts, & fit ſon entrée ſolennelle dans la capitale de ce nouvel Etat, en habit ducal : non-ſeulement il confirma les libertés & les priviléges de ſes nouveaux ſujets ; mais il voulut encore ſe les attacher par des graces qu'ils ne lui demandoient pas. Ayant appris que tout eccléſiaſtique conſtitué en dignité payoit chaque année au duc une eſpèce de tribut, pour être diſpenſé de fournir un bœuf à ſa table ; il voulut connoître le titre ſur lequel étoit fondée cette obligation : la nature même de cette redevance ſuppoſoit aſſez qu'elle remontoit aux temps les plus anciens ; ainſi il n'eſt point ſurprenant qu'on n'en put découvrir le titre primordial. Louis, ne ſe croyant pas fondé à la percevoir, en déchargea les eccléſiaſtiques. Les derniers ducs de Milan avoient dépouillé la nobleſſe du droit de chaſſe, & s'en étoient réſervé le droit excluſif dans toute l'étendue de leur domi-

ANN. 1599.
à ſes nouveaux ſujets.
*Auton.*
*Seiſſel.*
*S. Gelais.*
*Belcarius.*
*Ferron.*

ANN. 1499. nation, sacrifiant à un vain amusement une partie de la richesse de l'Etat, les travaux du laboureur, les moissons, en un mot, qui se trouvoient ravagées par la quantité énorme des bêtes fauves & de toute espèce de gibier qui pulluloient dans les vastes plaines de la Lombardie. Louis rendit le droit de chasse à tous les gentilhommes, de la même manière qu'ils en jouissoient en France : sans doute ils se feroit encore rapproché davantage de l'ordre naturel, s'il eût étendu ce droit indifféremment à tout possesseur de terre. Outre ce premier bienfait, Louis songea à soulager le peuple d'une manière plus directe en diminuant considérablement les impôts. Peut-être même poussa-t-il trop loin la générosité à cet égard : car il en supprima les deux tiers, dans un temps où il ne pouvoit se dispenser d'entretenir beaucoup de troupes pour la conservation de cette nouvelle conquête : l'impôt qui montoit sous Ludovic à seize cents quatre-vingt-six mille livres, se trouva réduit à six cents vingt deux mille cinquante livres. En laissant aux Milanois leurs anciens magis-

trats, il créa pour les causes d'appel un parlement, sur le modèle de ceux qui subsistoient en France, & établit pour premier président Pierre de Sacierge, évêque de Luçon. Louis songea ensuite à récompenser ceux de ses officiers qui, par leur conduite & leur bravoure, avoient le plus contribué à la conquête : il leur distribua les biens de plusieurs familles considérables, qui avoient pris le parti de s'expatrier par attachement pour leur ancien souverain : comme ces biens ne suffisoient pas, il y ajouta des terres qu'il détacha du domaine ducal. Trivulse, outre une portion considérable de ce domaine, eut le gouvernement du duché de Milan. Le comte de Ligni fut gouverneur du comté de Pavie; & on donna le gouvernement particulier de Gênes à Philippe de Cleves Ravestein.

ANN. 1499.

Intérêts des cours d'Italie.

*Guicchardin.*
*Auton.*
*Belcarius.*

Une révolution si subite renversa cet équilibre de puissance sur lequel étoit appuyée la liberté de l'Italie. Dans ces premiers moments tout parut disposé à subir la loi du vainqueur, ou du moins à implorer sa protection. Le marquis de Mantoue, qui, un mois auparavant, avoit consenti à se

charger du commandement des trou-
Ann. 1499. pes de Ludovic, & à faire cause commune avec lui, se rendit auprès du roi, & obtint par ses assiduités le cordon de S. Michel, une compagnie d'ordonnance & une pension. Le duc de Ferrare avoit mérité l'indignation des François : élu dépositaire de la forteresse de Gênes, & engagé par serment de la remettre, après un certain temps, à celle des deux parties contractantes qui observeroit le traité de Novarre, il l'avoit remise à Ludovic son gendre, qui n'avoit tenu aucunes des conditions de ce traité. La neutralité qu'il avoit observée pendant la dernière guerre, n'avoit pas effacé le souvenir de cette prévarication ; mais quelques dons répandus adroitement à ceux qui formoient le conseil, des protestations d'une fidélité inviolable, des soins, des complaisances, le réconcilièrent parfaitement avec les François. Bentivoglio, seigneur ou tyran de Bologne, étoit dans une position plus embarrassante : il avoit été constamment l'allié de Ludovic, & lui avoit fourni des secours dans la dernière guerre ; n'osant donc se montrer à la cour de Louis,

il y députa son fils, qui, en s'obligeant au nom de son père à payer un tribut annuel, parvint à le faire admettre au nombre des princes que le roi prenoit sous sa protection, & auxquels il assuroit leurs Etats. Les députés de Florence se présentèrent ensuite, & essuyèrent bien des mortifications. Trivulse, le comte de Ligni, & plusieurs autres courtisans, les haïssoient. La mort de Paul Vitelli leur général, connu & aimé des François, & auquel sur un léger soupçon ils venoient de faire trancher la tête, les avoit rendu odieux à tous les militaires. Louis paroissoit assez disposé à entrer dans les mêmes sentiments, mais une autre considération lui fit prêter l'oreille à leurs propositions. Il méditoit déja la conquête du royaume de Naples, & l'alliance des Florentins pouvoit lui fournir de grandes facilités pour l'exécution de ce projet. Ils offroient, dès que le roi les auroit remis en possession de Pise, de lui fournir cinq cents lances pour cette expédition, entretenues pendant trois mois à leurs dépens, & cinquante mille ducats pour soudoyer cinq mille Suisses. Ils s'engageoient encore à rem- ANN. 1499.

ANN. 1499. bourser inceſſamment au roi trente-six mille ducats que Ludovic leur avoit prêtés dans leurs beſoins, & qu'ils ſuppoſoient appartenir à Louis, comme provenus du duché de Milan, ſon vrai & ancien patrimoine. A ces conditions, Louis s'engagea à les remettre en poſſeſſion de Piſe.

Ce traité, entièrement à l'avantage de la France, ne contenoit cependant rien que de juſte, rien qui dût alarmer les puiſſances neutres; il n'en étoit pas de même de celui que Louis avoit conclu avec Céſar Borgia au nom du pape, & dont le père & le fils ſollicitoient vivement l'exécution. Ce dernier traité qui ne pouvoit s'accomplir ſans détruire un grand nombre de maiſons ſouveraines, ſans donner atteinte à l'état & à la fortune de celles qu'on ne détruiroit pas, devoit néceſſairement cauſer un ſoulèvement général : Louis n'en avoit pas prévu les conſéquences, ou il s'étoit flatté trop légérement qu'il ſeroit toujours le maître de le reſtreindre & de le modifier comme il le jugeroit à propos : l'évènement montra qu'il avoit trop préſumé de ſon autorité : cette faute légère, en appa-

rence, ternit sa gloire, fit douter de sa probité, & répandit de l'amertume sur le reste de son règne. Pour bien sentir en quoi elle consistoit, il est nécessaire de remonter à l'origine & à la formation des deux principales puissances qui réclamoient des droits sur l'Italie : si quelques-uns des détails où nous allons entrer paroissent étrangers aux faits qui suivront immédiatement, on en découvrira la nécessité & l'application à mesure qu'on avancera dans cette histoire.

ANN. 1499.

La Religion chrétienne ne conféra à ses premiers ministres, ni puissance temporelle, ni rang, ni honneurs : J. C. qui l'institua, déclara que son royaume n'étoit point de ce monde ; il vécut dans la pauvreté ; il ne laissa en partage à ses disciples, que l'humilité, le don des miracles, le soin de l'instruction & la dispensation des sacrements. Les premiers évêques n'eurent pour subsister que le travail de leurs mains, ou les aumônes des fidèles : à la vérité nous les trouvons dès les premiers temps en possession d'exclure de leur assemblée & de la participation aux sacrements, ceux des chrétiens dont la conduite causoit du

Digression sur l'origine, & les progrès de la puissance des papes & des empereurs.

scandale, & dont le commerce au-
ANN. 1499. roit pu devenir contagieux; de ne les réconcilier à l'Eglise qu'après les avoir obligés à réparer leur faute par une pénitence publique. Mais ces excommunications n'eurent, dans l'intention de ces premiers pasteurs, aucun effet civil. La Religion, établie pour sanctifier les hommes & leur ouvrir la porte du ciel, laissa aux puissances temporelles le soin & le droit de régir leurs provinces, de statuer sur l'état & la fortune de tous les membres de la société : si donc nous trouvons les successeurs de ces premiers évêques partager dans la suite, avec les puissances de la terre, l'autorité civile & le commandement; si nous les voyons statuer sur la fortune & l'état des principaux membres de la société, maintenir à main armée l'exécution de leurs décrets, disposer des peuples & des royaumes, fouler aux pieds les sceptres & les couronnes : c'est dans les constitutions humaines; c'est dans l'ignorance & l'oubli des principes du christianisme, qu'il faut chercher la source de ce désordre : essayons de la découvrir.

On sait qu'il y avoit dans la répu-

blique Romaine des colléges de pontifes, d'augures & de flamines, composés des hommes les plus distingués, soit par leur naissance, soit par l'exercice des grandes dignités. Ces colléges formoient des tribunaux où l'on décidoit non-seulement des affaires concernant le culte des dieux, mais encore de plusieurs actes civils les plus importants à la société, tels que les testaments, les adoptions, l'affranchissement des esclaves. Tous ces colléges reconnoissoient pour chef le souverain pontife, qui étoit ordinairement l'homme le plus distingué de l'Etat. C'est pour cette raison qu'Auguste & ses successeurs, lorsqu'ils voulurent, sans se rendre odieux, concentrer toute l'autorité en leur personne, en réunissant sur leur tête les principales magistratures de la république, furent si attentifs à se faire conférer la dignité de souverain pontife. Ce n'étoit pas seulement dans Rome que subsistoient ces colléges sacerdotaux, chaque cité un peu considérable en eut un ou plusieurs, & ils ne furent, ainsi qu'à Rome, composés que des hommes les plus distingués dans l'ordre municipal. Tel

étoit l'état du sacerdoce païen lorsque la Religion chrétienne, long-temps persécutée, fut non-seulement admise, mais reconnue pour la religion dominante sous le règne de Constantin. Cet empereur ne détruisit point l'ordre sacerdotal qui se trouvoit établi; au contraire, par un reste de ménagement que les circonstances rendoient apparemment nécessaire, il garda, quoique chrétien, le titre & les ornements de souverain pontife : mais il permit aux cités qui avoient embrassé le christianisme, de remplacer les pontifes païens par des évêques. Au moyen de ce changement, ces derniers, outre la considération que leur donnoit la vertu, se trouvèrent revêtus d'une dignité civile, devinrent chefs du sénat & premiers magistrats. On dispute si la loi de Constantin, qui les établit juges dans leur cité, est véritable ou supposée. Sans entrer dans cette question, il suffira d'observer que depuis que les évêques se trouvèrent substitués, dans leur cité, aux pontifes ou prêtres païens, ils eurent un tribunal; que quelques-uns, tels que S. Augustin, se plaignoient d'être obligés de

ANN. 1499.

consacrer aux affaires civiles & à vider des procès, un temps qu'ils auroient mieux aimé employer à l'étude de l'Ecriture-Sainte, & aux fonctions du ministère sacré; qu'ils devinrent les représentants de la cité, & furent chargés de députations ou d'ambassades auprès des empereurs. Quant aux biens que possédoient alors les évêques, ils étoient de plusieurs sortes, & de nature différente : outre les aumônes ou oblations des fidèles, & les terres qui avoient appartenu aux temples païens, & qui par les loix Romaines, n'étoient chargés d'aucune redevance publique, ils acquirent beaucoup de biens par testament, car il fut permis à tout le monde de léguer aux églises. Ces dernières terres, lorsqu'elles se trouvèrent inscrites sur le cadastre ou polyptique selon lequel se régloient les impôts, continuèrent de payer à l'Etat les mêmes redevances dont elles étoient chargées dans le temps qu'elles appartenoient à des particuliers. La personne des évêques & des autres ministres de la Religion, fut exempte de tributs : mais comme le clergé se multiplioit, & que les ci- ANN. 1499.

toyens étoient intéressés à n'élire pour
ANN. 1499. évêques, c'est-à-dire, pour premiers magistrats, que les hommes les plus riches & les plus en état de les protéger, les empereurs qui commencèrent à sentir le tort que des exemptions si étendues causoient à leur fisc, s'appliquèrent à les restreindre; ils déclarèrent que personne ne seroit promu aux ordres sacrés qu'après avoir abandonné les deux tiers de son bien à un laïc, lequel seroit tenu d'acquitter envers le fisc les redevances dont la totalité de ces biens étoit chargée : ils restreignirent la liberté de léguer aux églises, & se réservèrent la liberté de confirmer ou d'annuler ces pieuses libéralités.

Les rois barbares, qui formèrent de nouvelles monarchies des débris de l'empire Romain, furent ou plus généreux, ou moins attentifs que les empereurs Romains : comme ils avoient moins de besoins, & qu'ils sentoient mieux la nécessité de se concilier l'amitié des peuples parmi lesquels ils venoient s'établir, ils ménagèrent particulièrement les ecclésiastiques qui avoient la première autorité dans les cités : non contents de

leur accorder une exemption perſonnelle de toute impoſition, ils ratifièrent indifféremment toutes les acquiſitions que put faire le clergé, les legs pieux en faveur des égliſes ou des monaſtères : ils donnèrent à leurs ſujets l'exemple de la magnificence & de la profuſion à cet égard. Plus les temps devinrent malheureux, & plus les égliſes eurent de facilités pour s'enrichir : des hommes foibles & menacés par des voiſins puiſſants achetèrent la protection des évêques en leur cédant la propriété de leurs biens, qu'ils reprenoient d'eux à uſufruit, ou, comme on s'expliquoit alors, à titre précaire. La fortune des évêques qui diſpoſoient de tous les biens appartenants à l'Egliſe, dans l'étendue de leur cité ou diocèſe, devint immenſe; leur autorité étoit encore plus conſidérable. Depuis que les curies ou ſénats municipaux avoient été abrogés, & qu'un comte ou officier royal ſe trouvoit chargé de toute l'adminiſtration, avec le droit de ſe choiſir des vicaires & des aſſeſſeurs, le peuple auroit gémi ſous le poids du deſpotiſme, ſi l'évêque reſté ſeul de cet ancien ſénat, & toujours élu par

ANN. 1499.

la totalité des citoyens, n'eût opposé
ANN. 1499. un poids d'autorité capable de balancer & de contenir celle du comte. L'évêque eut donc le droit d'assembler les citoyens, de former avec eux des délibérations communes, de s'opposer à tout ce qui troubloit l'ordre public. Ce ne peut être qu'en qualité de représentants de leur cité, qu'on voit les évêques, dès les premiers temps de la monarchie Françoise, prendre séance dans les parlemens ou assemblées de la nation, & former le premier ordre de l'Etat. En cette qualité ils participèrent, sous l'autorité du monarque, à la législation, rédigèrent les capitulaires, & veillèrent à leur exécution. Ils eurent encore d'autres priviléges, celui de former des assemblées particulières ou conciles provinciaux, où ils prenoient des résolutions, qui, revêtues du sceau de l'autorité royale, avoient force de loi; celui de ne pouvoir être jugés dans aucun cas, que par leurs pairs, c'est-à-dire, par des évêques. Enfin, ils étoient tellement accrédités dans leur cité, que lors même qu'ils troubloient la tranquillité publique, on ne pouvoit les arrêter, ni s'assurer

de leur personne, qu'en imaginant quelque moyen de les attirer à la cour, ou de les surprendre hors de l'enceinte de leur ville. Ainsi l'on ne doit pas être surpris si les seigneurs les plus puissants, si les premiers officiers de la couronne regardoient l'épiscopat comme le dernier degré d'élévation auquel ils pussent aspirer, si les rois eux-mêmes parloient quelquefois du sort des évêques avec une sorte d'envie. Tous ces honneurs, tous ces biens, toutes ces prérogatives, quelqu'exorbitants qu'ils puissent paroître, étoient cependant légitimes: ils n'avoient été ni surpris avec adresse, ni arrachés avec violence. La société entière les avoit déférés volontairement à un ordre de citoyens qui lui avoit paru mériter sa confiance: c'étoit en quelque sorte un dépôt qu'elle avoit cru ne pouvoir mieux placer qu'entre leurs mains. Ce haut rang imposoit des devoirs civils: si les évêques ne payoient point de tributs pour les biens qu'ils possédoient, ils étoient tenus à défrayer le roi & sa suite lorsqu'il passoit sur leurs terres; ils lui devoient le service de sa cour, qui consistoit à se rendre pen-

ANN. 1499.

ANN. 1499. dant un certain temps auprès de sa personne, à y remplir les fonctions de conseillers; enfin ils étoient sujets au ban, ou service militaire, avec un certain nombre de chevaliers entretenus à leurs frais, toutes les fois que la guerre avoit été résolue dans l'assemblée générale de la nation. Ils possédoient donc leurs biens au même titre que l'ordre des citoyens libres & *puissants*, ordre qui, dans la suite, a donné naissance à ce que nous nommons la *noblesse*. Leur qualité de pères des pauvres, de défenseurs du peuple, de vengeurs de la sûreté publique, les rendoit d'ailleurs extrêmement chers & précieux aux yeux des citoyens. Ainsi quoique l'on puisse légitimement douter si cette nouvelle splendeur à laquelle ils étoient parvenus, valoit mieux que leur antique simplicité, on n'auroit eu aucun reproche à leur faire si, contents des avantages que leur avoit déférés la société, ils n'avoient point aspiré à s'en attribuer de nouveaux qui ne leur appartenoient pas; si, enrichis de ses bienfaits, ils n'eussent jamais cherché à s'en séparer, ni à l'opprimer; en un mot, s'ils n'euf-

ſent jamais oublié combien il leur étoit plus glorieux d'être pères que ſeigneurs. Mais peut-on ſe flatter de trouver, ſur-tout dans des ſiècles d'ignorance & de barbarie, des ames aſſez fortes pour ne s'écarter jamais des principes de la modération & de l'équité? ANN. 1499.

Les premiers rois de la ſeconde race ayant changé la forme de l'élection à la couronne, qui ſe faiſoit auparavant dans le champ de Mars, & ayant jugé à propos, pour rendre leur perſonne plus révérée & plus auguſte, de ſe faire donner l'onction ſacrée, portèrent ſans y penſer une ſorte d'atteinte à leur indépendance: les évêques qui leur adminiſtrèrent cette onction, qui reçurent leur ferment, s'imaginèrent qu'ils conféroient la royauté, & qu'étant garants du ferment qu'on prêtoit entre leurs mains, ils étoient ſuffiſamment autoriſés à en exiger l'accompliſſement dans tous ſes points, à punir les contraventions qu'on pourroit y faire. Ce qu'il y a de plus ſurprenant, c'eſt que les rois ne furent point révoltés de cette prétention audacieuſe des évêques, qu'ils déclarèrent que tenant

la couronne de leurs mains, ils de-
ANN. 1459. voient la dépoſer dès qu'ils les jugeroient indignes de la porter; qu'en un mot, ils les reconnurent pour juges & pour arbitres ſouverains de leur fortune & de leur état. Heureuſement ces principes ne furent adoptés ni par la principale nobleſſe du royaume, ni même par tous les évêques; & comme ces derniers étoient à-peu-près égaux en autorité, ils ne pouvoient guère former un parti redoutable, tant qu'ils n'auroient pas un chef aſſez autoriſé pour les faire agir de concert. Ce chef parut, & ce furent encore nos rois qui contribuèrent à le faire reconnoître. Nous avons déja remarqué que tous les pontifes ou prêtres païens, auxquels nos évêques furent ſubſtitués dans l'ordre civil, étoient ſubordonnés au ſouverain pontife qui réſidoit à Rome; l'évêque de cette capitale auroit donc dû naturellement ſe trouver ſubrogé aux droits du ſouverain pontife dont en effet il a pris le nom. Mais les premiers empereurs chrétiens ayant continué, par ménagement pour les perſonnes les plus conſidérables de l'Etat fort attachées au culte païen,

à porter le nom & les ornemens de souverain pontife, sans en exercer les fonctions, il arriva que cette dignité perdit tous ses droits, & se trouva réduite à un vain titre avant que l'évêque de Rome pût s'en saisir. Une autre cause sembloit devoir assurer à ce dernier la prééminence sur les autres évêques : la hiérarchie ecclésiastique s'étant formée, comme tout le monde en convient, sur l'ordre civil & politique, & l'évêque de Rheims, par exemple, n'ayant obtenu une jurisdiction sur les évêques de Soissons & d'Amiens, que parce que la ville de Rheims, ou l'officier civil qui la gouvernoit, avoit elle-même une supériorité & une jurisdiction sur ces deux autres villes ou cités, dans le temps où elles embrassèrent la Religion chrétienne; il auroit dû en résulter que celle de Rome, qui avoit toujours été regardée comme la capitale ou la métropole de l'empire Romain, auroit communiqué à son évêque une suprématie & une jurisdiction sur tous les autres évêques : mais outre que Constantinople qui étoit devenue la capitale de l'empire d'Orient pou-

ANN. 1499.

ANN. 1499. voit lui contester le premier rang; deux villes en Italie, savoir, Milan & Ravenne, ayant eu successivement l'avantage d'être le lieu de la résidence ordinaire des empereurs d'occident à l'exclusion de Rome, se croyoient bien fondées à demander l'égalité. Ce ne fut donc point sur ces deux titres qui pouvoient essuyer des contradictions, que l'évêque de Rome fonda d'abord sa suprématie & son autorité; il en avoit un troisième plus respectable. Jesus-Christ avoit confié le soin de son Eglise à saint Pierre, & l'avoit établi chef ou prince des Apôtres: saint Pierre, selon une tradition de l'Eglise que personne ne contestoit avoit fixé son siége à Rome; ce fut donc en vertu d'une institution divine, & comme légitime successeur de saint Pierre, que l'évêque de cette capitale fonda ses droits à la primauté, & exigea une dépendance des autres évêques ses frères. Il restoit cependant un embarras sur la nature de cette dépendance: devoit-elle être, par rapport à l'Eglise universelle, pareille à celle d'un suffragant à l'égard de son métropolitain?

tain? Cette dernière, comme nous l'avons dit, & comme tous les monuments l'atteſtent, étoit fondée ſur l'ordre civil & politique reçu dans l'empire Romain, lors de l'établiſſement du chriſtianiſme, & avoit par conſéquent des effets civils & déterminés par les loix : l'autre au contraire purement ſpirituelle, ſembloit n'impoſer aux évêques & aux fidèles que l'obligation de ſe tenir unis au saint-ſiége, de déférer au ſentiment de l'évêque de Rome en matière de foi, & de le regarder comme le centre de l'union : elle n'emportoit donc par ſa nature aucune puiſſance temporelle, aucune juriſdiction proprement dite. Auſſi ne voyons-nous point, pendant les huit ou neuf premiers ſiècles de l'Egliſe, que les papes aient pris connoiſſance de ce qui ſe paſſoit hors d'Italie, à moins qu'ils ne fuſſent conſultés. Lorſqu'un évêché venoit à vaquer, le clergé, la nobleſſe ou les citoyens diſtingués & le peuple, demandoit au roi la permiſſion de lui choiſir un ſucceſſeur : celui qu'ils avoient élu devoit être confirmé par le monarque, & lui prêter ſerment

ANN. 1499.

de fidélité, avant que d'être sacré par les évêques voisins. Le métropolitain convoquoit de sa propre autorité ses suffragants toutes les fois que le besoin l'exigeoit, & formoit avec eux des règlements qui devoient être observés dans la province. S'il étoit nécessaire d'assembler un concile national, c'étoit le roi qui le convoquoit, qui se faisoit remettre le cahier des délibérations, qui confirmoit celles qu'il jugeoit utiles & conformes aux loix du royaume. Le métropolitain du lieu où se tenoit l'assemblée y présidoit : on n'y appelloit point le souverain pontife, & si quelquefois on lui adressoit les canons qu'on venoit de former, c'étoit par déférence & pour maintenir l'unité de doctrine & de discipline, non pour valider ou annuler un acte déja muni du sceau de l'autorité publique. Il n'avoit donc de jurisdiction temporelle que dans sa métropole, ou tout au plus dans l'Italie, la Sicile & la Provence, qui en étoient des démembrements. Cette jurisdiction même étoit inférieure à bien des égards à celle qu'exerçoient les métropolitains ordinai-

ANN. 1499

res, dans les autres pays soumis aux barbares, à celle d'un archevêque de Rheims dans les Gaules. En voici la raison : la ville de Rome, avec une partie considérable de l'Italie, étoit restée au pouvoir de l'empereur de Constantinople, plus attentif que les rois barbares à maintenir ses droits : elle se trouvoit soumise immédiatement à un officier impérial connu sous le nom d'Exarque, lequel exerçoit une autorité absolue sur toutes les terres de son district. Le pape dont l'autorité se trouvoit d'ailleurs balancée dans Rome même par les restes de cet ancien sénat qui n'avoit point encore totalement oublié ses prérogatives, étoit soumis à l'Exarque, au lieu que dans les royaumes barbares, les métropolitains ne relevoient que du monarque, & participoient à l'autorité publique. Un évènement qui sembloit devoir abaisser encore davantage l'évêque de Rome, le tira tout-à-coup de cet état d'humiliation temporelle. Les Lombards établis depuis plusieurs siècles en Italie, voulant étendre leur empire, attaquèrent l'Exarque & le mirent

ANN. 1499.

ANN. 1499. en fuite. Le pape qui s'étoit opposé à leur invasion, qui se voyoit à la veille de tomber entre leurs mains, n'ayant aucun secours à espérer de Constantinople, s'adressa au roi des François, en le conjurant au nom des bienheureux Apôtres, de venir au secours de l'Eglise affligée. Pepin qui tenoit alors le sceptre des François, & auquel le pape, le sénat, & le peuple Romain avoient déféré le titre de patrice ou de gouverneur de cette capitale, afin de l'engager dans leur querelle, passa les Alpes, & força le roi des Lombards à lui remettre toutes les conquêtes qu'il avoit déja faites : mais comme il ne pouvoit les conserver sans de grands frais, parce qu'elles étoient trop éloignées du reste de ses Etats; & que d'un autre côté il n'avoit aucun intérêt à les rendre à l'empereur de Constantinople, il en fit don à saint Pierre & au pape, successeur de cet Apôtre. C'étoit peu d'avoir donné des Etats au pape, si la même main qui l'avoit enrichi, ne continuoit à le protéger. Les Lombards, que la crainte de Pepin avoit contenus, reprirent les armes après sa mort; ils auroient fait

repentir le pontife de leur avoir suscité un si redoutable ennemi, si Charlemagne, fils & successeur de Pepin, ne fût passé une seconde fois en Italie, & n'eût réuni le royaume de Lombardie aux vastes Etats qu'il possédoit déja. Non content de confirmer la donation que Pepin avoit faite à l'église Romaine, Charles y ajouta de nouvelles possessions. Au reste, ces possessions, quelque étendues qu'elles fussent, n'étoient point une souveraineté proprement dite, mais une simple seigneurie; puisque Pepin & Charles se réservèrent sur ces terres & sur la ville de Rome même l'autorité suprême; qu'ils y établirent des commissaires pour rendre la justice en leur nom. Le souverain pontife sentant que le titre de Patrice, qui étoit celui d'un magistrat subordonné, ne convenoit plus à un prince qui tenoit sous ses loix la plus grande partie de l'Europe, lui fit déférer par le sénat & le peuple Romain, celui d'empereur d'Occident, éteint depuis plusieurs siècles. On voit bien quel motif détermina le pape à ce changement. Comme il avoit en-

ANN. 1499.

ANN. 1499 couru la disgrace de l'empereur d'Orient, en appellant les François en Italie; comme les terres qu'on venoit de lui donner, étoient des terres de l'empire, qu'il ne pouvoit se dispenser de rendre s'il rentroit sous la dépendance de ses premiers maîtres, il avoit le plus grand intérêt à empêcher cette révolution; & le moyen le plus sûr de l'empêcher, étoit d'intéresser dans sa cause un prince plus puissant que l'empereur d'Orient. Il seroit beaucoup plus difficile de dire ce que Charlemagne gagnoit à ce changement. Les États qu'il possédoit, sans en excepter le royaume d'Italie, lui appartenoient ou à titre héréditaire confirmé par le vœu de la nation, ou à titre de conquête, suivi de l'aveu & de la soumission des peuples vaincus. Ainsi la qualité d'empereur qu'on lui conféroit ne lui donnoit que des droits qu'il possédoit déja comme roi, & alors elle étoit inutile : ou bien elle lui en donnoit de plus étendus, & alors ce n'étoit ni au pape, ni au peuple Romain à les lui déférer, c'étoit au peuple, compagnon & auteur de ses victoires, c'est-à-

dire, aux François, qui ſavoient ſans doute quels droits & quel genre d'autorité convenoient à leur chef, & ſans l'aveu deſquels on ne devoit rien innover en matière de gouvernement. Il faut donc dire ou que le titre d'empereur ne fut qu'une pure décoration accordée à Charlemagne en échange des ſolides bienfaits dont il avoit comblé l'égliſe Romaine, ou bien qu'il conféra à ce prince la ſupériorité territoriale ou le haut domaine ſur Rome, & les autres terres qui compoſoient précédemment l'exarchat de Ravenne dont il avoit cédé le domaine utile au ſaint-ſiége. En ce cas cette nouvelle ſouveraineté étoit ſi peu étendue, & d'un ſi foible produit, qu'elle ne méritoit guère d'être recherchée, & que le prince qui en ſeroit revêtu, s'il ne poſſédoit d'autres Etats, ne pouvoit qu'être le ſouverain le plus pauvre de l'Europe. Cependant comme l'antique majeſté du peuple Romain, le nom d'empereur ou de premier officier de ce peuple, impoſoient encore aux barbares, les aînés de la famille Carlovingienne qui en furent décorés,

ANN. 1499.

Ann. 1497. voulurent s'en faire un titre pour dominer sur les rois leurs cadets. Une juste réclamation de la part de ces princes, de sanglantes batailles forcèrent les empereurs à renoncer à cette prétention. Il fallut que la dignité impériale devînt le partage d'un duc de Frioul, d'un marquis de Spolete, & d'un comte de Provence, pour achever de désabuser l'Europe. Ce ne fut qu'après qu'elle eut été traînée par ces petits princes, à peine connus dans Rome même, qu'elle tomba enfin aux rois de Germanie. Ceux-ci, tâchant de l'unir & de la confondre, tant avec la souveraineté de cette vaste contrée, qu'avec le royaume d'Italie, seroient peut être parvenus à la rendre redoutable aux autres souverains, si leurs démêlés avec les papes, dont nous parlerons bientôt, ne les eussent forcés en quelque sorte à ne s'occuper que de leur propre conservation. Le pape Adrien fit encore un autre présent à Charlemagne, qui bien qu'il parût sans conséquence au premier coup d'œil, opéra insensiblement une révolution dans les esprits & dans le

gouvernement. Connoiſſant le deſir qu'avoit ce prince de former des écoles, & de réveiller le goût des lettres dans ſon vaſte empire, il lui donna une compilation méthodique des actes des premiers conciles, des conſtitutions ou décrétales des papes, où il s'étoit gliſſé des pièces apocryphes & des principes auſſi favorables à l'Egliſe qu'ils étoient contraires aux droits des ſouverains. Une critique judicieuſe auroit été néceſſaire pour diſtinguer ce qui étoit vrai & utile dans cet ouvrage, de ce qui étoit faux & pernicieux. Malheureuſement la critique étoit un art ignoré dans le ſiècle dont nous parlons. Charlemagne d'ailleurs n'avoit aucun motif de ſe défier du pape, qui tenoit toute ſa grandeur temporelle de ſes bienfaits, qui ſe reconnoiſſoit pour ſon premier ſujet. Loin de redouter la puiſſance des évêques, il croyoit qu'il étoit de ſon intérêt de l'augmenter, afin qu'elle ſervît de contrepoids à celle des ſeigneurs, qui nourris dans l'exercice des armes, & ayant en leur diſpoſition les principales forces du royaume, commençoient à mécon-

ANN. 1499.

ANN. 1499. noître le joug de l'autorité. Il fit donc adopter ces nouvelles maximes, non-seulement dans les écoles qu'il fondoit, mais dans les tribunaux eccléſiaſtiques dont il étendoit en même-temps la juriſdiction, & juſque dans ces parlements ou aſſemblées générales qui étoient le tribunal ſuprême de la nation. Ces germes ne tardèrent pas à ſe développer : les papes ſe prévalant des diviſions qui s'élevèrent entre les ſucceſſeurs de Charlemagne, eſſayèrent de ſe conſtituer arbitres & enſuite juges de tous les différents qui s'élevoient entre eux. Les premiers eſſais qu'ils voulurent faire de leur puiſſance ne furent pas heureux. Les principaux membres du clergé, ceux du moins qui n'avoient point encore oublié l'ancienne conſtitution, s'élevèrent avec force contre ces entrepriſes, & défendirent avec courage l'autorité des rois. Tant que l'empire reſta dans la poſtérité maſculine de Charlemagne, les papes ne purent ſortir du rang de premiers ſujets. Elus par le ſénat & le peuple de Rome, ils ne durent point être introniſés ſans l'aveu & l'agrément

de l'empereur : ils souffrirent dans Rome même des officiers pour y rendre la justice en son nom, & furent eux-mêmes astreints en certains cas, à rendre compte de leur conduite. Ce ne fut que vers le milieu du onzième siècle qu'on vit l'autorité pontificale prendre un essor rapide, & menacer ouvertement les têtes couronnées. Outre l'effet général qu'avoient dû produire les fausses décrétales dont nous avons parlé, plusieurs causes avoient concouru à ce prodigieux changement. Quelques rois, par une affection peu réfléchie pour des monastères qu'ils avoient fondés ou enrichis, les avoient soustraits à l'inspection de l'évêque diocésain, & les avoient mis sous la sauve-garde & la dépendance immédiate du pape, accoutumant ainsi une partie de leurs sujets à recourir à une protection étrangère. D'autres rois, par une dévotion outrée, avoient fait don de leurs Etats au saint-siége, s'étoient déclarés vassaux & tributaires des papes, obligeant par des imprécations & des menaces leurs successeurs à remplir les mêmes devoirs. Tous avoient toléré d'abord,

ANN. 1499.

ANN. 1499. & ensuite permis, non-seulement qu'on appelât de la sentence du juge eccléſiaſtique au ſaint-ſiége, mais même qu'on déclinât par un appel la juriſdiction de l'ordinaire, & qu'on empêchât ainſi l'information qui ne pouvoit être bien faite que ſur les lieux. Dans l'impoſſibilité où ſe trouvèrent les papes de vaquer par eux-mêmes à cette multitude d'affaires, ils prirent le parti de ſe faire remplacer par des légats auxquels ils communiquèrent la plénitude de leur puiſſance, ne conférant d'abord cette commiſſion qu'aux évêques les plus puiſſants & les plus accrédités dans la contrée où ils les établiſſoient. Ceux-ci plus jaloux d'un pouvoir emprunté que de leur propre autorité, & n'aſpirant qu'à dominer ſur leurs égaux, s'arrogèrent bientôt le droit excluſif d'aſſembler des conciles, citèrent à leur tribunal les métropolitains eux-mêmes, les ſuſpendirent de leurs fonctions, les excommunièrent, & même les dépoſèrent à la moindre réſiſtance qu'ils laiſſoient appercevoir. Après avoir aſſervi en quelque ſorte les évêques, il ne reſtoit plus aux papes, pour

devenir les plus puissants & les plus riches souverains de l'univers, que de les séparer du corps de la société politique : c'est à quoi ils travaillèrent. Les évêques, quoique élus par le clergé & par le peuple de leurs diocèses, ne pouvoient être sacrés sans un ordre du souverain, qui étoit le maître de casser l'élection si le sujet qu'on lui présentoit ne lui étoit pas agréable. Comme ils possédoient de grands biens, ils devoient prêter au roi serment de fidélité, & même lui faire hommage pour les fiefs militaires unis à leurs églises. Dans quelques contrées ils recevoient des mains du souverain la crosse & l'anneau, symboles de la puissance dont ils alloient être revêtus. Ces usages étoient anciens; & n'ayant rien que de conforme à l'ordre naturel, ils avoient été suivis sans contradiction par les plus saints évêques, par les papes eux-mêmes : mais ils avoient donné lieu à un abus. Les souverains, maîtres des élections, puisqu'ils avoient le droit de rejeter ceux qu'on leur présentoit, & d'ordonner une nouvelle élection, mirent quelquefois à l'encan les pré-

Ann. 1499.

ANN. 1499. latures & les abbayes. Les papes s'élevèrent avec raison contre cette profanation : mais sous prétexte d'empêcher la simonie, ils voulurent non seulement priver les souverains de la disposition d'une portion considérable des terres & des forces de leur Etat, mais tirer entiérement l'ordre sacerdotal de leur dépendance. C'est alors qu'on posa pour principe que le sacerdoce étant d'institution divine, étoit supérieur à la royauté, qui n'étoit qu'un établissement humain ; qu'un prêtre par conséquent ne pouvoit ni ne devoit être subordonné à un roi : que c'étoit une pratique monstrueuse & révoltante que des évêques, en rendant hommage, missent des mains sacrées & destinées à toucher les choses saintes, entre des mains impures & souillées de crimes : que les biens ecclésiastiques, étant consacrés à Dieu, ne pouvoient plus être employés à des usages profanes, &c. Les souverains qui avoient déja souffert sans éclater, beaucoup d'entreprises du pape ou de ses légats : se réveillèrent à cette dernière, & furent appuyés par la plus grande

& la plus ſaine partie de leur clergé. Le fort de l'orage ne tomba point ſur la France : deux cauſes y contribuèrent ſans doute. L'égliſe Gallicane, formée long-temps avant que la cour Romaine eût acquis toute ſa grandeur, n'avoit point encore oublié ſes droits ni ſon ancienne diſcipline. On avoit pu s'en appercevoir dans la longue réſiſtance qu'elle avoit oppoſée à l'introduction des vicaires ou légats; au lieu que l'égliſe de Germanie, formée récemment, &, pour ainſi dire, à l'ombre de la cour Romaine, n'avoit point de tradition à oppoſer aux prétentions de cette cour. D'ailleurs il étoit bien plus intéreſſant pour le pape, déja puiſſant en Italie, d'étendre ſon autorité de proche en proche, que de l'eſſayer dans des contrées éloignées. Il ſe flattoit, qu'après avoir triomphé de l'empereur, qui pouvoit alors être regardé comme le plus puiſſant ſouverain de l'Europe, il n'eſſuyeroit aucune contradiction de la part des autres ſouverains. Grégoire VII, car c'eſt lui qu'on doit regarder comme le véritable auteur de la querelle du ſacerdoce

ANN. 1499.

ANN. 1499. & de l'empire, unissant ses intérêts à ceux des princes Saxons, que le gouvernement de l'empereur Henri IV avoit soulevés, excommunia & déposa les évêques qui formoient le conseil de cet empereur, osa le citer lui-même à Rome pour rendre compte de sa conduite, menaçant de le traiter comme ceux qui formoient son conseil, s'il ne donnoit une prompte satisfaction sur tous les griefs qu'on avoit à lui objecter, & spécialement sur l'investiture des évêchés & des abbayes. L'excommunication n'étoit plus comme dans les premiers siècles de l'Eglise une simple exclusion de l'assemblée des fidèles, & de la participation aux sacrements, qui n'entraînoit aucun effet civil. Les rois ou empereurs ayant communiqué une portion du pouvoir civil & politique aux évêques; & ayant intérêt que les sentences ecclésiastiques ne demeurassent pas sans exécution, avoient donné à l'excommunication une toute autre étendue. Une excommunié, s'il n'avoit la docile attention de se faire absoudre avant un certain temps, perdoit tout droit de citoyen : il étoit proscrit & banni

de la société, d'une manière d'autant plus cruelle qu'on ne pouvoit plus lui rendre aucun des devoirs auxquels l'humanité oblige, sans s'exposer à partager sa disgrace. Henri qui pouvoit légitimement contester au pape le droit de le citer à son tribunal, crut avoir trouvé un moyen plus simple d'éluder la procédure, en le faisant déclarer dans une assemblée nombreuse d'évêques & de princes, simoniaque, & intrus sur la chaire de saint Pierre. Tandis que les ennemis qu'il avoit en Germanie, enhardis par l'excommunication que le pape venoit de lancer contre lui, élisoient un nouvel empereur, il intronisoit à main armée un antipape dans la ville de Rome. Une guerre atroce fit périr des millions d'hommes, & ne décida point la querelle. L'Italie, qui étoit le principal champ de bataille, fut déchirée par deux factions, celle des Guelphes qui défendoit la cause du pape, & celle des Gibelins qui maintenoit les droits de l'empereur. L'effet de ces divisions fut également funeste aux deux contendants. Les peuples lassés de se détruire pour

ANN. 1499.

ANN. 1199. des étrangers, aſpirèrent ouvertement à la liberté. Les villes ſe mirent en république, & n'obéiſſant plus qu'aux magiſtrats qu'elles s'étoient elles-mêmes choiſis, elles fermèrent leurs portes à l'empereur, & forcèrent le pape à chercher un aſile en France. Peut être ſe fuſſent-elles maintenues dans une entière indépendance ſi la concorde eût pu s'établir entr'elles; mais l'eſprit de faction ne fit, pour ainſi dire, que changer d'objet. On continua de voir des Guelphes & des Gibelins qui ſe battoient toujours, non pas comme autrefois pour les intérêts du pape & de l'empereur, mais pour s'enrichir des dépouilles de leurs adverſaires, ſupplanter leurs rivaux, & s'emparer de toute la puiſſance publique. Ceux qui parvinrent à aſſervir leur patrie, cherchant à colorer une uſurpation odieuſe, s'adreſsèrent les uns au pape, les autres à l'empereur; & en s'obligeant à leur payer une légère redevance, obtinrent facilement l'inveſtiture des places dont on ne pouvoit alors les chaſſer. Quoiqu'ils ſe contentaſſent du titre modeſte de *vicaires de l'empire* ou *de*

*l'Eglise*, ils étoient tellement indépendants, qu'ils se croyoient en droit de faire la guerre à leur suzerain, & qu'ils se dispensoient de tous les devoirs auxquels les grands vassaux étoient tenus dans les autres Etats. Ces dispositions rendirent peu-à-peu le calme à l'Italie : le pape eut la liberté de retourner à Rome. Quoiqu'il n'eût renoncé à aucune de ses prétentions, & qu'il se crût toujours en droit de déposer les rois, il étoit si peu accrédité dans Rome même, qu'il se trouvoit hors d'état de rien tenter de bien considérable. Les vicaires de l'Eglise, convaincus qu'ils ne devoient leur grandeur qu'à sa foiblesse, & au peu de moyen qu'il avoit de les dépouiller, veilloient sur ses démarches, & faisoient échouer tous ses projets. A l'exemple des vicaires, les barons Romains levoient des troupes, formoient des traités de confédération, & avoient des intérêts directement opposés à ceux du saint-siége. Cette puissante ligue assuroit la tranquillité des autres souverains : car il n'étoit pas naturel, que ne pouvant disposer de ses propres forces, & ayant à redouter

ANN. 1499.

ANN. 1499. des ennemis opiniâtres & domestiques, le pape formât des entreprises dont il ne pouvoit plus se promettre aucun succès. Il n'étoit donc de l'intérêt d'aucun souverain de briser cette digue, & Louis XII commettoit une faute capitale contre la politique en contribuant à dépouiller quelques vicaires du saint-siége, sous prétexte qu'ils n'avoient pas rempli leurs devoirs de feudataires. C'étoit faire le procès à tous les autres & s'exposer ou à rendre au pape une grande partie de l'Italie, sans s'être assuré qu'il ne se serviroit pas de ce bienfait pour abattre la main qui l'auroit élevé, ou à mériter sa haîne en s'opposant aux nouvelles entreprises qu'il ne manqueroit pas de vouloir former. Car quelle apparence qu'après un premier succès il modérât lui-même ses prétentions? Cependant l'intention de Louis n'étoit point de rendre au pape toutes les places qu'il voudroit réclamer : il ne le pouvoit sans se faire du tort à lui-même, & sans manquer à ses engagements. Le pape avoit des prétentions sur quelques places du duché de Milan; il avoit des droits bien

fondés sur d'autres villes possédées par les Vénitiens, le duc de Ferrare, Bentivoglio, &c. que Louis avoit pris sous sa protection, & auxquels il venoit de garantir leurs Etats. On ne peut excuser la faute que Louis commit en cette occasion, qu'en disant que dans l'engagement qu'il prit alors avec le pape il n'étoit point question des intérêts du saint-siége, mais uniquement de ceux de César Borgia; qu'il ne s'agissoit point d'inquiéter les vicaires ou les vassaux de l'Eglise, mais uniquement de conquérir quelques villes pour en composer un Etat au neveu du pape, lequel deviendroit lui-même un vicaire plus redoutable que les malheureux qu'on se proposoit de dépouiller. Voilà sans doute ce qui rendit Louis si facile sur l'exécution d'un traité qui devoit entraîner des suites si funestes : une autre considération acheva de le déterminer. Ne pouvant se dispenser de laisser au-delà des monts des troupes nombreuses pour assurer sa conquête, il trouvoit dans le projet qu'on lui proposoit, le moyen de les tenir en haleine, & d'empêcher qu'elles ne

ANN. 1499.

ANN. 1499.

fussent à charge à ses nouveaux sujets : il donna donc à César trois cents lances Françoises sous la conduite d'Ives d'Alegre, quatre mille Suisses, & un train considérable d'artillerie : ensuite il reprit la route de France.

La reine qu'il avoit laissée enceinte, étoit accouchée d'une fille qu'on nomma Claude, & qui fut dans la suite mariée à François premier.

Chute du pont Notre-Dame.
*Hist. de Paris, preuves.*

Un accident arrivé vers la fin de cette année, mérite de trouver place dans cette histoire. Le pont Notre-Dame, qui faisoit la communication des deux principaux quartiers de Paris, & qui étoit bordé de deux rangs de maisons, quoiqu'il ne fût encore construit qu'en bois, s'écroula, & entraîna dans sa chute quatre ou cinq personnes. Les autres avertis du danger, avoient eu le temps de s'enfuir, & même de sauver une partie de leurs meubles. Des experts s'étoient apperçus depuis long-temps du danger; ils en avoient averti les officiers municipaux, qui par une confiance aveugle ou une négligence impardonnable, n'avoient pris au-

cune précaution pour y remédier. Le parlement fit conduire dans les prisons le prévôt des marchands & les échevins, les cassa de leurs charges, les déclara incapables d'en remplir aucune autre, & les condamna de plus à des amendes considérables au profit de ceux dont les maisons avoient été détruites. On s'occupa ensuite des moyens de construire un nouveau pont, & l'on voulut qu'il fût de pierre de taille, afin de le rendre plus solide, & d'en faire un ornement pour la capitale. C'est une chose assez singulière qu'il ne se trouva point alors à Paris d'ouvriers capables d'exécuter cette entreprise : il fut résolu qu'on en feroit venir d'Orléans, de Tours, ou autres bonnes villes du royaume. Ce fut un Cordelier Véronois, nommé Jean Joconde, qui donna les desseins du nouveau pont, & qui fut chargé de diriger les ouvriers. Il falloit des fonds considérables, & la ville se trouvoit endettée. On proposa sur cet objet divers expédiens : les uns étoient d'avis de demander des indulgences au pape, & d'en appliquer le produit à cet objet d'utilité

ANN. 1499.

publique : les autres vouloient qu'on
ANN. 1499. fît une quête générale dans tous les quartiers de Paris. Mais comme ces fonds étoient douteux, les plus sensés opinèrent qu'il falloit demander au roi un octroi sur ce qu'on appeloit le *pied fourchu*, le poisson de mer, & le sel. Louis l'accorda, mais pour six années seulement. » Et ledit temps de six ans passé, » est-il dit dans les lettres, nous » voulons dès-à-présent iceux aides » de six deniers pour livre, & dix » sous sur le sel présentement oc- » troyés, être du tout abolis, an- » nullés & supprimés, sans ce que » les prévôt & échevins en puissent » jamais obtenir ni impétrer aucune » permission, continuation ou pro- » rogation « ; *& si d'aventure par importunité de requérans, inadvertence, ou autrement, il avenoit que aucunes lettres en fussent expédiées, nous dès maintenant pour lors les révoquons & annullons, défendons expressément à nos cours de parlement, des comptes, généraux de la justice, prévôts de Paris, & à tous nos autres officiers, qu'ils n'y obtempérent, ne les souffrent en aucune manière, afin que de notre temps*

*temps la chose publique ne se charge de nouveaux subsides.* Malgré cette précaution paternelle la prorogation eut lieu, sans doute parce que les officiers du parlement qui veilloient à la recette & à la dépense, & qui jugèrent que sans de nouveaux secours l'ouvrage demeureroit imparfait, joignirent dans cette occasion leurs instances à celles des officiers municipaux.

ANN. 1499.

César Borgia ayant joint à l'armée Françoise que le roi lui prêtoit, les troupes de l'Etat ecclésiastique, vint assiéger Imola : la ville dépourvue de garnison n'opposa aucune résistance. Elle appartenoit aux enfants mineurs de Riario l'un des vicaires du Saint-Siége, & étoit gouvernée par Catherine Sforce, leur mère : cette femme prudente & courageuse, ne se trouvant point en état de résister à un ennemi si supérieur, avoit eu la précaution de faire passer ses enfants à Florence, & s'étoit renfermée dans Forli avec ce qu'elle avoit pu ramasser de troupes, résolue de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Mais comme ses forces ne répondoient

ANN. 1500.

Premiers exploits de César Borgia.

*Auton. Guicchardin. Belcar.*

ANN. 1500.

point à ſon audace, la place fut emportée d'aſſaut : elle tomba elle-même au pouvoir de ſon ennemi, qui la fit conduire dans les priſons de Rome où elle auroit fini ſes jours, ſi d'Alegre, épris de ſes charmes & de ſon courage, ne l'eût demandée & obtenue pour prix de ſes ſervices. Après la priſe de ces deux places, l'armée marchoit à Peſaro, lorſqu'une révolution qu'on avoit dû prévoir, & contre laquelle cependant on n'avoit pris aucune précaution, rappela promptement les François à la défenſe du duché de Milan.

Révolution dans le duché de Milan.

*Corio. Guicchardin. Auton.*

Ludovic en ſe retirant à la cour de l'empereur s'étoit fait précéder par ſes tréſors ; c'étoit un moyen aſſuré d'y trouver de la protection : Maximilien étoit prêt, ſi Ludovic vouloit lui confier ſa caiſſe, à le conduire lui-même en Italie : mais il étoit facile de conjecturer, par la conduite qu'il avoit tenue juſqu'alors, que cet argent auroit été conſumé avant même que l'armée eût été en marche. Ludovic ſe borna donc à lui demander la permiſſion de lever des hommes d'armes dans la Franche-Comté : il en for-

ma cinq cents lances, & obtint pour les conduire Claude de Vaudrei, l'un des guerriers les plus renommés de son siècle. Maximilien lui conseilloit de lever également dans ses Etats héréditaires les troupes de pied dont on auroit besoin : une considération l'en empêcha. Il y avoit une antipathie & une haîne invétérée entre les Lansquenets & les Suisses : or, Ludovic crut voir que son sort dépendoit du parti que prendroient ces derniers : il les sollicitoit, quoiqu'il n'ignorât pas les engagements qu'ils avoient contractés avec son ennemi; & il eut, non-seulement la permission de lever parmi eux huit mille hommes, mais encore la liberté de traverser sans obstacle leur pays. A tant de facilités se joignoient les invitations de presque tous les vicaires, soit de l'Eglise, soit de l'Empire, qui n'espérant plus de conserver leur indépendance, s'ils n'excitoient promptement une révolution en Italie, offroient à Ludovic de s'unir à ses intérêts, & de partager sa fortune dès qu'il paroîtroit au-delà des Monts. Leur zèle ne se bornoit point à ces

ANN. 1500.

ANN. 1500. promesses vagues dont on eût pu se défier ; ils avoient lâché dans toutes les villes du Milanez un grand nombre d'émissaires secrets, qui plaignant le sort de l'Italie, & promettant de la part de leurs maîtres des secours ou un asile aux mécontents, les encourageoient à une révolte ouverte. La conduite licencieuse des François, les libertés qu'ils prenoient avec les femmes, avoient commencé par indisposer contr'eux un grand nombre de particuliers : une partialité trop marquée, un ton trop despotique, des abus d'autorité de la part du gouverneur, achevèrent de soulever presque tous les ordres de l'Etat. Louis avoit cru faire une chose flatteuse & agréable à ses nouveaux sujets, en leur donnant pour les gouverner Jean-Jacques Trivulse, un de leurs concitoyens. Ce choix cependant avoit été mal reçu : car outre que beaucoup de grands seigneurs se trouvoient humiliés de recevoir des ordres d'un homme qu'ils regardoient à peine comme leur égal, Trivulse, par son caractère & ses dispositions naturelles, sembloit

prendre à tâche de braver leur haîne & de les pousser à bout. Excellent pour la conduite d'une armée, il manquoit des qualités les plus essentielles à un gouverneur de province : il étoit haut, impérieux, violent & opiniâtre. Long-temps persécuté en qualité de chef des Guelphes, il crut ne devoir employer une autorité qui lui étoit confiée pour assurer la tranquillité générale, qu'à relever une faction opprimée, & à humilier par toutes sortes de moyens la faction contraire qui comprenoit la plus grande partie de la noblesse. Une autre raison souleva contre lui les bourgeois. Comme pour faciliter au roi la conquête du Milanez, Trivulse avoit annoncé la suppression totale des subsides, le peuple qui avoit pris à la lettre les termes de cette déclaration, loin de conserver de la reconnoissance des bienfaits du roi, qui l'avoit déchargé des deux tiers des impôts, se plaignoit hautement qu'on lui eût manqué de parole, & regardoit comme des exactions les foibles droits qui n'avoient point été supprimés. Les premières étincelles de la sédition éclatèrent à

ANN. 1500.

Ann. 1500. Milan : les bouchers de cette grande ville s'opposèrent à la perception des droits qu'on levoit ſur la viande ; Trivulſe en étant averti ſe tranſporta ſur la place, & tirant ſon poignard, il étendit à ſes pieds les principaux chefs de la ſédition : cette violence jeta la terreur dans les eſprits, mais elle ne ſervit qu'à les aliéner de plus en plus. Ludovic inſtruit de tout ce qui ſe paſſoit, n'eut garde de négliger une occaſion ſi favorable ; il ſe mit en marche au milieu de l'hiver, accompagné du cardinal ſon frère, s'avançant à grandes journées pour ne pas laiſſer le temps aux François de raſſembler leurs quartiers.

Trivulſe, au bruit de cette marche, manda promptement la diviſion de l'armée que commandoit Yves d'Alegre ; mais elle étoit trop éloignée pour arriver à temps, à moins qu'on ne trouvât un moyen d'arrêter Ludovic : il s'adreſſa aux Vénitiens, qui ayant eu leur part de la dépouille de ce prince, ſembloient devoir tout riſquer pour s'oppoſer à ſon rétabliſſement : ils feignirent, en effet, d'entrer dans

les vues de Trivulse : mais craignant dès-lors beaucoup plus le voisinage des François que celui d'un prince qui se trouveroit forcé de les ménager, ils se gardèrent bien de lui opposer aucun obstacle. Le seul exploit auquel aboutit leur armement, fut un acte d'hostilité contre leurs alliés : car sous prétexte de garder le passage de l'Adda, ils entrèrent dans Pizzigitone qui commandoit un pont sur cette rivière, & en démolirent promptement la forteresse, afin qu'à quelque parti qu'ils dussent rendre un jour une place si voisine de leurs frontières, & d'où il étoit si facile de faire des incursions sur leur territoire, ils pussent être assurés qu'elle ne se trouveroit plus en état de loger une garnison.

ANN. 1500.

Les François n'étoient point en état de demander raison de cette offense : leurs troupes étoient foibles, dispersées, & pour comble de malheur la division s'étoit mise parmi leurs généraux. Le comte de Ligni vouloit qu'on marchât, sans différer, au-devant de l'ennemi, & qu'on lui livrât bataille en quelque lieu qu'on le rencontrât ; Trivulse

Division entre les généraux François.

*Ibid.*

s'oppoſoit fortement à ce coup de
ANN. 1500. déſeſpoir ; il remontroit que l'armée ne ſe feroit pas plutôt éloignée de la capitale, que toutes les villes ſe ſoulèveroient, qu'on ſe trouveroit enfermé entre deux armées ſans aucun moyen de recouvrer des ſubſiſtances ni de recevoir de renforts. Il vouloit donc, qu'après avoir approviſionné les principales fortereſſes, l'armée ſe choisît un poſte où elle pût attendre en ſûreté la jonction des troupes aux ordres d'Yves d'Alegre, & les nouveaux renforts qui viendroient inceſſamment de France. Quelques raiſons qu'il alléguât, il ne put vaincre l'opiniâtreté du comte de Ligni qui ſe ſépara de lui avec ſes partiſans, & ſe rendit dans la ville de Come. A peine y étoit-il arrivé qu'il reçut la nouvelle que la ville de Bellinzone s'étoit révoltée, & avoit forcé la garniſon à ſe réfugier dans la citadelle. Il détacha promptement Louis d'Ars, ſon lieutenant, avec ordre de ſe joindre à la garniſon, & de faire rentrer les rebelles dans le devoir. Il étoit déja trop tard ; des pelotons de Suiſſes ſoudoyés par Ludovic étoient arri-

vés au secours des bourgeois, & s'étoient si bien retranchés autour de la citadelle, qu'il n'y avoit plus aucun moyen d'y entrer. Cependant Ludovic ayant ramassé un grand nombre de barques & de bateaux, couvrit en un instant toute la surface du lac de Come : Ligni qui étoit sorti pour s'opposer au débarquement, fit tirer quatre fauconneaux qui tuèrent beaucoup de monde : n'ayant point assez de troupes pour border une plage d'une aussi grande étendue, il fut forcé de se retirer promptement dans Come. Il avoit pris toutes les précautions nécessaires pour y soutenir un siége, si des nouvelles plus fâcheuses encore que les précédentes, des ordres pressants & réitérés, de la part du général, ne fussent venus l'en arracher. ANN. 1500.

Les habitans de Milan considérant que depuis le départ du comte de Ligni, il restoit peu de François dans leur ville; que Trivulse n'y vivoit plus que sur la foi publique, crurent que le moment de la vengeance étoit arrivé. Sachant donc que ce général s'étoit rendu peu ac-

ANN. 1500. compagné à l'hôtel-de-ville, ils prennent tumultuairement les armes, & après s'être assurés de toutes les issues & avoir rempli la place publique, ils se proposent de le massacrer : Trivulse, voyant le péril, & n'ayant aucun moyen de l'éviter, court à la principale porte, & avec sa hache d'armes renverse & écarte tout ce qui se présente : quelque valeur qu'il montrât, il auroit infailliblement succombé sous les efforts redoublés de la multitude, si Corsingue, un des gentilshommes du duc de Savoie, n'eût promptement ramassé soixante cavaliers, à la tête desquels il perce la foule, dégage Trivulse, & lui ouvre un chemin jusqu'à la citadelle. La vie de ce général étoit en sûreté; mais il voyoit avec certitude la perte du duché & de tous les François qui s'y trouvoient enfermés, s'il ne parvenoit promptement à rassembler tous ces corps épars, & à les mettre à portée d'attendre des secours; il somma trois fois le comte de Ligni de venir le joindre, menaçant de le rendre responsable vis-à-vis du roi de tous les malheurs que son obstination pourroit produire. Quelque douloureux

qu'il fût à Ligni d'abandonner à l'ennemi Louis d'Ars son lieutenant, & les hommes qu'il lui avoit confiés, il comprit enfin qu'il n'y avoit point de temps à perdre : il quitta donc la ville de Come, & arriva heureusement au château de Milan. Après avoir approvisionné cette forteresse & avoir laissé à d'Espi, qui en étoit gouverneur, le soin de la défendre, Trivulse & Ligni s'éloignèrent de Milan, & vinrent établir leur quartier général à Mortare. Au milieu de la consternation où tant de révoltes & cette fuite précipitée avoient jeté les François, la hardiesse & la prudence d'un de leurs capitaines ranimèrent leur courage. Louis d'Ars qu'on n'espéroit plus de revoir, entra triomphant dans le camp. Après l'infructueuse expédition de Bellinzone, il revenoit à Come lorsqu'il apprit que cette ville étoit au pouvoir de l'ennemi, que Milan étoit abandonné, & que tous les chemins étoient soigneusement gardés : quoiqu'il n'eût avec lui que quarante hommes d'armes & quatre-vingts écuyers, qu'il eût un vaste pays à traverser, qu'il ne sût pas même de

Conduite de Louis d'Ars.
*Auton.*

ANN. 1500. quel côté il devoit diriger ses pas pour apprendre des nouvelles des François, il ne désespéra point de triompher de tant d'obstacles : quittant donc les grandes routes, où il ne pouvoit manquer d'être enveloppé, il chercha des sentiers détournés, passant la plus grande partie du jour dans les bois, tombant au dépourvu sur quelques villages dont il tiroit, à main armée, des contributions & des vivres, & donnant continuellement le change aux troupes destinées à l'arrêter.

Alegre trouva moins de difficulté à faire sa jonction. Il commandoit un corps d'armée en état d'inspirer de la terreur : en passant sous les murs de Tortone, il apprit que cette ville, à l'exemple de presque toutes les autres, avoit levé l'étendard de la révolte. Le parti des Gibelins, qui, de même que dans presque toutes les autres villes, étoit la faction dominante, avoit opéré cette révolution, & avoit envoyé demander une garnison à Ludovic : les Guelphes profitant du voisinage des François, traitèrent avec Alegre & promirent de lui livrer une des portes de la ville,

à condition qu'ils seroient préservés du pillage, & que la vengeance ne tomberoit que sur leurs ennemis. Alegre accepta la proposition, il défendit le pillage à ses troupes; mais l'autorité du général n'est guère respectée, lorsqu'on croit pouvoir lui désobéir impunément. Les soldats introduits dans la place, massacrèrent indistinctement tout ce qu'ils rencontrèrent & mirent la ville au pillage. Après cette sanglante exécution l'armée s'approcha des rives du Pô, vers l'endroit où le comte de Ligni avoit eu la précaution d'établir un pont. Les troupes qui s'étoient déja rassemblées à Mortare paroissant suffisantes pour y soutenir les efforts de l'ennemi, on envoya cette nouvelle division à Novarre dont il étoit important de s'assurer.

ANN. 1500.

Succès de Ludovic. *Ibid.*

Cependant Ludovic rentroit en possession de la plus grande partie de ses Etats : les Bourgeois de Milan, qui, quelques mois auparavant, l'avoient chassé de leurs murailles, ne savoient plus comment exprimer la joie que leur causoit son retour. Les vicaires de l'Eglise & de l'Empire, ceux même qui avoient mendié si humble-

ANN. 1500. ment la protection de la France, & qui pour l'obtenir avoient consenti à se rendre tributaires, venoient en personne servir sous les étendards du libérateur de l'Italie, ou lui envoyoient l'élite de leurs troupes. Les secours furent si abondants, qu'après avoir laissé au cardinal Ascagne une division de son armée pour former le blocus du château de Milan, il se trouva encore à la tête de trente mille hommes de troupes réglées avec lesquelles il se flatta de chasser promptement les François du peu de places qui leur restoient : il falloit se résoudre ou à forcer les François dans Mortare, ce qui ne pouvoit s'exécuter sans une grande effusion de sang, ou à se rendre maître de la ville de Novarre, le seul endroit par lequel ils pussent recevoir des renforts. Il se décida d'autant plus facilement pour ce dernier parti, qu'il étoit évident qu'après la prise de cette ville, les ennemis, sans communication avec la France, poseroient les armes, ou ne songeroient qu'à s'enfuir.

Alegre, après avoir soutenu le siége pendant quinze jours, voyant que la place alloit être emportée d'assaut,

crut qu'il étoit temps de capituler : il obtint la liberté d'approvisionner la citadelle, & de sortir de la ville avec tous les honneurs de la guerre. Cette perte en entraîna une autre qui pouvoit avoir de fâcheuses suites : les Suisses, qui formoient une partie de la garnison, refusèrent de le suivre, & passèrent au service de Ludovic.

ANN. 1500.

Conduire des Suisses, sous le règne de Louis XII.

Les nations, comme les individus qui les composent, sont sujettes à des accès de délire & de fureur, d'après lesquels on ne doit point juger de leur caractère : les Suisses, avant & depuis le règne de Louis XII, ont donné des preuves si éclatantes & si multipliées de leur candeur & de leur fidélité, qu'il y auroit une injustice manifeste à imputer au caractère national, les écarts où ils se laissèrent entraîner pendant la durée de ce règne. Dans leur premier traité avec ce monarque, non-seulement ils l'avoient reconnu pour duc de Milan, mais ils s'étoient obligés par serment à ne plus entretenir de liaisons avec ses ennemis, & nommément avec Ludovic; de ne point lui fournir de secours, & d'empêcher qu'aucune armée ne passât sur leurs terres pour

venir attaquer le duché de Milan.
ANN. 1500. Cependant, au mépris de cet engagement, à peine Lodovic forma-t-il le projet de recouvrer ce duché, que, non contents de ne point s'oppoſer à ſon paſſage, ils lui permirent de lever parmi eux tous les ſoldats dont il auroit beſoin. Après cette première infraction, quatre mille de leurs ſujets jugeant les affaires des François déſeſpérées, les abandonnent dans leur détreſſe, & vont, ſans pudeur, ſe joindre à leurs ennemis : cependant les Suiſſes n'avoient point renoncé à leur traité avec Louis; ils continuoient d'en recevoir des penſions, & ils étoient ſi éloignés de lui témoigner aucun mécontentement, que le baillif de Dijon s'étant préſenté dans le même-temps pour faire de nouvelles recrues, ils lui accordèrent, ſans balancer, dix mille ſoldats. A peine les avoient-ils vus partir, que faiſant attention à la néceſſité où ils les mettoient de s'égorger mutuellement, puiſqu'ils étoient à-peu-près en nombre égal dans les deux armées, ils firent ſignifier un ordre poſitif, tant à ceux qui avoient pris parti pour Ludovic, qu'à ceux

qu'ils venoient d'envoyer au roi de France, d'éviter d'en venir aux mains, & de retourner promptement dans leur patrie : les soldats ne se tirèrent de l'embarras où ces démarches contradictoires de leurs supérieurs les jetoient, qu'en trahissant lâchement un des partis, & en se portant ensuite contre l'autre à des attentats impardonnables.

ANN. 1500.

Après la réduction de la ville de Novarre, Ludovic se trouva dans une nouvelle perplexité; car n'étant point encore maître de la citadelle, il ne pouvoit abandonner la ville sans s'exposer à la perdre; & s'il prenoit le parti d'y laisser une nombreuse garnison, il affoiblissoit tellement son armée, qu'il la mettroit hors d'état de chasser les François de Mortare : il jugea donc qu'il devoit avant tout se rendre maître de cette forteresse qui l'inquiétoit; mais les François ne lui en l'aissèrent pas le temps. Dès que Louis eut été informé de la révolution qui se préparoit dans le duché de Milan, il avoit donné ordre à la Trémouille de conduire promptement au-delà des Alpes cinq cents lances, & quatre mille Gascons aux-

Arrivée de la Trémouille. Prise de Ludovic & du cardinal Ascagne.

*Auton. Guicchardin. Corio. Belcar. Regîstres du parlement. Brantome. Ferron.*

quels devoient se joindre dix mille
ANN. 1500. Suisses levés par le baillif de Dijon. Cette nouvelle armée s'étant jointe aux troupes qui étoient encore en Italie, s'approcha de Novarre & ferma le chemin de la retraite à Ludovic. Ce fut sans doute une grande imprudence à ce malheureux prince de s'être laissé enfermer à l'extrémité de ses Etats, n'ayant avec lui qu'une armée de mercenaires, qui ne lui étant attachés que par l'appât d'une solde assez modique, pouvoient le trahir, & devoient même naturellement l'abandonner dès qu'il ne pourroit plus les payer. L'usage où l'on étoit en Italie de n'employer que ces sortes de troupes, contribua sans doute à l'aveugler : il ne tarda pas à sentir la faute qu'il venoit de commettre; car, dès que les François se furent approchés, les Suisses qui étoient dans la ville, & qui formoient toute son infanterie, commencèrent à entretenir un commerce réglé avec ceux qui étoient dans le camp : peu après ils se mutinèrent, demandant insolemment leur paye. Comme il n'avoit point de quoi les satisfaire, il fut obligé de leur distribuer sa vaisselle

d'argent, & de les prier de s'en contenter jusqu'à ce qu'il eût fait venir de l'argent de Milan : il envoya effectivement un courier au cardinal son frère, non pas pour lui ordonner de lui envoyer de l'argent, mais pour lui recommander d'abandonner le siége du château, & de s'avancer avec les troupes Milanoises qu'il commandoit, jusqu'à un certain endroit où il espéroit de pouvoir le joindre. Pour y arriver il falloit livrer une bataille : il assembla les principaux officiers, & après leur avoir remontré d'un côté, la nécessité de se mettre promptement en liberté pour se dérober aux horreurs de la famine dont on étoit menacé, & de l'autre, la facilité de s'ouvrir un passage, puisqu'ils étoient encore en plus grand nombre que ceux qui entreprenoient follement de les assiéger; il les fit consentir sans peine à tenter le succès d'un combat. Mais comme les Suisses formoient de part & d'autre presque toute l'infanterie, on ne put se dispenser de les opposer les uns aux autres. Ceux du parti de Ludovic ne manquèrent pas alors de se prévaloir des ordres de leurs supé-

ANN. 1500.

ANN. 1500. rieurs pour refuser de se battre contre leurs frères : ils rentrèrent précipitamment dans la ville, & furent suivis du reste de l'armée, qui n'étoit plus en état de faire face à l'ennemi. Dès ce moment les Suisses traitèrent ouvertement avec les François, & obtinrent facilement la liberté de se retirer : les chevaliers Francomtois se trouvèrent heureux qu'on voulût bien leur accorder les mêmes conditions ; tous convinrent qu'ils défileroient au milieu de l'armée avec armes & bagages, & qu ils se retireroient dans leur partie sans causer aucun dommage. Ludovic fondant en larmes, couroit inutilement dans tous les quartiers, cherchant à exciter la compassion, & implorant la protection des officiers & des simples soldats ; il les conjuroit par leur ancienne amitié, par égard pour eux-mêmes, de ne pas livrer un suppliant, un malheureux entre les mains de ses plus mortels ennemis : toute la grace qu'il put obtenir, fut d'être admis parmi eux, & de tâcher de s'évader à la faveur d'un déguisement. Craignant apparemment que son teint basané, sa taille grêle ne le trahissent sous

l'habit d'un Suiſſe, il ſe déguiſa en cordelier, & monté ſur un mauvais cheval il ſe mêla dans les rangs en qualité d'aumônier. Galéas de Saint-Séverin général de l'armée, ſes deux frères Fracaſſe & Antoine-Marie, prirent des habits de Suiſſes; mais ſoit que leur embarras ſervît à les faire remarquer, ſoit, comme il eſt plus vraiſemblable, que les Suiſſes les euſſent décelés, ils furent tous reconnus & arrêtés ſans que perſonne entreprît de les défendre. Le cardinal Aſcagne ne put ſe dérober au malheur qui ſembloit attaché à ſa maiſon. Il s'étoit avancé au lieu du rendez-vous, lorſqu'il apprit que ſon frère étoit priſonnier : craignant un ſort pareil, il s'enfuit précipitamment avec quelques cavaliers affidés. Déja il avoit traverſé la plus grande partie du duché, & touchoit aux frontières, lorſqu'accablé de laſſitude, épuiſé de fatigues, il crut pouvoir goûter un moment de repos : il entra dans la maiſon d'un gentilhomme qu'il croyoit lui être dévoué. Bernard Lando, c'étoit le nom de ce gentilhomme, le reçut avec tous les égards dûs à ſa naiſſance & à ſon rang; mais à peine

ANN. 1500.

ANN. 1500. le vit-il endormi, qu'il courut chercher une garnison Vénitienne qui étoit dans le voisinage, à laquelle il ne rougit point de livrer son bienfaicteur & son hôte. Louis n'étoit pas content de la conduite équivoque que les Vénitiens avoient tenue durant cette guerre; il sentoit d'ailleurs qu'il importoit à la sûreté du duché de Milan de ne pas laisser en des mains suspectes un pareil prisonnier: il l'envoya redemander comme devant lui appartenir, puisqu'il avoit été arrêté sur ses terres; il redemandoit, avec le cardinal, non-seulement ceux qui avoient été pris à sa suite, mais Baptiste Visconti & quelques autres proscrits auxquels la république avoit accordé un asile & des lettres de sauve-garde, même contre les François: enfin il sommoit le sénat de lui rendre l'épée & la tente de Charles VIII son prédécesseur, qu'ils avoient achetées de quelques stratiots après la célèbre bataille de Fornoue, & qu'ils montroient aux étrangers comme un gage de leur victoire prétendue. Il menaçoit, si l'on ne satisfaisoit promptement à ses demandes, d'aller lui-même se faire justice à la

tête de son armée. Quoique la plupart de ces propositions parussent dures & injurieuses à la république, le sénat jugea qu'il étoit plus expédient d'y déférer, que d'aigrir un voisin puissant & trop redoutable. Le cardinal fut enfermé dans le château de Bourges où le roi avoit été lui-même prisonnier sous le règne précédent : quant à Ludovic, il fut mis d'abord à Pierre-Encise, ensuite au château du Lis-Saint-George, & enfin au château de Chinon, où il termina dix ans après sa malheureuse carrière, sans avoir pu obtenir la permission de voir le roi. Comme il unissoit beaucoup de pénétration à une éloquence vive & insinuante, il se flattoit qu'étant venu à bout de subjuguer, par l'art de la parole, tous ceux avec qui il avoit eu à traiter, il triompheroit aisément de la haîne du monarque, & deviendroit peut-être son ministre de confiance s'il parvenoit à l'entretenir : toujours prévenu en faveur de cette politique artificieuse qui l'avoit si mal servi, il s'amusoit à en graver les maximes sur les murs de sa prison.

ANN. 1500.

Il ne restoit plus d'ennemis dans

Semences de brouille-

ANN. 1500.

rie entre les François & les Suisses.

*Auton. Guicchardin. Belcar. Manuscrits de Bethune.*

le duché de Milan; mais il n'étoit pas facile de contenter les alliés. Les Suisses, persuadés que la France leur devoit cette importante acquisition, exigeoient un salaire proportionné à ce service : Louis de son côté, toujours dirigé par des principes d'une stricte économie, s'en tenoit rigoureusement aux termes des traités. C'étoit à Pavie que devoit se faire le payement : les trésoriers, qui savoient les intentions du monarque, rejetèrent sans ménagement les demandes exorbitantes des Suisses, & allumèrent la fureur d'une soldatesque effrénée. Une troupe de mutins brisèrent les portes de la chambre où étoient ces trésoriers, saisirent le baillif de Dijon par les cheveux, le foulèrent aux pieds, & l'auroient mis en pièces s'il n'eût été promptement secouru. Il fallut transigner avec eux, & satisfaire à une partie de leurs demandes: cette soumission ne les réconcilia point avec la France. Leur chemin les conduisoit à Bellinzone, la première ville du duché de Milan qui se fût soulevée en faveur de Ludovic, & celle par conséquent qui devoit s'attendre à être punie exemplairement

ment par les François : les Suisses s'en emparèrent du consentement des habitants, & la gardèrent pour nantissement des sommes qu'ils prétendoient leur être dues. Il n'eût tenu qu'à Louis de la retirer dans ces premiers moments en sacrifiant une somme modique ; mais soit qu'il ne connût pas encore toute l'importance de ce poste qui alloit donner aux Suisses une libre entrée dans son duché, soit plutôt qu'il craignît de rendre son autorité méprisable aux yeux des étrangers, s'il rachetoit une injure dont il devoit tirer raison ; il négligea pour lors une occasion qu'il regretta souvent dans la suite. ANN. 1500.

Les habitants des autres villes, sans appui, sans protection, attendoient en silence ce qu'il plairoit au vainqueur d'ordonner de leur sort. Outre des insultes récentes & publiques, le bruit s'étoit répandu que pour mieux signaler leur haîne ils avoient massacré sans miséricorde, dans les hôtelleries, les pélerins & les autres voyageurs François que les indulgences du jubilé attiroient cette année à Rome, & qui traversant sans défiance un pays soumis à la domination Soumission du Milanez. *Auton. Belcar. Guicchardin. Ferron.*

ANN. 1500.

de leur maître, s'étoient trouvés renfermés au milieu d'une troupe des tigres altérés de leur sang. Un tel forfait pouvoit donner lieu à de terribles représailles. Heureusement pour les Milanois, Louis avoit confié son autorité à un homme éloigné par état & par caractère de toute cruauté. Le cardinal d'Amboise qui étoit passé en Italie avec la Trémouille, & à qui Louis avoit donné de pleins pouvoirs, modéra la colère des soldats, & ne condamna les habitants qu'à des amendes pécuniaires qu'il n'exigea pas à la rigueur, & sur lesquelles il leur accorda des remises considérables.

Expédition infructueuse contre Pise. *Ibid.*

Les troupes étoient sans occupation dans le duché de Milan; cependant l'expérience du passé, les menaces de l'empereur Maximilien ne permettoient pas qu'on les en tirât. Le cardinal chercha un moyen de leur procurer de l'emploi. Plusieurs princes voisins, malgré leurs engagements avec la France, s'étoient déclarés en faveur de Ludovic & lui avoient fourni des secours; on avoit donc un motif plausible de les punir. Les Florentins, au contraire, quelques instances que leur eût faites Ludovic,

avoient persisté constamment dans leur alliance avec la France, ils demandoient instamment qu'on les remît en possession de Pise, comme Charles VIII & Louis XII lui-même s'y étoient si solennellement engagés. Ils promettoient de payer & de nourrir en partie les troupes que le roi daigneroit leur prêter, & de fournir à leur tour au roi, pour prix de ce service, des secours d'hommes & d'argent, lorqu'il entreprendroit la conquête du royaume de Naples. Ces propositions étoient balancées par des offres & des sollicitations contraires. Les républiques de Gênes & de Luques, qui s'étoient déja enrichies des dépouilles de celle de Florence, & qui dès-lors se trouvoient intéressées à la tenir dans l'abaissement, offroient de donner sur-le-champ cent mille ducats, & d'en payer annuellement cinquante mille si, loin de rendre aux Florentins la ville de Pise, le roi consentoit à leur ôter encore le port de Livourne, dont la propriété appartenoit aux Pisans. Trois seigneurs puissants appuyoient les demandes de ces deux républiques jalouses, le comte de Ligni par haîne

ANN. 1502.

ANN. 1500. contre les Florentins, Jean-Louis de Fiesque, & Jean-Jacques Trivulse par ambition : ils se flattoient l'un & l'autre que les Pisans, lassés des désordres d'une anarchie populaire, les choisiroient pour chefs & pour princes de leur république, conformément à ce qui s'étoit pratiqué en beaucoup d'autres villes d'Italie. Ils représentoient que ce seroit agir contre les intérêts de la France, que de contribuer au rétablissement de la puissance des Florentins; que cette république soumise & rampante, tant qu'elle auroit besoin de protection, ne se verroit pas plutôt en état de se soutenir par elle-même, qu'elle se ligueroit avec les autres puissances jalouses de la grandeur des François, & contribueroit de toutes ses forces à l'abattre. Malgré ces remontrances intéressées, le cardinal accorda aux Florentins six cents lances à la solde du roi, trois mille cinq cents Suisses & autant de Gascons qui devoient être payés par des commissaires de la république. On leur offroit, pour commander cette armée, Yves d'Alegre qui avoit acquis la réputation

d'un des meilleurs généraux de son siècle : mais persuadés que la terreur du nom François suffiroit pour soumettre les Pisans, ils cherchoient moins un habile général qu'un homme dont la probité fût connue : en conséquence ils s'obstinèrent à demander Huges de Beaumont, qui sous le règne précédent leur avoit rendu Livourne, conformément à l'ordre qu'il en avoit reçu du roi. Beaumont ne marcha point directement à Pise ; il avoit été chargé de tirer des contributions de la plupart des princes ou vicaires, qui, ayant pris parti pour Ludovic, avoient donné lieu à la révolution arrivée dans le Milanez. Les seigneurs de Correge, de Carpi & de la Mirandole en furent quittes pour vingt mille ducats. Bentivoglio en paya quarante mille ; le Marquis de Mantoue obtint la permission de traiter directement avec le roi : quelques autres moins puissants perdirent leurs Etats. Un mois entier s'étoit écoulé dans ces diverses expéditions : les Florentins, sur qui rouloit une partie de la dépense, puisqu'ils étoient chargés de la paye de l'infanterie, se plaignoient

ANN. 1500.

ANN. 1500. d'un si long retardement, & représentoient avec force, qu'en laissant aux Pisans tout le loisir de se fortifier, on rendoit l'entreprise qui faisoit le principal objet de l'armement, ou tout-à-fait impraticable, ou du moins difficile & ruineuse. Beaumont sentant la solidité de leurs raisons, se hâta d'entrer sur le territoire de Pise. Avant de se porter à aucune hostilité, il députa Janot d'Arbouville, & Hector de Montenart, deux de ses principaux capitaines, pour déclarer aux Pisans qu'ils eussent à obéir aux ordres du roi, & à rentrer d'eux-mêmes sous le joug de leurs anciens maîtres. Les magistrats ayant conduit en cérémonie les deux chevaliers François à l'hôtel de ville, leur montrèrent le portrait de Charles VIII, auteur de leur liberté, auquel les citoyens rendoient tous les honneurs qui étoient compatibles avec le Christianisme : après leur avoir demandé s'ils reconnoissoient ce grand roi, & s'être étendus sur ses louanges, ils protestèrent que devant aux François un bien plus précieux que la vie, ils étoient réso-

lus de s'expoſer à tout pour ne point ſe ſéparer d'un peuple ſi généreux. Ayant enſuite prouvé par des monuments hiſtoriques, que Piſe, pendant une longue ſuite de ſiècles, avoit fait partie du duché de Milan, ils demandèrent aux chevaliers ſi, par leur protection, ils ne pouvoient pas obtenir que le roi voulût bien les compter encore au nombre de ſes ſujets. N'ayant pu obtenir une réponſe ſatisfaiſante ſur cet article, ils déclarèrent qu'ils étoient prêts à ſubir toutes les conditions qu'il plairoit au roi de leur impoſer, pourvu qu'il promît de ne point les livrer à des loups raviſſants, à des tirans impitoyables, tels que les Florentins; & au cas qu'ils ne puſſent obtenir cette dernière faveur, ils ſupplioient du moins de leur accorder un aſile ſur les terres de ſon obéiſſance, préférant, diſoient-ils, l'exil, la pauvreté & l'abandon aux horreurs qui leur étoient réſervées dans leur patrie. Un ſpectacle plus touchant encore attira les regards des chevaliers : cinq cents jeunes filles vêtues de blanc, les cheveux épars & conduites par deux matrônes, entrèrent dans la ſalle

ANN. 1504.

de l'aſſemblée, & embraſſant leurs
ANN. 1500. genoux, elles les conjurèrent de ſe rappeler le ſerment ſolennel qu'ils avoient fait, en recevant l'ordre de chevalerie, de ſe déclarer les défenſeurs des dames & demoiſelles, & de ne pas les livrer à la brutale inſolence de leurs ennemis. Arbouville & Montenart, baiſſant les yeux & n'ayant rien à répondre, vouloient ſe retirer; la troupe innocente, leur remontrant que s'ils lui refuſoient le ſecours de leur épée, ils ne pouvoient au moins lui refuſer celui de leurs prières, les entraîna devant une image de la ſainte Vierge où elles ſe mirent à chanter, *tant piteuſement & de voix ſi très-lamentables*, que là n'y eut ni François, ni autres à qui elles n'arrachaſſent des larmes. Les députés chargés de préſents revinrent au camp, & rendirent compte à l'aſſemblée de ce qu'ils avoient dit, vu & entendu. Il étoit difficile à des François de vaincre un peuple qui leur oppoſoit de pareilles armes. La plupart des officiers crurent qu'on devoit attendre un nouvel ordre du roi : mais Beaumont ne voulant écouter que

le devoir, marcha en avant & investit la place. Aussi-tôt il s'établit un commerce suivi, entre les assiégeans & les assiégés : tous les soldats François qui se présentèrent, soit de nuit, soit de jour aux portes de la ville furent admis sans difficulté : on tâchoit de les bien régaler ; on les chargeoit même de quelques bouteilles de vin pour porter à leurs camarades ; on les avertissoit des endroits où étoient établies les batteries, & de l'heure où l'on devoit tirer le lendemain, afin qu'ils pussent s'en garantir. Beaumont à qui ce commerce déplaisoit, n'avoit point assez d'autorité pour le rompre : Ligni & Trivulse, n'ayant pu empêcher cette expédition, avoient eu l'adresse de n'y envoyer que des officiers qui leur étoient dévoués, & qui, assurés de leur protection, n'exécutoient aucun des ordres de leur général. Le seul remède qu'il trouva à ce désordre, fut d'abattre promptement une partie des murailles, & de faire monter les troupes à la brèche : les soldats obéirent ; mais ils trouvèrent, derrière le mur qu'on venoit de renverser, un fossé profond qu'ils ne

purent ou ne voulurent pas franchir.
ANN. 1500. Ceux qu'on envoyoit à la découverte laissoient passer tous les convois, & les renforts qui venoient dans la ville, attaquoient & dissipoient ceux qui venoient au camp, afin de donner aux troupes un prétexte spécieux de se mutiner. Ce projet réussit : on poussa la témérité jusqu'au point de saisir & d'emprisonner les commissaires Florentins : bientôt l'infanterie, qui n'étoit composée que de gens sans aveu, se dissipa : quelques compagnies de cavalerie suivirent cet exemple, & la désertion devint si générale, que Beaumont fut contraint de s'enfuir à l'entrée de la nuit, abandonnant à l'ennemi les malades & les blessés qui ne pouvoient suivre le reste de l'armée. Ils s'attendoient à être égorgés; mais les Pisans ne démentirent point la conduite qu'ils avoient tenue jusqu'alors avec les François : attirés par les cris de ces malheureux, ils sortirent dès la nuit même avec des flambeaux, les conduisirent ou les emportèrent dans la ville, & après avoir pris soin du rétablissement de leur santé, ils leur donnèrent tout l'argent dont ils

avoient besoin pour se rendre à Milan.

ANN. 1500.

Les Florentins se trouvoient dans une situation déplorable : ils avoient congédié leurs troupes pour se mettre en état de solder l'infanterie Françoise : ils avoient contracté des dettes considérables. Cependant il leur restoit moins d'espérance que jamais de recouvrer Pise : ils étoient sans troupes, sans argent, entourés de tous côtés par des ennemis armés & acharnés à leur perte : ils se plaignirent amèrement à Louis de la conduite de ses troupes ; mais pour comble de disgrace, ils le trouvèrent déja prévenu contr'eux. Les officiers n'avoient pu excuser leur conduite qu'en rejétant toute la faute sur les commissaires de la république qu'ils accusoient hautement d'avarice, d'opiniâtreté & de négligence. Fussent-ils parvenus à se laver de tous ces reproches, il en restoit un auquel ils ne pouvoient répondre, c'étoit l'obstination qu'ils avoient montrée à rejeter Alègre qu'on leur avoit offert pour général, & la préférence qu'ils avoient accordée à Hugues de Beaumont, qui bien

ANN. 1500.

qu'homme de probité & bon capitaine, n'avoit point encore acquis assez d'autorité pour commander une armée. Le roi cependant, sensible à l'affront qu'avoient essuyé les armes Françoises, promit aux Florentins de leur prêter encore une fois ses gens d'armes, pourvu que de leur côté ils prissent mieux leurs mesures. La crainte d'une nouvelle trahison, l'épuisement où étoit tombée la république, & les brouilleries intestines qui la déchiroient, firent négliger ces offres.

Conduite d'Alexandre VI & de César Borgia. Légation du cardinal d'Amboise.

*Guicchardin. Auton. Tomasi. Regîstres du Parlement.*

Les troupes qui étoient revenues de cette infructueuse expédition, & qu'on avoit dessein de tenir en Italie, n'y restèrent pas long-temps oisives. Alevandre VI & César Borgia les demandoient avec instance. On avoit une raison assez plausible de les refuser sans encourir le reproche de légéreté ni d'inconstance. Lorsque Ludovic étoit rentré en Italie, Trivulse avoit non-seulement mandé les Troupes Françoises que conduisoit Alegre, mais il avoit sommé César, en vertu des traités qu'il avoit avec la France, de lui amener son armée, en lui remon-

trant que de la conduite qu'il tiendroit dans cette conjonćture dépendoient le salut des François, & la conservation du duché de Milan. César qui ne pouvoir alors prévoir quelle seroit l'issue de cette guerre, ni si l'empereur lui-même ne descendroit pas en Italie, avoit laissé partir Alegre qu'il ne pouvoit retenir; mais avoit cantonné ses propres troupes dans ses nouvelles conquêtes, & s'étoit retiré tranquillement à Rome pour y attendre l'évènement. A la vérité le pape & son fils avoient tâché d'effacer cette marque d'indifférence & de mépris : car lorsqu'on leur eut appris que Ludovic & le cardinal Ascagne étoient prisonniers, ils ne rougirent pas d'interrompre les exercices du jubilé pour ordonner des réjouissances publiques : ils abandonnèrent au pillage les palais des deux malheureux, rançonnèrent ou emprisonnèrent leurs domestiques, leurs parents & leurs amis. Comme on savoit apprécier à la cour de France ces démonstrations tardives & indécentes, on n'auroit eu aucun égard à leur requête, si deux puissants motifs n'eussent enfin décidé en leur

ANN. 1500.

faveur le roi & son premier minis-
ANN. 1500. tre. Possesseur du Milanez, Louis n'en desiroit que plus ardemment de faire valoir les droits qu'il avoit sur le royaume de Naples. Le suffrage & l'alliance du pape qu'on regardoit comme suzerain de cet Etat, pouvoient lui en faciliter les moyens. Le second motif qui le portoit à conserver l'amitié du pape, faisoit d'autant plus d'impression sur son cœur qu'il s'agissoit de l'intérêt public. Louis, comme nous l'avons vu, avoit commencé son règne par retrancher presque tous les abus qui défiguroient le gouvernement. Le corps par où il auroit dû naturellement commencer, s'étoit jusqu'alors dérobé à la réforme. Les ordres religieux qui s'étoient soustraits pendant des temps d'anarchie à la jurisdiction de l'Ordinaire pour se mettre sous la protection & l'inspection immédiates du saint-siége, avoient insensiblement perdu de vue l'objet de leur première institution : les maisons régulières de l'un & de l'autre sexe étoient devenues des écoles de scandale. On ne doit pas omettre ici que le désordre n'étoit point

encore général; que plusieurs dévots personnages, plus éclairés & plus zélés que les autres, avoient déja commencé la réforme : mais comme ils manquoient d'autorité, leur exemple & leurs exhortations ne touchoient que la partie la plus saine de leur communauté; & le mal auroit continué à faire des progrès, si l'on n'y eût appliqué un remède plus efficace. Louis demandoit donc pour son premier ministre la qualité de légat *à latere*, afin que d'Amboise réunissant en sa personne toute l'autorité ecclésiastique à la puissance séculière, il pût, sans rencontrer d'obstacles, tendre au but qu'on desiroit, & employer, pour y parvenir, les moyens les plus expéditifs. Cette demande, quelque louable qu'en fût le motif, ne pouvoit manquer de déplaire à la cour de Rome : un légat *à latere* représentoit la personne même du pape dans la contrée où il étoit établi : il accordoit de sa propre autorité les dispenses & toutes les graces pour lesquelles on avoit ordinairement recours au saint père; il privoit donc, pendant tout le temps que duroit sa légation, la cour Romaine des profits

ANN. 1500.

ANN. 1500.

ou revenus qu'elle étoit dans l'usage de toucher auparavant : on craignoit, d'ailleurs, que la France, déja moins dépendante qu'aucun autre Etat, ne saisît ce moyen pour empêcher qu'une partie de son argent ne sortît du royaume ; qu'elle n'insistât pour avoir un légat perpétuel, & que ce qui n'étoit qu'une faveur passagère ne devînt un droit. Ces considérations auroient sans doute engagé Alexandre à éluder la demande du monarque, s'il ne se fût fait une loi de sacrifier tout autre intérêt à celui de son fils. Il accorda au cardinal d'Amboise la qualité de légat en France pour dix-huit mois, & reçut en échange les troupes dont il avoit besoin.

Réforme des ordres religieux

*Reg'stres du parlement.*
*Félibien.*

Revêtu de cette nouvelle dignité, le cardinal d'Amboise fut reçu à Paris & dans les autres villes du royaume, avec tous les honneurs qu'on eût pu rendre à un souverain étranger : un an s'écoula avant qu'il eût pu rassembler, soit des diverses provinces de France, soit des Etats voisins, les religieux dont il avoit besoin, pour travailler efficacement à la réformation. Lorsque tout fut prêt, il mit la main à l'œuvre, s'adressa d'abord

au couvent des Jacobins de Paris : cette maison seule renfermoit quatre cents religieux, la plupart étudiants. Les évêques d'Autun & de Castellamare s'y étant transportés de la part du légat, firent lecture aux religieux des principaux points de leur règle, & les sommèrent, ou d'en jurer l'observation, ou de sortir du couvent. Les Jacobins refusèrent l'une & l'autre de ces conditions, & renvoyèrent les commissaires avec mépris. Ceux-ci revinrent le lendemain avec une escorte de gens armés, & trouvèrent les religieux en état de défense. On parvint cependant à les tirer hors de leurs retranchements & à les chasser de la ville ; mais au moment qu'on s'y attendoit le moins, ils rentrèrent par une porte dérobée, soutenus de plus de douze cents écoliers qui cachoient des armes sous leurs longues robes ; ils battirent le gardien, & commirent beaucoup d'autres excès non moins scandaleux. Il fallut leur livrer un nouvel assaut. Chassés une seconde fois, il furent réduits à mendier sur les grands chemins : à la place

ANN. 1500.

ANN. 1500. de ces hommes indiſciplinés, le cardinal introduiſit dans le couvent de la rue ſaint Jacques, des dominicains de la réforme de Hollande, ſous la direction de Jean Clerée, confeſſeur du roi.

Les cordeliers, inſtruits par l'exemple de leurs voiſins, ſe conduiſirent d'une manière moins violente. Ayant ſu l'heure ou les mêmes commiſſaires devoient ſe rendre dans leur maiſon, ils expoſèrent le ſaint ſacrement & ſe mirent à chanter laudes, vêpres, complies & le ſalut : les commiſſaires n'oſant d'abord les interrompre dans une ſi ſainte occupation, attendirent long-temps que l'office finît : s'appercevant qu'on les jouoit, ils voulurent parler & ordonnèrent le ſilence de la part du roi : mais les religieux, qui ſavoient ce qu'on avoit à leur annoncer, chantoient tous à la fois, & recommençoient leurs antiennes avec plus de force qu'auparavant. Enfin, après plus de quatre heures les commiſſaires impatientés prirent le parti de ſe retirer, & les chants ceſsèrent pour ce jour-là. Le lendemain les commiſſaires revinrent & trou-

vèrent les cordeliers dans la même posture, & toujours chantant à gorge déployée : mais comme on n'avoit pas dessein de laisser durer plus long-temps cette scène scandaleuse, les commissaires étoient accompagnés de Jacques d'Estouteville & de Guillaume de Poitiers, l'un prévôt, l'autre gouverneur de Paris; de cent archers de la garde du roi avec quelques magistrats, & cinquante cordeliers observantins, sous la conduite d'Olivier Maillard, qu'on avoit dessein d'établir dans le couvent. Cette nombreuse compagnie força les cordeliers de faire silence, & d'écouter les ordres du roi. On les somma de recevoir la réforme des observantins, d'obéir à Olivier Maillard; ou de sortir à l'heure même du couvent. *Voyant les pauvres frères qu'on se mettoit en devoir de les chasser, les anciens se prirent à pleurer & douloir tant piteusement, que là n'y eut homme à qui le cœur n'amollit de compassion : les autres dépouillèrent leurs habits, disant que plutôt renonceroient à l'ordre, & vivroient en apostasie, que d'être soumis aux observantins ; & les autres comme mâts & confus ne furent*

Ann. 1500.

Ann. 1500. *que dire, si n'est que s'ils eussent su que à tant étroite règle eussent été obligés, ja n'eussent fait ceinture de corde nouée.* Pressés de prendre un parti, les cordeliers déclarèrent qu'ils consentoient à la réforme, pourvu qu'elle se fît par tel religieux de leur ordre qu'il plairoit au légat de nommer, & qu'on ne les forçât point à se soumettre à Maillard & à ses observantins : cette proposition, après quelques débats fut jugée raisonnable : frère Olivier fut renvoyé du couvent, & la réforme s'opéra par des moyens plus doux & aussi certains que ceux qu'on avoit d'abord imaginés. On suivit la même méthode par rapport à la réforme de l'abbaye de saint Germain-des-Prés & de toutes les communautés du royaume : on permit à tous les religieux qui se croiroient lésés, d'appeler de la sentence des commissaires à la cour de parlement, & l'on ne priva de leur état que ceux qui se montrèrent absolument rebelles & incorrigibles.

Suites des conquêtes de César Borgia. *Tomasi. Guicchardin. Bembe.*

En quittant l'Italie, le cardinal avoit établi pour gouverneur-général du duché de Milan, Charles

d'Amboise, seigneur de Chaumont, son neveu, fils d'un père distingué, ANN. 1500. & qui donnoit lui-même de grandes espérances, mais qui n'avoit point encore eu occasion de montrer s'il étoit véritablement digne d'un emploi si important : il remit à César Borgia les troupes que la France devoit lui fournir : il notifia dans toutes les cours voisines que le roi regarderoit comme ses ennemis personnels ceux qui s'opposeroient aux desseins du saint père. Après cette déclaration, César n'eut plus qu'à se montrer pour s'emparer des places de la Romagne. Jean Sforce, seigneur de Pesaro & Pandolfe Malatesta, seigneur de Rimini, contents de mettre leur vie en sûreté, cédèrent des Etats qu'ils n'espéroient plus de pouvoir défendre. La ville de Faenza fut la seule qui osa résister : elle appartenoit au jeune Astor Manfredi, tendrement aimé de ses sujets. Astor étoit neveu par sa mère, de Bentivoglio, seigneur de Bologne : il étoit allié, & sous la tutelle des ducs de Ferrare, des républiques de Venise & de Florence, toutes Puissances dis-

posées à le défendre, si la crainte de se compromettre avec la France n'eût glacé les courages & étouffé tout sentiment de commisération. De simples bourgeois ne se laissèrent point intimider : ils soutinrent avec tant de résolution les assauts répétés qu'on leur livra, que César désespérant d'emporter la place, & voyant la saison déja avancée, leva le siége & mit ses troupes en quartier d'hiver. Il employa ce temps de repos à chercher avec le pape de nouveaux fonds pour l'année suivante. Les sommes provenues des indulgences du Jubilé étoient épuisées : il fallut recourir à d'autres expédients : le pape annonça une promotion de douze cardinaux, mettant en quelque sorte cette première dignité ecclésiastique à l'encan. Comme ce secours passager ne remplissoit point encore ses vues, il employa, pour tirer de l'argent, un moyen décrié depuis long-temps, mais toujours efficace : il fit publier dans toute la chrétienté une croisade contre les Turcs, soumettant tous les ecclésiastiques, sans distinction, à payer le dixième de leurs

ANN. 1500.

revenus, & exhortant le reste des fidèles à racheter leurs péchés par des contributions volontaires. Le produit en fut si considérable que dans le petit territoire de Venise, il monta, disent les historiens, à sept cent quatre-vingt-dix-neuf livres pesant d'or. ANN. 1500.

Assuré de ne point manquer d'argent, César ramassa ses quartiers, & aussitôt que la saison put le permettre, il vint assiéger de nouveau Faenza. Les habitants soutinrent avec une grande résolution deux assauts très-meurtriers ; mais considérant que leurs murailles étoient renversées, qu'ils n'avoient aucune espérance de secours, ils consentirent à rendre la ville, à condition qu'on leur accorderoit une entière amnistie, la conservation de leurs priviléges, & qu'on assureroit à leur prince la jouissance de ses biens patrimoniaux, & la liberté de se retirer où bon lui sembleroit. César exécuta fidèlement la partie de la capitulation qui regardoit les habitants : quant au malheureux Astor, qui n'avoit plus pour le défendre que son innocence & sa beauté, il apprit ANN. 1501.

Ann. 1501.

trop tard combien il auroit été plus heureux pour lui de périr sur la brèche, que de tomber en des mains si corrompues. César le garda plusieurs jours dans sa tente, puis l'envoya au pape qui, après lui avoir fait essuyer de nouveaux outrages, finit par lui ôter la vie.

La Romagne étoit conquise ; César en fit hommage au saint-siége, & reçut dans une assemblée du sacré collége, l'investiture de cet Etat qu'on érigea en duché. Ce nouveau rang ne satisfaisoit point encore son ambition ; plein de ruses & de projets, il s'approcha brusquement de Bologne, & se mit en devoir de l'assiéger. Il n'ignoroit pas que le roi de France avoit reçu Bentivoglio sous sa protection, qu'il lui avoit garanti ses Etats : mais ayant alors des troupes nombreuses à sa disposition, desirant apparemment de se tirer de l'espèce de curatelle où il rampoit à l'égard de la France ; il vouloit essayer ce qu'il avoit à se promettre de la foiblesse de Bentivoglio, & de la patience du monarque. Louis, non content de lui retirer ses troupes, envoya ordre à Chaumont

Chaumont de marcher contre lui, s'il ne s'éloignoit promptement de Bologne. Bentivoglio auroit donc pu demeurer tranquille : mais voyant une armée dans son territoire, comptant peu sur la fidélité de ses sujets, il aima mieux transiger avec Borgia : il s'engagea de lui donner passage sur ses terres, de lui payer une pension ou un tribut de neuf mille ducats, & de lui fournir un certain nombre d'hommes d'armes & d'infanterie. ANN. 1501.

Forcé de s'éloigner de Bologne, César s'approchant de la Toscane, envoya demander aux Florentins un passage sur leurs terres, & des vivres pour son armée, sans leur déclarer où il avoit dessein de la conduire. Tandis qu'on délibéroit sur sa demande, il força les passages de l'Appennin, & vint établir son camp à une journée de la capitale. Levant alors le masque, il envoya dire aux Florentins qu'ils eussent à l'élire pour général de leur république, à des conditions qui convinssent à son rang ; à établir parmi eux une forme de gouvernement, sur laquelle il pût compter

ANN. 1501.

avec assurance. C'étoit demander en d'autres termes qu'ils se donnassent un maître. Ce ton d'autorité & de despotisme en imposa aux Florentins : on ne pouvoit croire qu'il eût osé s'avancer si avant, ni dicter des loix à un peuple libre, s'il n'eût eu un parti tout formé dans la ville qui devoit apparemment lui en livrer les portes. Le peuple soupçonnoit la noblesse d'avoir tramé cette trahison. Ce peuple qui avoit alors toute la force en main, étoit lui-même partagé en plusieurs factions : depuis la mort de Savonarole, il ne s'étoit trouvé aucun personnage assez accrédité pour fixer les regards de la multitude & la diriger au même but. Dans le trouble & l'anarchie où l'on se trouvoit, on convint d'informer promptement le roi de France de ce qui se passoit, & de réclamer sa protection : cette démarche sauva l Etat. César comprit par ce qui venoit de se passer à Bologne, à quel danger il exposoit sa grandeur naissante, s'il poussoit à bout la patience du monarque : il rabattit beaucoup de ses premières demandes, & en mêlant les promesses

aux menaces, il força les Florentins à conclure sur-le-champ un traité, par lequel ils s'engagèrent à le prendre à leur solde avec trois cents lances, & à lui payer trente-six mille ducats d'appointemens par an; à lui abandonner le seigneur de Piombino, dont les domaines étoient enclavés dans leur territoire, & qui étoit sous leur protection; à oublier tout ce qui s'étoit passé dans cette expédition contre leurs intérêts, & à former avec lui une alliance défensive envers & contre tous. Les Florentins, ayant reçu peu de jours après une réponse du roi telle qu'ils la pouvoient desirer, ne se crurent point liés par ce traité : mais ils ne purent sauver leur foible & malheureux allié, qui perdit toutes ses places à la réserve du château de Piombino. César, après l'avoir reconnu, désespéra de l'emporter d'assaut; & l'arrivée d'une nouvelle armée Françoise, à laquelle on le somma de se rendre, ne lui laissa pas le temps d'en former le siége.

ANN. 1501.

Expéditions de Naples : négociations

L'armée, dont nous parlons, marchoit à Naples comme à une con-

ANN. 1501. qui la précédèrent.

*Guicchardin. Ferron. Auton. S. Gelais. P. Martir. Giannone.*

quête assurée. Le conseil de France avoit pris, en effet, des mesures infaillibles pour ne laisser au prince qu'on vouloit détrôner, aucun moyen de se défendre : mais on n'avoit pas fait réflexion, qu'en rendant cette première conquête trop facile, on la rendoit moins stable; qu'on substituoit à un ennemi presque soumis, un autre ennemi infiniment plus dangereux. Entrons à ce sujet en quelque détail.

Frédéric d'Aragon, qui portoit alors la couronne de Naples, se croyoit si peu en état de résister aux François, que dès qu'il eut appris le dessein où étoit le roi de France de l'attaquer un jour, il ne songea qu'à le désarmer par les plus humbles soumissions, offrant de lui faire hommage de ses Etats, de lui payer tribut, & enfin, de lui céder volontairement quelques places où il pourroit mettre des garnisons Françoises. Il est certain que si Louis eût appréhendé l'évènement de cette guerre, il eût accepté, sans balancer, des conditions si honorables : mais jugeant par la nature même de ces offres, & par l'exemple de

son prédécesseur, de la facilité qu'il trouveroit, non-seulement à s'emparer de ce royaume, mais encore à le conserver lorsqu'il se trouveroit maître du duché de Milan, il crut qu'il étoit indigne de son rang d'entrer en partage avec un si foible ennemi. Cependant, après être venu à bout de ses projets par rapport au duché de Milan, & avoir même pris du temps pour y consolider sa nouvelle domination, il vit clairement qu'il ne pouvoit exécuter ses desseins sur Naples, sans faire des efforts extraordinaires, sans augmenter considérablement les impôts, & molester ses anciens & fidèles sujets : car presque toute l'Europe étoit prête à l'attaquer. L'empereur Maximilien, qui se reprochoit intérieurement la perte de Ludovic, assembloit de fréquentes diètes, où déclamant en liberté contre l'injustice des François, il exposoit à tous les membres de l'empire la nécessité de se réunir, pour opposer une puissante digue à leurs ambitieux projets. Les Vénitiens accoutumés à dominer en Italie, s'indignoient de se voir réduits à dépendre de leurs préten-

ANN. 1501.

ANN. 1501. dus alliés ; & quoiqu'ils n'osassent déclarer trop ouvertement leur façon de penser, il paroissoit assez qu'ils soupiroient après une révolution. Les Suisses eux-mêmes, si inviolablement attachés avant ce temps à la couronne de France, sembloient alors chercher un prétexte de rupture. Après s'être emparés, contre la foi publique, de la ville de Bellinzone, ils refusoient, non-seulement de faire aucune satisfaction de cette offense, mais encore de s'en désaisir, même en recevant les sommes qu'ils prétendoient leur être dues. Enfin, on ne devoit pas s'attendre que Ferdinand le Catholique, prince puissant & éclairé, sacrifiât aux François son plus proche parent ; qu'il renonçât en leur faveur aux droits qu'il réclamoit lui-même sur la couronne de Naples en qualité de chef de la maison d'Aragon. Il auroit donc fallu qu'indépendamment des troupes nécessaires pour la garde des frontières, Louis entretînt en Italie deux armées, dont l'une auroit eu pour objet de chasser du royaume de Naples Frédéric, soutenu des forces Espagnoles & Vénitiennes ;

l'autre, pour le moins aussi forte, auroit été destinée à couvrir le Milanez contre les Allemands & les Suisses. Dans l'irrésolution où cette perspective jetoit Louis, il auroit vraisemblablement fini par accepter les offres de Frédéric, si Ferdinand le Catholique, celui de tous les confédéres qu'on craignoit le plus, ne fût venu proposer un autre parti plus avantageux en apparence, & dont le succès étoit certain. Pour bien connoître quels motifs faisoient agir Ferdinand, il est nécessaire de rappeler en peu de mots les engagements qu'il avoit pris avec la France sous le règne précédent. Lorsque Charles VIII se proposa de marcher en personne à la conquête de Naples, Ferdinand obtint la restitution des comtés de Roussillon & de Cerdaigne, sous la condition expresse qu'il n'opposeroit aucun obstacle direct ni indirect aux vues que le monarque pouvoit avoir sur l'Italie. Ayant obtenu ce qu'il desiroit, & voyant le roi embarqué avec toutes ses forces dans une expédition périlleuse, il l'envoya solennellement défier dans la ville de Rome : non

ANN. 1501.

ANN. 1501. content de se joindre à la ligue d'Italie, il se servit des places mêmes que le roi lui avoit si généreusement rendues, pour y loger des garnisons qui portèrent la désolation dans les provinces méridionales du royaume. Ferdinand convaincu intérieurement qu'il avoit mérité de perdre le Roussillon, puisqu'il avoit violé les conditions en vertu desquelles il le possédoit; considérant d'ailleurs que Charles VIII, en quittant le royaume de Naples, y avoit laissé une armée sous la conduite de Montpensier; qu'il se disposoit à y faire passer des renforts & à porter en même-temps la guerre en Espagne; il proposa, pour rallentir tous ces préparatifs, de mettre fin à la guerre toujours renaissante qu'avoient excitée dans l'Europe les droits respectifs des maisons d'Anjou & d'Aragon sur Naples, en partageant ce royaume en deux portions égales, dont ils se mettroient de concert en possession. La défaite de l'armée du comte de Montpensier, la prompte reddition de toutes les places que les François tenoient encore en Italie, firent changer à

Ferdinand d'idée & de langage. Il désavoua les ministres qu'il avoit chargés de porter cette proposition, & jugeant que Charles n'étoit plus à craindre, il se ligua plus étroitement que jamais avec ses ennemis. L'avènement de Louis XII au trône lui inspira de nouvelles frayeurs : toujours attentif à détourner l'effort des armes Françoises, il s'étoit séparé, comme nous l'avons vu, de la ligue d'Italie, espérant que la France ne pourroit s'emparer du duché de Milan sans s'attirer une guerre longue & difficile, tant avec le corps Germanique qu'avec toutes les puissances d'Italie. Voyant enfin que contre ses espérances, & malgré toutes les intrigues secrètes qu'il avoit formées, le roi étoit tranquille possesseur de ce duché, d'où il menaçoit le royaume de Naples; que Frédéric étoit si épouvanté, que malgré toutes les assurances qu'on pouvoit lui donner, il consentoit à payer tribut, & à recevoir des garnisons Françoises dans quelques-unes de ses places; il craignit que Louis, rebuté des difficultés que présentoit cette nouvelle

ANN. 1501.

ANN. 1504.

entreprise, ne prît le parti d'accepter ces conditions honorables, & n'entreprît bientôt après de recouvrer à main armée les provinces de Roussillon & de Cerdaigne, qui devoient lui revenir aux termes du traité, puisque la première infraction avoit été faite du côté de l'Espagne. Il se hâta donc de remettre sur le tapis le traité de partage du royaume de Naples, & pour faire agréer plus facilement cette proposition, il s'engagea premièrement d'obtenir de l'empereur, dont il possédoit toute la confiance, une trève d'une année; de le porter ensuite, au moyen d'un mariage qui confondroit les intérêts des deux plus puissantes maisons de l'Europe, à donner au roi l'investiture du duché de Milan, & à lui en garantir la possession. La conduite qu'avoit tenue jusqu'alors Ferdinand, ses infidélités trop connues, la nouvelle trahison dont dans ce moment même il se rendoit coupable envers un prince son protégé & son plus proche parent, auroient dû sans doute empêcher les François de prendre avec lui aucun engagement;

Partage du royaume de Naples entre la France & l'Espagne.

*Recueil des traités.*

mais les conditions qu'il offroit, étoient si séduisantes, qu'on n'eût pas le courage de les rejeter. Après avoir renouvelé l'alliance & l'étroite amitié qui subsistoient de temps immémorial entre la France & l'Espagne, les deux monarques réglèrent, qu'étant les vrais héritiers des droits des maisons d'Anjou & d'Aragon, & voulant terminer les guerres sanglantes que les prétentions respectives de ces deux maisons avoient trop longtemps excitées dans l'Europe, ils partageoient le royaume en deux portions égales, dont l'une composée de la Pouille & de la Calabre, seroit cédée à l'Espagne sous le titre de duché, & l'autre comprenant l'Abbruze & la terre de Labour, appartiendroient à la France à titre de royaume; qu'on partageroit de même également le riche produit de la douane sur les bestiaux qui se rassembloient tous les hivers dans les plaines de la Capitanate; que les deux princes agiroient de concert; mais que chacun seroit tenu de se mettre à ses frais & par ses propres forces, en possession des terres ANN. 1501.

ANN. 1501. &. des places de son partage ; que l'un & l'autre releveroit nuement du Pape qu'on reconnoissoit pour suzerain du royaume, & lui payeroit à raison de sa portion les redevances dont on conviendroit en recevant l'investiture ; que si l'on s'appercevoit après la conquête, qu'une des deux portions valût mieux que l'autre, la partie la plus avantageusement pourvue seroit tenue d'accorder une indemnité à la partie lésée, de sorte que les deux lots fussent parfaitement égaux. On stipula encore que Ferdinand ne pourroit se mettre en possession des quatre villes de la Pouille engagées aux Vénitiens, sans leur avoir préalablement remboursé le prix de l'engagement ; que les deux reines douairières de Naples, sœur & nièce du roi d'Espagne conserveroient, leur vie durant, les terres & les places qu'on leur avoit assignées pour douaire : mais on ne stipula rien en faveur de l'infortuné Frédéric, de sa femme, ni de ses enfants, qu'on alloit réduire à la mendicité.

Trahison de Ferdinand le Catholique. Ferdinand le Catholique, que ce soin regardoit, non content de vio-

ler les droits du sang & de la nature, ajoutoit à son procédé la plus noire trahison : car après avoir signé le traité dont nous venons de rendre compte, dans le temps même qu'il armoit pour le mettre à exécution, il exhortoit Frédéric à prendre courage, en lui faisant espérer un puissant secours. Bientôt en effet il fit partir des ports d'Espagne une flotte de plus de quarante vaisseaux, sur laquelle on comptoit huit mille hommes d'infanterie & douze cents chevaux. Cet armement ne coûtoit rien à Ferdinand : le pape qui, comme nous l'avons dit, avoit fait prêcher une croisade dans toute l'Europe, & imposé à cette occasion une décime sur tous les biens ecclésiastiques, avoit par une grace spéciale laissé le produit de cette imposition aux rois de France & d'Espagne sur toute l'étendue de leurs terres, attendu qu'ils devoient être les deux principaux chefs de cette expédition. Gonsalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine, qui avoit le commandement de la flotte Espagnole, & qui seul étoit dans la confidence de son maître,

ANN. 1501.

*Guicchardin. Giannone. P. Jove.*

voyant que les François ne paroiſ-
ANN. 1501. ſoient point encore en Italie, & voulant profiter de ce délai pour remplir au moins en apparence le premier objet de ſa miſſion, alla ſe joindre aux Vénitiens, & entreprit de concert avec eux de recouvrer l'île de Céphalonie que les Turcs leur avoient enlevée. Après cette conquête facile, Gonſalve revint dans la Sicile, d'où il abuſoit le trop crédule Frédéric, concertant avec lui un plan de défenſe contre les François : tout contribuoit à tromper ce malheureux prince, les liens du ſang, l'exemple du paſſé, le choix même du général qui ſembloit perſonnellement intéreſſé à la conſervation du royaume, puiſqu'il y poſſédoit des places & des revenus conſidérables qu'il tenoit de ſa libéralité.

L'armée Françoiſe, aux ordres d'Everard Stuart, ſeigneur d'Aubigni, traverſoit alors l'Italie : elle étoit compoſée de mille lances Françoiſes, de quatre mille Suiſſes & de ſix mille Gaſcons, indépendamment des troupes Italiennes que Céſar Borgia, duc de la Romagne & de

Valentinois, Jean-Jourdain des Urſins & pluſieurs autres barons Romains devoient y joindre. Toutes les cours de l'Europe s'épuiſoient en conjectures ſur le ſort d'une guerre qui alloit commettre enſemble la France & l'Eſpagne, & qui ne pouvoit être terminée ſans de ſanglants combats : chacun prenant parti ſuivant ſes intérêts, formoit des vœux pour les Eſpagnols ou pour les François : comment eût on pu ſoupçonner le dénouement en voyant Gonſalve, appelé par Frédéric lui-même, ſe charger de la défenſe d'une partie du royaume, & mettre des garniſons Eſpagnoles dans les principales villes de la Calabre ? Toutes ces conjectures tombèrent lorſque l'armée Françoiſe fut arrivée aux portes de Rome. Les ambaſſadeurs des deux puiſſances ayant été admis dans le conſiſtoire, notifièrent au pape & aux cardinaux le traité d'union & de partage que leurs maîtres avoient fait du royaume de Naples, afin, diſoient-ils, d'attaquer enſuite de concert les ennemis du nom chrétien : ils demandèrent en même-temps des lettres d'inveſ-

ANN. 1501.

ANN. 1501. titure chacun pour la portion qui devoit lui appartenir. On ne fut point étonné de la facilité avec laquelle le pape donna les mains à cet odieux manège : on haussoit les droits d'investiture, & d'ailleurs, il étoit plus avantageux pour le saint père d'avoir deux vassaux presque également puissants, que de n'en avoir qu'un, parce que dans les difficultés qui viendroient s'élever sur la nature de la dépendance, il pourroit presque toujours se servir des forces de l'un pour intimider ou pour dépouiller l'autre ; mais on ne concevoit pas quel motif avoit pu inspirer une conduite si étrange aux deux monarques. On se demandoit comment Louis XII, arbitre de l'Italie, & pouvant même disposer des forces de Naples, en laissant à Frédéric le vain titre de roi, avoit consenti, moyennant une moitié de ce royaume, à introduire en Italie un rival, un ennemi déguisé, qui possédant la confiance de l'empereur, susciteroit des ennemis à la France, & tendroit les bras à tous les mécontents ? On se demandoit encore comment un mo-

narque, qui se paroit des dehors imposants de la dévotion ; qui s'étoit fait décorer du nouveau titre de Catholique, avoit osé donner l'exemple d'une si noire trahison ? comment il avoit eu le courage de sacrifier son propre sang, les seuls héritiers de son nom, à l'acquisition de deux provinces ? comment, enfin, il n'avoit pas rougi de se charger d'un rôle si odieux à l'égard d'un prince si foible ?

ANN. 1501.

Ce nouveau coup consterna si fort Frédéric, qu'il ne songea presque plus à se défendre : il s'étoit avancé avec une armée au détroit de San-Germano, pour disputer aux François l'entrée de ses Etats ; mais il comprit qu'inutilement hasarderoit-il la vie & la fortune de ses sujets en combattant contre les François, tandis qu'un autre ennemi qu'il avoit lui-même reçu & établi dans le cœur de ses Etats, lui enleveroit ses places & finiroit par lui ôter la liberté.

Gonsalve, digne ministre de Ferdinand, feignant encore de ne vouloir pas ajouter foi à ce qui venoit de se passer à Rome, offroit de le

Ann. 1501.

venir joindre avec ses Espagnols ; & de partager avec lui tous les dangers d'une bataille : ces offres ne faisoient que mieux comprendre à Frédéric la grandeur du péril où il étoit exposé : il abandonna San-Germano, & envoyant promptement son fils aîné à Tarente, l'une de ses plus fortes places, il distribua le reste de ses troupes dans Capoue, Averse & Naples, non qu'il espérât de s'y maintenir contre des forces si supérieures ; mais afin de gagner du temps & de considérer plus à loisir quel parti lui restoit à prendre.

Prise de Capoue. *Auton. Guicchardin. Ferron. Thomasi.*

L'armée Françoise ayant franchi sans obstacle le pas de San-Germano, vint investir Capoue. Fabrice Colonne, qui s'étoit chargé de la défendre, après avoir soutenu un assaut très-meurtrier, & fait plusieurs sorties sur les assiégeants, voyant que tous les dehors de la place étoient emportés, jugea qu'il étoit temps de capituler : tandis qu'il traitoit des conditions, un détachement de l'armée Françoise profitant de la négligence des gardes, escalada les murailles, & ouvrit les portes de la ville

au reste de l'armée. Les soldats de la garnison, & une partie des bourgeois, furent passés au fil de l'épée, les femmes & les filles furent abandonnées à la brutalité du soldat, quelques-unes des plus qualifiées s'étoient enfermées dans une tour dérobée : elles y furent investies par la compagnie de César Borgia qui s'en réserva quarante des plus belles, & distribua les autres à ses soldats. Fabrice Colonne ne put se soustraire au malheur général : il fuyoit déguisé, mais à quelque distance de la ville il fut arrêté & reconnu. Jean Jourdain des Ursins, qui servoit dans l'armée de France, loin d'insulter au malheur du chef d'une maison de tout temps ennemie & rivale de la sienne, alla le visiter : Seigneur Fabrice, lui dit-il en l'abordant, ne voyez plus en moi un ennemi ; la fortune nous a réconciliés : j'ai du crédit parmi les François, je ne prétends m'en servir que pour vous épargner les horreurs d'une prison : convenez de votre rançon, & acceptez de ma main toutes les sommes dont vous aurez besoin. Seigneur Jean-Jourdain, répondit Fabrice, vos offres sont au moins

ANN. 1501.

inutiles, la fortune en me livrant aux François ne m'a point fait tomber entre les mains d'un peuple barbare qui ignore ou qui viole les loix de l'honneur : ainsi je n'ai nul besoin de votre médiation : à quelque prix qu'ils mettent ma liberté, il me reste encore de quoi les satisfaire : gardez votre argent & épargnez-moi votre pitié, je la supporterois moins que votre haîne. Fabrice en effet paya sa rançon, & passa dans le camp des Espagnols auxquels il rendit des services importans.

ANN. 1501.

Soumission de Naples ; traité avec Frédéric qui se retire en France.
*Guicchardin. Auton. Ferron. S. Gelais. Belcar. Belleforest. P. Jove.*

Capoue ne présentoit plus qu'un monceau de ruines. On délibéra si l'on devoit y mettre le feu pour achever de la détruire. On jugea qu'en privant ainsi le roi d'une de ses meilleures places, ce seroit trahir ses intérêts. On travailla donc à en relever les fortifications : on rappela les citoyens qui avoient été assez heureux pour s'enfuir, & après y avoir laissé une garnison, l'armée prit la route de Naples. Frédéric n'ayant point assez de troupes ni de munitions pour défendre cette grande ville, permit aux habitants de traiter avec les François, & se retira dans

le château neuf qu'on regardoit comme une forteresse imprenable. Il pouvoit y tenir long-temps, & c'est le conseil que lui donnoient ses amis : mais se voyant sans aucune espérance de secours, & craignant que s'il laissoit le temps aux François d'environner la place de retranchements il n'eût plus aucun moyen d'en sortir, il traita avec d'Aubigni, & promit que dans six jours il remettroit au roi la portion du royaume de Naples qui devoit lui appartenir par le traité de partage, à l'exception toutefois de l'île d'Ischia qu'il se réservoit pour six mois, pendant lesquels il ne pourroit y être inquiété par les François, & auroit la liberté de se retirer où bon lui sembleroit, pourvu que ce ne fût point dans le royaume de Naples : on convint encore qu'il pourroit retirer du château neuf & du château de l'Œuf tout ce qu'il jugeroit à propos, à l'exception de l'artillerie du roi Charles VIII. A ces conditions, Frédéric eut la liberté de se réfugier dans l'île d'Ischia avec tous ceux qui voulurent le suivre. Ce petit coin de terre présentoit alors un spectacle bien frappant de la vicissi-

ANN. 1501.

tude des choses humaines : on y
ANN. 1501. voyoit la reine Béatrix, veuve du célèbre Matthias Corvin roi de Hongrie, & mariée en seconde noces à Ladislas roi de Bohême, qu'elle avoit fait asseoir sur le trône de Hongrie en consentant à l'épouser, & qui bientôt après l'avoit répudiée sans lui assigner même une pension alimentaire : la triste Isabelle, fille d'Alfonse, roi de Naples, & veuve de Jean Galéas, duc de Milan, empoisonné par Ludovic, qui se trouvoit privée de ses Etats, & même de son fils qu'on avoit arraché de ses bras pour l'enfermer dans un monastère : enfin l'infortuné Frédéric avec sa femme & quatre enfans en bas âge, indépendamment de son fils aîné qu'il avoit envoyé à Tarente, & qu'il ne devoit plus revoir. Le tourment que lui causoit un spectacle si accablant étoit encore augmenté par la nécessité de prendre un parti dans ces horribles moments. Ferdinand le Catholique, persuadé qu'il ne seroit véritablement maître des provinces qu'il envahissoit, que lorsqu'il auroit entre ses mains le monarque détrôné & toute sa famille, employoit ses ruses

ordinaires pour l'attirer en Espagne. Tandis que pour diminuer l'horreur de sa trahison, il répandoit dans les cours de l'Europe, que le zèle seul de la religion l'avoit armé contre son sang, & qu'il n'avoit consenti à la perte de Frédéric, que pour le punir de s'être allié avec les Turcs; il lui faisoit insinuer par des émissaires secrets, qu'après avoir inutilement employé les prières & les menaces pour empêcher les François de l'attaquer, il avoit feint de traiter avec eux pour leur arracher du moins la moitié de leur proie; qu'il avoit des moyens infaillibles pour leur enlever bientôt l'autre moitié, & qu'alors il rendroit au légitime possesseur ce trône plus tranquille & mieux affermi que jamais, sans aspirer à d'autre récompense qu'à la douce satisfaction d'avoir sauvé un prince son ami & son plus proche parent. Quelque défiance que dussent inspirer à ce malheureux prince les promesses de Ferdinand, peut-être dans l'embarras où il se trouvoit, eût-il pris le parti de se jeter entre ses bras, si la fortune qui sembloit obstinée à le perdre, ne l'eût sauvé malgré lui du piége qu'on lui tendoit. AN. 1510.

ANN. 1501.

Outre l'armée de terre que Louis avoit envoyée à la conquête de Naples, il avoit équipé une flotte nombreuse, & avoit choisi pour la commander Philippe de Cleves Ravestein, gouverneur de la république de Gênes. La réputation que ce général avoit acquise dans les Pays-Bas, la certitude où l'on étoit qu'après avoir aidé à soumettre Naples, il iroit dans les mers du Levant se joindre aux chevaliers de Rhodes & aux Vénitiens pour combattre les Turcs, attirèrent sur ses vaisseaux une foule de jeune noblesse impatiente de se signaler contre les ennemis de la foi, & de tenter de hautes aventures. Philippe apprit en arrivant à Naples que tout étoit soumis, & que Frédéric, sur la foi d'un traité, s'étoit retiré dans l'île d'Ischia. Fâché de n'avoir point contribué à une conquête si brillante, il blâma hautement ce traité, & déclara qu'il n'y auroit aucun égard. Ayant donc rassemblé ses vaisseaux, il vient se présenter devant l'île d'Ischia, & envoie déclarer à Frédéric que le trouvant dans un lieu où il avoit pleine jurisdiction, puisqu'il étoit général sur mer, au

au même titre qu'Aubigni l'étoit sur terre, & n'ayant d'ailleurs aucune part à ce qui s'étoit passé jusqu'alors, il lui livrera un assaut le lendemain, s'il n'aime mieux prévenir sa perte en se constituant sur-le-champ prisonnier de guerre. Frédéric crut qu'après avoir cédé sans combat un royaume florissant, il seroit ridicule & superflu de s'opiniâtrer à conserver un misérable rocher. Voyant donc que Ravestein ne vouloit point se relâcher, il le pria de ne pas le regarder comme un ennemi, mais comme un gentilhomme infortuné, qui avoit quelques droits à son estime & à son amitié : après lui avoir fait une peinture touchante de la situation où il se trouvoit, il le conjura de lui donner le conseil qu'il jugeroit en son ame & conscience être le plus sûr & le meilleur, promettant avec serment de s'y conformer sans aucune réserve. Ravestein, désarmé par un procédé si franc, lui conseilla d'aller lui-même, sur la foi publique, traiter directement avec Louis dont il devoit connoître la générosité, l'assurant au reste que s'il ne s'accommodoit pas du parti que lui

offriroit ce monarque, il auroit une pleine liberté de revenir dans son île. Il suivit ce conseil, & il n'eut point à s'en repentir. Louis averti qu'il abordoit, envoya au-devant de lui l'archevêque de Sens, les seigneurs de Saint-Vallier, du Bouchage & le baillif de Gisors : il s'engagea volontairement à lui donner en échange des terres qu'il lui avoit enlevées, le comté du Maine & trente mille livres de pension. Ne pouvant faire consentir le parlement à une aliénation si considérable du domaine de la couronne, Louis retira ses lettres, mais augmenta la pension, & prit un soin particulier qu'elle fût exactement payée, même après qu'il eut perdu sa conquête. Frédéric de son côté renouvela entre les mains du roi la cession qu'il lui avoit déja faite de tous ses droits sur une moitié du royaume de Naples : il ne tint pas à lui qu'il ne le cédât tout entier, & si Louis eût été moins religieux observateur des traités, il pouvoit alors sans obstacle s'en mettre en possession. Toutes les Villes de son partage étoient soumises; il avoit sur

ANN. 1501.

les lieux deux armées également formidables ; l'une de terre, l'autre de mer ; une artillerie nombreuse & une grande abondance de munitons ; au lieu que Ferdinand, qui comptoit plus sur ses trahisons que sur ses forces, n'avoit point fait les préparatifs nécessaires pour réussir dans une pareille entreprise. Gonsalve assiégeoit Tarente, mais avec si peu d'espérance de s'en rendre maître, qu'il n'avoit pas même assez de soldats pour garder ses lignes, & qu'il se vit forcé, quelque danger qu'il y eût à laisser paroître sa foiblesse, de demander aux François un corps de troupes auxiliaires : que seroit-il donc arrivé, si au lieu de lui envoyer, comme ils firent assez imprudemment, une partie de leur infanterie, ils eussent marché en corps pour le combattre ? Frédéric ne pouvant engager Louis à rompre avec l'Espagne, & sachant combien sa retraite en France l'avoit rendu odieux à Ferdinand, voulut du moins empêcher que sa famille ne tombât au pouvoir de ce parent dénaturé. Il envoya donc des ordres précis à Inigo d'Avalos, marquis de Guast, qu'il avoit éta- ANN. 1501.

ANN. 1501. bli gouverneur de l'île d'Ischia, de faire embarquer sur-le-champ la reine & ses enfants, & de remettre aux François la forteresse de cette île. Il manda en même-temps au comte de Potenza, gouverneur de son fils aîné, & à Léonard de Naples, gouverneur de Tarente, de ne point attendre les dernières extrémités pour rendre la place; mais de prendre les mesures les plus sûres pour en tirer son fils & l'amener en France. Ces ordres ne furent pas ponctuellement exécutés : le marquis de Guast laissa bien partir la reine & ses enfants; mais il garda l'île d'Ischia; & comme il étoit Espagnol d'origine, il se lia secrètement avec Gonsalve, & ne voulut plus reconnoître d'autre maître que Ferdinand. Le comte de Potenza & Léonard de Naples traitèrent avec Gonsalve, promettant de lui rendre la ville dans un certain temps, à condition qu'il prêteroit le serment le plus auguste & le plus solennel, de ne point attenter à la liberté du jeune prince.

Gonsalve qui, sans cette capitulation précipitée, auroit été forcé

de lever le siége, parce qu'il n'avoit plus ni vivres ni munitions, jura en présence de toute l'armée, la main étendue sur une hostie consacrée, qu'il laisseroit au jeune prince & à toute la garnison, une entière liberté de se retirer où bon leur sembleroit. Cependant au mépris de ce serment, au grand scandale de tous les chrétiens, il se fit autoriser par son maître à rompre cet engagement. Arrêtant sans pudeur le jeune prince dans son camp, il le fit passer avec une sûre escorte en Espagne. Après s'être assuré par ces indignes moyens de la moitié du royaume de Naples, Gonsalve, qui savoit les intentions de son maître, attira les principaux barons du royaume dans son parti, entretint des correspondances secrètes dans toutes les cours d'Italie, & travailla sourdement à supplanter les François, dont l'armée s'affoiblissoit de jour en jour. Aubigni étant tombé malade, ne pouvoit veiller avec toute l'exactitude requise sur la conduite des soldats : le comte de Cajazze qui lui avoit été associé dans le commandement général, venoit

ANN. 1501.

de mourir. César Borgia, croyant
ANN. 1501. avoir rempli ses engagements avec la France, avoit repris la route de Rome, d'où il entretenoit déja un commerce suspect avec Gonsalve : Aubert du Rousset & Saint-Prest, deux capitaines distingués, étoient morts de maladie : mais la perte qui affligea le plus les François, fut celle de Louis de Bourbon, fils aîné de Gilbert, comte de Montpensier. Son affabilité, sa générosité le rendoient cher aux soldats : la bravoure qu'il avoit montrée au siége de Capoue, attiroit déja sur lui les regards de l'armée : quoiqu'il n'eût encore que dix-huit ans, il s'étoit précipité comme un simple aventurier au milieu des ennemis : s'étant attaché à l'attaque du Boulevart qui couvroit la principale porte de la ville, il avoit eu la gloire de l'emporter l'épée à la main, & d'y planter lui-même son étendard. Après la conquête, il voulut visiter le tombeau de son père à Pouzzoles : fondant en larmes, il ne put résister à la funeste envie de faire ouvrir le cercueil, & d'embrasser encore une fois l'auteur de

ses jours. A la vue de ces déplorables restes, il fut saisi d'une douleur si profonde qu'il expira sur-le-champ : rare & trop malheureux exemple de la piété filiale ! On mit le corps du père & du fils dans le même cercueil, & on les apporta dans la chapelle saint Louis d'Aigueperse, où étoient les tombeaux de leurs ancêtres. ANN. 1501.

Expédition malheureuse dans les îles de l'Archipel. *Autun. Bembe. Justiniani. Hist. de P. d'Aubusson.*

Tandis que l'armée de terre s'affoiblissoit par les pertes que nous venons de rapporter, la flotte s'éloigna des parages de l'Italie pour s'avancer dans la mer du Levant : elle devoit être jointe par les flottes combinées de presque tous les princes de l'Europe, & prendre les ordres de Pierre d'Aubusson, grand-maître de Rhodes, qui avoit été nommé chef & capitaine-général de cette nouvelle croisade. Arrivée au lieu du rendez-vous, elle n'y trouva pas un seul vaisseau : Alexandre VI, le promoteur de cette grande entreprise, avoit dépensé à entretenir une armée à son fils la plus grande partie des sommes destinées à équiper des galères : Ferdinand le Catholique croyoit avoir rempli d'a-

vance ſes engagemens, en employant pendant quelques ſemaines au ſervice des Vénitiens la flotte qu'il avoit donnée à Gonſalve. Le roi de Portugal n'avoit point encore achevé ſes préparatifs : Aubuſſon, dont le petit Etat étoit plus expoſé que celui des autres princes chrétiens, attendoit pour ſe déclarer ouvertement, que toutes les autres puiſſances ſe fuſſent ébranlées : enfin, les Vénitiens eux-mêmes pour qui ſe faiſoit l'armement, ſe tenoient dans leur golfe, où ils auroient mieux aimé faire des conquêtes que dans les îles de l'Archipel. Raveſtein auroit donc pu, ſans mériter aucun reproche, revenir ſur ſes pas, ſoumettre l'île d'Iſchia, & croiſer ſur les côtes de l'Italie, d'où il eût intimidé les Eſpagnols & contenu les Vénitiens. Le deſir de ſignaler ſon généralat par une action d'éclat dont il ne partageât la gloire avec perſonne, le détermina à pourſuivre ſon projet : il alla deſcendre dans l'île de Mételin, autrefois Lesbos, forma le ſiége de la capitale, qu'on lui avoit repréſentée comme une place foible & ſans garniſon. Dès que le

ANN. 1501.

canon eut fait une brèche aux murailles, les François s'y précipitèrent sans examiner si elle étoit praticable : ils furent repoussés avec perte, & obligés d'établir leurs batteries d'un autre côté de la place : ils firent une nouvelle brèche, ils livrèrent un second assaut, qui fut plus meurtrier & ne réussit pas mieux que le précédent. Ravestein désabusé trop tard, considérant que les vivres commençoient à lui manquer, que la saison s'avançoit, leva le siége : il avoit déja fait rembarquer ses troupes, lorsque huit galères Vénitiennes qui s'étoient approchées de Constantinople pour observer la conduite des Turcs, arrivèrent dans le port : le capitaine annonçoit qu'il n'y avoit point à craindre qu'on envoyât aucun renfort aux assiégés ; que tout étoit tranquille ; il se chargeoit de partager tous les risques d'un nouvel assaut, & il montra si bien la facilité d'emporter la place, que Ravestein, pour n'avoir rien à se reprocher, crut devoir faire une nouvelle tentative : on ne tarda pas à s'appercevoir combien peu on devoit compter sur le

ANN. 1501.

rapport du capitaine Vénitien : car
Ann. 1501. pendant que l'armée marchoit de nuit pour se rendre devant la place, elle fut rencontrée par un corps de six cents janissaires qui venoient de débarquer & qui suivoient la même route. Le combat s'engagea dans les ténèbres ; une partie des janissaires fut passée au fil de l'épée, l'autre alla se réfugier dans la ville. On foudroya de nouveau les remparts, on livra un nouvel assaut ; mais les François déja découragés par les pertes qu'ils avoient essuyées, se comportèrent plus mollement qu'ils n'avoient encore fait : les Vénitiens, qui devoient donner l'exemple, se tinrent constamment à couvert des coups. Les deux troupes se séparèrent mécontentes l'une de l'autre. On étoit déja dans l'hiver, & les François connoissoient peu ces parages. Tandis qu'ils doubloient le promontoire de Malée, ils furent assaillis d'une furieuse tempête ; les vaisseaux furent dispersés, une galère avec tous ceux qui la montoient fut submergée, & le vaisseau amiral sur lequel étoit Ravestein avec plus de six cents gentilshommes des

meilleures maiſons de France, alla ſe briſer au pied des rochers qui bordent l'île de Cythère : deux cents furent enſevelis ſous les flots, les autres s'accrochèrent aux pointes de rochers, & grimpèrent comme ils purent dans l'île. Ils étoient nuds, ſans argent, ſans vivres, expoſés aux rigueurs de la ſaiſon, & dans une terre ennemie. L'île de Cythère, célèbre autrefois par le culte qu'on y rendoit à Vénus, n'étoit alors habitée que par des pâtres agreſtes & guerriers, extrêmement en garde contre les étrangers qui n'abordoient guère dans leur iſle que pour dérober leurs troupeaux. C'étoit une ſituation bien humiliante pour des chevaliers François, de ne pouvoir plus fonder leur eſpoir que ſur la compaſſion qu'ils inſpireroient à ces barbares : mais à quoi ne force pas la faim? Ils ſe diſpersèrent dans les hameaux, vendant à vil prix ce qui leur reſtoit d'habits, ou mendiant humblement un morceau de pain. Quelques-uns périrent de froid & de misère : tous deſiroient la mort, lorſqu'après vingt jours de ſouffrance ils virent aborder ſur la côte un ANN. 1501.

ANN. 1501.

navire Vénitien : le capitaine touché de leur sort, mais n'ayant point de place à leur donner sur son vaisseau, se hâta d'en donner avis au commandant de quelques navires Génois qui avoient relâché dans l'île de Milo. Croiroit-on, si un historien contemporain ne l'attestoit, que cet acte d'humanité fut regardé à Venise comme un crime d'État, & que le capitaine fut en danger d'être puni de mort? Le commandant de la flotte Génoise vint retirer Ravestein & ses compagnons de l'île de Cythère, & les ramena dans les ports de France, où les vaisseaux qu'avoit épargnés la tempête s'étoient rendus.

Ainsi les côtes d'Italie restèrent sans vaisseaux François dans un temps où l'on commençoit à en avoir besoin : car déja l'on appercevoit des semences de division entre les François & les Espagnols : Gonsalve, après s'être assuré de l'alliance des Vénitiens, de César Borgia, à qui il prêtoit des troupes, étendoit le plus qu'il pouvoit les limites des provinces de son partage, tandis que Ferdinand, pour détourner l'attention de

la cour de France, travailloit sourdement à lui susciter des affaires à l'autre extrémité de l'Italie.

Ann. 1501.

Incursions des Suisses dans le Milanèz.

Guicchardin. Auton. Belcar.

Les Suisses, profitant de la facilité que leur donnoit Bellinzone pour entrer dans le duché de Milan, s'assemblèrent au nombre de sept mille combattants : quoiqu'ils fussent en pleine paix avec la France, qu'ils lui fournissent des recrues, & qu'ils continuassent à recevoir leurs pensions, ils s'avancèrent brusquement vers Lugan, dans l'espérance de surprendre cette forteresse, & se mirent à piller tous les villages voisins. Le cardinal d'Amboise, qui s'étoit rendu à Milan pour être plus à portée de recevoir des nouvelles de Naples, surpris d'une démarche si peu attendue, leva de ses propres deniers, & avec l'argent qu'il put tirer de la bourse de ses amis, quatre mille hommes d'infanterie Italienne, lesquels joints aux compagnies d'ordonnance qui étoient en quartier dans le Milanez, formèrent une armée suffisante pour arrêter le pillage des Suisses, & même pour les combattre avec avantage. Charles d'Amboise, seigneur de

Chaumont, conduisit cette armée à
ANN. 1501. la rencontre des ennemis, qui l'attendoient de pied ferme dans le bourg de Lugan. On délibéra plusieurs fois si on leur livreroit bataille. Ceux qui s'intéressoient à l'honneur de la France s'indignoient qu'on pût seulement mettre la chose en délibération : ils disoient que la nation alloit être deshonorée, si une poignée de paysans armés osoit bien venir la braver jusque sur ses terres, & emmenoit tranquillement son butin & ses prisonniers à la vue d'une armée supérieure : ils ajoutoient que ce coup d'essai rehausseroit merveilleusement l'audace des ennemis, & les porteroit bientôt à de nouvelles entreprises mieux concertées : d'autres, au contraire, en protestant qu'ils étoient prêts à marcher à l'ennemi, si le général l'ordonnoit, montroient que dans une guerre défensive, c'est remporter la victoire que d'obliger l'ennemi à la retraite ; que dans la bataille qu'on proposoit, il y avoit tout à perdre si l'on étoit battu, & presque rien à gagner, quand même le succès seroit tel qu'on se le promettoit ;

qu'on pouvoit aisément juger, par la contenance des ennemis, que le combat seroit sanglant & opiniâtre; que cependant on ne pouvoit faire aucun fonds sur l'infanterie Italienne, accoutumée à lâcher le pied à l'approche du danger; que tout l'effort du combat rouleroit sur la gendarmerie & la maison du roi, c'est-à-dire, sur l'élite de la noblesse; que la mort de quelques milliers de paysans ou d'ouvriers Suisses ne compenseroit point la perte que le royaume feroit dans cette occasion. Cette dernière raison décida le général à ouvrir aux Suisses le chemin de la retraite; il se contenta de les harceler dans leur marche, & ne fit aucun effort pour leur arracher du moins les prisonniers & le butin qu'ils emmenoient.

ANN. 1501.

Projet du maréchal de Gié pour former un corps permanent d'infanterie nationale.

*Manuscrits de Bethune.*

*Procès manuscrit du maréchal de Gié.*

Comme la raison qui venoit d'enchaîner le courage des François devoit se représenter toutes les fois que l'on auroit affaire à une nation dont les forces consisteroient en infanterie, elle parut mériter la plus grande attention. Le roi tint à Lyon plusieurs conseils où la matière fut mise en délibération. Le maréchal de Gié,

ANN. 1501.

dont l'avis prévaloit ordinairement dans l'absence du cardinal d'Amboise, remontra fortement que les Suisses, les Espagnols & les Allemands ayant une infanterie bien disciplinée, se prévaudroient de cet avantage, tant qu'on n'auroit pas une infanterie égale à leur opposer; qu'on n'auroit jamais une bonne infanterie tant qu'on abandonneroit aux capitaines le soin d'assembler, au commencement d'une campagne, une troupe de vagabonds qu'on licencioit à l'entrée de l'hiver; que le seul moyen d'en faire des soldats étoit de les tenir attachés au drapeau, de les exercer continuellement aux opérations militaires; en un mot, de les former sur le modèle des compagnies d'ordonnance. Ce nouvel établissement ne pouvant se former sans charger l'Etat d'une dépense annuelle, & Louis ne voulant point consentir à augmenter les impôts, le maréchal proposa de supprimer quatre ou cinq compagnies d'ordonnance, & d'en employer les fonds à l'entretien d'un corps d'infanterie toujours subsistant. Ce projet, tout sage qu'il étoit d'ailleurs, indisposa le corps de la noblesse contre le

maréchal. On étoit persuadé qu'à cet ordre distingué appartenoit exclusivement le droit de s'armer pour la défense de l'Etat; que ce seroit l'avilir que de lui associer, dans cette glorieuse fonction, des hommes obscurs, arrachés aux travaux champêtres ou à des professions viles, sans courage, sans honneur. On citoit l'exemple des malheurs qu'avoient causés à la France, sous les règnes de Charles VI & de Charles VII, les Routiers, les Brabançons, & tous les autres brigands armés, les rapines & les pillages des francs-archers, qu'on avoit été forcé de supprimer; & l'on ne faisoit pas attention que le mépris qu'on témoignoit pour l'infanterie, le peu de soin qu'on prenoit de pourvoir à sa subsistance, la dureté avec laquelle on la chassoit dès qu'on pouvoit s'en passer, étoient les principales causes des désordres dont on se plaignoit, désordres qui n'auroient plus lieu dès qu'on auroit adopté le plan du maréchal. La difficulté de statuer sur qui tomberoit la suppression qu'il proposoit, étoit encore un nouvel obstacle qu'il n'osoit lever, dans la crainte que si les ennemis qu'il se seroit faits, venoient à se

ANN. 1501.

ANN. 1501.

joindre à ceux qu'il avoit déja, il ne succombât tôt ou tard sous leurs efforts redoublés. Ainsi des préjugés, des intérêts personnels, la jalousie qui règne ordinairement entre les ministres, firent échouer un établissement que le roi avoit approuvé, & dont la nécessité étoit démontrée.

Traité de Trente conclu par la médiation de Ferdinand.
*Recueil des traités.*
*Guicchardin.*
*Belcarius.*

La retraite des Suisses ne procuroit qu'un calme passager, parce qu'elle pouvoit être bientôt suivie d'une nouvelle irruption. Louis étoit convaincu qu'un peuple pauvre & naturellement tranquille n'auroit point entrepris de le braver, s'il n'y eût été porté par quelque ennemi secret : il se défioit de Maximilien, des Vénitiens, & n'avoit garde alors de former aucun soupçon sur la conduite de Ferdinand. En effet toutes les apparences sembloient l'en garantir. Il paroissoit que Ferdinad travailloit à le réconcilier avec Maximilien, & à lui faire obtenir l'investiture du duché de Milan. On est étonné avec raison de l'ardeur avec laquelle Louis ambitionnoit une faveur que tous ses prédécesseurs eussent rejetée avec indignation si elle leur eût été offerte. C'étoit une maxime généralement reconnue qu'un roi

de France ne pouvoit ni ne devoit rendre hommage à personne : lorsque nos rois étoient rentrés en possession de l'ancien royaume d'Arles, ils n'avoient point cru devoir en faire hommage aux empereurs : Charles VI, Charles VII avoient été souverains seigneurs de la république de Gênes, qui étoit censée relever de l'Empire, au même titre que le duché de Milan; & cependant on ne trouvera point qu'ils en aient fait hommage : la république de Venise, bien moins puissante qu'un roi de France, possédoit tranquillement plusieurs fiefs impériaux en Italie, & ne s'imaginoit pas qu'elle dût en rendre hommage : enfin les Sforces s'étoient maintenus, jusqu'à Ludovic, dans la possession de ce même duché de Milan, sans l'aveu des empereurs. Si tous ces exemples ne suffisoient pas pour persuader à Louis qu'il pût légitimement se dispenser d'une obligation que lui imposoit la nature de son fief; n'étoit-il pas en droit du moins de disputer sur la nature de l'hommage, d'examiner s'il se concilioit avec son rang, & d'offrir pour s'affranchir de cette servitude, un dédommagement ANN. 1501.

ANN. 1500. dont on auroit été forcé de se contenter ? La conduite de Maximilien ne paroît guère moins extraordinaire; car voyant le roi de France bien établi dans ce duché, & n'ayant alors aucun moyen de l'en chasser, n'auroit-il pas dû embrasser avidement l'occasion qui se présentoit de conserver tous les droits de l'Empire, & recevoir sans balancer l'hommage qu'on lui offroit ? Quant à Ferdinand, il étoit de son intérêt, puisqu'il travailloit à s'agrandir dans le royaume de Naples, d'aigrir de plus en plus Maximilien contre les François, afin que si la guerre venoit à se déclarer dans le royaume de Naples, il pût s'assurer une puissante diversion du côté des Alpes; mais outre qu'il comptoit beaucoup plus sur ses négociations que sur ses armes, & qu'il espéroit, ou bien d'amener Louis à accepter des conditions qui lui seroient plus préjudiciables que la perte d'une bataille, ou de porter facilement l'empereur à manquer à ses engagements lorsqu'il y trouveroit son avantage, il avoit encore un motif pressant de souhaiter d'établir pour quelques mois une bonne in-

telligence entre la France & la maiſon d'Autriche qui étoit en quelque ſorte devenue la ſienne. Dom Juan, ſon fils unique, marié à Marguerite d'Autriche, étoit mort ſans laiſſer de poſtérité. La mort venoit encore de lui enlever Iſabelle, ſa fille aînée, mariée au roi de Portugal. La ſucceſſion à la couronne d'Eſpagne regardoit Jeanne ſa ſeconde fille, mariée à l'archiduc Philippe, ſouverain des Pays-Bas : or, il ſe propoſoit en déférant aux volontés de la reine Iſabelle à laquelle il n'oſoit rien refuſer, de faire traverſer la France aux deux époux, de les attirer en Eſpagne pour y être reconnus en qualité d'héritiers préſomptifs. Maximilien ſe garda bien de mettre aucun obſtacle à un arrangement ſi favorable à l'archiduc ſon fils. La ville de Trente, ſur les confins de l'Allemagne & de l'Italie, fut choiſie pour le lieu des conférences : l'empereur Maximilien, le cardinal d'Amboiſe, miniſtre plénipotentiaire de Louis XII, & Manuel, ambaſſadeur de Ferdinand, s'y rendirent : ils y conclurent, le quinze d'octobre, un traité où les intérêts de la France étoient tellement ſacrifiés,

ANN. 1501.

ANN. 1501.

qu'on n'imagine pas comment le cardinal put consentir à les écouter. On y stipuloit d'abord qu'il y auroit une alliance étroite entre Maximilien, Louis, Ferdinand & Philippe : que non-contents de se garantir mutuellement leurs possessions, ils travailleroient de concert à les étendre : que pour resserrer par des liens indissolubles une union si peu vraisemblable, Charles de Luxembourg, fils de l'archiduc Philippe & son héritier présomptif, épouseroit Claude, fille aînée du roi : que le futur dauphin, soit qu'il fût fils du roi, soit qu'il fût seulement prince du sang, épouseroit pareillement celle des filles de l'archiduc qu'il voudroit choisir : que Louis garantiroit à Maximilien la succession aux trônes de Hongrie & de Bohême après la mort de Ladislas, qui possédoit ces deux royaumes : qu'il donneroit cinq cents mille livres à l'empereur pour être employées, portoit le traité, à faire la guerre aux Turcs, mais plus vraisemblablement à détrôner Ladislas : qu'il fourniroit de même à l'empereur des secours d'hommes & d'argent, lorsque celui-ci iroit se faire

couronner à Rome : qu'il rendroit la liberté à Ludovic & au cardinal Afcagne, à condition que le premier ne fortiroit point de France, & que le fecond ne pourroit fe retirer que fur les terres de l'Empire ou d'Efpagne : que tous les bannis du duché de Milan feroient rétablis dans la jouiffance de leurs biens. A ces conditions, Maximilien s'engageoit de donner à Louis l'inveftiture du duché de Milan, dans une affemblée folennelle des princes de l'empire, qu'il alloit indiquer pour cet effet dans la ville de Francfort. Outre les conditions énoncées dans ce traité fingulier, il y en avoit de fecrètes, telles que la ceffion abfolue que la France devoit faire de la Valteline entre les mains de l'archiduc Philippe, les mefures qu'on devoit prendre pour s'agrandir refpectivement aux dépens de quelques puiffances voifines, dont on renvoyoit la difcuffion aux miniftres refpectifs de Louis & de l'archiduc Philippe, ou aux conférences fecrètes que ces deux princes devoient tenir enfemble.

ANN. 1501.

En effet, Philippe fe mit bientôt en marche avec Jeanne fa femme

Paffage de l'archiduc par la France.

ANN. 1501. Belcar. Heuterus. Haræus. Auton.

& un cortége nombreux de dames & de feigneurs. On lui rendit en France des honneurs proportionnés au nouveau titre dont il alloit bientôt être décoré : mais Philippe n'oublia point la dépendance que lui impofoit la nature de fes terres à l'égard du roi fon fouverain. En traverfant Paris, il fe rendit au Parlement ; il y prit féance en qualité de pair de France. Au milieu des fêtes & des divertiffements on trouva le temps de parler d'affaires férieufes : on examina de nouveau les principales difpofitions du Traité de Trente & les autres objets fur lefquels on n'étoit point encore tombé d'accord. Louis propofa des tempéraments & des modifications que l'archiduc approuva fans balancer : on confirma le mariage de Claude avec le duc de Luxembourg, à la grande fatisfaction d'Anne de Bretagne, qui, plus mère que reine, & n'envifageant que la grandeur future de l'époux qu'on deftinoit à fa fille, promettoit tout ce dont elle pouvoit difpofer, & auroit engagé fi elle en eût été crue, l'Etat entier pour acheter un tel gendre. Les conditions dont on

on étoit convenu, étoient encore si favorables à la maison d'Autriche, même après les restrictions qu'y avoit apportées Louis, qu'on ne douta point que Maximilien ne les ratifiât. On prit donc le parti d'envoyer des ambassadeurs à la diète qui avoit dû être indiquée à Francfort : on leur donna des procurations en bonne forme pour rendre hommage au nom du roi, & toutes les sommes qu'ils devoient délivrer à l'empereur, en recevant les lettres d'investiture. Ils apprirent, en arrivant dans cette ville, que la diète n'avoit point été convoquée, que l'empereur étoit absent, qu'on ne savoit quand il reviendroit : après s'être long-temps impatientés à l'attendre, ils prirent acte devant deux notaires du soin qu'ils avoient eu de se trouver au jour & au lieu indiqués pour faire hommage du duché de Milan, & demandèrent que ce délai ne pût être imputé ni préjudicier au roi leur maître : ensuite ils revinrent en France, rapportant avec eux leur argent. Louis ne savoit encore comment expliquer cette bizarrerie; cependant la chose étoit simple : ANN. 1501.

ANN. 1501.

Maximilien & Ferdinand avoient déja obtenu ce qu'ils désiroient le plus; il n'étoit pas de l'intérêt du dernier, que Louis pût être tranquille possesseur du Milanez, & Maximilien ne vouloit pas, sur une simple promesse de mariage entre deux enfants encore au berceau, laisser perdre l'occasion favorable qui se présentoit alors de faire revivre ses droits en Italie. Outre les bannis du duché de Milan qui ne le quittoient point, il recevoit des députations pressantes de toutes les puissances du second ordre qui l'invoquoient, pour ainsi dire, comme un dieu vengeur, & qui mettoient en lui leur dernière espérance.

Etat de l'Italie : brigandage & scélératesse de César Borgia.
*Guicchardin. Macchiavel. Thomasi. Bembe. Belcar. P. Martir.*

En effet, depuis que César Borgia avoit ramené ses troupes de l'expédition de Naples, il s'étoit passé des scènes bien étranges en Italie. Les Colonnes & des Savelli qui s'étoient attachés à la fortune du malheureux Frédéric, furent les premières victimes immolées à l'ambition de César : il pilla leurs maisons, laissa des garnisons dans toutes leurs places : se portant ensuite du côté de la Toscane, il s'empara, sans résis-

tance, de Piombino : de-là il conduisit ses troupes devant Camerino comme s'il eût eu dessein d'en former le siége; mais il méditoit une conquête plus importante. Le duché d'Urbin étoit un grand fief de l'église possédé depuis long-temps à titre de vicariat par la famille des Montefeltri. Guidobalde qui en étoit seigneur, n'ayant point d'enfants, avoit marié sa nièce à François-Marie de la Rovere, préfet de Rome, & l'avoit fait reconnoître son successeur. Il vivoit en bonne intelligence avec le saint-siége, & il venoit tout récemment d'en obtenir des graces. César mettant à profit la sécurité où vivoit Guidobalde, lui envoya demander, comme au meilleur de ses amis, son artillerie & quelques compagnies d'infanterie, dont il feignit d'avoir besoin pour le siége de Camerino. Lorsqu'il l'eut dépouillé de ses forces, il entra brusquement sur ses terres, disposa des corps-de-gardes pour fermer toutes les issues, & marcha jour & nuit vers la place où se tenoit le duc avec sa famille. Guidobalde & son gendre n'ayant aucun moyen de

Ann. 1501.

Ann. 1501. résister, & s'attendant à une mort certaine, s'ils tomboient entre les mains de leur ennemi, se travestirent en paysans & s'évadèrent par des sentiers peu fréquentés. Maître du duché d'Urbin, César vint mettre

Ann. 1502. le siége devant Camerino. Jules Varane qui en étoit seigneur, s'y défendit quelque temps avec courage; mais voyant qu'il ne pouvoit éviter d'être forcé, il traitoit des conditions de la reddition de la place, lorsque César y entra par intelligence. Varane & deux de ses fils furent étranglés; un seul échappa au massacre général de sa famille : le malheureux père, semblant prévoir le sort qui l'attendoit, avoit eu la précaution de l'envoyer à Venise. Les Florentins, que l'expérience du passé & l'exemple de leurs voisins avertissoient de se précautionner, se jetèrent entre les bras du roi de France, & pour l'attacher plus étroitement à leurs intérêts, ils l'élurent, en quelque sorte, général de leur république. Le traité qu'ils conclurent avec lui, portoit qu'il seroit tenu de les défendre à ses frais envers & contre tous, &

de leur garantir toutes les terres dont ils étoient en possession, & qu'en récompense ils lui payeroient quarante mille ducats par an. Une si puissante protection, en inspirant trop de confiance aux Florentins, faillit à les perdre. César, à la vérité, n'osa plus les attaquer en son nom; mais il permit aux chefs de ses troupes de tenter une surprise contre la République, se réservant la liberté de les désavouer si elle ne réussissoit pas. Quelques-uns de ces chefs, comme Vitelloze, avoient des injures personnelles à venger; les autres sembloient ne s'armer que pour la querelle des Médicis dont ils se disoient les parents ou les alliés. Ayant donc excité un soulèvement dans la ville d'Arrezzo, l'une des plus considérables de l'Etat de Florence, ils s'en emparèrent sans effusion de sang, & en firent leur place d'armes. On croit que si dans le premier moment de surprise & d'abattement que causa cette nouvelle à Florence, ils se fussent présentés aux portes de la ville comme ils le pouvoient aisément, ils y auroient été reçus sans beaucoup de

ANN. 1502.

ANN. 1502. résistance ; mais s'étant amusés à faire le siége de quelques châteaux voisins, & à fortifier les postes dont ils s'étoient rendu maîtres, ils donnèrent le temps aux Florentins d'appeler du secours. Les ambassadeurs qu'ils envoyèrent à Louis, ne prirent point le change sur leurs véritables ennemis : ils lui dénoncèrent César Borgia & le pape Alexandre comme les auteurs ou les instigateurs secrets de cette guerre : ils lui représentèrent si bien la nécessité d'arrêter leurs brigandages, s'il désiroit de conserver encore des alliés en Italie, que Louis résolut d'aller en personne venger l'abus qu'ils avoient fait de son alliance ; mais comme les forces qu'il vouloit conduire en Italie ne pouvoient être rassemblées aussi promptement que l'exigeoit le danger où étoit Florence, il envoya un héraut déclarer à César que s'il ne retiroit sur le champ, de gré ou de force, ses capitaines de toute l'étendue de la Toscane, il lui demanderoit raison de tout le dommage qu'ils auroient causé aux Florentins ; & afin d'assurer encore mieux l'exécution de ses ordres, il manda par le même

courier à Chaumont d'Amboise, de conduire quatre cents lances au secours des Florentins, & de livrer bataille à l'ennemi s'il avoit l'audace de l'attendre. César feignant toujours de n'avoir aucune part à cette expédition, & d'être irrité contre ceux qui l'avoient formée, quoiqu'il leur eût encore envoyé tout récemment un renfort, leur conseilla secrètement de se départir au plutôt d'une entreprise qui ne pouvoit plus réussir, & d'abandonner les places dont ils s'étoient emparés.

Ann. 1502.

Louis passe en Italie pour dissiper les troubles; il se laisse gagner par César Borgia.

*Thomasi. Macchiavel. Guicchardin. Auton.*

Si Louis n'avoit été attiré en Italie que par l'intérêt qu'il prenoit aux Florentins, il auroit pu suspendre ou rompre entièrement le projet de ce voyage : d'autres motifs le portèrent à l'accélérer. Les François & les Espagnols étoient aux prises dans le royaume de Naples, sans que les hostilités eussent été précédées d'aucune déclaration de guerre. Maximilien, appelé en Italie par Ferdinand le Catholique, levoit des troupes, faisoit dans la ville de Trente des magasins d'armes & de toutes sortes de munitions; déja même il s'étoit fait pré-

céder par Hermès Sforce & quelques autres ambaſſadeurs qui annonçoient ſon arrivée, & tenoient un regiſtre des ſecours d'hommes ou d'argent que chaque Etat pouvoit, ou devoit lui fournir. Toutes les puiſſances du ſecond ordre l'appeloient à grands cris : les Suiſſes perſiſtoient dans leurs brouilleries avec la France ; les Vénitiens étoient ſuſpects ; le pape même, & particulièrement Céſar Borgia ſon fils, n'attendoient qu'une occaſion de s'en détacher. Il étoit manifeſte que ſi l'empereur ſe montroit dans ces circonſtances, il feroit ſoulever l'Italie entière, & que les François ſe trouveroient coupés & enveloppés de toutes parts. Le ſeul parti qui reſtât à Louis, conſiſtoit donc à le prévenir. Dès qu'il parut, ces mêmes princes qui ſeroient allés au-devant de l'empereur, s'empreſſèrent à l'envi autour de ſa perſonne, & lui formèrent une cour. Le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue, Bentivoglio ſeigneur de Bologne, le duc d'Urbin dépouillé de ſes Etats, les députés des Vénitiens, des Florentins & des Lucquois, s'unirent pour lui repréſenter

ANN. 1502.

combien la protection qu'il accordoit aux Borgia étoit contraire à ses vrais intérêts : ils lui peignirent si bien toutes les horreurs de ces deux personnages, que Louis, honteux & indigné de se trouver en quelque sorte le complice de tant de forfaits, promit de sauver son nom de cette infamie : c'étoit sans doute son intention ; mais il dépendoit beaucoup plus qu'il ne se l'imaginoit, de ceux qui l'entouroient. Le pape & César informés de ce qui se disoit à la cour de Louis, & n'osant l'aborder dans ce premier transport, lui députèrent un homme sans caractère, mais adroit, insinuant, & d'autant plus propre à sonder la disposition des esprits qu'on ne se donnoit pas la peine de se contraindre en sa presence. Troccies, c'est le nom de cet agent, représenta au roi que César, en qualité de gonfalonnier de l'église Romaine, n'avoit pu se dispenser de faire rentrer dans le devoir ou de punir exemplairement des vassaux rébelles qui affectoient depuis longtemps de secouer le joug de la dépendance ; qu'à la réserve de l'expédition contre Florence, à laquelle il

ANN. 1502.

n'avoit pris aucune part, & qu'il avoit toujours désapprouvée, il n'avoit rien entrepris sans en avoir reçu l'ordre du sacré collége; qu'il n'avoit pour accusateurs & pour ennemis que ces mêmes hommes qui appeloient l'empereur en Italie, & qui ne pouvant se consoler d'avoir les François pour voisins, cherchoient à perdre leurs plus zélés partisans; que l'armée ecclésiastique n'étoit pas moins aux ordres du roi que si elle eût été levée & entretenue à ses dépens; que sa majesté pouvoit s'en servir utilement, soit dans le royaume de Naples, soit dans telle autre contrée qu'il lui plairoit d'indiquer. Il insinua ensuite au cardinal d'Amboise qu'étant un des principaux membres de l'église Romaine, il devoit, par toutes sortes de raisons, en prendre la défense; que le pape étoit vieux & infirme; que les cardinaux songeoient à lui désigner un successeur; que César avoit de nombreux partisans dans le sacré collége; qu'il importoit à la France de prévenir de bonne heure les brigues que l'empereur & le roi d'Espagne ne manqueroient pas de former pour se rendre

ANN. 1502.

maîtres de l'élection; qu'on pouvoit dès-lors prendre des mesures si justes, qu'en quelque temps que le saint-siége vînt à vaquer, il ne fût rempli que par un homme dévoué aux intérêts de sa majesté. Le cardinal comprit qu'on lui offroit le souverain pontificat, & quelque modeste qu'il fût d'ailleurs, il ne résista point à une si douce tentation. Un autre motif le portoit encore à se rendre médiateur entre le roi & le souverain pontife : la commission de légat *à latere* dont il étoit revêtu, alloit expirer; il en désiroit d'autant plus ardemment la prorogation, qu'outre les honneurs & les profits qu'elle lui procuroit, elle donnoit de grandes facilités pour parvenir au souverain pontificat. On permit donc à César de venir se justifier, ou plutôt on désira qu'il vînt comme premier ministre du pape traiter des conditions d'une nouvelle alliance. Ce voyage n'étoit pas sans péril; car quelque chemin qu'il prît, il falloit traverser les terres de ses ennemis, se trouver ensuite, sur la foi publique, au milieu d'eux. Il se déguisa en chevalier de Rhodes, & suivi de deux écuyers

ANN. 1503.

ANN. 1502. seulement, il partit sans en donner avis à personne, parut subitement à la cour de Louis, où, au grand étonnement de l'Italie entière, il fut reçu à bras ouverts & admis à toute heure à l'audience du roi & du premier ministre. En peu de jours, on conclut un traité qui dut rester secret tant que le roi séjourneroit en Italie. Le pape prorogeoit pour dix-huit mois la légation du cardinal d'Amboise : il accordoit plusieurs chapeaux de cardinal aux parents de ce ministre, qui devoient grossir le nombre des partisans qu'il avoit déja dans le sacré collége, indépendamment de ceux que César s'obligeoit de lui fournir lorsqu'il en seroit temps : ce dernier s'engageoit encore en son nom, & comme suffisamment autorisé du saint-père, de conduire, toutes les fois qu'il en seroit requis, l'armée ecclésiastique dans le royaume de Naples, & d'aider de tout son pouvoir à en chasser les Espagnols. Le roi, de son côté, laissoit à César tous les Etats qu'il avoit usurpés; & ce qui paroît presque incroyable, & ce qui prouve combien un caractère trop facile est dangereux dans un monarque,

il lui abandonnoit Bentivoglio, Vitelloze & Petrucci, qu'il avoit mis auparavant sous sa sauve-garde; promettant non-seulement de ne leur donner aucun secours, mais encore de fournir, s'il en étoit besoin, trois ou quatre cents lances pour aider à les dépouiller. Les députés des Suisses arrivèrent les derniers, & furent favorablement écoutés; car bien qu'on eût à se plaindre de leurs procédés, on sentoit combien il étoit essentiel d'empêcher qu'ils ne se liassent avec Maximilien, à qui ils eussent pu donner une entrée en Italie & des renforts considérables. On satisfit donc à la plupart de leurs demandes; de leur côté, ils promirent d'observer plus exactement qu'auparavant leurs traités avec la France; & fournirent sur-le-champ deux mille hommes d'infanterie, qui, joints à deux mille Gascons, prirent la route du royaume de Naples. Ces mesures déconcertèrent les projets de Maximilien : considérant que ses finances étoient épuisées, qu'il ne trouveroit plus en Italie, ni hommes, ni argent, il cessa ses préparatifs, s'éloignant de la ville de Trente où il ne pouvoit plus se mon-

ANN. 1502.

trer avec honneur. La France venoit
ANN. 1502. encore de lui faire essuyer une mortification sensible. Louis, par le traité de Trente, s'étoit engagé à contribuer à le faire reconnoître pour héritier du trône de Hongrie après la mort de Ladislas; mais se croyant suffisamment dégagé de cette promesse par la conduite que l'empereur avoit tenue à son égard, il avoit conclu avec le roi de Hongrie & de Bohême une ligue défensive, & l'avoit scellée par le mariage d'une princesse de son sang avec ce monarque. Ladislas, à qui l'on avoit laissé le choix entre Germaine de Foix, fille d'une sœur de Louis XII, & Anne de Foix Candale, qui avoit aussi l'avantage d'être sa parente, quoique dans un degré plus éloigné, se décida pour cette dernière, parce qu'elle étoit la plus belle & d'un âge un peu plus avancé. Cette préférence, toute glorieuse qu'elle étoit, causa une vive douleur à la princesse : elle étoit tendrement aimée par François d'Orléans, comte de Dunois, & premier duc de Longueville; elle l'auroit préféré sans balancer au plus puissant monarque de l'univers. Les larmes des deux

amants ne furent point écoutées; la princesse, forcée de renfermer ses ennuis au fond de son cœur, se mit en marche pour la Hongrie. ANN. 1502.

Il visite les villes du Milanez.

*Auton. Belcar. Guicchardin. Seissel.*

Après avoir terminé les principales affaires qui l'avoient appelé en Italie, Louis se mit à visiter les villes du duché de Milan, donnant audience à tous ceux qui réclamoient sa justice, & voulant prendre connoissance par lui-même de tous les abus qui pouvoient s'être glissés dans l'administration : sur quelques plaintes qui lui furent portées contre Pierre de Sacierge, son chancelier dans le duché de Milan, auxquelles ce magistrat ne put répondre, il le dépossédа de son office, & le renvoya à Luçon dont il étoit évêque. Pendant le séjour qu'il fit à Pavie, il fut complimenté par les docteurs de l'école de droit qui lui demandoient la confirmation de leurs priviléges : quoiqu'il eût montré pendant son enfance peu de dispositions pour les lettres, il aimoit les savants; il se croyoit obligé de récompenser ceux dont les veilles tendoient au bien de la société : non content d'accorder la grace qu'on lui demandoit;

ANN. 1502. il augmenta considérablement le revenu des professeurs, il voulut assister à leurs exercices : le lendemain Jason Mainus, vêtu d'une longue robe de drap d'or, se rendit au palais, & conduisit à la porte de son école le roi & tous ceux des courtisans qui voulurent l'accompagner. Là s'inclinant profondément, il pria le monarque d'entrer. Louis exigea qu'il passât le premier : *Je ne suis plus roi ici*, dit-il, *vous êtes le seul qu'on y doive respecter.* Il assista dans la même ville à un spectacle d'un autre genre. Deux gentilshommes du nom de Gonzague, cousins germains du marquis de Mantoue, vinrent le prier de leur donner le champ. S'étant fait rendre compte de leur querelle, & ayant jugé dans son conseil qu'elle ne pouvoit être terminée que par les armes, puisqu'il étoit question de *foi faussée* & de trahison, il fit dresser les lices, nomma des juges du champ, & assigna le jour & l'heure du combat. Les deux champions comparurent & se battirent avec courage & opiniâtreté, sans toutefois se faire beaucoup de mal

à cause de la bonté de leur armure. Louis ordonna qu'on les séparât, les obligea de s'embrasser & les admit à sa table. ANN. 1502.

Les Génois lui avoient fait une députation solennelle pour le prier d'honorer leur ville de sa présence, quoiqu'il n'eût rien à y régler, parce qu'ils se gouvernoient par leurs propres loix, il crut ne devoir pas leur refuser cette satisfaction. *Les Génois*, dit un ancien historien, *contre la nature de leurs mœurs, menoient au bal leurs femmes, leurs filles & leurs sœurs pour donner joyeux passe-temps au roi & aux seigneurs qui l'accompagnoient. Ceux-ci usant de la liberté Françoise, choisissoient les plus belles, les présentoient au roi, en les baisant les premiers pour en faire l'essai, & puis les baisoit le roi volontiers, dansoit avec elles, & prenoit d'elles tout honorable déduit.* Au milieu de ces fêtes, l'amour, si je puis ainsi m'exprimer, se choisit une victime d'une espèce si singulière & si rare, qu'elle mérite de trouver place dans l'histoire. Thomassine Spinola s'étant trop attachée à considérer le monarque, dont la beauté simple &

ANN. 1502. mâle étoit encore relevée par une adresse & des graces non pareilles dans tous les exercices du corps, ne put défendre son cœur d'une tendre émotion : ayant eu la curiosité de l'entretenir à plusieurs reprises différentes, elle jugea que ce qu'elle avoit admiré jusqu'alors en lui, n'étoit rien en comparaison de ce qu'elle y découvrit : elle demeura si éperdue, que malgré la modestie & la retenue dont elle ne s'étoit jamais écartée, elle ne rougit point de lui faire l'aveu de sa tendresse, en le suppliant de vouloir bien être son *intendio*. Ce terme, ainsi que s'exprime l'auteur dont nous tirons ce fait, signifioit *accointance honorable, & amiable intelligence*. Quelque innocent, quelque dégagé des sens qu'on nous peigne cet amour, il n'en fut ni moins vif ni moins durable. Fière d'avoir obtenu ce qu'elle désiroit, craignant de profaner une si belle flamme, elle dédaigna le commerce du reste des mortels; elle rejeta avec mépris les caresses & les empressements de son mari ; livrée entièrement à l'objet de sa passion, elle se consoloit de son absence en

lui écrivant souvent, soit pour intercéder en faveur de tous les malheureux, soit pour ménager les intérêts de sa patrie : c'est par-là qu'elle rendit précieux & respectable, aux yeux de ses concitoyens, un égarement qui ne fut funeste qu'à elle-même, puisqu'il lui coûta la vie comme nous le raconterons dans la suite.

ANN. 1502.

Louis, en quittant l'Italie, se reprocha la dissimulation dont il avoit usé envers Bentivoglio & les autres princes, dont il abandonnoit la dépouille à César Borgia. Connoissant déja toute l'atrocité de cet homme pervers, & craignant apparemment de se trouver complice de quelque effroyable trahison, il écrivit à Bentivoglio, que, lié par des traités antérieurs avec le pape, & ne pouvant s'opposer à ce qu'il fît valoir les droits du saint-siége sur Bologne, il avoit du-moins stipulé pour lui & pour ses enfants une entière liberté de se retirer où bon leur sembleroit, avec la jouissance de tous leurs biens patrimoniaux en quelque endroit qu'ils se trouvassent situés. Cette lettre dessilla les yeux de tous

Suite des brigandages de César Borgia.

*Thomasi. Guicchardin. Bembe. Auton. Belcarius.*

ANN. 1502. les princes d'Italie : ils s'étoient flattés long-temps que Louis tireroit une vengeance exemplaire des crimes de César, qu'il le forceroit du moins à restituer les places dont il s'étoit emparé injustement : déchus de cet espoir, par la manière dont ils virent qu'il avoit été reçu à la cour, ils avoient compté que le roi prendroit de justes mesures pour empêcher que cet ennemi public ne se portât à de nouveaux excès : les uns croyoient qu'il l'emmeneroit en France, d'autres qu'il l'enverroit à Naples; personne ne s'attendoit qu'il dût lui sacrifier ses propres alliés. Touchés du malheur de Bentivoglio, convaincus que le même sort les attendoit chacun en particulier, ils s'assemblèrent pour délibérer en commun sur la conduite qu'ils devoient tenir. N'ayant plus à compter sur aucun secours étrangers depuis que Maximilien sembloit avoir renoncé à son voyage d'Italie, ils considérèrent en même-temps qu'ils étoient encore en état de faire la loi au tyran, puisqu'ils étoient eux-mêmes les instruments de sa tyrannie; que disposant des troupes dont il se ser-

voit pour les opprimer tour-à-tour, ils n'avoient qu'à les tourner contre lui pour le faire rentrer dans le néant; que le roi de France ne pouvant estimer un homme si détestable, ni placer en lui sa confiance, ne feignoit apparemment de le protéger, que parce qu'il espéroit d'en tirer des secours pour la guerre qu'il avoit à soutenir dans le royaume de Naples; que ce monarque foncièrement vertueux, mais irrésolu, leur sauroit gré intérieurement de l'avoir délivré à son insu d'un ennemi couvert; qu'en tout cas, il seroit facile de l'appaiser, en lui assurant de la manière la plus efficace les mêmes secours qu'il pouvoit attendre de César. En conséquence, le cardinal des Ursins, Paul & Charles, au nom de toute cette illustre maison, Vitelloze, Jean-Paul Baglione, seigneur de Pérouse, Annibal Bentivoglio, au nom de Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, Liverot de Fermo, Pandolfe Petrucci, seigneur de Sienne, Guidobalde de Montefeltro, duc d'Urbin, Jean-Marie de Varane, seigneur de Camerino, s'unirent par un traité secret

ANN. 1502.

ANN. 1502.

& convinrent d'attaquer l'ennemi commun par-tout où ils pourroient l'atteindre. Pour ôter au roi de France l'idée que cette ligue pût porter aucun préjudice à son autorité, ils stipulèrent que tous les confédérés seroient obligés de le servir de leur personne & de leurs biens envers & contre tous dès qu'il l'exigeroit; ils refusèrent même d'y associer les Colonnes, parce qu'ils avoient embrassé le parti de l'Espagne, quoique du reste ils fussent ennemis irréconciliables des Borgia, & qu'ils eussent pu fortifier considérablement le parti de la confédération. Ils sollicitèrent les républiques de Venise & de Florence d'y accéder, mais ces deux républiques se contentèrent de les exhorter à poursuivre leur entreprise, refusant de contracter aucun engagement jusqu'à ce que l'on vît quel parti prendroit la France. Les confédérés, sans se laisser abattre, se livrèrent à l'exécution de leur projet. Le duc d'Urbin & Varane se remirent en possession de leurs Etats, tandis que les Ursins, à la tête de la principale armée, surprirent & taillèrent en pièces don Hugues de Cardonne

& don Miguel, deux capitaines Espagnols dévoués à César, & les exécuteurs ordinaires de ses cruautés. Il étoit sans ressource, & ne pouvoit éviter d être pris dans la ville d'Imola, où il s étoit renfermé, si Louis, auquel il ne manqua pas de s'adresser, négligeoit ou même différoit de lui donner du secours. Les confédérés avoient pris les devants : en remettant au roi une copie du traité qu'ils avoient formé pour la délivrance de l'Italie, ils lui avoient retracé tous les traits qui devoient lui inspirer de l'exécration pour ce fléau de l'humanité. Cette précaution fut inutile, Louis chassa leurs députés, & envoya ordre à Chaumont d'expédier sur-le-champ quatre cents lances pour faire lever le siége d'Imola. Tous les écrivains ont blâmé le parti que prit le roi dans cette occasion. Il est cependant à propos d'observer qu'il ne pouvoit agir autrement sans se déshonorer. Car ayant exigé de César qu'il conduisît, lorsqu'il en seroit requis, ses troupes dans le royaume de Naples, & s'étant obligé, de son côté, à le secourir contre tous ses ennemis, il

ANN. 1502.

ANN. 1502. n'avoit aucun motif honnête de manquer à sa parole. Ce n'est donc point d'avoir secouru César qu'il faut le blâmer, mais d'avoir eu la foiblesse de contracter de nouveaux engagements avec lui, dans un temps où il ne devoit plus le regarder que comme un brigand. La démarche du roi de France changea les dispositions des confédérés, sans apporter aucun changement à la conduite ni aux discours de César. Depuis le commencement de cette révolution, il avoit tout tenté pour se réconcilier avec eux; prières, excuses, promesses, rien n'avoit été oublié; s'il n'avoit pu jusqu'alors parvenir à les désarmer, il avoit du moins rallenti leur ardeur, pendant que, de son côté, il se mettoit en état de défense : lorsque toutes ses forces furent rassemblées, il écrivit encore à Paul des Ursins, que bien qu'il eût désormais en sa disposition des forces capables de tirer une vengeance exemplaire de ceux qui l'avoient offensé, il ne pouvoit encore s'accoutumer à regarder comme des ennemis ces braves compagnons de ses travaux, auxquels il étoit

étoit redevable de toute sa fortune; qu'il n'avoit désiré de l'augmenter, que pour la partager avec eux; que s'il étoit coupable de quelque négligence à leur égard, il les prioit de pardonner à sa jeunesse & à son repentir; qu'ils lui donnassent seulement occasion de la réparer; qu'enfin il ne leur demandoit pour toute grace que de vouloir bien entrer en conférence, & de prescrire les conditions de leur réconciliation. Le pape, qui concertoit toutes ses démarches avec son fils, écrivit de son côté une longue lettre au cardinal des Ursins, où lui rappelant leur ancienne amitié, & confessant les obligations qu'il avoit à la maison des Ursins, il lui exposoit que se sentant affoiblir de jour en jour, & voulant laisser un protecteur à sa famille, il avoit conçu depuis long-temps le projet de l'associer à ses fonctions, de le faire désigner son successeur, pourvu qu'il lui jurât auparavant qu'il protégeroit les Borgia, & qu'il leur tiendroit lieu de père. Il le pressoit donc de venir incessamment à Rome pour mettre la dernière main à cet arrangement. Le cardi-

Ann. 1502.

nal ne risquoit pas beaucoup en cédant au désir du pape : outre qu'il avoit une famille puissante pour le venger si l'on attentoit à sa liberté, il étoit assez accrédité pour soulever, en sa faveur, le peuple & le sacré collége. Il alla donc à Rome pendant que Paul des Ursins se rendoit, de son côté, à la conférence qui lui avoit été assignée par César Borgia. Le traité ne souffrit point de difficultés. On convint que César, pour ôter toute défiance à ses généraux, congédieroit les troupes françoises qui étoient venues à son secours; qu'il reprendroit tous ses anciens officiers aux gages & honneurs accoutumés; qu'il ne les obligeroit point de se mettre à sa discrétion; qu'il n'y en auroit jamais qu'un à la fois auprès de sa personne; que ces capitaines, de leur côté, l'aideroient de bonne foi à rentrer en possession du duché d'Urbin & de la ville de Camerino; qu'il laisseroit aux Bentivoglio la jouissance de la seigneurie de Bologne, à condition qu'ils feroient avec lui une ligue offensive & défensive; qu'ils le prendroient à leur solde avec cent hommes d'ar-

ANN. 1502.

mes & cent arbalêtriers, & qu'en conséquence ils lui payeroient douze mille ducats par an. Ces conditions parurent s'exécuter de bonne foi de part & d'autre : les troupes françoises furent congédiées ; les capitaines italiens conduisirent leurs compagnies dans le duché d'Urbin. Guidobalde s'enfuit une seconde fois à Venise, laissant une nombreuse garnison dans Senegallia, la plus forte place de son duché. Les bourgeois ouvrirent leurs portes à l'armée ennemie ; mais André Doria qui commandoit la garnison, s'étant réfugié dans la citadelle, ne voulut traiter qu'avec César lui-même. Sur l'avis qu'il en reçut, il rassembla, le plus promptement qu'il fut possible, un grand nombre de troupes, & régla tellement leur marche, qu'il en déroba la connoissance à ses généraux. Lorsqu'il ne fut plus qu'à une petite distance de la ville, il leur manda qu'il étoit à propos qu'ils en délogeassent leurs compagnies, afin qu'il pût trouver place pour loger ceux qui l'accompagnoient. Ils n'apperçurent point encore le piége : mettant donc leur infanterie dans les fauxbourgs

ANN. 1502.

ANN. 1502. & distribuant leur cavalerie dans les villages voisins, ils allèrent inconsidérément à sa rencontre, le saluèrent & lui firent compagnie jusqu'à la porte de la ville : ils vouloient se retirer conformément à un des articles du traité, mais il les pria instamment d'entrer pour se rafraîchir, & pour donner leur avis sur quelques matières importantes qu'il vouloit leur communiquer. Cette prière étoit un ordre auquel il n'y avoit plus aucun moyen de résister; car ils étoient éloignés de leurs soldats, & enveloppés de toutes parts par différents corps de troupes, qui, s'étant avancés sur les aîles, leur fermoient la retraite. Ils le suivirent en tremblant dans la chambre qui lui étoit préparée : après un moment d'entretien, il les quitte brusquement, & fait entrer don Miguel suivi d'une troupe d'assassins qui les désarment & les chargent de fers : Vitelloze & Liverot de Fermo furent étranglés le lendemain sur la place publique. Paul des Ursins & le duc de Gravina enfermés dans une prison ténébreuse, & déja réservés au même supplice, ne furent cependant

exécutés qu'après que César eut reçu la nouvelle que le cardinal étoit arrêté. AN. 1502.

Il avoit fallu prendre de grandes précautions pour s'assurer d'un personnage d'un si haut rang. Le pape craignant qu'un coup d'éclat ne soulevât le peuple entier, attira par de feintes caresses le cardinal au palais du Vatican, où il avoit eu soin de lui meubler un appartement, & où il se contenta de lui donner des gardes : du reste, pour rassurer ceux qui auroient pu craindre des embuches secrètes, il permit que le cardinal continuât d'être servi par ses officiers, & que sa mère lui fît tenir tous les vivres dont il auroit besoin. Tandis qu'on essayoit d'en imposer au peuple par cette douceur apparente, des officiers du pape s'étant transportés au palais du cardinal, dressoient un inventaire de toutes les richesses qui s'y trouvoient : Alexandre savoit que le cardinal possédoit un diamant d'un grand prix, & que depuis peu de jours, on lui avoit laissé une somme assez considérable en dépôt; surpris qu'il n'en fût fait aucune mention dans l'inventaire

ANN. 1502. qu'on lui présenta, il accusa le cardinal ou ses parents de vouloir les lui dérober, & retrancha la permission qu'il avoit donnée à sa mère de lui faire porter des vivres, jusqu'à ce qu'on lui eût donné satisfaction sur ces deux objets. La malheureuse mère qu'on venoit de chasser de sa maison, quoiqu'elle fût âgée de plus de quatre-vingts ans, trouva dans la compassion secrète de quelques-uns de ses amis une somme égale à celle du dépôt, elle la porta elle-même au pape : une autre dame non moins généreuse, quoique peut-être répréhensible à d'autres égards, alarmée du péril où étoit le cardinal, mais n'osant confier à personne un gage suspect de leur union, prit le parti de se travestir en cavalier, attendit le pape dans une galerie, & lui remit sans rien dire le diamant qu'il réclamoit. Ces exemples de générosité ne servirent qu'à accélérer la mort du cardinal; Alexandre le fit empoisonner, & lui décerna ensuite de magnifiques funérailles. Cependant César ne voulant pas perdre le fruit de ses crimes, s'emparoit à main armée de Citat-di-Castello qui

avoit appartenu à Vitelloze, de Pé-
rouse, où Jean-Paul Baglioné n'avoit ANN. 1502.
osé l'attendre : il ravageoit le terri-
toire de Sienne en haine de Pandolfe
Petrucci, & se hâtoit de conduire ses
troupes dans le voisinage de Rome
pour s'emparer de la dépouille des
Ursins. Le pape voulant donner quel-
que couleur à cet odieux brigandage,
venoit de publier des lettres, où les
accusant du crime de haute trahison,
il confisquoit leurs biens au profit du
saint siége, ordonnant au gonfalon-
nier de l'église de s'en mettre en pos-
session. Outre ceux dont nous avons
raconté la fin déplorable, il restoit
encore de cette illustre maison Fa-
bio, fils de Paul, Jean Jourdain,
seigneur de Bracciano, attaché au
service de France, Nicolas, comte
de Pétiliane, & Barthélemi l'Alviane
au service de la république de Venise.
Ces deux derniers furent exemptés
de la proscription : la république, à
qui ils avoient demandé la permis-
sion d'aller défendre leur patrimoine,
employa si efficacement sa médiation,
que le pape se crut obligé d'y dé-
férer. Le roi de France n'eut pas le
même crédit ; César qu'il sommoit

ANN. 1502.

inutilement de conduire ses troupes dans le royaume de Naples, demandoit la dépouille de Jean Jourdain, & venoit de se lier étroitement au parti Espagnol qui commençoit à prendre le dessus.

Causes de rupture dans le royaume de Naples entre les François & les Espagnols.

*Guicchardin. Auton. Belcar. Giannone. Manuscrits de Bethune.*

Dès qu'il avoit été question de partager le royaume de Naples, on s'étoit apperçu de la négligence ou de la précipitation de ceux qui avoient rédigé le traité. On s'étoit contenté de stipuler en général que la France auroit pour sa part l'Abruzze & la terre de Labour : que la Pouille & la Calabre appartiendroient à l'Espagne. Cette division auroit suffi si chacune de ces provinces eût eu des limites bien marquées, si ces limites n'eussent point varié sous différents règnes, & si ces quatre grandes provinces eussent compris la totalité du royaume. Mais comme les rois précédents, soit pour faciliter la perception des impôts, soit pour récompenser un plus grand nombre de sujets distingués, avoient plusieurs fois morcelé ces provinces, en avoient détaché des portions plus ou moins considérables, selon le degré de confiance ou d'estime qu'ils avoient

en ceux à qui ils en confioient l'administration, il étoit arrivé qu'au lieu de quatre grandes provinces on en comptoit alors six. On étoit convenu qu'on partageroit également le produit de la douane des bestiaux qui venoient paître tous les hivers dans les plaines de la Capitanate, parce que ce produit étoit la branche la plus considérable des revenus de la couronne; mais on n'avoit pas daigné spécifier à qui appartiendroit le fonds où croissoient ces pâturages, comme si cet objet n'eût pas mérité qu'on s'en occupât : on avoit gardé un silence absolu sur la Basilicate; cependant cette province, quoique peu étendue, étoit peut-être la plus fertile de tout le royaume. On avoit cru apparemment qu'il suffisoit pour étouffer les difficultés qui devoient naître d'une division si imparfaite, de stipuler, comme on avoit fait, que si, après le partage, une des deux parties se trouvoit lésée, l'autre seroit tenue de lui assigner un dédommagement; mais de quelle nature devoit être ce dédommagement? c'est ce que le traité ne disoit point. D'ailleurs, comment s'assurer que la

partie qui se plaindroit, seroit bien
ANN. 1502. fondée à se plaindre? Les hommes sont-ils des juges équitables dans leur propre cause. A peine un pareil traité auroit-il pu s'exécuter paisiblement, entre deux frères qui auroient eu à partager un commun héritage: à quoi donc devoit-on s'attendre de la part de deux monarques rivaux qui confioient respectivement leurs droits à des hommes armés & avides de gloire? Les François qui s'étoient mis les premiers en possession de l'Abruzze & de la Terre de Labour, n'avoient pas manqué de se répandre dans la Capitanate & la Basilicate, sans que Gonsalve, occupé alors du siége de Tarente & réduit à implorer leur assistance, opposât aucun obstacle à leurs progrès. Maître de cette ville, il porta ses troupes dans les provinces contestées: il les cantonna dans toutes les places où les François n'avoient point établi de garnison: après cette prise de possession, il envoya signifier au général François qu'il eût à évacuer incessamment des contrées qu'il disoit appartenir au roi d'Espagne son maître. Ce procédé parut d'autant

plus étrange, qu'il n'étoit précédé d'aucune explication; que Gonsalve ne se plaignoit point que la portion de son maître fût d'un moindre produit que celle du roi de France; & qu'enfin il ne demandoit point les provinces en litige à titre d'indemnité ou de compensation. Nemours, qui étoit vice-roi de Naples, n'y répondit qu'en sommant à son tour Gonsalve, de se renfermer dans les limites de la Pouille & de la Calabre, qui seules valoient mieux que tout le reste du royaume. Les barons Napolitains & les magistrats des principales villes du royaume, prévoyant que si la guerre venoit à se déclarer, ils seroient pillés & rançonnés par les deux partis, interposèrent leur médiation, & en menaçant de se déclarer contre celui qui commettroit les premières hostilités, ils obtinrent qu'on tiendroit une conférence, où l'on termineroit, suivant les formes juridiques, cette contestation naissante. Les deux généraux s'y firent accompagner par d'habiles jurisconsultes qui produisirent des tas de chartres, d'anciens aveux & dénombrements. Comme

ANN. 1502.

ANN. 1502. on n'en pouvoit rien conclure, à cause des changemens arrivés dans la distribution des provinces, Nemours fit observer que, sans s'engager plus avant dans un labyrinthe ténébreux, il y avoit un moyen sûr & facile de terminer la contestation, en s'en tenant aux indices que donnoit la nature, & à l'esprit qui avoit dicté le traité de partage : que la Capitanate qui formoit le principal objet de la contestation, étoit contiguë dans toute son étendue avec l'Abruzze, au lieu qu'elle étoit séparée de la Pouille par la rivière d'Ofanto : que la Basilicate étoit tellement inséparable de l'Abruzze & de la Terre de Labour, que sans elle la possession de ces deux provinces deviendroit précaire & illusoire, puisqu'il ne tiendroit plus qu'au roi d'Espagne de les affamer en rendant simplement un Edit qui défendît la traite des blés : que le traité de partage, ayant pour objet d'établir une parfaite égalité entre les deux rois, c'étoit le violer ouvertement que de prétendre assigner à l'un toutes les terres fertiles, à l'autre des sables & des rochers. Gonsalve

répondoit que, n'ayant point été appelé au conseil où l'on avoit conclu ce traité, il ne savoit point quelles avoient été les intentions de ceux qui l'avoient rédigé; qu'on l'avoit simplement chargé de le faire exécuter à la lettre : que son maître ayant stipulé pour sa part la Pouille & la Calabre, avoit des droits évidents sur les petites provinces qu'on en avoit démembrées : qu'il lui avoit imposé l'obligation de faire valoir ces droits en le nommant son général : qu'il verseroit pour les défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang. Comme les esprits, loin de se rapprocher, commençoient à s'aigrir, les barons qui avoient ménagé cette conférence, obtinrent encore qu'on renverroit aux deux monarques la décision de cette affaire, & qu'en attendant les choses resteroient dans l'état où elles se trouvoient. La réponse ne se fit pas attendre; elle fut à-peu-près la même de part & d'autre. Louis & Ferdinand mandoient à leurs généraux qu'ils s'abstinssent de toute voie de fait; qu'ils transigeassent à des conditions avantageuses, s'il étoit possible,

ANN. 1502.

ANN. 1502. ſinon qu'ils miſſent leurs droits en ſûreté, & qu'ils attendiſſent l'occaſion de les faire valoir. Les généraux tinrent une nouvelle conférence, où, ne trouvant aucun moyen de conciliation, ils convinrent que, juſqu'à nouvel ordre, chacune des parties ſeroit maintenue dans les places dont elle étoit en poſſeſſion; mais que pour empêcher que cette poſſeſſion ne devînt un titre, on graveroit conjointement les armes de France & d'Eſpagne ſur les portes de toutes les places conteſtées. Ces conditions furent obſervées par les François; mais Gonſalve, de quelque condeſcendance qu'il uſât extérieurement pour ne pas ſe rendre odieux aux barons Napolitains, vouloit la guerre, fondant ſa principale eſpérance ſur la méſintelligence qu'il remarquoit entre les principaux officiers François. Louis conſidérant que des trois officiers-généraux qu'il avoit aſſociés au ſeigneur d'Aubigni, l'un étoit mort & les deux autres abſents; que d'Aubigni lui-même, quelques talents qu'il eût pour le commandement, étoit tourmenté de goutte & ſouvent forcé de garder la cham-

bre, avoit cru devoir nommer un vice-roi ou gouverneur-général de cette contrée. Il avoit jeté les yeux sur Louis d'Armagnac, duc de Nemours, fils de Jacques d'Armagnac, qui avoit eu la tête tranchée aux halles. Le desir de relever une maison illustre presque éteinte, une sorte de justice, puisque le duc de Nemours étoit neveu par sa mère de ce Charles, dernier rejeton de la maison d'Anjou, qui avoit laissé au roi par testament le comté de Provence & le royaume de Naples, avoient décidé Louis à le préférer à tous ceux qui briguoient ce glorieux emploi. Cependant, il avoit senti le tort qu'il faisoit à Aubigni, prince du sang d'Ecosse, l'un des plus anciens & des plus illustres généraux qui fussent en Europe : il lui avoit conféré des terres & des seigneuries dans le royaume de Naples, & avoit exigé à ce prix qu'il y restât pour aider de ses conseils le nouveau vice-roi; mais Nemours qui le regarda comme un précepteur incommode, chercha toutes les occasions de le mortifier. Les vieux capitaines restant attachés à leur an- ANN. 1502.

ANN. 1502. cien général, & les plus jeunes ne cherchant qu'à faire leur cour au vice-roi, formèrent deux partis qui ne purent agir de concert, & c'étoit ce qui enhardissoit principalement Gonsalve à désirer la guerre.

Un second motif, non moins pressant, étoit la difficulté où il se trouvoit alors de faire subsister ses troupes. Depuis qu'il étoit parti d'Espagne, il n'avoit reçu de Ferdinand ni argent ni munitions : une partie de ses soldats l'avoit abandonné pour se mettre à la solde de César Borgia : les autres menaçoient hautement de suivre cet exemple, ou même de passer dans le camp des François, s'il ne leur donnoit promptement une partie de ce qui leur étoit dû. Dans l'impossibilité où il se trouvoit de les payer, il n'auroit pu les retenir qu'en leur permettant le pillage des provinces qu'il venoit de conquérir; mais ce remède étoit dangereux, parce que les Napolitains n'auroient pas manqué d'appeler les François.

Réduit à ne pouvoir plus subsister en paix, il cherchoit la guerre; il auroit seulement voulu que les Fran-

çois la lui déclarâssent : il commença par des entreprises nocturnes qu'il pouvoit toujours désavouer. La première se fit sur la ville de Troja où commandoit Alegre. Une troupe d'Espagnols se présentèrent vers minuit à l'une des portes, & entreprirent de la briser à coups de hache. Alegre accouru au bruit avec quelques soldats, soutint l'effort des ennemis jusqu'à ce que sa troupe se fût rassemblée, & que les bourgeois eussent pris les armes : alors il ouvrit les portes, & fit une sortie sur l'ennemi qu'il mit en déroute : l'obscurité de la nuit & la crainte de tomber dans quelque embuscade, l'empêchèrent de poursuivre les fuyards. Ann. 1502.

Le lendemain, un corps d'Espagnols alla donner une pareille alarme à la ville de Melphe, & pilla dans un des fauxbourgs les équipages du duc de Nemours. Deux jours après, ils tentèrent d'escalader les murs d'Aveline. Enfin, Gonsalve voyant que les François étoient partout sur leurs gardes, & que ces petites supercheries ne servoient qu'à décréditer ses armes, tenta une en-

treprise d'éclat. Ayant lié une intelligence avec les habitants de la Tripalde, mécontents de la garnison Françoise qui étoit dans cette ville, il ordonna au capitaine Scalada de s'en approcher avec un corps de trois mille hommes d'infanterie. Cette troupe trouvant une porte ouverte, entra secrètement dans la place, fit main-basse sur les François, & y resta en garnison.

ANN. 1502.

Conduite de Ferdinand le Catholique.

*Auton, manuscrit. Guicchardin. P. Martir.*

Le duc de Nemours, en donnant avis à Louis de ce qui venoit de se passer, lui représenta le tort que faisoit à sa réputation & à ses intérêts l'inaction forcée où il retenoit les troupes; il le supplia de vouloir bien le tirer enfin d'une situation si violente. Louis avoit entamé une négociation avec Ferdinand, qui, jetant en avant des projets impraticables, ne cherchoit qu'à gagner du temps jusqu'à ce qu'il eût armé contre la France, l'Italie & l'Allemagne. En signant un traité de partage qui ne pouvoit être exécuté, il s'étoit préparé à la guerre, & n'avoit pas perdu un instant. Son premier soin avoit été de fortifier la ville de Salces & les autres places du Roussillon qui

séparoient la France de l'Espagne. Tranquille de ce côté, il avoit tourné son attention à susciter des ennemis à Louis, & à lui dérober des alliés. Ainsi, ayant marié au duc de Savoie Marguerite d'Autriche, fiancée dans son enfance avec Charles VIII, & veuve depuis peu de temps de dom Juan, prince des Asturies, il s'étoit servi habilement du ressentiment de cette princesse pour détacher de la France la maison de Savoie, & pour soulever quelques cantons Suisses limitrophes des Etats de son mari : il s'en étoit servi avec le même succès pour déterminer Maximilien à se montrer en Italie, tandis que, par l'entremise de Gonsalve, il réveilloit la jalousie des Vénitiens, & animoit l'audace de César Borgia. Il se flattoit que, sans se montrer à découvert, il susciteroit une guerre si périlleuse dans le duché de Milan, que les François seroient forcés de rappeler toutes les garnisons qu'ils avoient dans le royaume de Naples. Les mesures étoient bien prises, & cependant elles échouèrent. D'un côté, la précipitation des Suisses; de l'autre, la

Ann. 1502.

lenteur de Maximilien, avertirent Louis de ce qui se préparoit; la conduite de Gonsalve & de César Borgia acheva de lui dessiller les yeux : honteux d'avoir été pris pour dupe, il chassa de sa cour les ambassadeurs de Ferdinand, fit saisir les effets des marchands Espagnols qui se trouvoient dans les ports de France : il passa promptement les Alpes pour dissiper, par sa présence, les projets de ses ennemis, & détachant quatre mille hommes de son armée, il les envoya au duc de Nemours avec ordre d'attaquer Gonsalve, & de le chasser du royaume de Naples. Ce coup de vigueur, auquel on ne s'attendoit pas, étourdit Ferdinand & Gonsalve. Ce dernier offrit alors de céder la Capitanate, & tout ce que les François pouvoient raisonnablement prétendre; mais on ne l'écouta plus. Voyant qu'il n'avoit point assez de forces pour tenir la campagne, il jeta des garnisons dans les places maritimes de la Pouille & de la Calabre les plus voisines de la Sicile, & établit son quartier général à Barlette. Les François s'étant emparés en peu de jours de toutes les places que les Espagnols

avoient abandonnées, vinrent former le siége de Canose, où Pierre de Navarre & le capitaine Péralte s'étoient enfermés avec douze cents hommes d'infanterie. Ces deux braves guerriers repoussèrent trois fois les François qui montoient à l'assaut : ils avoient formé le projet de s'ensevelir sous les ruines de la place, si Gonsalve, qui ne pouvoit les secourir, ne leur eût mandé de capituler. Les François, admirateurs de leur courage, leur permirent de sortir avec tous les honneurs de la guerre : comme il falloit traverser l'armée, & qu'on redoutoit la fureur des Suisses & des Gascons, on leur donna pour otages Jeannot d'Arbouville & François de Daillon, seigneur de la Crotte, deux capitaines des gens de pied. Un procédé si généreux fut mal reconnu par Gonsalve : il refusa de rendre les deux otages, il menaça même de les faire servir en qualité de forçats sur ses galères, & vraisemblablement il se fût déshonoré par cette lâcheté, si le capitaine Péralte, après avoir essayé inutilement de l'en détourner, n'eût pris sur lui de les mettre en liberté, au

ANN. 1502.

ANN. 1502.

risque d'être mis à leur place. Gonsalve fit charger de fers Péralte, & l'auroit fait pendre s'il n'eût trouvé le secret de s'évader. Il passa au service de France, & y persista jusqu'à sa mort.

Blocus de Barlette : conduite de Gonsalve.

*Paul Jove. Guicchardin. Auton, manusf. du cabinet de M. de Foncemagne.*

La reddition de Canose permit aux François de s'approcher de Barlette, où Gonsalve avec l'élite de ses troupes se tenoit renfermé : Nemours fit le tour des murailles, & l'envoya défier par un héraut. Comme il n'y avoit aucune espérance de l'attirer au combat, on délibéra dans le camp sur le parti qu'on avoit à prendre pour terminer cette guerre. Aubigni, la Palisse & Malherbe étoient d'avis qu'on s'attachât à pousser vivement le siége de Barlette, montrant qu'on avoit assez de troupes pour l'investir, & qu'en cas de besoin, on auroit la facilité d'en tirer de nouvelles tant que le roi séjourneroit en Italie; que les forces ennemies se trouvant concentrées dans un seul point, c'étoit-là qu'on devoit diriger les efforts de l'armée : qu'après la prise de Barlette, les autres villes où tenoient encore les Espagnols, tomberoient d'elles-mê-

mes au pouvoir du vainqueur ; que les Napolitains à qui, dans l'ame, il étoit assez égal que ce fussent les Espagnols ou les François qui les gouvernassent, se déclareroient toujours pour le plus fort, & qu'ainsi on pouvoit en toute sûreté se dispenser d'affoiblir l'armée en établissant des garnisons dans l'intérieur du royaume, ou en formant diverses attaques à la fois. D'autres capitaines s'efforcèrent de montrer que l'entreprise qu'on proposoit, étoit téméraire & ruineuse : si douze cents fantassins Espagnols, dirent-ils, ont bien pu repousser trois assauts dans la ville de Canose, ruiner une partie de l'infanterie & se retirer avec les honneurs de la guerre, doit-on se flatter qu'il sera facile d'emporter une place défendue par une armée entière & par un général tel que Gonsalve ? Comment d'ailleurs faire subsister l'armée dans un lieu où il n'y avoit que des marais salés & presque point d'eau douce ? Ils ajoutèrent qu'on se trompoit fort sur le caractère des Italiens si l'on comptoit sur leur attachement ; que le seul moyen de les contenir dans le devoir étoit de

Ann. 1502.

ANN. 1502. leur montrer par-tout des garnisons prêtes à porter le fer & le feu sur les terres de ceux qui seroient tentés de se révolter ; que les Espagnols avoient encore une armée dans la Calabre, qui intimidoit ceux des barons qui auroient été disposés à se déclarer pour la France, & à laquelle on sembleroit abandonner le royaume entier, si l'on prenoit le parti de concentrer toute l'armée Françoise dans un coin de la Pouille ; qu'il étoit indispensable d'envoyer au plutôt un détachement de ce côté, afin d'engager cette Province à suivre l'exemple des autres ; qu'on avoit assez de troupes pour satisfaire à tous ces objets ; qu'il suffisoit d'établir de fortes garnisons dans les places qui entouroient Barlette, de ravager le territoire de cette ville, & d'empêcher qu'il n'y entrât aucune espèce de provisions ; que la faim tireroit bientôt Gonsalve de son dernier asile, & qu'avant la fin de l'hiver on se trouveroit délivré des Espagnols sans effusion de sang. Nemours embrassa avec joie ce dernier avis qui n'étoit pas celui d'Aubigni. Il disposa des garnisons dans tous les postes

postes voisins de Barlette, de manière qu'elles fermassent aux Espagnols toute communication avec le reste du royaume, & qu'elles pussent se secourir mutuellement au cas que l'une d'elle fût attaquée. Il détacha ensuite du corps de l'armée Imbercourt & Grigni avec leurs compagnies d'ordonnance, & le capitaine Malherbe avec quatre cents fantassins pour aller se joindre à l'armée des barons Napolitains, & attaquer de concert l'armée des Espagnols dans la Calabre. Emmanuel Benavide & Hugues de Cardonne qui la commandoient, prirent si bien leurs mesures, qu'ils forcèrent les François d'en venir aux mains avant la jonction avec les barons. La valeur, dans cette occasion, ne put suppléer au nombre ni à la discipline : Grigni fut tué sur le champ de bataille; Imbercourt resta prisonnier, le reste fut pris ou dispersé. La nouvelle de cet échec excita les murmures de toute l'armée contre le duc de Nemours; les barons avoient demandé Aubigni pour les commander, & l'on étoit convaincu que ce malheur ne fût point arrivé, si la jalousie du

ANN. 1502.

général n'eût exclu de cette commiſſion honorable le ſeul homme capable de la bien remplir. Nemours, trop fier pour confeſſer la faute qu'il avoit faite, ſe chargea lui-même de la réparer; il marcha peu accompagné du côté de la Calabre, mais bientôt arrêté par des obſtacles qu'il n'avoit pas prévus, & conſidérant que c'étoit une imprudence impardonnable à un général de s'éloigner du gros de ſon armée, puiſqu'il étoit reſponſable des fautes qui pouvoient ſe commettre pendant ſon abſence, il revint ſur ſes pas, & laiſſa enfin partir Aubigni. Celui-ci ne démentit point les eſpérances des barons Napolitains. Arrivé dans la Calabre, ſon premier ſoin fut de rapeler, ſous ſes enſeignes, les troupes battues & diſperſées. Imbercourt, ſon prédéceſſeur, étoit toujours priſonnier; les ennemis l'avoient mis à une rançon ſi forte, qu'il n'avoit preſque aucune eſpérance de l'acquitter. Aubigni, en cette occaſion, vendit ſon argenterie, & eût la gloire de lui rendre la liberté. Lorſque toutes ſes forces furent raſſemblées, il alla chercher les Eſpagnols, qui, n'oſant plus

l'attendre, se réfugièrent dans les places maritimes, où le général François ne put les forcer, parce qu'il n'avoit ni vaisseaux ni canon.

ANN. 1502.

Combat particulier du chevalier Bayard avec Alonze de Sotomaïor.

*Vie du chev. Bayard. Auton, manuscrit. Brantome.*

L'hiver n'avoit pas tellement suspendu les opérations militaires, qu'il ne se livrât encore plusieurs petits combats entre les deux partis. Les François sortoient fréquemment de leurs garnisons pour battre la campagne, & intercepter les convois qui venoient dans les villes occupées par les Espagnols : ceux-ci, de leur côté, n'étoient pas bloqués si étroitement, qu'ils ne sortissent de temps en temps, soit pour tenir leurs chevaux en haleine, soit pour enlever quelques prisonniers. Toutes les fois que deux troupes se rencontroient en nombre à-peu-près égal, elles ne manquoient pas d'en venir aux mains. La plus célèbre de ces rencontres, soit par les suites qu'elle entraîna, soit par le mérite des combattants, fut celle qui se passa entre le chevalier Bayard & don Alonze de Sotomaïor. Bayard commandoit dans la ville de Monervine, Sotomaïor dans celle d'Andres qui en est voisine. Animés d'un

égal desir de gloire, ils ne tardèrent pas à se rencontrer : leurs troupes étoient à-peu-près pareilles; mais la cavalerie Espagnole, légèrement armée, ne put soutenir le choc des lances Françoises. Don Alonze, après s'être donné inutilement beaucoup de peine pour la rallier, fut fait prisonnier & conduit à Monervine. Bayard, se contentant de lui faire jurer qu'il ne sortiroit point de la ville sans sa permission, lui laissa sur tout le reste une entière liberté, l'admit à sa table, & tâcha de lui procurer tous les amusements qui dépendoient de lui. La rançon que devoit payer le prisonnier étoit forte, & les Espagnols avoient peu d'argent. Impatient de ne recevoir aucune nouvelle de ses amis, don Alonze corrompit un Albanois au service de France, & tenta de s'évader; mais il avoit affaire à un homme qu'il étoit difficile de surprendre; il fut atteint & ramené. Quoiqu'il protestât avec serment qu'il n'avoit point eu d'autre intention que de réchauffer par sa présence le zèle de ses amis, & de trouver plus promptement sa rançon,

ANN. 1502.

Bayard ne se payant point de ces excuses, le fit enfermer dans une tour. Au bout de quinze jours la rançon arriva, & le prisonnier fut mis en liberté; mais bientôt Bayard fut informé que don Alonze se plaignoit de lui, tenoit des discours offensants sur son compte, & osoit le menacer. Craignant que de pareils propos, quoiqu'ils n'eussent aucun fondement raisonnable, ne portassent atteinte à sa réputation, il manda un clerc, car il savoit à peine signer son nom, & se plaignant à son tour de don Alonze, il le somma dans sa lettre, ou de donner un désaveu formel des discours qu'on lui prêtoit, ou de les soutenir en sa présence les armes à la main. Don Alonze, aussi fier que son adversaire, répondit qu'il n'y avoit personne sous le ciel qui pût le faire dédire de ce qu'il avoit avancé, & accepta le défi. On convint du jour & du lieu : on nomma des juges du champ; ce furent la Palisse du côté des François, & Altemese pour les Espagnols. Bayard parut le premier sur les rangs, armé de toutes pièces, & monté sur son cheval de bataille.

ANN. 1502.

Ann. 1502.

Alonze, qui avoit déja éprouvé la supériorité de son adversaire dans ce genre de combat, ne voulut se battre qu'à pied. Bayard pouvoit se retirer, ses amis, qui savoient qu'il étoit fort affoibli par une fièvre tierce, qui le consumoit depuis quatre mois, vouloient qu'il prît ce parti; mais rien ne fut capable d'ébranler sa résolution. Les deux champions se battirent long-temps avec assez d'égalité : à la fin Bayard trouvant son adversaire en défaut, lui enfonça son épée dans la gorge de la longueur de quatre doigts. Alonze, qui se sentit mortellement blessé, s'élança sur son adversaire, le saisit au corps & tâcha de le renverser: ils tombèrent tous les deux à côté l'un de l'autre. Bayard s'étant promptement relevé, porta le poignard sur la visière du casque de son adversaire : Chevalier, lui cria-t-il, rendez-vous, ou vous êtes mort. Il ne répondit rien, car déja le sang qui lui tomboit sur la poitrine l'avoit étouffé. Bayard, se jetant à genoux, baisa la terre, & rendit grace à Dieu de la victoire qu'il venoit de remporter : puis se tournant vers les

Eſpagnols : vous ſavez, leur dit-il, que la dépouille & les armes de ce vaillant & trop infortuné chevalier m'appartiennent par les loix du combat ; je vous les rends : que n'eſt-il également en mon pouvoir de lui rendre la vie !

ANN. 1502.

Comme l'éclat qu'on avoit affecté de donner à ce combat tournoit entièrement au déſavantage des Eſpagnols, Gonſalve crut que le ſeul moyen de le faire oublier, étoit d'en engager promptement un autre plus éclatant encore. Il perſuada donc à onze des meilleurs cavaliers qu'il eût dans ſes troupes, de propoſer à un pareil nombre de François de ſe battre contr'eux ſous les murs de Trani, & de choiſir pour juges les Vénitiens, à qui cette ville appartenoit. Le défi fut accepté, & les combattants ſe rendirent de part & d'autre au lieu & au jour aſſignés. Gonſalve avoit indiqué à ſes Eſpagnols un moyen facile de vaincre les François ſans danger. Il conſiſtoit à violer en cette occaſion les règles de la chevalerie, en dirigeant leurs lances contre les chevaux. Par ce ſtratagême, tous les chevaliers

Combat particulier de onze chevaliers Eſpagnols contre un pareil nombre de François.

*Auton, manuſcrit.*
*Belcar.*
*Paul Jove.*

François se trouvèrent abattus dès le premier choc, à la réserve de Bayard & de François d'Urfé, seigneur d'Orose. Malgré un avantage si considérable, la victoire resta indécise par l'adresse & le courage invincible de ces deux chevaliers, qui, en couvrant leurs compagnons abattus, & en se retranchant pour ainsi dire derrière les chevaux morts, soutinrent jusqu'à la nuit tous les efforts des assaillants, & rétablirent peu-à-peu l'égalité. C'étoit déja beaucoup pour des cavaliers Espagnols de s'être trouvés renfermés en champ clos contre un pareil nombre de gendarmes François dont le nom répandoit la terreur, & d'en être sortis sans désavantage; mais cela ne suffisoit point encore à Gonsalve, qui, sachant combien la réputation donne de supériorité à la guerre, croyoit devoir tout entreprendre pour diminuer celle de ses ennemis. Il desira donc que les Italiens, à l'exemple des Espagnols, se mesurassent avec les François, & communiqua ses vues à Prosper Colonne, qui se chargea de choisir les combattants. L'occasion du défi se présenta naturellement,

ANN. 1502.

Entre douze Italiens & douze François.

*Ibid. Guicchardin.*

Un François, prisonnier à Barlette, ayant parlé avec peu d'estime de la valeur des hommes d'armes d'Italie, fut repris aigrement par ceux qui l'entendirent : on promit de lui faire grace de sa rançon, s'il pouvoit engager un certain nombre de ses camarades à se battre en champ clos contre un pareil nombre de ces mêmes gendarmes Italiens qu'il déprimoit si fort. Le défi fut accepté comme on s'y étoit attendu, & l'on dressa les lices. Quoiqu'il ne fût pas impossible, ni peut-être même bien difficile de trouver dans une nation entière dix ou douze guerriers capables de résister à un pareil nombre de François, les historiens d'Italie conviennent eux-mêmes que Prosper & Gonsalve usèrent de supercherie en armant leurs champions d'un épieu de fer, dont ils leur enseignèrent l'usage. Les chevaliers François ayant, dès le premier choc, renversé une partie de leurs ennemis, & brisé leurs lances, mirent l'épée à la main pour terminer le combat : ils se croyoient assurés de la victoire, lorsque les Italiens abattus tirent leurs épieux, & se jetant sous le ventre des chevaux, ANN. 1502.

ANN. 1502. renversent leurs vainqueurs; s'élançant ensuite sur eux avant qu'ils fussent relevés, ils leur mettent l'épieu sur la gorge, & les forcent de rendre les armes. Le combat dura peu, & ces guerriers jusqu'alors si fiers, après avoir servi à orner le triomphe de leurs vainqueurs, furent obligés de racheter leur liberté.

La renommée, en répandant dans toute l'Italie le succès de ces combats, apprenoit aux peuples que cette gendarmerie Françoise, si redoutable jusqu'alors, n'étoit point invincible : les généraux François sentirent le tort qu'ils avoient eu de permettre ces combats, ou de n'avoir pas du moins pris toutes les mesures nécessaires pour qu'ils s'accomplîssent suivant les règles de la chevalerie. N'ayant aucun moyen de réparer leur honneur, tant que les ennemis se tiendroient renfermés, ils n'oublioient rien pour les attirer en rase campagne : la Palisse qui commandoit dans Rubos, l'un des postes les plus proches de Barlette, rodoit de nuit & de jour dans les environs. Quelquefois, rassemblant les garnisons voisines, il

se présentoit subitement devant une des portes, & envoyoit des trompettes défier Gonsalve & ses Espagnols : d'autres fois, il se plaisoit à faire le tour d'une partie des murailles, avec trente ou quarante hommes seulement, sans que les Espagnols, témoins de ces bravades, pussent obtenir, ni par prières, ni par menaces, la permission de lui donner la chasse. *Heureux la Palisse*, s'écrioit Mendoze, *que Ferdinand avec toute sa puissance, que Gonsalve avec toute son habileté, me paroissent petits auprès de toi !* ANN. 1502.

Cette activité de la Palisse ne laissoit aux Espagnols aucune communication avec le reste du royaume : la Sicile, qui les avoit alimentés, étoit épuisée, & ils eussent été forcés de mettre bas les armes, si les Vénitiens n'eussent pris soin de leur fournir des vivres & des munitions. Louis se plaignit de cette contravention aux engagements que la république avoit pris avec lui ; le sénat qui ne pouvoit nier des faits publics & avérés, répondit que la république n'étant à bien des égards qu'une société de marchands, étoit régie par des loix favorables au commerce ; que plu-

ANN. 1503.

Secours donnés aux Espagnols par les Vénitiens.

*Auton, manuscrit.*
*Seissel.*
*Guicchardin.*

ſieurs particuliers ayant des vaiſſeaux
ANN. 1503. en propre, & exerçant de tout temps le négoce qui convenoit le mieux à leur fortune, avoient apparemment donné lieu aux plaintes que formoit le roi très-chrétien ; que le ſénat veilleroit à l'avenir avec plus d'attention ſur la conduite de ſes marchands, & arrêteroit, autant qu'il ſeroit poſſible, ce trafic frauduleux & clandeſtin. Quoiqu'on ne pût douter de la connivence du ſénat avec l'Eſpagne, on feignit de ſe payer de cette excuſe, & l'on évita d'entrer dans des éclairciſſements qui auroient pu aboutir à une guerre ouverte qu'on étoit bien aiſe d'éviter dans ces circonſtances.

Il étoit bien difficile de réduire par la faim une place maritime, ſans une flotte qui la bloquât du côté de la mer comme elle l'étoit déja par terre. Or, c'eſt à quoi l'on n'avoit point encore pourvu. Le peu de vaiſſeaux qui étoient revenus de la malheureuſe expédition de Metelin, étoient en mauvais état : tandis qu'on travailloit à les réparer, le chevalier Préjean, ou Pierre-Jean de Bidoux, avec quatre galères ſeulement croi-

soit à la pointe de l'Italie, observant la conduite des Vénitiens, & interceptant les convois qui venoient de Sicile. Gonsalve & les Vénitiens, que la présence de cette petite escadre gênoit presqu'également, agirent de concert pour s'en délivrer: Gonsalve ramassant tous les vaisseaux qui se trouvoient dans les ports de Sicile, en forma une escadre supérieure pour donner la chasse à Préjean. On avoit prévu qu'il ne manqueroit pas de se réfugier dans un des ports d'une puissance neutre telle que la république de Venise, & ce fut en effet le parti qu'il prit. Pour plus de précaution encore, Préjean avoit envoyé demander au gouverneur Vénitien de la ville d'Otrante, s'il seroit en sûreté dans son port. Aussi en sûreté que dans celui de Marseille, lui avoit répondu ce gouverneur : il y entra donc. Voyant que l'escadre Espagnole le suivoit sans que le gouverneur fît aucune démarche pour le garantir, il demanda au moins la liberté de se mettre en défense, & de vendre chérement sa vie : non content de la lui refuser, le gouverneur dressa sur sa

ANN. 1503.

ANN. 1503.

flotte tout le canon de la place, & on menaça de le couler à fond au moindre mouvement qu'il feroit : certain qu'il étoit trahi, & qu'on alloit le livrer à ses ennemis, il mit lui-même le feu à ses vaisseaux, & se sauva par terre avec une partie de ses équipages.

Premiers exploits de Gonsalve contre les François.

*Auton.*
*Guicchardin.*
*Paul Jove.*
*Belcar.*
*P. Martir.*

Gonsalve conserva donc la liberté de tirer des vivres & des munitions par mer : bientôt la fortune lui présenta une occasion de sortir des limites étroites où il étoit resserré du côté de la terre. La compagnie d'Aimar de Prie, qui étoit en garnison à Castellanet, l'un des postes les plus éloignés de Barlette, profitant de l'absence de ses commandants, vivoit sans discipline & maltraitoit ses hôtes. Ces malheureux, poussés au désespoir, s'adressèrent aux Espagnols, & promirent de leur livrer la place. Au jour & à l'heure convenus, les bourgeois ayant pris secrètement les armes, viennent fondre sur la salle où dînent tranquillement les François, égorgent ceux qui leur résistent, & chargeant les autres de fers, ils les livrent aux Espagnols. En voulant réparer cette perte, Ne-

mours en occasionna une nouvelle beaucoup plus considérable encore. Les troupes qui bloquoient Barlette, étoient distribuées en différents postés à une certaine distance les unes des autres, mais à portée de se secourir mutuellement. Nemours en tira une partie pour les conduire promptement à Castellanet, & en chasser les Espagnols avant qu'ils puissent s'y fortifier. Envain la Palisse, qui étoit dans le poste le plus avancé, lui remontra le danger manifeste auquel il l'exposoit, rien ne put le faire changer de résolution : il se flattoit ou que les Espagnols n'oseroient sortir de Barlette, ou que s'ils prenoient ce parti, il arriveroit assez à temps pour les atteindre en rase campagne, & leur livrer bataille. A peine étoit-il devant Castellanet, que Gonsalve sortant de Barlette à la tête de la garnison & avec un train considérable d'artillerie, vint au milieu de la nuit foudroyer les murs de Rubos qui tomboient en ruine : en moins de quatre heures, il y pratiqua trois brèches, dont l'une avoit plus de cent pas de large. La Palisse fit dans cette occasion tout ce qu'on pouvoit ANN. 1503.

ANN. 1503. attendre d'un chef intelligent & d'un soldat intrépide. Il renversa plusieurs fois les ennemis qui se présentoient en foule, & se fit en quelque sorte un nouveau rempart des corps des Espagnols qui tomboient sous ses coups; mais il ne pouvoit être par-tout à la fois Tandis qu'il défendoit l'endroit le plus foible, les ennemis s'ouvrant un passage par les deux autres brèches, poursuivirent les François jusqu'à la citadelle. La Palisse, déja couvert de blessures, vouloit s'y retirer; mais il trouva les chemins fermés: s'appuyant donc contre une muraille, & n'ayant plus même la force de se tenir debout, il soutint encore quelque temps seul la foule des ennemis qui l'enveloppoient. Son casque étoit brisé, un soldat d'un coup de pique lui fracassa les os de la tête. Forcé enfin de rendre les armes, il fut conduit à Gonsalve qui menaça de lui faire souffrir une mort ignominieuse, s'il n'obligeoit sur-le-champ son lieutenant à livrer la citadelle. La Palisse, qu'on avoit porté au pied des murailles, ayant fait appeler le lieutenant: *Cornon*, lui dit-il, *Gon-*

*salve que vous voyez menace de m'ôter un reste de vie, si vous ne vous rendez promptement. Mon ami, vous devez savoir en quel état est la citadelle: regardez-moi comme un homme déja mort, & si vous avez quelque espoir de tenir jusqu'à l'arrivée du duc de Nemours, faites votre devoir.* Cornon se mit en défense; mais n'ayant ni armes ni munitions, il ne put empêcher que la place ne fût emportée d'assaut. Gonsalve, malgré ses menaces, prit soin de la vie de la Palisse: il le mit entre les mains des plus habiles chirurgiens, qui, en peu de temps, le guérirent de ses blessures; mais quoique, par une convention solennelle réglée entre les deux généraux au commencement de la campagne, les prisonniers de guerre eussent la liberté de briser leurs fers en payant la somme à laquelle étoit évaluée leur rançon, Gonsalve ne voulut plus entendre parler d'aucune composition: non content de retenir la Palisse, il fit enchaîner deux à deux tous les hommes d'armes pris avec lui, & les fit enfermer dans des caveaux: les simples soldats réduits à la condition de

ANN. 1503.

forçats furent distribués sur ses galères.

ANN. 1503.

Après deux pertes si considérables, Nemours n'ayant plus assez de troupes pour bloquer Barlette, auroit dû rappeler Aubigni, & ramasser ses quartiers pour n'en former qu'un seul corps d'armée. Une mauvaise honte l'en empêcha; il craignit de recourir à un homme qu'il avoit jusqu'alors pris à tâche d'humilier, &, en calculant ses forces, il se crut encore en état de contenir les Espagnols jusqu'à l'arrivée des renforts qu'il attendoit de France.

Ruse de Ferdinand : traité frauduleux de Lyon.

*P. Martyr. Auton. Seissel. Heuterus.*

Louis avoit déja levé des troupes, & faisoit travailler dans les ports de Marseille & de Gênes, à réparer les vieux bâtiments, & à en construire de nouveaux. Déja il s'étoit rendu à Lyon pour veiller de plus près à cet embarquement, lorsque Ferdinand, occupé des mêmes soins, & craignant d'être prévenu par un ennemi que la situation de ses Etats & ses richesses mettoient à portée d'user de plus de diligence, chercha un moyen de rallentir cette ardeur, & de rendre inutiles tous ces préparatifs. Ce projet étoit devenu

difficile depuis que Louis avoit chassé de sa cour les ambassadeurs d'Espagne, & rompu tout commerce avec cette couronne. Il falloit lui députer un homme qu'il ne pût se dispenser d'entendre, & en qui il fût forcé de prendre confiance. La fortune le présentoit à Ferdinand. Il avoit auprès de lui l'archiduc Philippe, son gendre, qu'il venoit de faire reconnoître son successeur dans toute l'étendue de la monarchie Espagnole, non par aucun motif d'attachement pour ce jeune prince, ni même pour Jeanne sa fille, mais uniquement par complaisance pour la reine Isabelle, à laquelle il n'osoit rien refuser. L'archiduc, dégoûté des froideurs qu'il avoit à essuyer de son beau-père, & craignant peut-être que la guerre, commencée entre la France & l'Espagne, ne s'étendît avec le temps sur les Pays-Bas, eut tant d'impatience de retourner dans ses Etats, qu'il ne voulut pas même attendre les couches de l'archiduchesse sa femme, qu'il avoit amenée avec lui, & qui le conjuroit de ne point l'abandonner dans cette circonstance. Ferdinand, mettant à profit l'impatience de ce

ANN. 1503.

jeune prince, & peut-être bien aise
ANN. 1503. d'avoir trouvé une occasion favorable de perdre son prétendu successeur, le choisit pour être l'instrument de l'insigne trahison qu'il méditoit. Après lui avoir remontré qu'ils n'avoient tous les deux qu'un même intérêt, il le chargea de négocier avec Louis XII un traité dont le jeune Charles de Luxembourg, leur commun héritier, devoit recueillir tout le fruit. Ce prétendu traité, dont nous rapporterons plus bas la substance, étoit fondé sur le mariage déja arrêté du petit Charles avec Claude de France, fille unique de Louis XII. Ferdinand, dans les instructions qu'il donnoit à son gendre, sembloit n'avoir pour but que de sauver son honneur : il le laissoit maître de rédiger les conditions; il lui donnoit même une pleine autorité pour faire exécuter par lui-même toutes celles dont il seroit convenu : s'il lui associoit deux collégues, c'étoient des hommes d'un rang si bas, qu'ils ne pouvoient passer que pour ses secrétaires, ou tout au plus pour ses conseillers. L'archiduc, chargé d'une procuration en forme & muni de pleins pouvoirs,

crut n'avoir pas plus de précautions à prendre que lorsqu'il avoit déja traversé la France pour se rendre en Espagne; mais son beau père lui faisant envisager qu'alors on étoit en paix, au lieu qu'actuellement la guerre étoit ouverte, exigea qu'il envoyât demander un sauf-conduit & des otages. Quelque singulière que parût à la cour de France cette demande de la part d'un vassal, Louis daigna s'y prêter: René, duc d'Alençon, Gaston, comte de Foix, Charles de Bourbon-Montpensier, Charles de Bourbon, comte de Vendôme, se rendirent en qualité d'otages à Valenciennes, & l'on fit tenir à l'archiduc un sauf-conduit sur la frontière d'Espagne. Ce prince, pour montrer que cette précaution injurieuse ne venoit point de lui, ne fut pas plutôt en France, qu'il envoya ordre à ses officiers de ramener les otages avant qu'il parût lui-même à la cour du roi son souverain. Il y fut reçu avec tous les honneurs dus à sa naissance & à son rang. La commission dont il étoit chargé, ne pouvoit que le rendre agréable au roi, & sur-tout à la reine Anne de Bretagne; ANN. 1503.

il venoit en apparence pour resserrer les nœuds qui devoient unir les maisons de France & d'Autriche : on établit donc promptement des conférences pour rédiger les articles du traité. Ferdinand mettoit ce temps à profit pour négocier dans les cours de l'Europe, & achever ses préparatifs. Lorsque tout fut prêt, & que la saison d'agir fût arrivée, il permit à ses plénipotentiaires de conclure; mais il manda en même temps à Gonsalve qu'il alloit recevoir des renforts, & qu'il se gardât bien de déférer aux ordres qui pouvoient lui venir de la part de l'archiduc. Le traité fut signé le cinq d'Avril : il portoit en substance que, pour terminer les différents qui s'étoient élevés dans le royaume de Naples entre le roi très-chretien d'une part & les rois catholiques de l'autre, on étoit convenu que le roi très-chrétien céderoit dès ce moment à madame Claude sa fille, future épouse de Charles d'Autriche, duc de Luxembourg, la terre de Labour & l'Abruzze, avec le titre de reine de Naples; que les rois catholiques céderoient nuement & sans aucune réserve à ce même Charles,

ANN. 1503.

duc de Luxembourg, la Calabre & la Pouille; que par rapport à la Capitanate & à la Basilicate, dont la propriété étoit contestée entre les deux couronnes, chacune des deux parties rentreroit en possession des places & des villes qu'elle possédoit avant que la Tripalde eût été envahie à force ouverte par les Espagnols; que pour éviter toute brouillerie à l'avenir, & maintenir le royaume en paix jusqu'à l'accomplissement du mariage projeté, les rois catholiques rappeleroient incessamment du royaume de Naples Gonsalve & les garnisons Espagnoles qu'il commandoit, remettant toute la portion du royaume qui leur étoit échue par le premier partage entre les mains de l'archiduc Philippe pour la tenir & gouverner, soit par lui-même, soit par un lieutenant, au nom & comme tuteur du jeune Charles de Luxembourg, son fils; que le roi de France, comme tuteur & administrateur des biens de Claude sa fille, conserveroit sous sa main tant la terre de Labour & l'Abruzze, que les villes de son premier partage dans les provinces contestées; qu'il y nommeroit tel gou-

ANN. 1503.

verneur, & y entretiendroit telles garnisons qu'il lui plairoit.

ANN. 1503.

Ce traité étoit tout entier à l'avantage du roi de France, puisque, sous un prétexte honnête, il chassoit du royaume de Naples ses ennemis, & ne les remplaçoit que par un prince son vassal, qui n'auroit eu ni la force ni le courage de lui rien contester. D'un autre côté, il conservoit la meilleure portion des provinces en litige, puisque c'étoit pour en chasser les François que Gonsalve, tout foible qu'il étoit, avoit cru devoir commencer les hostilités. Si le mariage projeté s'accomplissoit, Louis, qui aimoit tendrement sa fille, étoit bien aise de pouvoir lui donner pour dot une couronne : si au contraire il venoit à se rompre, soit par la mort d'un des deux époux, soit par quelqu'autre cause, les François, affermis dans leur domination, se trouveroient alors plus en état de s'y maintenir, & même d'en exclure un prince qu'ils n'y recevroient en un sens que par grace & à titre précaire. De quelque façon que les choses tournassent, il y avoit beaucoup à gagner pour le roi & rien à perdre.

Ainsi de concert avec l'archiduc, suffisamment autorisé par leurs majestés Catholiques, il fit partir des députés pour aller notifier dans le royaume de Naples toutes ces conditions aux deux généraux, & leur enjoindre de s'y conformer. Ces députés passèrent par Gênes, où Louis avoit fait ses préparatifs de guerre: ils licencièrent, par son ordre, un corps de trois mille hommes d'infanterie, & trois cents lances prêts à s'embarquer. Louis qui conservoit encore la supériorité dans le royaume de Naples, & qui croyoit la guerre finie, étoit bien aise d'épargner de bonne heure à ses sujets les frais d'une nouvelle armée. Nemours, auquel les députés s'adressèrent en arrivant, déclara qu'il se conformeroit aux ordres qu'on lui notifioit; mais Gonsalve, qu'on sembloit tirer d'une longue prison, se montra moins docile: il déclara qu'il honoroit l'archiduc, mais qu'il ne prenoit des ordres que de leurs majestés Catholiques; que, chargé du commandement de leur armée, il ne perdroit aucune occasion de revendiquer leurs droits, jusqu'à ce qu'elles lui eussent

ANN. 1503.

fait connoître directement leurs volontés Il fallut revenir en France, ensuite partir pour l'Espagne, & solliciter une réponse positive de Ferdinand, qui, changeant souvent de place, & prétextant toujours des affaires urgentes, tint long-temps les députés à sa suite. Cependant, on ne tarda pas à recevoir des avis de ce qui se passoit : tandis qu'on célébroit, par des fêtes publiques, le retour de la paix, un courier, arrivé de Marseille, rapporta qu'on avoit vu passer à la hauteur de ce port une escadre Espagnole qui faisoit voile vers Naples : un autre courier, arrivé d'Allemagne, vint annoncer que deux mille lansquenets, levés dans les Etats héréditaires de la maison d'Autriche, s'étoient embarqués au port de Trieste, & traversoient le golfe Adriatique. L'archiduc, à qui Louis communiqua ces nouvelles, parut d'abord n'en rien croire, & dit qu'il falloit attendre une réponse d'Espagne; mais, quelque fermeté qu'il affectât, il ne put soutenir long-temps un rôle si pénible, soit que l'inquiétude mortelle dont il étoit agité, eût dérangé sa santé, soit

ANN. 1503.

qu'il ne cherchât qu'à exciter la pitié, il se mit au lit & ne se montra plus en public. La réponse qu'on attendoit d'Espagne, arriva enfin : elle étoit accablante. On y reprochoit à l'archiduc, ou de s'être laissé mener comme un enfant par le conseil de Louis, ou d'avoir eu la coupable pensée de dépouiller de leur vivant un beau-père & une belle-mère pour acheter l'alliance du roi de France : de n'avoir eu aucune déférence aux justes représentations des deux ministres qu'on lui avoit donnés pour collègues, & d'avoir sur tous les points outrepassé ses pouvoirs. Honteux, déshonoré, & pour comble de malheur, exposé à devenir la victime d'une perfidie dont il s'étoit rendu l'instrument, l'archiduc osant à peine lever les yeux, raconta les instances que lui avoit faites son beau-père, pour l'engager à se charger de cette négociation : il produisit ses instructions, & supplia le roi d'examiner lui-même s'il y avoit contrevenu en aucun point : il implora sa justice & sa clémence, demandant que du moins il lui fût permis de faire encore une tentative pour rappeler ses

Ann. 1503.

parents à des sentiments d'humanité, promettant de ne point sortir du royaume qu'il n'eût obtenu une pleine satisfaction. Louis, offensé que l'archiduc pût le soupçonner d'une lâche vengeance, répondit qu'il ne punissoit point l'innocent pour le coupable : que l'archiduc étoit venu dans ses Etats sur la foi du serment, qu'il pouvoit y séjourner, ou s'en retirer en toute liberté, s'il le jugeoit à propos. *J'aime mieux*, ajouta-t-il, *perdre, s'il le faut, un royaume dont la perte, après tout, peut être réparée, que de perdre l'honneur qui ne se répare point.* Quelques jours après, l'archiduc partit avec l'agrément du roi pour aller visiter la duchesse de Savoie, sa sœur, qui étoit à Bourg-en-Bresse : il s'y fit porter en litière; mais à peine y étoit-il arrivé, que recouvrant sa santé, & oubliant la parole qu'il avoit donnée de rester en France, il prit la route de la Franche-Comté, traversa le Rhin pour conférer avec l'empereur son père, & retourna dans les Pays-Bas.

ANN. 1503.

Irruption des Suisses. *Guicchardin. Auton. Belcar.*

Si Louis n'eût eu à s'occuper que des affaires du royaume de Naples, le mal n'eût point été sans remède.

Les troupes qu'il tenoit dans le Milanez eussent pu, en peu de temps, s'y rendre & y rétablir l'égalité; mais Ferdinand avoit eu le secret de mettre dans ses intérêts toutes les cours d'Italie. Il promettoit aux Vénitiens, qui tenoient déja quatre places maritimes dans la Pouille, de leur abandonner toute cette grande province pour prix des services qu'ils lui rendroient : il offroit au pape & à César Borgia les villes de Sienne, de Pise & de Bologne : enfin, il s'engageoit auprès des Suisses à obtenir de l'empereur une cession pleine & absolue, non-seulement du comté de Bellinzone qu'ils avoient déja enlevé à la France, mais de toutes les places du Milanez dont ils pourroient se mettre en possession. Les Vénitiens le favorisoient ouvertement, non dans l'espérance de lui voir accomplir ses promesses, mais parce qu'ils jugeoient qu'il étoit de l'intérêt de la république d'abattre la trop grande puissance des François en Italie. Le pape & son fils, offensés de la protection que la France accordoit à Jean Jourdain des Ursins, qu'il leur avoit plu de

Ann. 1503.

comprendre dans l'arrêt de proscription prononcé contre toute sa maison, se livrèrent sans peine à de si flatteuses espérances, & eurent recours à une manœuvre qui contribua plus à ruiner l'armée Françoise que les armes des Espagnols, ainsi que nous le rapporterons dans la suite. Enfin, les Suisses levèrent l'étendard, & vinrent au nombre de quinze mille combattants assaillir la forteresse de Locarna & la Murata, qui fermoient l'entrée du duché de Milan du côté du lac Majeur. Chaumont, rassemblant promptement ses garnisons, alla se poster sur les bords de ce lac, & n'osant s'enfermer avec sa cavalerie dans les défilés où se tenoient les Suisses, il ne s'attacha qu'à couler à fond toutes les barques qui leur portoient des vivres, convaincu qu'il les réduiroit bientôt par la famine à se présenter dans la plaine où il pourroit les combattre avec avantage, ou bien à reprendre honteusement le chemin de leur patrie. Ce moyen lui réussit : des compagnies entières, pressées par la disette, abandonnèrent le siége : le reste de l'armée n'auroit pas tardé à suivre cet

ANN. 1503.

exemple, si Louis considérant qu'il auroit besoin du secours des Suisses dans la guerre de Naples, & voulant se réconcilier sincèrement avec eux, n'eût pris enfin le parti de leur faire une cession entière & absolue du comté de Bellinzone, & de leur accorder dans toute l'étendue du duché de Milan les mêmes priviléges dont ils jouissoient du temps des anciens ducs. L'acte fut rédigé par Mathieu Schinner, évêque de Sion & prince d'une partie du Valais. Voltric d'Altesaxe & George de Supersaxe, au nom des cantons; & par Antoine de Bessai, baillif de Dijon, au nom du roi de France. ANN. 1503.

Tandis qu'on transigeoit avec les Suisses, à de honteuses conditions, les Espagnols débarquoient tranquillement à l'extrémité de la Calabre, où Aubigni n'avoit encore pu pénétrer. Ce général, prévoyant qu'il alloit avoir sur les bras une armée trois fois plus forte que la sienne, envoya demander des secours au duc de Nemours, qui, se trouvant dans le même embarras depuis l'arrivée des lansquenets à Barlette, ne put lui fournir qu'une compagnie de soixante

Bataille de Seminare: prison de Aubigni.

*Mariana. Guicchardin. P. Martir. Auton, manuscrit.*

ANN. 1503. archers. Forcé de faire tête à l'ennemi avec des forces si inférieures, n'ayant même aucun asile en cas de malheur, parce qu'aucune des places de la Calabre n'étoit en état de défense, il forma un camp volant, & ne se proposa plus que de disputer aux ennemis le passage des rivières, & de leur enlever des quartiers si l'occasion s'en présentoit. Dans ce dessein il s'approcha de Gioia, à trois milles de Seminare, & se retrancha sur une rive escarpée du Marro. Les Espagnols n'osant hasarder le passage en présence de l'ennemi, divisèrent leur armée : pendant que Benavide avec l'avant-garde amusoit Aubigni, Andrada & Hugues de Cardonne, qui conduisoient l'arrière-garde & le corps de bataille, traversèrent la rivière près de Seminare. Aubigni en ayant été informé, vole de ce côté, espérant de les surprendre en désordre, mais ils avoient eu le temps de se ranger en bataille : cependant il n'y avoit point à balancer; car s'il eût attendu que Benavide passât de son côté, il se seroit trouvé enveloppé de toutes parts. Rangeant donc sa troupe en bataille, il marcha

fièrement à l'ennemi. La gendarmerie françoise, quoique déja fatiguée de la course qu'elle venoit de faire, culbuta la cavalerie espagnole; mais ayant elle-même rompu ses rangs & se trouvant pressée, tant par l'infanterie que par un corps de cavalerie légère qui n'avoit point encore combattu, elle ne put parvenir à se former. Aubigni, voyant que tout étoit perdu, se fit jour à la tête de quelques cavaliers, & se retira dans la forteresse d'Angitola, où il fut assiégé & forcé de se rendre lorsque les vivres lui manquèrent entièrement. Ainsi ce général, dont la réputation égaloit celle des plus illustres guerriers de son siècle, vit flétrir ses lauriers dans ces mêmes plaines de Seminare qui avoient été deux fois le théâtre de sa gloire. Imbercourt, Malherbe, Jean Stuart, duc d'Albanie, & tous les autres capitaines qui n'étoient pas morts sur-le-champ de bataille, restèrent prisonniers avec lui.

ANN. 1503.

Nemours fut bientôt informé d'une si triste nouvelle; il sentit combien il étoit important d'empêcher qu'elle ne parvînt à Barlette, & il fit si bien garder les avenues, que

Déroute de Cerignole: mort du duc de Nemours. *Ibid.* *Brantome.*

ANN. 1503. Gonſalve, preſſé par la diſette, ſortit de cette ville ſans ſe douter de ce qui s'étoit paſſé : il marcha vers Cerignole ; mais trouvant cette ville occupée par un détachement de François, & ſoupçonnant qu'il étoit ſuivi par le gros de leur armée, il s'avança plus avant, & alla aſſeoir ſon camp ſur un côteau voiſin planté de vignes. Les propriétaires de ces vignes avoient commencé à creuſer tout autoür un large foſſé : Gonſalve ordonna à ſes ſoldats de l'achever, & de former avec la terre qu'ils en tiroient, une ſorte de parapet qu'il fit paliſſader de pieux, & ſur lequel il plaça ſon artillerie. Ce travail étoit achevé lorſque les François arrivèrent. Les principaux capitaines tinrent conſeil. Louis d'Ars remontra que le jour étoit déja avancé ; que les ſoldats épuiſés par une marche forcée, avoient beſoin de reprendre des forces ; qu'il y auroit de la témérité à entreprendre d'attaquer un poſte qu'on ne connoiſſoit point, & conclut à remettre cette attaque au lendemain. Yves d'Alegre combattit cet avis en montrant que le terrein où l'on prétendoit faire repoſer l'armée,

ne fournissoit point d'eau; qu'il étoit tellement découvert, qu'il laissoit la facilité aux ennemis de venir égorger une partie de l'armée si on se livroit au sommeil; qu'ils ne manqueroient pas du moins de profiter de tout le temps qu'on leur laisseroit pour se fortifier de plus en plus dans leur poste, d'où l'on courroit risque de ne pouvoir les déloger. Nemours, quoique naturellement fougueux, penchoit dans cette occasion pour l'avis de Louis d'Ars : il fit observer que si l'on manquoit d'eau dans la plaine, les ennemis ne devoient pas en avoir davantage sur le côteau; qu'on étoit assuré qu'ils n'avoient point de vivres, & qu'ainsi on ne devoit pas craindre qu'ils fussent tentés d'y faire un long séjour; qu'ils ne pouvoient se retirer sans descendre dans la plaine, où il seroit facile de les atteindre. Ces raisons étoient décisives; mais Alegre se sentant appuyé du plus grand nombre des officiers, & sur-tout des Suisses qui menaçoient de se séparer de l'armée si on ne les menoit sur-le-champ à l'ennemi, revint à la charge, & s'oublia au point qu'il osa taxer le

ANN. 1503.

ANN. 1503. général de lâcheté. Nemours, mettant la main sur la garde de son épée & sautant de son siége, alloit venger cruellement cette offense, si Louis d'Ars ne l'eût saisi entre ses bras & ramené à sa place : *Puisqu'on m'y force*, dit-il, *marchons au combat ; on m'y verra tel que je me suis toujours montré, & non tel qu'on voudroit me dépeindre ; mais j'ai bien peur que ce brave qui parle si haut, ne se fie plus à la vîtesse de son cheval qu'au fer de sa lance.* On commença par des décharges d'artillerie : celle des François ne pouvoit endommager les ennemis qui étoient dans un poste élevé & couverts par un parapet, au lieu que le canon Espagnol, plongeant sur le camp des François, enlevoit des files entières ; les Suisses se jetèrent promptement dans le fossé, & arrachant les palissades, tâchoient de frayer un chemin à la gendarmerie ; mais la terre fraîchement remuée, s'éboulant sous les pieds des chevaux, occasionnoit des chutes, & ne laissoit aucun espoir de franchir le petit espace qui séparoit les combattants. Nemours, après plusieurs tentatives inutiles, longeoit le

fossé à la tête de l'avant-garde, lorsqu'il fut atteint d'une balle de mousquet qui le fit tomber mort sur le champ de bataille. La nouvelle qui s'en répandit bientôt, jeta la consternation dans tous les rangs : Gonsalve, s'appercevant que l'ardeur des François se rallentissoit, fit sortir ses Espagnols & acheva la déroute. L'obscurité de la nuit arrêta le carnage, & empêcha que l'armée entière ne fût détruite : le désordre & la confusion étoient extrêmes; aucun point de ralliement, personne qui se chargeât de faire la retraite; les capitaines, séparés de leur compagnie, ne pouvoient se faire entendre ni rappeler les soldats à leurs enseignes : chacun ne songeoit qu'à fuir, sans savoir de quel côté il tournoit ses pas. Louis d'Ars, qui avoit perdu son cheval dans la mêlée, rassemblant autour de lui ce qu'il put de soldats, reprit la route par laquelle l'armée étoit arrivée, & alla se renfermer à Venouse. Yves d'Alegre, à la tête de l'arrière-garde qui n'avoit point combattu, se retira d'abord à Melphe, ensuite à Tripalde où il séjourna huit jours pour don-

ANN. 1503.

ner le temps aux compagnies, difperfées çà & là, de venir le joindre. Il prit enfuite la route de Naples, dans le deffein de fe renfermer dans cette capitale, & d'y attendre des fecours qui devoient inceffamment arriver : de nouvelles réflexions lui firent abandonner ce projet; il n'y avoit aucuns magafins dans cette grande ville, & les troupes qu'il avoit avec lui, étoient en trop petit nombre pour contenir les bourgeois menacés d'une difette, & réfifter en même-temps à l'armée ennemie qui ne manqueroit pas de le fuivre; il tourna donc vers Capoue : en arrivant il trouva les portes fermées, & les bourgeois fous les armes. Il eût été trop dangereux d'entreprendre de les forcer : d'ailleurs, cet afile préfentoit les mêmes inconvénients que Naples; Capoue n'étoit pas mieux approvifionnée. Cet inconvénient général venoit en partie de l'avarice & de l'inconfidération des tréforiers, & en partie de la perfidie & de la méchanceté du pape. Les tréforiers, voyant que le blé étoit cher dans le royaume, avoient fait tous leurs achats à Rome, & dans les autres villes du

ANN. 1503.

territoire de l'église, sans examiner s'il étoit prudent de commettre le salut de l'armée à la foi d'un allié si justement suspect. Le pape, qui avoit pris des engagements secrets avec Ferdinand, se fit présenter des mémoires par le préfet de Rome, dans lesquels on lui représentoit le danger où étoient ses sujets de mourir de faim, si l'on permettoit aux François d'enlever leurs blés; &, en conséquence il avoit fait saisir tous leurs magasins. Voilà ce qui avoit empêché Nemours & Aubigni de se renfermer dans quelque place forte, & d'y attendre les secours qu'on leur promettoit; ce qui les avoit décidés à se battre avec des forces inégales, plutôt que de périr de faim ou de se rendre sans combat; ce qui forçoit Alegre à s'éloigner de la capitale, à passer le Garillan & à se réfugier à Gaete, où il ne pouvoit manquer de recevoir de prompts secours.

ANN. 1503.

Prise de Naples & des deux châteaux par les Espagnols.

*P. Martir. Mariana. Auton, manuscrit. Guicchardin.*

Gonsalve ayant rendu les derniers devoirs au duc de Nemours, crut que le moyen le plus sûr d'affermir ses conquêtes, étoit de gagner l'affection des barons Napolitains qui avoient pris parti pour les François.

S'étant donc approché de Melphe, il fit offrir à Trojan Caracciolí, à qui cette place appartenoit, non-seulement une amnistie, mais même des honneurs distingués, s'il vouloit s'attacher à l'Espagne. *Dites au seigneur Gonsalve*, répondit ce généreux baron, *que son estime me flatte infiniment; mais que je m'en rendrois indigne si, après avoir été ami des François dans la prospérité, je leur tournois le dos avec la fortune.*

ANN. 1503.

Trop foible pour soutenir un siége, il sortit de Melphe pendant la nuit, & alla par des sentiers détournés se joindre au brave Louis d'Ars dans la ville de Venouze. Gonsalve, ayant reçu le serment des habitants de Melphe, prit la route de Naples : les bourgeois, selon leur usage, allèrent lui présenter les clefs de la ville, & le reçurent comme un Libérateur. Mais c'étoit peu d'être maître de la ville, si on ne l'étoit des châteaux; les François s'y étoient retirés. Comme ils ne manquoient point de munitions, & que d'ailleurs ils pouvoient toujours en recevoir par mer; il n'y avoit presqu'aucune espérance de les

en chasser, tant que l'on s'en tiendroit aux moyens connus & ordinaires; mais la fortune qui sembloit alors d'intelligence avec les Espagnols, leur avoit fourni un nouvel art de destruction, d'autant plus efficace, que n'étant encore connu que d'un seul homme, on n'avoit rien imaginé pour s'en garantir. Je parle de l'art des mines tel qu'il se pratique aujourd'hui par le moyen de la poudre à canon. Pierre Navarre, qui seul le possédoit, n'en peut cependant être regardé comme le premier inventeur. Servant en qualité d'aventurier ou de simple soldat dans une guerre que les Génois faisoient aux Florentins, en 1487, il fut témoin de l'essai qu'en fit au siége de Serezanelle un officier Génois, dont l'histoire n'a pas conservé le nom. Cet essai n'ayant pas réussi, ne fixa point l'attention publique, & le secret eût été perdu si Navarre, que la curiosité avoit engagé à suivre ce procédé de plus près, & qui avoit reconnu dans la fouille les défauts qui avoient nui à l'exécution, n'eût senti dès-lors tout le parti qu'on pouvoit tirer d'une pareille découverte. Se

Ann. 1503. trouvant chargé par Gonsalve de diriger les opérations du siege du Château neuf, il fit usage de son secret & fit voler en l'air une partie des murailles avec un horrible fracas : les François, bien qu'effrayés de ce prodige, coururent à la brèche & continrent quelque temps les ennemis; mais comme ils étoient en petit nombre, ils furent enfoncés & passés au fil de l'épée. Le sort déplorable de cette garnison ne fut point capable d'intimider celle du château de l'Œuf; elle ne répondit que par un généreux mépris à toutes les menaces que lui fit Gonsalve : la situation de ce château sur un rocher au milieu de la mer sembloit devoir le mettre à couvert de la funeste invention qui venoit de renverser le Château-neuf. Pierre Navarre ayant fait fabriquer quelques barques couvertes, attacha pendant la nuit des mineurs au pied du rocher, & étant parvenu à y pratiquer une ouverture assez profonde sans que la garnison s'en apperçût, il la remplit de poudre & fit sauter une des tours avec tous ceux qui la défendoient. Les Espagnols, profitant de la désolation &

de l'effroi que ce ſpectacle venoit de produire ſur le reſte de la garniſon, livrèrent l'aſſaut & emportèrent la place. Deux jours après, parut à la hauteur de Naples une eſcadre françoiſe, composée de ſix gros navires & d'un grand nombre d'autres bâtiments : elle étoit chargée de vivres, d'armes & de munitions de guerre, qu'elle devoit dépoſer dans les deux châteaux. Préjean qui la commandoit, voyant qu'on ne répondoit point à ſes ſignaux, & ayant bientôt appris qu'il arrivoit trop tard, s'éloigna de ces parages, & alla débarquer au port de Gaete. Ce ſecours venoit à propos. Gonſalve, déja maître de preſque toutes les places du royaume, raſſembloit ſes troupes, & avoit fait toutes ſes diſpoſitions pour venir chaſſer les François de ce dernier aſile.

ANN. 1503.

La ville de Gaete eſt ſituée ſur une langue de terre qui s'élargit inſenſiblement en s'avançant dans la mer. Du côté de la terre, elle eſt dominée par le Mont Orland, qui ſemble deſtiné à lui ſervir de boulevart. Alegre, ſentant l'importance

Les François aſſiégés dans Gaete.

*Guicchardin. Belcarius. Mariana.*

ANN. 1503. de ce poste, s'y étoit retranché avec une partie de ses troupes, & y avoit élevé à la hâte quelques forts de terre. Gonsalve n'ayant pu l'en déloger, avoit placé son camp dans un des fauxbourgs de la ville, tandis qu'une escadre de dix-huit galères, sous la conduite de Raimond de Cardonne, bloquoit le port. Après avoir ruiné une partie des fortifications, & avoir livré deux assauts très-meurtriers à la place, il se disposoit à faire un dernier effort lorsque l'arrivée d'une nouvelle flotte Françoise, plus nombreuse que les précédentes, & chargée de quatre mille hommes de débarquement, renversa tous ses projets. Cardonne laissa libre l'entrée du port, & alla se réfugier sous le canon de Naples. Gonsalve, qui avoit perdu dans les deux assauts précédents près de douze cents hommes & quelques-uns de ses meilleurs officiers, abandonna ses lignes & se contenta d'établir de fortes garnisons dans les postes les plus voisins, espérant que les François, renfermés dans un petit coin de terre, & dégoûtés des fatigues & de la dépense qu'il fau-

droit faire pour s'y maintenir, prendroient tôt ou tard le parti de l'abandonner.

ANN. 1503.

Louis faisoit alors des préparatifs capables d'accabler son ennemi, s'ils eussent été mieux dirigés. Osant déclarer à ses peuples la manière indigne dont il avoit été trompé, il envoya demander aux principales villes du royaume un *emprunt* ou don gratuit, car ces deux mots étoient encore synonymes, & il fut si puissamment secondé par ses sujets, qu'en peu de temps il se trouva en état de mettre sur pied quatre ou cinq armées à la fois. La première, composée de Gascons & commandée par Alain d'Albret, reçut ordre de pénétrer en Espagne du côté de Fontarabie. La seconde, aux ordres du maréchal de Rieux, fut destinée à revendiquer les droits de la France sur le Roussillon : la troisième, plus forte que les deux autres ensemble, & commandée par Louis de la Trémouille, dut traverser l'Italie, recueillir les débris de l'armée du duc de Nemours, & marcher droit à Naples, tandis que deux escadres, sortant en même-temps des ports de

Efforts extraordinaires de Louis sans aucun succès.

*P. Martir. Auton. D. Vaissette. Manuscrit de Fontan. S. Gelais.*

ANN. 1503. Gênes & de Marseille, iroient infester, l'une les côtes de l'Italie soumises aux Espagnols, l'autre celles de la Catalogne & du royaume de Valence. Ce projet avoit quelque chose de grand qui fascina les yeux du roi, & l'empêcha sans doute d'appercevoir les inconvénients qui devoient le faire rejeter. En formant un si grand nombre d'attaques, & en éparpillant ainsi ses forces, ne s'exposoit-il pas à ne frapper en aucun endroit un coup décisif? N'étoit-ce pas agir contre les règles de la prudence, que de compliquer un si grand nombre d'opérations, car pouvoit-on se flatter de réussir partout; & si l'une venoit à manquer, n'entraînoit-elle pas la ruine de toutes les autres? Le sire d'Albret qui devoit agir le premier, & qui, pour mieux montrer son zèle, n'avoit guère composé son armée que de ses sujets & de ses vassaux, crut qu'il étoit de son intérêt de ménager Ferdinand. Outre les anciennes liaisons qu'il avoit toujours entretenues avec ce prince, il craignoit d'impliquer dans cette querelle le roi de Navarre son fils, prince foible & mal affermi

dans ses Etats, qui avoit tout à craindre d'un voisin tel que Ferdinand. Il conduisit l'armée par des chemins si escarpés & si rudes, il prit si peu de soin des subsistances, qu'elle se trouva entièrement ruinée avant que d'avoir atteint la frontière.

Ann. 1503.

Le maréchal de Rieux pénétra dans le Roussillon avec une armée de vingt mille hommes, & vint mettre le siége devant la ville de Salces : cette place avoit été emportée d'assaut sous le règne de Charles VIII avec beaucoup moins de monde; mais les circonstances étoient bien différentes. Saint-André qui la prit alors, commandoit un corps de troupes aguerries & disciplinées, au lieu que l'armée que conduisoit le maréchal, si l'on en excepte les deux cents gentilshommes de la maison du roi, les cinquante de celle de la reine, deux ou trois compagnies d'ordonnance & trois mille lansquenets que commandoit Guillaume de la Marck, n'étoit composée que de l'arrière ban du royaume & des milices bourgeoises de presque toutes les villes du Languedoc. La place

ANN. 1503. d'ailleurs n'étoit plus en un sens la même. Ferdinand, prévoyant de bonne heure à quoi aboutiroit le traité de partage qu'il avoit fait avec la France, avoit chargé Pierre Navarre de se transporter sur les lieux, de ceindre la ville d'un nouveau mur, & de ne rien épargner pour la rendre inexpugnable. Lorsque la guerre fut déclarée entre les deux nations, Ferdinand avoit chargé celui de ses officiers en qui il avoit le plus de confiance, de visiter la place, de choisir sur toutes les troupes telle garnison qu'il voudroit y loger, de prendre autant de provisions qu'il le jugeroit à propos, en se chargeant sur sa tête de la défendre une année entière contre quelqu'armée que ce fût. Le maréchal de Rieux ne tarda pas à reconnoître que les murs étoient à l'épreuve du canon : sans se laisser rebuter par les difficultés, il environna la place de tranchées, il prit si bien toutes ses précautions, & contint l'armée sous une si sévère discipline, que peut-être eût-il triomphé de toutes les précautions de Ferdinand, si une fièvre lente, jointe aux autres infirmités de la vieillesse, ne

ne l'eût forcé de dépofer le commandement entre les mains de François d'Orléans, comte de Dunois. Le fiége duroit depuis un mois & la garnifon étoit fort affoiblie, lorfque Ferdinand qui s'étoit déja fait précéder par le duc d'Albe, ramaffant toutes les milices d'Efpagne, vint inveftir les lignes des François avec une armée de plus de quarante mille combattants. Il ne fallut plus fonger qu'à la retraite : quelque périlleufe qu'elle fût en préfence d'une armée fi fupérieure, elle fe fit avec tant d'ordre, que les Efpagnols n'oférent en venir aux mains. L'armée fe réfugia fous le canon de Narbonne, abandonnant à l'ennemi, Leucate, Palme, Sigean & un grand nombre de villages dont les habitans eurent le tems de s'enfuir, emportant avec eux leurs effets les plus précieux. Les Efpagnols y mirent le feu, parce qu'ils ne fecrurent pas en état de les conferver. ANN. 1503.

La flotte qu'on avoit envoyée fur les côtes de Catalogne & de Valence ne réuffit pas mieux : accueillie d'une furieufe tempête, elle fut entièrement difperfée ; plufieurs vaiffeaux échouèrent ; les autres furent fi

ANN. 1503. maltraités, qu'on eut beaucoup de peine à les ramener dans le port de Marſeille.

Louis, dégoûté d'un plan trop vaſte & qu'il ne pouvoit plus ſoutenir ſans écraſer ſes ſujets, permit à dom Frédéric, ancien roi de Naples, d'interpoſer ſa médiation auprès du roi d'Eſpagne ſon parent pour établir une trève entre les deux couronnes, & autoriſa le comte de Dunois à la conclure. Ferdinand, trop ſage pour ſe laiſſer aveugler par une proſpérité inattendue, & craignant de ſe trouver expoſé une ſeconde fois à un pareil orage, reçut avec joie la propoſition, & donna, de ſon côté, de pleins pouvoirs au duc d'Albe, ſon général. La trève fut conclue pour cinq mois & enſuite prorogée pour trois ans entre les deux couronnes, mais pour leurs Etats héréditaires ſeulement & ſans y comprendre l'Italie & les mers qui l'environnent, où les deux nations continueroient de ſe battre juſqu'à ce qu'on pût parvenir à un traité de partage moins vague & plus équitable que les précédens. On convint encore que pour parvenir à ce but ſi deſiré, les deux rois

jouiroient du droit de s'envoyer respectivement des ambaſſadeurs. C'étoit une nouvelle ruſe de Ferdinand qui, ne ſe croyant point lié par ſes ſerments, & voyant au contraire avec quelle ſcrupuleuſe exactitude Louis obſervoit les ſiens, jugeoit bien qu'il n'y avoit qu'à gagner pour lui en négociant toujours. ANN. 1505.

Démêlés avec le pape & Céſar Borgia : mort d'Alexandre VI.

*Thomaſi Guicchardin.*

*P. Martir.*

*Auton.*

*Manuſcrit de Béthune.*

La Trémouille s'étoit mis en marche pour ſe rendre dans le royaume de Naples ; l'armée qu'il conduiſoit, en y comprenant les ſecours des alliés, devoit être de douze cents lances & de douze mille hommes d'infanterie, dont ſix mille Normands & ſix mille Suiſſes ; mais ces derniers, quoique réconciliés en apparence avec la France, avoient bien perdu de leur attachement pour cette couronne : au-lieu de ſix ou huit mille hommes qu'on leur demandoit, on n'en put obtenir que deux, encore ces deux mille hommes marchèrent-ils avec tant de lenteur & de ſi mauvaiſe grace, que peut-être eût-on mieux fait de s'en paſſer. Les Florentins, Bentivoglio, le duc de Ferrare & le Marquis de Mantoue, remplirent mieux les engagemens qu'ils avoient

ANN. 1503. pris avec la France : l'armée approchoit des terres de l'Eglise sans qu'on sût encore quel parti prendroient le pape & César Borgia : en protestant qu'ils étoient inviolablement attachés aux intérêts du monarque, ils se plaignoient amèrement de la protection qu'il accordoit à Jean Jourdain des Ursins leur ennemi. Quelque odieuse que fût la persécution qu'ils avoient suscitée à ce seigneur, quelque honte qu'il y eût à sacrifier un fidèle allié, Louis, sollicité par son premier ministre, consentit à leur donner une entière satisfaction à cet égard : il promit à Jean Jourdain un établissement honorable dans ses Etats, & obtint qu'il leur cédât la ville de Bracciano où il étoit assiégé. On s'attendoit qu'un pareil service les ramèneroit à leurs premiers engagemens ; mais comme leur haine contre les Ursins n'étoit qu'un prétexte dont il s'étoient servis pour autoriser leurs engagemens avec l'Espagne, ils continuèrent à donner des réponses si équivoques qu'on fut plus embarrassé qu'auparavant. La fausseté de l'un & la dissimulation de l'autre étoient si bien connues en

Italie, dit Guicchardin, qu'il étoit passé en proverbe, *que le pape ne faisoit jamais ce qu'il disoit, & que César ne disoit jamais ce qu'il faisoit.* La patience du roi étoit à bout, & peut-être alloit-il prendre enfin un parti violent lorsque le glaive de la justice divine, si long-tems suspendu, trancha les jours du père par la main du fils. ANN. 1503.

Tous les historiens contemporains conviennent qu'Alexandre, pour fournir aux déprédations de son fils, vendoit indistinctement les bénéfices & les dignités ecclésiastiques : les chapeaux de cardinal étoient une des principales branches de ses revenus. Les misérables qui les achetoient ne prévoyoient pas le sort qui les attendoit. Comme tous les biens qu'ils pouvoient acquérir étoient censés provenus de leurs offices ou de leurs bénéfices, le pape avoit établi pour maxime qu'ils n'appartenoient point à leurs familles ; & sous ce prétexte il ne manquoit point de se déclarer l'héritier, non-seulement des cardinaux, mais même de tous les prélats qui mouroient à Rome. Alexandre & César tenoient un registre exact

ANN. 1503. de la fortune de ces déplorables victimes. *C'est ainsi*, ajoute Guicchardin, *qu'ils s'étoient défait du cardinal saint-Ange qui ne les avoit jamais offensés, & dont les richesses faisoient tout le crime, des cardinaux de Capoue & de Modène, leurs plus grands amis, & dont ils avoient éprouvé la fidélité dans l'administration de leurs plus importantes affaires.* Dans la position où se trouvoit César Borgia, forcé de se déclarer ouvertement, ou pour la France ou pour l'Espagne, certain de n'être recherché qu'autant qu'il seroit à craindre, il jugea qu'il étoit tems d'employer sa dernière ressource : il médita donc d'empoisonner les plus riches prélats de la cour Romaine. N'osant les inviter au Vatican de peur de leur donner de la défiance, il leur prépara un festin dans la Vigne du cardinal Adrien Cornetto, & n'oublia pas de mêler, parmi plusieurs flacons des meilleurs vins d'Italie, une bouteille de vin empoisonné. L'officier auquel il avoit confié cet horrible secret étoit absent lorsque le pape & César arrivèrent. Ils eurent besoin de prendre quelques rafraîchissements, & le hasard

voulut que celui qui remplaçoit cet officier absent, tomba sur la bouteille empoisonnée. L'effet en fut prompt & terrible. Le soir même le pape tomba dans une foiblesse qui fit désespérer de sa vie : on le remporta promptement au Vatican où il languit encore huit jours en proie à la douleur & aux remords, n'osant plus nommer ni César ni Lucrèce, & s'efforçant de fléchir, par une pénitence tardive, le juge redoutable devant lequel il alloit paroître. César à qui la vigueur de l'âge, & un contrepoison pris sur le champ, sauvèrent la vie, resta dans un état de foiblesse & de langueur pires que la mort : il se plaignoit avec fureur, qu'ayant mille fois arrangé dans sa tête les moyens qu'il lui faudroit employer pour rester maître des affaires à la mort de son père, il n'avoit jamais songé qu'il pourroit alors se trouver lui-même hors d'état d'agir.

Ann. 1503.

Le cardinal d'Amboise aspire à la papauté.

*Guicchardin.*
*Belcar.*
*Thomasi.*
*P. Martir,*
*Bembe.*

Si cette nouvelle ne causa point en France des transports aussi vifs qu'en Italie, elle ne pouvoit du moins arriver dans une conjoncture plus favorable : le roi se voyoit en même-

tems délivré d'un ennemi redoutable, & maître en quelque sorte de placer la tiare sur la tête de son ministre, de son ami. L'armée Françoise étoit aux portes de Rome : outre un grand nombre de cardinaux François qui avoient des obligations au premier ministre, & qui reçurent ordre de se rendre promptement au conclave, le roi tenoit à sa cour les deux membres les plus accrédités du sacré collége, Ascagne Sforce & Julien de la Rovere. Ascagne, vice-chancelier de l'église Romaine, amené prisonnier en France, devoit à la générosité du cardinal d'Amboise sa liberté, la conservation de ses revenus, & tous les autres avantages dont il jouissoit. La Rovere, cardinal de S. Pierre *aux liens*, légat d'Avignon, ennemi personnel & irréconciliable d'Alexandre VI, étoit venu se réfugier à la cour de France, où il s'étoit en quelque sorte naturalisé. Amboise qui jugeoit des sentimens de ces deux Italiens par les soins qu'ils lui rendoient, ne douta point qu'en les conduisant avec lui à Rome, ils ne contribuassent puissamment à lui assurer la pluralité des suffrages : la

ANN. 1503.

ſeule précaution qu'il prit fut de faire jurer au cardinal Aſcagne, qu'immédiatement après l'élection, il reviendroit en France. Quelque appui qu'il ſe promît de ces deux illuſtres collègues, il ne négligea point César Borgia, qui tout écraſé qu'il paroiſſoit, tenoit encore Rome dans la dépendance, & faiſoit rechercher ſon alliance par les deux plus puiſſants monarques de la chrétienté. Céſar comprenant qu'il ne pourroit réſiſter à-la-fois aux Colonnes & aux Urſins qu'il avoit également opprimés, & jugeant bien qu'il trouveroit plus de difficulté & plus de péril à ſe rapprocher de ces derniers, puiſqu'outre le juſte reſſentiment que leur cauſoit la perte de leurs biens, ils avoient à venger le ſang de leurs parents, s'adreſſa aux Colonnes, leur rendit les places & les terres qu'il leur avoit enlevées, en beaucoup meilleur état qu'elles n'étoient auparavant. Cette première démarche l'entraînoit dans le parti du roi d'Eſpagne au ſervice duquel étoient les Colonnes : il manda Gonſalve, promettant de le rendre maître de Rome & du conclave, s'il vouloit Ann. 1503.

ANN. 1503.

s'en approcher avec une partie de son armée : il paroît que Gonsalve en eut quelque envie, puisqu'il se fit précéder par des détachements pour s'assurer du chemin; mais venant à considérer plus attentivement combien il seroit dangereux de s'absenter du royaume de Naples, avant que d'en avoir entièrement chassé les François, il condamna son premier projet. César perdant toute espérance de l'attirer, se retourna promptement du côté opposé : il manda Louis de Villeneuve, baron de Trans, ambassadeur de France, & il s'engagea de procurer au cardinal d'Amboise les suffrages d'un grand nombre de cardinaux dont il pouvoit disposer, & de marcher avec toutes ses forces au secours des François dans le royaume de Naples, pourvu qu'Amboise promit de son côté qu'il lui conserveroit ses places & la dignité de gonfalonier de l'église Romaine. Le traité fut conclu : Amboise alloit être pape, s'il n'eût donné toute sa confiance à un homme qui travailloit à le supplanter. L'armée Françoise bloquoit la ville de Rome, & ne devoit conti-

Il est trompé par le cardinal de la Rovere.
*Idem. Ibid.*

nuer sa route qu'après l'élection : César s'étoit retranché dans le Vatican avec un corps de troupes, après avoir distribué des corps-de-garde dans presque tous les quartiers : les cardinaux ne se croyant pas en sûreté dans le palais pontifical, s'assemblèrent dans l'église de la Minerve, où ils statuèrent qu'il ne procéderoient à l'élection que lorsque les troupes se seroient éloignées, & que l'on seroit assuré de la liberté des suffrages. Julien de la Rovere qui étoit l'auteur secret de cet avis, alla trouver Amboise, & après l'avoir salué d'avance en qualité de souverain pontife, il lui persuada que pour éviter un schisme dans l'église, & empêcher que le roi d'Espagne & l'empereur n'attaquassent un jour, comme contraire aux canons, l'élection qui alloit se faire, il devoit déférer au vœu du sacré collége en éloignant l'armée Françoise, & en obligeant César à ne conserver dans la ville que le peu de troupes dont il avoit absolument besoin pour la sûreté de sa personne. Amboise qui desiroit de parvenir au souverain pontificat, mais qui ne vouloit em- ANN. 1503.

ANN. 1503. ployer que des moyens, ſinon entièrement honnêtes, puiſqu'enfin il ſe liguoit avec un ſcélérat tel que Borgia, du moins exempts de ſimonie & de violence, adopta ſans réſerve le conſeil de la Rovere; & quelque remontrances que lui fît Céſar, quelque ſoin qu'il prît de l'avertir que la Rovere le trahiſſoit, il perſiſta dans ſon deſſein & le força lui-même de s'y conformer. Dès que les troupes furent éloignées, les cardinaux entrèrent au conclave. La Rovère à qui ils devoient la liberté dont ils jouiſſoient, & qui étoit devenu l'ame de cette aſſemblée, leur remontrant ſecrètement que s'ils éliſoient un François ou un Eſpagnol, le ſaint-ſiége ſe trouveroit enveloppé dans les guerres qui déchiroient l'Italie, n'eut pas de peine à les faire conſentir à ne nommer qu'un Italien: n'oſant encore ſe mettre ſur les rangs, parce qu'il n'avoit pas eu le temps de ſe bien faire connoître, il fit tomber le choix ſur François Picolomini, vieillard moribon & affligé d'une plaie incurable. Amboiſe ne put s'offenſer de cette préférence qui ne l'excluoit point, puiſqu'il paroiſſoit

clairement qu'on n'avoit voulu que mettre la tiare en dépôt pendant quelques semaines; mais il ne tarda pas à s'appercevoir que l'occasion étoit perdue

ANN. 1503.

Troubles à Rome. *Ibid.*

Tous ces vicaires du saint-siége que César avoit dépouillés avec le secours, ou du moins de l'aveu des François, étoient rentrés pour la plupart dans leurs possessions : ils levoient des troupes & brûloient d'assouvir leur haîne dans le sang de leur ennemi : les Vénitiens qui s'étoient déja donné tant de soins pour abattre la trop grande puissance des François en Italie, voyoient avec effroi tous leurs projets renversés, & l'Italie asservie, si le premier ministre de France montoit sur le trône pontifical. Ils avoient donc fait partir promptement l'Alviane avec quatre mille hommes de troupes pour aller se joindre au reste des Ursins : ils avoient envoyé des sommes considérables à Rome pour gagner des voix dans le sacré collége, & donner l'exclusion au ministre François. Leurs projets ne se bornoient pas là : attentifs à ne laisser échapper aucune occasion de s'aggrandir, ils venoient

ANN. 1503. d'acheter les droits de Pandolfe Malatesta sur Rimini qui faisoit partie de la Romagne, & qui, à l'exemple des autres villes de ce duché, étoit restée fidèle à César. Les peuples de cette contrée, comparant la tranquillité & l'abondance dont ils jouissoient, avec les vexations & les pillages qu'ils avoient eu à souffrir sous de petits tyrans particuliers, étoient contents de leur sort & ne vouloient point changer de maître. Les Vénitiens regardant toutes ces places comme des biens à l'abandon, levèrent des troupes pour s'en mettre en possession.

Jules & Fabio des Ursins appuyés de l'Alviane & de Jean-Paul Baglioné, seigneur de Pérouse, pénétrèrent dans Rome & la remplirent de désordre & de confusion. Les Colonnes, que la restitution forcée que leur avoit faite César, n'avoit point reconciliés avec lui, & qui d'ailleurs croyoient servir l'Espagne en abattant le parti François, & surtout l'homme qu'on en regardoit comme le plus ferme appui, s'unirent dans cette occasion aux Ursins. On assassina, on égorgea en plein jour au

milieu des rues, & la rage étoit telle, que Fabio ayant renversé à ses pieds un des partisans de César, se lava les mains & la bouche dans son sang. Bientôt le palais du pape où il avoit choisi son asyle, ne fut plus respecté : les Ursins allèrent l'assaillir ; ils avoient brûlé les portes, & c'en étoit fait de César, si le cardinal d'Amboise qui se reprochoit de l'avoir livré à ce danger, en l'obligeant d'éloigner ses troupes, n'eût armé tous ses domestiques qu'il joignit à la compagnie de cinquante hommes d'armes de Jacques de Silli, & ne fût allé lui-même le délivrer. Pie III, de son côté, lui facilita les moyens de se retirer dans le château Saint-Ange : c'est tout ce que pouvoit faire un vieillard agonisant, il expira après vingt-six jours de pontificat. Julien de la Rovere qui peut-être fomentoit ces troubles pour donner de l'occupation au cardinal d'Amboise, négocioit pendant ce temps avec les cardinaux & avec les ministres des puissances étrangères : dans ces entretiens, il n'oublioit rien pour leur faire perdre l'idée qu'il fût dans les intérêts de la France. La

ANN. 1503.

ANN. 150,. conduite qu'il avoit tenue dans le dernier conclave en étoit déja une preuve assez claire : Ascagne Sforce, qu'il avoit mis dans ses intérêts en lui promettant non-seulement de le garder à Rome, mais même de l'aider à rétablir sa famille dans le duché de Milan, acheva de détromper ceux qui ne le connoissant pas à fond, jugeoient qu'il cachoit ses véritables sentiments, & que très-certainement il devoit être attaché aux François, parce qu'il leur avoit de grandes obligations. La Rovere n'oublia pas de se concilier les Vénitiens, qui par le moyen des Ursins étoient alors les plus forts à Rome : ayant eu une conférence avec leur ambassadeur, & ayant fait tomber la conversation sur l'expédition qu'ils avoient entreprise dans la Romagne, il lui recommanda d'exhorter de sa part la Seigneurie à pousser vivement cette guerre, & à ne laisser au détestable Borgia aucun moyen de se relever. C'étoit déclarer assez ouvertement qu'il leur en abandonneroit la propriété, s'il étoit élu pape : il n'en falloit pas davantage pour porter le sénat à le favoriser de tout son

crédit. Enfin il alla trouver César Borgia qui disposoit de tous les cardinaux Espagnols : après lui avoir remontré l'utilité des soins qu'ils s'étoient jusqu'alors donnés l'un & l'autre pour procurer l'élection du cardinal d'Amboise, & les justes espérances qu'il avoit d'être élu lui-même, si César vouloit le favoriser; il s'engagea pour prix de ce service à lui conserver toutes les places qu'il tenoit comme feudataire du saint-siége, son office de gonfalonier; & afin qu'il ne lui restât aucun doute sur la sincérité de cet engagement, il arrêta dès ce moment le mariage de François-Marie de la Rovere son neveu, déja préfet de Rome & héritier présomptif du duché d'Urbin, avec une des filles de César. Toutes ces menées, l'argent qu'il tira des banquiers Vénitiens & de la bourse de ses amis, enfin la réputation qu'il avoit d'être généreux jusqu'à la prodigalité, lui assurèrent la pluralité des suffrages : dès la première nuit & avant même que le conclave fût fermé, chose jusqu'alors sans exemple, il fut élu pape & proclamé sous le nom de Jules II. S'il n'eût fallu

ANN. 1503.

Election du cardinal la Rovere qui prend le nom de Jules II.

*Bembe. Tomasi Guicchardin.*

Ann. 1503. pour bien gouverner l'Eglise, qu'un génie actif, fécond, plein de ressources & de vigueur, qu'une ambition sans bornes, qu'un courage indomptable, Jules auroit été le meilleur pape qu'on eût pu desirer; car il possédoit éminemment toutes ces qualités : on l'avoit vu dès son jeune âge former des conjurations, exciter des séditions, & se porter dans les occasions périlleuses avec une fermeté & une résolution capables d'étonner les plus intrépides guerriers : tout exilé qu'il étoit sous le dernier pontife, il remuoit encore l'Italie : c'étoit lui en grande partie qui avoit entraîné Charles VIII à la conquête de Naples ; qui avoit soulevé plusieurs fois l'Etat de Gênes sa patrie, & qui avoit plus contribué que personne à détrôner Ludovic. Il avoit encore la réputation d'un homme franc & vrai ; mais il falloit qu'on eût une étrange idée de la franchise en Italie, si la conduite qu'il venoit de tenir à l'égard du cardinal d'Amboise, celle que nous lui verrons tenir envers César Borgia, les Vénitiens & Louis XII, n'étoit pas suffisante pour détruire cette réputation.

César, en cherchant à se mettre à couvert de la fureur momentanée de ses ennemis, s'étoit lui-même constitué prisonnier dans le château saint-Ange. Il y a tout lieu de croire qu'il y auroit achevé sa triste carrière, si le nouveau pontife eût pu se passer de son secours : mais les Vénitiens lui donnoient alors de cruelles inquiétudes : ils avoient profité fort au-delà de ses espérances du conseil qu'il leur avoit donné, n'étant encore que cardinal. Maîtres de Rimini, du Val di Lamoné, de Forlimpopolo, ils assiégeoient Faenza qui ne pouvoit plus leur échapper. Jules qui n'avoit encore ni argent ni troupes, considéroit avec douleur combien il eût été plus avantageux pour lui que ces places fussent restées entre les mains d'un homme qui en eût fait hommage au saint-siége, & de qui il eût toujours été facile de les retirer, soit de son vivant, soit après sa mort, que de tomber au pouvoir d'une république puissante qui ne meurt jamais qui prétendroit les tenir par droit de conquête, & qui refuseroit d'en faire hommage, comme l'exemple de

ANN. 1503.

Fin de César Borgia.

*Thomasi. Guicchardin. P. Martir. Macchiav. Mariana.*

ANN. 1506. Ravenne & de Cervia le prouvoit assez. Il essaya d'abord les voies de la douceur & les envoya prier de se désister d'un bien qu'ils savoient eux-mêmes appartenir à l'église Romaine : les Vénitiens ne répondirent à cette sommation que par de longs compliments, des honneurs extraordinaires qu'ils déférèrent au souverain pontife, en le priant en revanche de conserver à la république le même zèle, le même attachement qu'il lui avoit montrés n'étant encore que cardinal. Jules comprenant qu'il ne viendroit à bout d'arrêter les Vénitiens, qu'en leur opposant une armée, tira César du château saint-Ange, le fit loger à côté de lui au Vatican, & après avoir confirmé ses premiers engagements, il lui exposa la nécessité d'aller en personne défendre les places de la Romagne que les Vénitiens lui enlevoient. C'étoit la chose du monde que César désiroit le plus : il fit sur-le-champ partir dom Miguel avec ce qui lui restoit de troupes dans les environs de Rome, & tout languissant qu'il étoit encore, il s'embarqua sur le Tibre pour se rendre

plus commodément dans la Romagne. A peine étoit-il parti, que Jules se repentit de l'avoir laissé échapper il le fit poursuivre & donna ordre qu'on le ramenât de gré ou de force. César crut toucher à sa dernière heure ; mais on ne le traita point encore en ennemi. Le pape sachant qu'il avoit enfermé dans la ville de Céséne une partie de ses trésors, lui demanda un ordre précis adressé au gouverneur de remettre sur-le-champ cette place entre les mains des officiers du saint-siége. Il fallut obéir ; mais Jules ne tira aucun avantage de cette violence. Diego de Chinone, auquel ces ordres s'adressoient, ayant demandé à l'officier qui les portoit, comment il n'avoit pas rougi de se charger d'une pareille commission, le fit pendre au créneaux du château, & menaça ceux qui l'accompagnoient de leur faire le même traitement, s'ils osoient reparoître devant lui. Jules irrité de cet affront, fit conduire César en prison & eût peut-être usé de plus de rigueur, s'il n'eût considéré qu'en poussant à bout les officiers qui restoient fidèles à cet infortuné, il les jetteroit

ANN. 1503.

ANN. 1503.

dans les bras des Vénitiens. Il fallut donc entamer une nouvelle négociation. On convint que César seroit remis entre les mains de Carjeval, cardinal de sainte-Croix, qui le conduiroit à Ostie : que là, il donneroit une démission pure & simple de toutes les places de la Romagne en faveur du saint-siége; qu'il enverroit à ses officiers des ordres précis d'évacuer les places, des contremarques & tout ce qui seroit nécessaire pour leur persuader d'obéir; qu'alors le cardinal, qui étoit le chef de ses partisans, le mettroit en pleine liberté. César satisfit à tout ce qu'on exigeoit de lui, & le cardinal, de son côté, quoiqu'il eût des ordres secrets de ne point le relâcher, favorisa son évasion. César avoit eu dessein de se retirer en France, comptant toujours sur la protection du cardinal d'Amboise; mais le souvenir de ses anciennes infidélités, dont on avoit des preuves convaincantes, la honte de reparoître dans un état si différent de celui dans lequel il s'étoit montré, lui firent changer de projet. Il s'adressa à Gonsalve qui n'avoit aucun sujet

de se plaindre de lui, à qui même il avoit rendu des services importants ; & en ayant reçu un sauf-conduit avec une lettre d'invitation, il se jeta dans une simple barque & alla descendre à Naples. Gonsalve le reçut avec de grandes démonstrations de joie & d'amitié, écouta les nouveaux projets qu'il venoit lui communiquer, & ne se lassa point d'admirer cette hauteur de courage qu'aucune adversité ne pouvoit abattre ; mais il n'en sentit que mieux la nécessité de s'assurer d'un homme si dangereux. Le pape d'ailleurs l'en pressoit : il consulta Ferdinand, & reçut l'ordre qu'il sollicitoit. César qui ne pouvoit soupçonner un si grand capitaine d'une si lâche trahison, alla se montrer à ces mêmes soldats qui avoient été les témoins & les compagnons de ses exploits, & leur persuada facilement de s'attacher à sa fortune. Il avoit dessein de les conduire dans la Toscane, sur l'espérance que lui avoient donnée les Pisans de l'élire pour leur souverain, dès qu'il paroîtroit sur leur territoire avec une armée capable de les défendre. Ayant donc ramassé un nom-

Ann. 1503.

ANN. 1503. bre suffisant de soldats, & ayant déja fait préparer les vaisseaux de transport dont il avoit besoin, il alla prendre congé de Gonsalve, bien résolu de s'embarquer au commencement de la nuit. Gonsalve le retint à souper, le combla de caresses, & après l'avoir embrassé jusqu'à trois fois, il le laissa partir. Au sortir de la chambre il fut arrêté par un capitaine qui lui déclara qu'il étoit prisonnier du roi d'Espagne. César, poussant un soupir, mais sans proférer une plainte, sans demander d'explication, suivit ce capitaine qui le fit embarquer sur un vaisseau qu'il tenoit tout prêt, & le conduisit en Espagne. Après avoir langui deux ans dans une étroite prison, il trouva encore le moyen d'en échapper : il se retira auprès du roi de Navarre, son beau-frère, qui étoit alors en guerre contre le comte de Lérins & Louis de Beaumont connétable de ce royaume. César s'étant mis à la tête des troupes de son beau-frère défit les rebelles; mais dans le temps, qu'emporté par son ardeur il ne songeoit qu'à les poursuivre sans se mettre en peine s'il étoit suivi de ses soldats,

soldats, il fut percé d'une flèche & dépouillé de ses habits par ceux qui l'avoient abattu : au bout de deux jours, on trouva son corps nud & défiguré étendu par terre : on lui fit des funérailles, & on lui érigea un tombeau dans cette même église de Pampelune, dont il avoit été évêque avant qu'il eût embrassé la profession des armes.

ANN. 1503.

Le cardinal d'Amboise, supplanté par son protégé, n'eut garde de laisser échapper aucune marque de ressentiment : il fut le premier à se prosterner aux pieds du nouveau pontife ; il parut content que le choix fût tombé sur un homme qu'on devoit regarder comme un François, puisque l'Etat de Gênes, d'où il étoit originaire, faisoit partie de la monarchie. Jules, de son côté, songeant aux moyens abusifs qui avoient déterminé son élection, forcé de baisser les yeux devant celui qu'il avoit trahi, parut n'avoir accepté la papauté que pour la partager avec son ancien bienfaicteur : il lui conféra, pour un temps illimité, la qualité de légat en France, qu'Amboise n'avoit obtenue à deux reprises

Retour du cardinal d'Amboise : état de l'armée de Naples.

*Auton. Guicchardin. Possev. Gonz. P. Martir.*

ANN. 1503. différentes sous le pontificat d'Alexandre VI, que pour dix-huit mois ; il y joignit la légation d'Avignon, dont il avoit été lui-même revêtu, & qui sembloit avoir pris la nature d'un bénéfice inamovible. Il promit de favoriser, dans toutes les rencontres, la nation Françoise à laquelle il se faisoit gloire d'appartenir, & de seconder, autant qu'il seroit en lui, les soins que se donnoit alors le cardinal pour renforcer l'armée qui marchoit à Naples. Elle avoit perdu un temps précieux devant les murs de Rome : un autre malheur plus grand encore, dans les circonstances où l'on se trouvoit, fut la maladie de la Trémouille, le seul général que la France pût alors opposer à Gonsalve. Aubigni & la Palisse étoient prisonniers. Rieux étoit vieux & infirme : le maréchal de Gié, attaché aux fonctions du ministère, étoit devenu, en l'absence du cardinal d'Amboise, l'ame du conseil. Dans cette disette, on se trouva réduit à confier à un étranger le commandement d'une des plus belles armées que la France eût encore mises sur pied. On jeta les yeux sur François de Gonzague, mar-

quis de Mantoue, déja décoré du collier de saint Michel : on lui donna pour conseil Jacques de Silli, bailli de Caën, & Louis de Hédouville, seigneur de Sandricourt. Le marquis jouissoit d'une réputation brillante ; les Vénitiens l'avoient élu pour leur capitaine-général à la bataille de Fornoue ; & quoiqu'il eût été battu avec une armée trois ou quatre fois plus nombreuse que celle qui venoit l'attaquer, cet échec n'avoit point empêché que, dans toutes les guerres qui s'étoient élevées depuis ce temps en Italie, on ne se fût disputé l'avantage de le mettre de son côté : mais, en supposant même que ses talents répondissent à sa réputation, pouvoit-on compter sur son attachement ? La situation de ses Etats aux portes de Milan, ne lui inspiroit-elle pas, sur le compte des François, les mêmes craintes, la même défiance qu'aux Vénitiens, & devoit-on se flatter que l'honneur passager qu'on lui déféroit, lui feroit oublier l'intérêt qu'il avoit, comme souverain, à l'abaissement d'un voisin trop redoutable ? Le cardinal d'Amboise, à qui tous nos écrivains attri- ANN. 1503.

buent ce choix, ne fit apparemment
ANN. 1503. pas toutes ces réflexions. Quelque chagrin que lui eussent causé Jules & Fabio des Ursins, il chercha sérieusement à les réconcilier avec la France; il crut même y être parvenu, mais il fut encore trompé : l'Alviane, que les Vénitiens avoient envoyé à leur secours, les entraîna dans le camp de Gonsalve. Jean Jourdain fut le seul de cette illustre famille, qu'aucune considération ne put détacher des intérêts de la France : Jean-Paul Baglioné, ami des Ursins, reçut l'argent du cardinal, & fit des levées pour le compte de l'ennemi. Prêt à partir pour revenir en France, Amboise somma le cardinal Ascagne de le suivre comme il s'y étoit engagé par un serment solennel; mais Ascagne qui savoit quel sort l'attendoit en France, ayant eu la précaution de se faire absoudre de ce serment par le nouveau pape, refusa d'obéir. Après tant de traverses, Amboise revint en France: une nouvelle mortification l'y attendoit. L'université de Paris, à qui d'anciens priviléges, enregistrés dans les cours souveraines, donnoient

droit à un certain nombre de bénéfices, alarmée de voir conférer pour un temps illimité à un premier ministre des pouvoirs qui pouvoient, dans tous les cas, rendre son droit illusoire, s'opposa vigoureusement à l'enregistrement des nouvelles bulles du légat, exposant dans un long mémoire les raisons qui devoient les faire rejeter : elles firent une telle impression sur l'esprit des juges, que malgré l'avantage évident qu'il y avoit pour la nation, d'être dispensée de recourir dans mille occasions à la cour Romaine, & d'y verser une partie de son argent, les bulles du cardinal furent rejetées : ce ne fut qu'après des ordres réitérés de la part du roi, que le parlement consentit enfin à les enregistrer; mais en déclarant qu'Amboise ne pourroit s'en servir *que dans les choses qui ne seroient contraires, dérogeantes, ni préjudiciables aux droits & prérogatives du roi & du royaume, ni contre les saints conciles, pragmatique-sanction, libertés de l'église Gallicane, & ordonnances royaux.* ANN. 1503.

Le marquis de Mantoue, nouveau général de l'armée françoise, ne parut Conduite suspecte du marquis de

ANN. 1503.

Mantoue, général de l'armée françoise.

*Auton. Guicchardin Manusf. de Bethune.*

sur les frontières du royaume de Naples que vers le milieu du mois d'octobre : il auroit dû par conséquent user d'une extrême diligence, afin de pénétrer dans le centre de l'Etat, avant que l'hiver suspendît les opérations militaires; mais soit qu'il manquât de bonne volonté, soit qu'il ne pût se défaire de la méthode usitée alors en Italie, de traîner la guerre en longueur, & de ne tenter que des surprises; il ne sut pas tirer parti de la vivacité françoise. Un revers qu'il essuya dès son début, acheva de lui ôter la confiance de l'armée. Il envoya un trompette sommer la garnison de Roccasecca. Les Espagnols, par une infraction manifeste du droit des gens, pendirent ce trompette à la porte du château : on battit la place avec furie. L'infanterie Normande & Italienne monta hardiment à la brèche : après un combat meurtrier, elle fut repoussée. On continua de foudroyer les murailles, & l'on se disposoit à livrer un assaut général; mais comme le marquis n'avoit point eu la précaution d'investir la place avant que de l'assaillir, Pierre Navarre y entra avec un renfort si

considérable, qu'on fut contraint de lever le siége, & de laisser l'affront impuni. Le marquis fit ensuite avancer l'armée jusqu'à Sangermano; mais trouvant ce passage bien gardé, & désespérant de le forcer, il rebroussa chemin, se rabattit vers la mer pour tenter le passage du Garillan. Le marquis de Saluces, arrivé trois ou quatre mois auparavant au secours de Gaète, avoit déja forcé les Espagnols de se retirer de l'autre côté de ce fleuve qui servoit de barrière entre les François établis à Gaète, & les Espagnols possesseurs de presque tout le reste du royaume. Saluces s'étant joint au marquis de Mantoue, le conduisit sans aucun accident sur les bords de ce fleuve. Gonsalve étoit de l'autre côté prêt à disputer le passage, & le fleuve n'étoit guéable dans aucun endroit. Mais comme la rive sur laquelle étoient les François étoit beaucoup plus élevée que celle qu'occupoient les Espagnols, & que d'un autre côté Préjean de Bidoux avoit déja couvert ce fleuve de barques & de bateaux, on conçut qu'il étoit facile d'y établir un pont sans

ANN. 1503.

que les Espagnols pussent en empê-
Ann. 1503. cher : on établit donc des batteries, qui, foudroyant la rive opposée, forcèrent Gonsalve à s'éloigner à quelque distance avec la plus grande partie de son armée : il établit l'autre dans des tranchées qu'il avoit fait tirer sur le bord du fleuve, & vis-à-vis le camp des François. Préjean attachant alors ses bateaux avec des cables, donna un passage à l'armée. Quatre cents des plus braves passèrent ; & tombant avec impétuosité sur les Espagnols qui gardoient les tranchées, ils les mirent en fuite, & les poursuivirent jusqu'au gros de l'armée. Si le marquis de Mantoue eût profité de ce premier moment pour faire traverser la rivière au reste de l'armée, Gonsalve auroit été forcé de se replier jusqu'à Naples, où il lui auroit été impossible de subsister long-temps par le défaut de munitions ; mais le marquis n'avoit point porté ses vues jusque-là ; il n'avoit dessein que d'élever promptement un boulevart à la tête du pont. Tandis qu'il y faisoit travailler, Gonsalve rangeant ses troupes en bataille, tomba im-

pétueusement sur les quatre cents hommes d'armes François, qui n'étant point soutenus, & pouvant être enveloppés, ne se battirent plus qu'en retraite, & furent poussés jusqu'au milieu du pont. Les Espagnols alloient le briser, si les batteries, établies sur le rivage, ne les eussent forcés de reculer. Cette faute, dont tout le monde s'étoit apperçu, excita un murmure général contre le marquis. Un autre accident acheva de le perdre entièrement dans l'esprit des François. Gonsalve voyant que le marquis s'opiniâtroit à vouloir élever un boulevart à la tête du pont du Garillan, détacha une partie de ses troupes, sous la conduite de Prosper Colonne & de Pierre Navarre, avec ordre d'assaillir la Rocca-d'Evandro. C'étoit une forteresse éloignée, où les François avoient établi une garnison. Tout le monde jugea qu'il avoit commis une faute qui devoit le perdre infailliblement, puisqu'il ne tenoit qu'aux François qui avoient alors une supériorité bien décidée, d'enlever ce détachement. Cependant le marquis,

ANN. 1503.

ANN. 1503. soit qu'il agît de concert avec l'ennemi, soit qu'il apperçût dans cette démarche un piége dont le reste des officiers ne se doutoit pas, persista dans son premier projet, dont il ne put venir à bout, & parut oublier la Rocca-d'Evandro. Les François enfermés dans cette forteresse, s'attendant à être secourus, & ne pouvant croire qu'on voulût les sacrifier, rejetèrent jusqu'au dernier moment toutes les offres de l'ennemi, & furent tous passés au fil de l'épée. Ce spectacle souleva l'armée contre le marquis. Sandricourt lui déclara en plein conseil qu'il ne le regardoit plus que comme un infâme & un traître, & qu'il l'en convaincroit les armes à la main. Le marquis n'ayant ni la volonté d'accepter ce défi, ni assez d'autorité pour punir le coupable, comprit que le terme de son généralat étoit expiré. Il feignit une maladie, renvoya ses lettres à Louis XII, & reprit la route de Mantoue avec une simple escorte; mais les troupes italiennes qu'il laissoit dans le camp, sachant apparemment ses intentions, désertèrent au

bout de quelques jours, & paſsèrent pour la plupart au ſervice du roi d'Eſpagne.

ANN. 1503.

Quoique cette déſertion affoiblît conſidérablement l'armée, elle s'en affligea peu, tant elle ſe trouvoit heureuſe d'être délivrée d'un traître. Le marquis de Saluces reprit le commandement, & en peu de jours il exécuta l'entrepriſe dont ſon prédéceſſeur n'avoit pu venir à bout. Il conſtruiſit un château à la tête du pont, mettant par là ſes quartiers à couvert, & acquérant la facilité de pouvoir pénétrer ſans beaucoup de riſque dans ceux de l'ennemi. Gonſalve, forcé de ſe mettre à couvert, établit ſon camp à un mille plus loin dans une gorge étroite par où il falloit néceſſairement paſſer pour ſe rendre, ſoit à Capoue, ſoit à Seſſa. Ce terrein étoit bas & marécageux; les Eſpagnols s'enfonçoient dans la boue juſqu'au milieu de la jambe; la plupart des officiers s'aſſemblèrent pour remontrer à leur général que les ſoldats ne pourroient long-temps réſiſter à une poſition ſi malſaine; que quand bien même on pourroit empêcher

Conduite du marquis de Saluces. Déroute de Garilian.

*Auton. Hiſt. du ch. Bayard. Brantome. Paul Jove. Guicchardin. P. Martir.*

ANN. 1503. qu'ils ne se soulevassent, ils périroient bientôt par les maladies. *Vous avez raison*, leur répondit Gonsalve ; *mais j'aimerois encore mieux qu'il m'en coutât la vie en gagnant un pied de terrein, que de reculer de quelques pas pour la prolonger de cent ans.* On ramassa par ses ordres grand nombre de fascines & de planches, dont on se servit pour exhausser le terrein : on éleva deux bastions à l'entrée de la gorge ; les soldats, animés par l'exemple d'un général qui partageoit avec eux toutes les fatigues, restèrent enfouis dans la fange jusqu'à ce que la pluie & la fonte des neiges eussent rendu les chemins impraticables. Alors Gonsalve mettant le feu dans ces retranchemens, où il craignoit que les François ne vinssent s'établir, se retira tranquillement dans la ville de Sessa. Le ciel sembloit avoir conspiré, avec ce dangereux ennemi, la perte de l'armée Françoise : l'hiver qui ordinairement ne se fait presque point sentir dans cette portion de l'Italie, étoit cette année excessivement rude ;

la pluie & les neiges tombèrent continuellement pendant plusieurs mois. ANN. 1503.
A la vérité, les François en étoient moins incommodés que les Espagnols : outre que l'endroit où ils étoient campés étoit plus élevé & moins fangeux, ils trouvèrent fort à propos dans cet endroit les ruines d'un ancien collisée, où ils élevèrent des baraques qui les garantirent en partie des injures du temps; mais un autre fléau plus terrible les poursuivoit. C'étoit la famine dans un pays dévasté, accrue par les manœuvres sourdes des munitionnaires & des trésoriers. Accoutumés à n'envisager les malheurs publics que comme des chemins abrégés de parvenir à une plus grande opulence, ils voyoient avec satisfaction les hopitaux se remplir, la mort & la désertion éclaircir les compagnies; & loin de prêter aucun secours aux capitaines, ils les chicanoient sur leurs gages, & reculoient le plus qu'il étoit possible, leur payement. Jean Chapperon, un des principaux capitaines des gens de pied, touché de l'état de nudité où étoient ses soldats, s'adressa à

Jean du Plessis, dit Corcou, le principal trésorier de l'armée, & après lui avoir représenté pathétiquement que sa troupe n'avoit ni habits, ni linge, ni souliers; que la rigueur du froid & les maladies lui enlevoient tous les jours un grand nombre de soldats, il le supplia de leur avancer, pour acheter des habits, une somme assez modique, dont il se rembourseroit dans peu par ses propres mains. Voyant qu'il ne pouvoit amollir par ses prières, ni par ses larmes cette ame de bronze, il lui demanda la même somme à emprunter en son propre nom, & à de gros intérêts, hypothéquant pour la sûreté du remboursement ses meubles, sa terre, & tous ses biens. Corcou qui n'avoit point d'argent un moment auparavant, offrit au-delà de ce qu'on lui demandoit, & les soldats de Chapperon furent habillés; mais tous les capitaines, quelque bien intentionnés qu'ils fussent d'ailleurs, n'étoient pas à portée de suivre cet exemple. La cavalerie avoit particulièrement à souffrir par le défaut de fourrages. Comme les trésoriers, loin de tenir compte aux

ANN. 1503.

hommes d'armes des chevaux qu'ils perdoient, retranchoient au contraire une portion de leur paye à raison du nombre de chevaux qui manquoient à leur équipage; les capitaines prirent la résolution de s'éloigner du camp, & d'aller chercher des quartiers où ils puſſent ſubſiſter juſqu'au retour du printemps. Saluces, qui n'avoit ſur eux qu'une autorité précaire, ne put les détourner de cette funeſte réſolution. Il reſta donc à la garde du pont avec l'infanterie ſeulement, c'eſt-à-dire, avec la partie la plus foible & la moins conſidérée de l'armée. Gonſalve, informé de tout ce qui ſe paſſoit dans le camp ennemi, où il entretenoit un grand nombre d'eſpions, cherchoit un moyen de l'attaquer au dépourvu. Depuis ſa retraite à Seſſa, il avoit reçu des renforts conſidérables de troupes Italiennes que lui amenoient l'Alviane & les Urſins. Il avoit alors l'avantage du nombre, mais il redoutoit toujours la gendarmerie françoiſe. S'il prenoit le parti d'attaquer le pont du Garillan, il donnoit le temps à cette gendarmerie éparſe de ſe raſſembler : d'ailleurs, l'artillerie

ANN. 1503.

ANN. 1503. ſeule dont ce pont étoit bordé, ſuffiſoit pour détruire une partie de ſon armée. L'Alviane le tira de cet embarras. Ce général plein d'activité, & peut-être le premier homme de ſon ſiècle dans la ſcience des marches & des campements, avoit déjà reconnu un endroit du fleuve où il étoit facile d'établir un pont ſans que les François s'en apperçuſſent. Il communiqua ſon projet à Gonſalve, qui fit préparer ſecrètement un grand nombre de barques; & la nuit du 27 décembre, il y fit paſſer la plus grande partie de ſon armée, ne laiſſant au-delà du fleuve que ſon arrière-garde qui vint dès le matin aſſaillir le pont des François, afin d'attirer toute leur attention de ce côté. Saluces ne tarda pas à être averti de ce qui ſe paſſoit. Il manda promptement Alègre, dont le quartier étoit le moins éloigné, & le chargea d'aller avec un corps de cavalerie s'oppoſer au paſſage de l'armée eſpagnole, ou du moins de la retarder dans ſa marche; mais il n'étoit plus temps, car déja elle étoit rangée en bataille. Alègre revint promptement pour aider Saluces à

faire la retraite avec le moins de perte qu'il seroit possible. Le premier soin des généraux fut de rompre le pont du Garillan, afin de retenir du moins de l'autre côté du fleuve l'arrière-garde espagnole. On étoit résolu d'abandonder neuf grosses pièces d'artillerie qui auroient trop retardé la marche de l'armée. L'infortuné Pierre de Médicis qui se trouvoit dans le camp, & qui cherchoit à mériter la protection du roi par quelque service important, osa se proposer pour les conduire par eau dans le port de Gaète. On les chargea sur quelques-uns des bateaux qui avoient servi à former le pont. Pierre arriva sans accident jusqu'à l'embouchure du Garillan; mais il trouva la mer si orageuse, qu'il fut submergé avec tous ses bateaux, à la réserve d'un seul qui entra dans le port. Les autres pièces plus légères furent voiturées par terre à la tête de l'armée; l'infanterie marchoit ensuite, puis la cavalerie : les compagnies de Duras, de Sandricourt & de la Fayette marchoient les dernières, & avoient ordre de faire de temps en temps volte-face pour re-

ANN. 1503.

pousser l'ennemi ; enfin, après ces compagnies étoit un peloton de quinze braves qui devoient soutenir les premiers coups : de ce nombre étoient Roger de Beart, Pierre de Tardes, surnommé le Basque, Pierre de Bayard, Pierre de Pocquiers, Pierre de Payenne, Pierre Dos & Antoine de Lormet. Dans cet ordre, l'armée se mit en marche pour se rendre à Gaète, poursuivie par les Espagnols. Gonsalve, qui commençoit à désespérer de l'atteindre, détacha Prosper Colonne avec la cavalerie légère pour harceler les François, & les obliger à faire volte-face. Ce corps eut bientôt joint les François ; mais il ne put obliger l'armée à suspendre sa marche. Les quinze braves mieux montés & mieux armés que cette cavalerie légère, se tournant souvent vers les cavaliers qui les approchoient de trop près, renversoient du premier choc ceux qu'ils pouvoient atteindre, & revenoient avec la même célérité reprendre leur place à la queue de l'armée. C'est dans cette occasion qu'il faut placer l'action mémorable du chevalier Bayard qui

ANN. 1503.

arrêta seul une troupe d'ennemis, & sauva par sa valeur le reste de l'armée. L'historien de ce héros qui nous a transmis le fait, en a visiblement altéré les circonstances : au défaut de monumens certains, nous oserons hasarder une conjecture. Prosper considérant qu'il ne pouvoit entamer l'arrière-garde où étoit l'élite de la chevalerie, laissa une partie de sa troupe sous la conduite de Pedré de Paz pour continuer de harceler l'ennemi, & avec l'autre moitié il prit le chemin des hauteurs dans l'intention de tomber sur l'infanterie, & d'arrêter la marche de l'armée jusqu'à l'arrivée de Gonsalve. Bayard qui s'apperçut de ce mouvement, partit avec un seul écuyer, & alla se poster sur un pont étroit par lequel l'ennemi se proposoit de descendre dans la plaine. Voyant arriver Prosper avec sa troupe, il renvoya promptement son écuyer demander un renfort à ses compagnons. Planté au milieu du pont, la lance en arrêt, il renversa tous ceux qui se présentèrent ; &, malgré tous les efforts de Prosper, il tint ferme jusqu'à l'arrivée de cent

ANN. 1503.

Ann. 1503. hommes d'armes qui vinrent le dégager, & arrêtèrent l'ennemi jusqu'à ce que toute l'armée fût passée. Alors Bayard alla reprendre son premier poste. Dans cette marche, il eut trois chevaux tués sous lui; il fut même enveloppé & fait prisonnier : mais Sandricourt qui en reçut promptement la nouvelle, faisant faire volteface à sa compagnie, pénétra si avant dans les rangs ennemis, qu'il le dégagea. L'armée arriva en bon ordre & sans aucune perte jusqu'au pont de Mole-de-Gaète. Ce ne fut que dans cet endroit, que Gonsalve put la joindre avec le gros de son armée. La cavalerie françoise se rangea en bataille à la tête du pont, & soutint tous les efforts de l'armée espagnole, tandis que le canon & l'infanterie passoient à la file. Mais il arriva que quelques affuts de canon se brisèrent & bouchèrent le passage à la cavalerie : Gonsalve qui, malgré ses efforts, n'avoit pu parvenir à la rompre, détacha une partie de son armée par des chemins détournés pour aller se poster au-delà du pont, & fermer le passage à la gendarmerie qui combattoit toujours, & qui alloit se

trouver entre deux feux sans pouvoir ni reculer ni avancer. Saluces devina le projet de son ennemi : il prit le parti de débarrasser le passage, d'abandonner son artillerie qu'il ne pouvoit conduire plus loin, & de faire défiler par pelotons la cavarie qui se reformoit ensuite de l'autre côté de la rivière pour soutenir ceux qui se retireroient les derniers. La retraite se fit en bon ordre, & la cavalerie se tint en bataille, & garda ses rangs jusqu'à ce que l'infanterie fût entrée dans Gaète : alors se trouvant en danger d'être enveloppée, elle se débanda, & alla se mettre à couvert sous le canon de Gaète ; ainsi la perte fut infiniment moindre qu'on n'auroit dû s'y attendre. Il est même douteux si les François perdirent plus de monde que les Espagnols ; mais tous les corps n'avoient pas rejoint l'armée. Les capitaines, dont les quartiers étoient éloignés, n'avoient point été informés à temps de l'arrivée de l'ennemi. Gonsalve, à qui rien n'échappoit, détacha sur-le-champ Fabrice Colonne pour les enlever. Quelques-uns se rendirent sans combat, ANN. 1503.

ANN. 1503.

d'autres ayant essayé de s'enfuir, furent assommés par les paysans qu'ils n'avoient pas assez ménagés; quelques-uns traversant les terres de l'église, parvinrent à Rome, où ils auroient été réduits à mendier leur pain dans les rues, si plusieurs cardinaux attachés à la France n'en eussent pris soin, & ne leur eussent prêté l'argent dont ils avoient besoin pour se rendre dans le Milanez.

ANN. 1504.

Capitulation de Gaète.

*Auton Guicchardin. P. Martir. Manuscrits de Bethune. P. Jove.*

Les débris de l'armée renfermés dans Gaète, étoient encore plus que suffisants pour défendre cette place: à la vérité, on n'y trouva de provisions que pour huit ou dix jours, mais il y avoit dans le port un grand nombre de vaisseaux qui pouvoient en aller chercher à Livourne ou sur la côte de Gênes; on savoit qu'il y en avoit d'autres dans le port de Marseille prêts à mettre à la voile dès que la saison le permettroit: enfin, on n'ignoroit pas que la Trémouille qui avoit recouvré la santé, se disposoit à partir incessamment à la tête d'un nouveau renfort, & à venir prendre le commandement général de l'armée. Toutes ces considérations auroient dû inspirer de la confiance; mais le sou-

venir des maux qu'on avoit essuyés, la crainte qu'avoit chaque homme d'armes de perdre ce qui lui restoit de chevaux, c'est à-dire, la partie la plus claire de son bien, les tempêtes & le mauvais temps qui rendoient la mer impraticable, & qui pouvoient encore durer long-temps; la tristesse, l'abattement & la honte avoient glacé tous les courages, & inspiré un violent desir de mettre fin à de si longues souffrances : ainsi Gonsalve qui n'espéroit point de prendre la ville par force, ayant envoyé proposer de rendre en échange de cette place la liberté à tous les prisonniers qu'il avoit faits depuis le commencement de la guerre, de permettre à tous les François d'emporter leurs effets, & de se retirer avec tous les honneurs de la guerre, fut étonné de la facilité avec laquelle sa proposition fut acceptée. On commença à rédiger le traité : Gonsalve eut l'attention d'y faire comprendre Louis d'Ars qu'il n'avoit encore pu réduire, & qui tenoit trois ou quatre villes dans la Pouille; mais le marquis de Saluces & les autres généraux qui n'avoient aucune autorité sur lui, ne voulurent rien stipuler à cet égard; ANN. 1504.

ANN. 1504 ils se contentèrent de lui réserver le droit d'accéder au traité si bon lui sembloit. Gonsalve exigea des ôtages; lorsqu'il les eut en son pouvoir, il usa de supercherie : il renvoya sans rançon les prisonniers François qui étoient en grand nombre, mais il retint dans les fers tous les seigneurs Italiens de la faction Angevine, prétendant qu'étant devenus sujets du roi d'Espagne par droit de conquête, ils ne devoient attendre que de lui seul la décision de leur sort; que les François ne possédant plus rien dans le royaume de Naples, n'avoient point eu le droit de stipuler pour des gens qui leur étoient absolument étrangers; il fallut encore dévorer cette injustice. Au jour marqué, ils évacuèrent Gaète, & se mirent en chemin pour retourner en France, mais Louis transporté de colère en apprenant ce qui venoit de se passer, & sachant que l'impatience de revoir leurs foyers, avoit porté les chefs & les soldats à consentir à cette infâme capitulation, leur envoya ordre de prendre des quartiers d'hiver en Italie, avec défense de paroître en France pour quelque affaire que ce pût être, sans en avoir obtenu

obtenu la permiſſion : Alegre & Sandricourt furent condamnés à l'exil, parce qu'on imputoit au premier la perte de la bataille de Cerignoles, & au ſecond la retraite du marquis de Mantoue qu'on s'obſtinoit à regarder à la cour comme un allié utile & bien intentionné. Sandricourt ne ſurvécut pas à ſa diſgrace : Alegre, plus coupable que lui, ſupporta courageuſement ſon malheur : les priſonniers furent exceptés de la loi générale ; Louis non-ſeulement leur permit de revenir à la cour, mais il promit de récompenſer leurs ſervices.

ANN. 1504.

L'armée revenue de Naples achevoit de ſe détruire dans le duché de Milan : les maladies enlevoient ceux que le fer de l'ennemi avoit épargnés : il n'y avoit preſque point de famille diſtinguée qui n'eût à pleurer la perte d'une père, d'un frère ou d'un fils : la cour prit le deuil ; le roi ſe tint pluſieurs jours enfermé. Au regret & à la honte d'avoir été vaincu par un ennemi plus foible & moins guerrier, d'avoir ſacrifié inutilement la vie de tant de milliers d'hommes & des ſommes d'argent

Chagrin & maladie de Louis XII.
*Auton.*
*Manuſ. de Fontan.*
*S. Gelais.*

ſi conſidérables, ſe joignoit une juſte
ANN. 1504. inquiétude pour l'avenir. Il voyoit que le roi d'Eſpagne & l'empereur agiſſoient de concert; que la république de Veniſe, à laquelle il imputoit en grande partie ſes malheurs, paroiſſoit diſpoſée à ſeconder leurs projets ambitieux; que les Suiſſes ſe détachoient de plus en plus de ſon alliance; que la cour de Savoie elle-même le trahiſſoit; qu'il ne devoit faire aucun fonds ſur l'amitié du pape, & que ſi toutes ces puiſſances s'uniſſoient pour lui enlever le duché de Milan, difficilement pourroit-il réſiſter à une ſi puiſſante ligue. Ces triſtes réflexions, les reproches ſecrets qu'il ſe faiſoit à lui-même ſur ſa conduite paſſée, le plongèrent dans une profonde mélancolie. La fièvre le prit, & en peu de jours elle devint ſi violente, qu'on ne tarda pas à déſeſpérer de ſa vie. Cet évènement qui pouvoit à chaque inſtant changer la face des affaires & plonger le royaume dans une guerre civile & étrangère, rempliſſoit les eſprits d'inquiétude & d'effroi : par les deniers traités conclus avec l'empereur Maximilien ;

Claude de France, fille unique du roi, devoit épouser Charles, duc de Luxembourg, héritier présomptif de tous les biens de la maison d'Autriche, & porter en dot à son mari les duchés de Milan, de Bretagne & le comté de Blois. Quoique Maximilien ne se fût point mis en peine de remplir les engagements qu'il avoit contractés, on ne doutoit point qu'après la mort du roi, il n'en demandât l'exécution, & qu'il ne fût appuyé par la mère de la jeune princesse. De puissants motifs déterminoient Anne de Bretagne en faveur de cette alliance; le souvenir de ses anciennes liaisons avec Maximilien, le desir d'etablir avantageusement sa fille, & le besoin où elle croyoit être elle-même de se donner un appui contre la vengeance de Louise de Savoie, mère du jeune François d'Angoulême, premier prince du sang, & héritier présomptif de la couronne. Anne, princesse hautaine, jalouse, austère & dévote, avoit conçu une aversion insurmontable pour une rivale jeune, belle, ambitieuse, intrigante, fausse & galante. Anne, usant de l'empire qu'elle ANN. 1504.
V 2

avoit sur l'esprit de son mari, l'avoit
ANN. 1504. éloignée de la cour & confinée avec son fils & sa fille dans le château d'Amboise, où le roi lui-même n'osoit la voir. La crainte de tomber au pouvoir d'une rivale qu'elle n'avoit pas ménagée, le desir si naturel à une mère de disposer à son gré du sort de sa fille, agirent si puissamment sur son esprit, qu'étouffant tous les sentimens qui devoient l'attacher à un époux si digne de toute sa tendresse, elle ne s'occupa que des moyens de se mettre en liberté. Elle fit promptement embarquer sur la Loire ses pierreries, ses trésors & ses meubles les plus précieux; elle disposa tout pour enlever sa fille, dès que le roi auroit les yeux fermés. Le cardinal d'Amboise voyoit avec douleur ces préparatifs; car il ne pouvoit ignorer combien le mariage projeté étoit préjudiciable à la France; mais en ayant lui-même dressé le projet pour faire sa cour à la reine, il avoit en quelque sorte perdu le droit de s'y opposer. Le maréchal de Gié n'avoit point les mêmes ménagements à garder. Enveloppé dans la haîne

qu'Anne avoit vouée dès ses plus tendres ans à toute la maison de Rohan, il s'étoit attaché à la comtesse d'Angoulême & avoit été nommé gouverneur de son fils. En cette qualité il avoit osé condamner hautement le projet de mariage de Claude de France avec Charles de Luxembourg, sans que le roi qui avoit en lui de la confiance, sans que le cardinal qui le redoutoit, se fussent crus en droit de lui imposer silence. Il est bien certain que Louis & son premier ministre n'auroient jamais imaginé une alliance si contraire aux intérêts de l'Etat, s'ils n'eussent espéré qu'Anne qui étoit jeune & féconde, donneroit le jour à un prince qui privant sa sœur de tout droit à la succession paternelle & maternelle, la réduiroit à se contenter d'une dot. Mais étoit-il prudent, étoit-il raisonnable de fonder le salut de l'Etat sur une espérance trompeuse? Le maréchal s'étant inutilement opposé à un traité si funeste, prit de bonne heure toutes les précautions imaginables pour en empêcher l'exécution, au cas que le malheur qu'il prévoyoit, arrivât. Il s'étoit

ANN. 1504.

ANN. 1504. fait ſecrètement un ſi grand nombre d'amis dans toutes les provinces du royaume & même dans la Bretagne, où ſes parents étoient puiſſants & accrédités, qu'il eſpéroit de reſter le plus fort : il avoit fortifié le château d'Angers, dont il étoit gouverneur : dès qu'il connut le danger où étoit le roi, il doubla la garde du château d'Amboiſe, & manda au lieutenant de ſes gardes de ſe tenir prêt à tranſporter, au premier ordre qu'il recevroit de ſa part, le comte d'Agoulême du château d'Amboiſe dans celui d'Angers, avec défenſe d'y laiſſer enſuite entrer qui que ce fût, ſans en excepter les princes du ſang. Il diſtribua le reſte de ſa compagnie d'ordonnance ſur les bords de la Loire, & leur ordonna d'arrêter tous les effets appartenants à la reine qui deſcendroient cette rivière, de l'arrêter elle-même, & ſur-tout de lui enlever la princeſſe Claude, ſi elle entreprenoit de la conduire en Bretagne. Il fit exhorter le ſire d'Albret qui avoit été un des amants d'Anne de Bretagne, & à qui la mort du roi pouvoit donner de nouvelles eſpérances à

lever promptement dix mille hommes, promettant que de son côté il en lèveroit pour le moins autant, afin que dans la confusion où alloit tomber le royaume, ils se trouvassent l'un & l'autre en état de se faire écouter. Quoique le devoir de sa charge, l'amour de la patrie fussent des motifs suffisants pour dicter ces précautions à un ministre, à un grand officier de la couronne, au gouverneur de l'héritier présomptif du trône, on ne peut guère douter qu'il n'entrât dans les démarches du maréchal un autre intérêt qu'il n'avouoit pas, & que l'armement qu'il méditoit, ne fût aussi-bien dirigé contre la princesse qu'il servoit en apparence, que contre celle qu'il menaçoit ouvertement. Tous ces préparatifs furent inutiles; le roi recouvra la santé, & le maréchal fut assez malheureux pour que les gendarmes qu'il avoit placés sur la Loire, arrêtassent à Saumur les riches effets que la reine faisoit voiturer à Nantes. Anne indignée de cet affront, en demanda vengeance, & importuna tellement le roi, qu'il permit qu'on fît le procès au maré- Ann. 1504.

chal, promettant de l'abondonner à la rigueur des loix s'il étoit coupable.

ANN. 1504.

Procès criminel du maréchal de Gié.

*Manuscrits de la bibliothèque du roi.*

Les dépositions vinrent en foule : ceux que le maréchal regardoit comme ses meilleurs amis, se montrèrent les plus ardents à le perdre : Pierre & François de Pontbriant, qui lui devoient leur avancement, furent les premiers dénonciateurs : le sire d'Albret qu'il avoit eu dessein d'associer à ses projets, & qui sans doute vouloit avoir part dans la confiscation de ses biens, n'attendit pas qu'on le sommât ; il fournit aux commissaires plusieurs chefs d'accusation qu'ils ignoroient, & sur lesquels par conséquent ils n'eussent pu l'interroger. Enfin, la comtesse d'Angoulême qui l'avoit jusqu'alors traité avec tant d'égards, & pour laquelle il sembloit s'être sacrifié, voulut être entendue & le chargea beaucoup plus que tous les autres témoins. Cette démarche parut d'autant plus atroce, que tout le monde connoissoit les obligations que la comtesse avoit au maréchal, & que personne ne soupçonnoit les raisons qu'elle pouvoit avoir de le perdre. Louise

de Savoie restée veuve à l'âge de vingt-deux ans, n'avoit point renoncé au desir de plaire. Dans les longs & fréquents entretiens que le soin de la fortune de ses enfants la forçoit d'avoir avec le maréchal, elle s'étoit apperçue de l'effet de ses charmes, & s'en étoit secrètement applaudie, parce qu'elle avoit besoin de l'appui d'un ministre accrédité, & qu'elle se flattoit apparemment de pouvoir modérer à son gré cette passion naissante. Le maréchal étoit veuf; il étoit d'une naissance illustre; il avoit de l'ambition, des richesses, un rang distingué, la faveur du prince, & une autorité qui balançoit celle du premier ministre. Il desira pasionnément d'épouser la princesse. Il chargea du Bouchage de lui en faire la proposition, en lui déclarant qu'il se faisoit fort d'obtenir l'agrément du roi. Quelques ménagements, quelque adresse que la comtesse eût mis dans ses refus, le maréchal s'en trouva surpris & offensé : au lieu de s'étudier à gagner un cœur qui se refusoit à lui, il voulut régner en maître & se comporta en mari jaloux. Alarmé des visites

ANN. 1504.

trop longues & trop fréquentes que le seigneur de Surgeres rendoit à la comtesse, il lui signifia une défense d'approcher du château d'Amboise, & ordonna à l'officier qu'il avoit commis pour y faire la garde, de l'outrager s'il osoit s'y montrer. Un gentilhomme qui avoit succédé à la faveur de Surgeres, fut traité avec moins de ménagements : le maréchal le fit saisir par ses gardes dans le château même & le chassa ignominieusement. Ces violences étoient d'autant plus offensantes pour la comtesse, qu'elles donnoient lieu à mille soupçons injurieux; cependant elle n'osoit s'en plaindre : la certitude où elle étoit, qu'en perdant la protection du maréchal elle demeureroit sans appui, la forçoit de dissimuler en sa présence, & de lui laisser des espérances qu'elle se proposoit bien de ne jamais remplir Le maréchal pouvoit douter qu'elle répondît un jour à sa passion; mais il ne s'attendoit pas à la trouver à la tête de ses ennemis : l'orsqu'il l'apprit, il en versa des larmes de douleur & de rage.

ANN. 1504.

Munie de toutes ces dépositions, & voulant ne laisser au roi aucun

prétexte de retirer sa parole, Anne envoya consulter les docteurs de l'école de Pavie, la plus célèbre qui fût alors en Europe. Ces docteurs, accoutumés à ne consulter que les loix Romaines faites par des tyrans, & dans la vue de cimenter la tyrannie, décidèrent hardiment que le maréchal étoit coupable de lèse-majesté. Ce fut d'après leur avis qu'on instruisit le procès au grand conseil; on interdit à l'accusé le droit de se servir d'avocats; on l'enferma dans une étroite prison, & le procureur du roi, qui s'étoit constitué sa partie, demanda qu'il eût la tête tranchée; qu'il fût ensuite écartelé, & que tous ses biens fussent confisqués au profit du roi. ANN. 1504.

Dans ce danger imminent, le maréchal ne se laissa point abattre: il nia tous les faits, montra que la plupart des dépositions se contredisoient, que ceux qui les avoient faites, s'étoient ôté le droit d'être reçus en témoignage, en se portant pour dénonciateurs; il demanda qu'il lui fût permis d'en produire de contradictoires: ensuite s'adressant au pro-

ANN. 1504. cureur-général, il lui reprocha d'avoir malicieusement supposé un délit qui n'existoit point; » car *crime de lèse-* » *majesté*, dit-il, *est un attentat con-* » *tre la chose publique:* & quand il » seroit prouvé, ce que toutefois je » suis bien éloigné d'accorder, que » j'aurois eu dessein d'empêcher un » mariage que beaucoup de gens re- » gardent comme préjudiciable à l'E- » tat, où seroit encore le crime qu'on » ose m'imputer « ? Heureusement pour le maréchal, il avoit pour juge un homme vertueux : Gui de Rochefort, chancelier de France, & en cette qualité président du grand conseil, déclara la procédure illégale & abusive, rendit par provision la liberté au prisonnier, en lui assignant un terme assez éloigné pour produire ses moyens de défense, & nomma des commissaires pour faire de nouvelles informations, entendre les témoins de part & d'autre & procéder au recollement. Echappé à ce premier danger, le maréchal ne douta point que s'il parvenoit à gagner du temps, la colère de la reine ne se refroidît : en conséquence il remit

aux commissaires une longue liste des témoins qu'ils devoient interroger. Il nomma le roi à la tête, ensuite le cardinal d'Amboise, quelques gouverneurs de province qui résidoient à plus de cent lieues de la cour, plusieurs officiers de l'armée d'Italie, & enfin des ministres chargés de négociations importantes dans des cours étrangères. Avant que tous ces témoins pussent être entendus, il devoit s'écouler des années, & c'est tout ce que le maréchal se proposoit; mais il avoit affaire à une ennemie opiniâtre que les frais & les difficultés ne pouvoient rebuter. Anne sacrifia courageusement trente-deux mille livres pour les frais de cette procédure. Après avoir épuisé tous les délais, le maréchal fut enfin forcé de se défendre : le premier avantage qu'il avoit remporté sur ses dénonciateurs, les avoit déja rendu beaucoup plus circonspects : Pierre de Pontbriant, dans un second interrogatoire, adoucit, changea ou rétracta plusieurs articles de sa première déposition. Lorsqu'il fallut être confronté avec l'accusé, il pria les commissaires d'exiger du

ANN. 1504.

ANN. 1504. maréchal qu'il lui épargnât des injures, que sa qualité de gentilhomme ne lui permettroit pas de souffrir patiemment. Le maréchal le promit, mais il tint mal sa parole. Car dès qu'il eut entendu la déposition où il étoit taxé d'avoir tenu des propos téméraires & insolents sur le compte de la reine, il déclara que *Pontbriant avoit faussement & mauvaisement menti dans tout ce qu'il avançoit*; & quelque remontrance que lui fissent les commissaires pour l'engager à se servir d'expressions plus honnêtes, il n'y voulut rien changer, ajoutant avec emportement que Pontbriant ne méritoit pas d'être mieux traité; *que c'étoit un franc hypocrite, un diseur de patenôtres, qu'il en disoit plus qu'un cordelier, & qu'il avoit voulu lui donner un tour du cordon.*

La confrontation avec la comtesse d'Angoulême se fit au château d'Amboise dans cette même chambre où ils s'étoient si souvent entretenus de leurs communs intérêts : lorsqu'on leur demanda, suivant l'usage s'il n'y avoit point entr'eux quelque cause de haîne, la comtesse

répondit sans balancer, qu'elle avoit toujours été amie du maréchal. Celui-ci n'osant plus parler si affirmativement, & craignant cependant d'irriter encore davantage la comtesse s'il alléguoit les motifs secrets qu'il avoit de récuser son témoignage, se contenta de déclarer que *s'il avoit toujours servi Dieu comme il avoit servi madame, il n'auroit pas grand compte à rendre à sa mort.* Il nia, mais en termes respectueux, une partie des faits contenus dans des dépositions de la comtesse, donna une interprétation favorable à ceux qu'il ne pouvoit nier. Ainsi lorsque la comtesse déclara qu'elle lui avoit entendu dire plusieurs fois que la reine ne pouvoit le souffrir, mais qu'il ne s'en mettoit pas en peine, & qu'il ne la craignoit pas, il répondit qu'il *ne se souvenoit point d'avoir jamais proféré ces paroles ; qu'en cas qu'elles lui fussent échappées, il auroit très-mal dit, & qu'il ne voudroit pas les avoir dites de la moindre gentille femme du royaume.* Sur d'autres discours semblables qu'on lui objectoit il déclara qu'il étoit très-possible ANN. 1504.

que dans la converſation il lui fût échappé quelques paroles qu'on auroit mal interprétées ; qu'il les avoit parfaitement oubliées, parce qu'il ne s'étoit point attendu qu'on s'avisât jamais d'ériger des propos de converſation en crimes de lèſe-majeſté. Comme malgré ſes ſoumiſſions & ſes excuſes la comteſſe perſiſtoit à le charger, il ſe crut obligé de la récuſer comme ſon ennemie, & d'articuler les faits qui lui avoient attiré ſa haîne, & dont elle vouloit apparemment ſe venger.

ANN. 1504.

Le ſire d'Albret, qui rougiſſoit ſans doute de ſon procédé, auroit bien voulu s'épargner la honte d'une confrontation : les commiſſaires le ſuivirent long-temps ſans pouvoir parvenir à le joindre : après leur avoir enfin promis qu'il ſe rendroit à Amboiſe, enſuite à Chartres, il manqua ſucceſſivement à ces deux aſſignations, & s'enferma dans ſon château de Dreux, entouré de médecins, permettant toutefois aux commiſſaires de venir l'y trouver, & d'y amener le maréchal s'ils le jugeoient à propos. Quelque aſcendant qu'eût déja pris l'autorité royale, il reſtoit

encore bien des usages du gouvernement féodal. Les grands cantonnés dans leurs châteaux où ils entretenoient des garnisons, ne se visitoient guère, lors même qu'ils paroissoient le plus unis, sans prendre de part & d'autre des précautions. Le maréchal ne crut pas que la sauvegarde du roi, la présence de ses commissaires, le garantîssent assez pour se mettre à la merci d'un homme qu'il devoit regarder comme son ennemi. D'un autre côte les médecins assuroient qu'on ne pouvoit transporter le sire d'Albret de son appartement sans mettre sa vie en danger. Il falloit trouver un expédient pour se tirer de cet embarras : le maréchal le suggéra. Le château de Dreux avoit une porte sur la campagne par laquelle on pouvoit entrer sans être obligé de traverser la ville. Il demanda qu'on lui livrât cette porte, & que les commissaires s'assurassent qu'Albret ne garderoit dans le château que le même nombre de gentilshommes armés dont il se feroit escorter de son côté. La confrontation se fit avec plus de tranquillité qu'on n'avoit

ANN. 1504. cru : Albret persista dans ses dépositions, Gié le récusa comme son ennemi : il prouva bien qu'ils avoient été long-temps brouillés ; mais il se garda bien de dire que depuis quelques années ils s'étoient réconciliés.

Lorsque la procédure fut instruite, la reine obtint qu'on renvoyât le jugement au parlement de Toulouse, non point, comme l'ont avancé nos historiens, parce que ce tribunal avoit la réputation d'être le plus sévère du royaume ; mais parce qu'étant en pays de droit écrit, il devoit conformer son jugement aux loix Romaines plus précises sur la nature du crime qu'on imputoit au maréchal que nos coutumes & les ordonnances de nos rois. Ce parlement étoit peu nombreux, & comprenoit autant de juges ecclésiastiques que de laïques. Comme les premiers ne pouvoient opiner dans une affaire criminelle, le roi nomma pour les remplacer Christophe de Carmonne, président au parlement de Paris, Jean de Salva, président au parlement de Rouen, Jean Nicolaï, & Antoine Duprat, maîtres des

requêtes, le juge-mage de Carcasſone, & cinq ou ſix conſeillers du grand-conſeil. Les accuſations contre le maréchal ſe réduiſoient en dernière analyſe à des imprudences qui ne pouvoient former un corps de délit : on l'accuſoit d'avoir révélé que le roi avoit un flux de ſang qui le conduiroit dans peu au tombeau, d'avoir pris des meſures pour empêcher, lorſque ce malheur arriveroit, qu'Anne & la princeſſe ſa fille ne ſe retiraſſent en Bretagne ; de s'être imprudemment vanté que la reine ne l'aimoit pas, mais qu'il s'en ſoucioit fort peu ; d'avoir ſecoué la tête lorſqu'on diſoit du bien de cette princeſſe ; d'avoir dit que le roi lui parloit d'une façon, lorſque la reine étoit préſente, & d'une autre façon lorſqu'ils ſe trouvoient ſeuls ; d'avoir connivé au brigandage de ſes hommes d'armes en ne les puniſſant point, & en prenant ſoin de les ſouſtraire à la juſtice ordinaire ; de s'être emparé à main armée de la terre de Maillé au préjudice des héritiers naturels, & d'avoir fait maltraiter les officiers de juſtice qui venoient pour l'en dé-

Ann. 1504.

ANN. 1504. posséder ; d'avoir tiré du château Trompette quinze mortes-payes entretenues des deniers publics, pour les établir dans son château de Fronsac, qu'il auroit dû garder à ses frais. Ces trois deniers faits, étrangers à la procédure, & sur lesquels le maréchal se defendit foiblement, autorisèrent l'arrêt de sa condamnation. La cour, par son arrêt du 9 février (1505) le condamna, non pour crime de lèse-majesté, mais *pour réparation de quelques excès & défauts, & pour certaines causes & considérations*, à perdre l'état & le titre de gouverneur du comté d'Angoulême, les gouvernements d'Amboise & d'Angers, sa compagnie de cent lances; à être privé pendant cinq ans de toutes fonctions de son office de maréchal de France; à se tenir pendant ce terme éloigné de la cour, au moins de dix lieues; à restituer au trésor royal la solde de quinze mortes-payes qu'il avoit établies de son autorité privée dans le château de Fronsac. Content d'en être quitte à si bon marché, il se retira dans sa superbe maison du Verger où il vécut dans l'opulence.

La place qu'il tenoit dans le conseil fut remplie par l'amiral de Graville qui s'en étoit absenté depuis quelques années. Voulant signaler son retour par une action d'éclat, il proposa de faire saisir les trésoriers & les munitionnaires qu'on accusoit d'avoir fait périr l'armée employée à l'expédition de Naples; d'examiner leurs comptes, & de punir avec la dernière rigueur ceux qui demeureroient convaincus de malversation. Pendant qu'on cherchoit les moyens de se mettre au fait de leurs manœuvres, un des plus coupables & des moins accrédités apporta aux commissaires les sommes qu'il avoit injustement acquises, & offrit de dévoiler ses associés si l'on vouloit lui faire grace de la vie. Le bruit s'en répandit; tous allèrent se cacher: on les tira de leurs asiles; on instruisit leur procès. Herouet & Duplessis Corcou furent condamnés à la potence; les autres furent exposés sur un échafaud avec des mîtres de papier, & promenés dans cet équipage dans les rues de Blois: on les condamna tous à de fortes amendes, dont

ANN. 1504.

Recherches des trésoriers & munitionnaires de l'armée.

*Auton. Manuscrits de Fontanieu.*

ANN. 1504. on fit des penſions aux ſeigneurs de la faction Angevine réfugiés en France. Ils étoient en petit nombre; car Gonſalve, comme nous l'avons vu, avoit fait retenir dans les fers ceux qui étoient tombés au pouvoir des Eſpagnols. Les autres étoient allés groſſir la troupe de Louis d'Ars qui combattoit encore dans la Pouille.

Conduite de Louis d'Ars dans la Pouille.
*Auton. Guicchardin. Brantome.*

Cet illuſtre guerrier vengeoit alors la gloire de la nation & faiſoit confeſſer aux Eſpagnols, que ſi la France eût eu un grand nombre de pareils capitaines, elle n'eût point eſſuyé les revers qui venoient de l'affliger. Après la bataille de Cérignoles qui s'étoit donnée contre ſon avis, il s'étoit retiré à Venouſe avec une troupe de guerriers tandis qu'Alegre conduiſoit le reſte de l'armée à Gaëte. Profitant de la bonne volonté des habitans & de l'éloignement des Eſpagnols, il ſe fortifia dans ce poſte, y établit des magaſins, mettant à contribution tout le pays des environs : l'ordre qu'il établit dans ſa troupe, l'abondance dont il faiſoit jouir les habitans de Venouſe, engagèrent pluſieurs places voiſines à

ſe donner à lui : un grand nombre de ſeigneurs Napolitains venoient journellement ſe ranger ſous ſes étendards & lui amenoient des recrues qu'il prenoit ſoin de diſcipliner. Gonſalve envoya ſucceſſivement contre lui deux on trois de ſes meilleurs officiers qui furent battus en détail : Louis d'Ars diviſant ſa troupe en plusieurs pelotons, diſparoiſſoit à la vue de l'ennemi; puis ſe montrant tout-à-coup, il fondoit ſur ſa proie, enlevoit les bagages, ou quelques corps détachés, lorſqu'on s'imaginoit qu'il étoit éloigné de plus de dix lieues. Il tenoit trois ou quatre places fortes dans la Pouille, & avoit réduit les Eſpagnols à n'oſer preſque plus ſortir de leurs garniſons, lorſqu'on lui apporta la capitulation de Gaëte, en le ſommant de déclarer s'il vouloit y accéder : il rejeta cette faveur avec dédain, & quoiqu'il n'eût aucune eſpérance de tenir long-temps avec une poignée de monde contre une armée diſciplinée & nombreuſe, prête à venir l'aſſaillir, il réſolut & ſut perſuader à ſa troupe de périr les armes à la main, plutôt que

ANN. 1504.

ANN. 1504. de subir la loi du vainqueur. Gonsalve étant tombé malade au moment qu'il marchoit pour le réduire, donna cette commission à l'Alviane, le plus grand général qu'eût alors l'Italie, lui permettant de choisir lui-même les troupes & toute l'artillerie dont il croiroit avoir besoin. L'Alviane ne tarda pas à connoître à quel ennemi il avoit affaire : après quelques escarmouches où les François furent toujours vainqueurs, il abandonna le projet d'assiéger Venouse, & se réduisit à resserrer les courses des François dans des campements bien pris. Louis d'Ars dépêcha un courier en France : en rendant compte au roi de l'état de sa troupe, il promit de tenir encore six mois contre toutes les forces de l'Espagne. C'étoit plus de temps qu'il n'en falloit si le roi eût eu dessein d'envoyer une nouvelle armée dans le royaume de Naples ; mais il commençoit à se dégoûter de cette funeste conquête : ne voulant pas laisser périr de si braves gens, il manda promptement au capitaine de les retirer du royaume de Naples, aux conditions les moins honteuses qu'il pourroit obtenir

tenir

tenir. Louis d'Ars n'en voulut aucune : rassemblant sa troupe & permettant à tous ceux des Napolitains qui consentiroient à s'expatrier, de se joindre aux François, il sortit de Venouse en ordre de bataille, marchant à petites journées, tirant des contributions sur tous les lieux de son passage. Il traversa de cette manière la plus grande partie du royaume, sans que les Espagnols osassent s'opposer à sa marche. Il tint la même conduite sur les terres de l'Eglise : Jules, plus guerrier que pontife, eut la curiosité de connoître un homme si extraordinaire : il l'attira dans Rome, & mit tout en usage pour se l'attacher ; mais le trouvant aussi fidèle que brave, il le renvoya chargé de présents. Après s'être fait jour au travers de l'Italie, Louis d'Ars vint en France, & conduisit sa troupe à Blois, où se tenoit la cour : le roi & la reine allèrent à sa rencontre ; distribuèrent des récompenses aux officiers & aux soldats, laissant au général le choix de celle qui lui feroit plus de plaisir. C'est dans cette rencontre que Louis d'Ars se

Ann. 1504.

ANN. 1504. surpassa lui-même. Il n'avoit aucun motif d'aimer Yves d'Alegre, on voit du moins qu'ils avoient presque toujours été d'avis contraire pendant la guerre de Naples; cependant Louis d'Ars vantant au roi la bravoure, la fidélité & les talents de ce général, demanda pour toute grace le rappel d'un homme qui pouvoit encore rendre des services importants à la patrie. Alegre fut rappelé & rétabli dans toutes ses charges.

Négociation artificieuse de Ferdinand le Catholique.

*Lettres de Louis XII & du cardinal d'Amboise.*
*P. Martir de Angler.*
*Manuscrit de Béthune.*
*Amelot de la Houssaie.*
*Traités de paix.*

Quoique depuis la retraite de Louis d'Ars, tout pliât sous le joug des Espagnols dans le royaume de Naples, Ferdinand le Catholique trembloit encore que cette conquête ne lui échappât : il connoissoit les droits de Louis XII, il voyoit à la cour de ce prince Frédéric avec ses deux fils, la noblesse Angevine qui avoit mieux aimé s'expatrier que de manquer à ses engagements, & qui conjuroit le monarque François de renvoyer une nouvelle armée dans ce royaume. La conjoncture paroissoit favorable. Les soldats Espagnols qui ne recevoient point d'argent,

s'étoient soulevés contre leur général : ils venoient de saccager en pleine paix & contre la foi publique la ville de Capoue ; ils pilloient & rançonnoient les malheureux Napolitains : si Louis, instruit par le revers & renonçant à garder par lui-même une conquête trop difficile, écoutoit les propositions que lui avoit faites autrefois l'infortuné Frédéric ; si content du tribut & des places de sûreté qu'il lui avoit offertes, il se bornoit à montrer aux Napolitains opprimés ce prince si digne de leur amour, accompagné de cette foule de noblesse qui partageoit sa disgrace, & soutenu d'une nouvelle armée de François, il ne paroissoit pas douteux que les villes ne se soulevassent, que tous les Napolitains ne courussent aux armes & ne se vengeassent cruellement de leurs oppresseurs. Agité de ces craintes, Ferdinand chercha le moyen d'enlever cette dernière ressource à son rival. Dans le traité qui suivit la levée du siége de Salces, il s'étoit reservé le droit d'envoyer des ministres ou des ambassadeurs en Fran-

ANN. 1504.

ce ; il en fit usage, & avec la permission du roi, il en adressa deux à Frédéric. Ils lui remontrèrent que le roi leur maître n'ayant jamais eu à se plaindre de lui, ne s'étoit prêté qu'avec une extrême répugnance au projet de le renverser d'un trône qui lui appartenoit à si juste titre; qu'il l'y avoit maintenu aussi long-temps que la fortune l'avoit permis ; que voyant les François opiniâtrés à le perdre, & n'ayant plus d'autre moyen d'éloigner ces dangereux voisins des rivages de la Sicile, il avoit feint pour un temps de se prêter à leur injustice, & avoit paru agir en ennemi ; mais que depuis que le ciel avoit favorisé ses armes, il n'avoit plus aucun motif de se contraindre ; qu'il étoit disposé à réparer le scandale que sa conduite apparente avoit pu donner à ceux qui ne pouvoient lire au fond de son cœur, & à lui restituer un trône qu'il avoit hérité de ses pères; qu'il ne mettoit à cet acte de justice que deux conditions : la première, que Frédéric obtiendroit du roi de France un semblable désistement des prétentions qu'il

Ann. 1504.

conservoit sur cette couronne ; la seconde qu'il consentiroit au mariage de son fils aîné avec la princesse Jeanne, nièce de leurs majestés Catholiques, & déja veuve du jeune Ferdinand. Frédéric n'apperçut point le piége qu'on lui tendoit ; il fit agir tous ses amis à la cour de France & sur-tout Anne de Bretagne pour obtenir le consentement du roi. Louis, tout crédule qu'il étoit, démêla mieux la ruse de son ennemi : feignant de se prêter à cet arrangement, il accorda une audience publique aux ministres Espagnols : après les avoir entendus, il leur reprocha en des termes durs & peu ménagés les mensonges & les parjures de leur maître, qui osoit encore se parer du titre de roi Catholique : il les chassa honteusement de sa cour, & leur assigna un terme assez court pour sortir de toute l'étendue de ses Etats. Lorsqu'à leur retour, les ambassadeurs rendant compte à Ferdinand de la manière dont ils avoient été traités, lui eurent dit que Louis se plaignoit qu'il l'eût trompé deux fois : *deux fois*, reprit-il, *pardieu, il en a*

ANN. 150.

*bien menti l'ivrogne*; *je l'ai trompé plus de dix*. L'infortuné Frédéric qu'il avoit trompé bien plus cruellement encore, mourut quelque temps après, toujours persuadé qu'il n'avoit tenu qu'au roi de France qu'il ne fût rétabli ; mais n'osant cependant se plaindre d'un monarque généreux, qui depuis qu'il ne possédoit plus rien dans le royaume de Naples, regardoit les engagements qu'il avoit pris avec lui comme une dette sacrée, & qui dans les besoins les plus urgents de l'Etat, vouloit qu'on lui payât ses pensions sans aucune espèce de réserve ni de délai. La veuve qu'il laissoit en France fut moins crédule que lui, & dans une pareille rencontre, elle sut démêler, comme nous le verrons, où tendoient les vues secrètes de Ferdinand.

ANN. 1504.

Intérêts des différentes cours.

*Guicchardin. Belcar. Belleforest. Heuter. rer. Austriac. Lettres de Louis XII.*

Louis chercha bientôt à tirer avantage de la fausse démarche que venoit de faire son ennemi : il craignoit que l'empereur & le roi d'Espagne n'unissent leurs armes pour le dépouiller encore du Milanez. Le projet en étoit formé, & mille indices sembloient annoncer qu'on ne

tarderoit pas à l'exécuter : déja Gonsalve intriguoit dans les cours d'Italie, & s'assuroit des alliés dans le voisinage des François ; il venoit de recevoir les Pisans sous la protection & la sauve-garde du roi d'Espagne, s'engageant à les défendre envers & contre tous : Pandolfe Petrucci engagea pareillement les Siennois, qu'aucun ennemi ne menaçoit, à recourir à la même protection. Le pape, brouillé ouvertement avec les Vénitiens qui refusoient de lui rendre Faenza & Rimini, & ne se sentant pas assez fort par lui-même pour les forcer à cette restitution, appelloit tout à la fois en Italie l'empereur & le roi de France. L'empereur qui ne cherchoit qu'un prétexte pour entrer dans le Milanez, avoit pris en main la cause du pontife : il assembloit de fréquentes diètes, où déclamant en liberté contre l'ambition des François qui n'aspiroient à rien moins qu'à usurper tous les droits de l'empire en Italie, il s'efforçoit d'animer contr'eux tous les membres du corps germanique : il venoit de mettre au ban de l'empire le duc de Ferrare, les

ANN. 1504.

ANN. 1504.

Marquis de Montferrat & de Mantoue, les républiques de Gênes & de Florence, le prince de Carpi & les autres alliés que la France avoit au-delà des Monts. Il paroissoit donc important de désarmer la colère de l'empereur, de tâcher du moins de le détacher de Ferdinand. Personne ne pouvoit mieux y réussir que l'archiduc, son fils & son héritier. Si ce prince étoit innocent, comme on aimoit à se le persuader, de la fourberie pratiquée par son beau-père pour arrêter les préparatifs de Louis, il devoit être indigné du danger où il l'avoit exposé, & de l'affront qu'il lui avoit fait essuyer : en eût-il été complice, il ne pouvoit manquer d'être offensé que Ferdinand, après l'avoir trompé par de belles espérances, cherchât à le dépouiller d'un bien dont il devoit hériter, & préférât à ses enfants la postérité d'un bâtard de la maison d'Aragon. Louis ayant fait dresser un procès-verbal en bonne forme de ce qui s'étoit passé dans la dernière audience qu'il avoit accordée aux ambassadeurs Espagnols, ne manqua

pas de l'envoyer à l'archiduc, le priant de considérer sérieusement, & de faire considérer à l'empereur son père, si son alliance, le mariage de sa fille, aux conditions arrêtées par le traité de Lyon auquel il ne prétendoit rien changer, ne valoient pas bien les discours artificieux, les promesses trompeuses dont les repaissoit Ferdinand. Comme il s'agissoit de gagner l'empereur, & que le seul moyen d'y parvenir étoit de lui présenter une entreprise facile qui le dédommageât amplement des avantages qu'il pouvoit se promettre de son expédition dans le duché de Milan, les mêmes ambassadeurs furent chargés de proposer une ligue offensive entre le pape, l'empereur & le roi de France, contre les Vénitiens qu'on dépouilleroit aisément de toutes les usurpations qu'ils avoient faites en différents temps sur les Etats de l'Eglise, la maison d'Autriche, l'Empire & le duché de Milan. Cette négociation réussit, non par les moyens qu'avoit imaginés le conseil de France, & que l'empereur regardoit comme un leurre; mais AN. 1504.

ANN. 1505. parce qu'il étoit de son intérêt d'enchaîner les François par des traités, tandis qu'il abattroit deux princes, leurs alliés, dont les forces & l'activité lui donnoient de l'ombrage. Le premier étoit l'électeur Palatin, prince puissant par lui-même, étroitement uni avec la France & à portée d'en tirer des secours : il venoit de se brouiller avec l'empereur à l'occasion suivante. George, duc de Basse-Bavière, n'ayant qu'une fille, l'avoit mariée au second fils de l'électeur Palatin, & avoit laissé par testament son duché & tous ses biens à son gendre & à sa fille. Albert, duc de Haute-Bavière & plus proche héritier en ligne masculine, attaqua la validité du testament, prétendant que George n'avoit pu disposer de ses fiefs : l'empereur jugea en faveur d'Albert; mais l'électeur Palatin avoit déja mis son fils en possession de l'héritage contesté; & comptant sur les secours de la France, il prétendoit l'y maintenir à main armée. Le second prince que Maximilien se proposoit de ruiner étoit Charles d'Egmond, duc de

Gueldres & comte de Zutphen, fils d'Adolphe *le dénaturé*, & neveu par sa mère des ducs de Bourbon. Maximilien, qui n'étant encore que souverain des Pays-Bas, avoit reçu de l'empereur Frédéric son père, l'investiture de ces Etats, desiroit de la transmettre à l'archiduc son fils. Ils cherchoient donc depuis long temps l'un & l'autre à profiter des embarras de la France pour tomber sur son foible & malheureux allié. Tels étoient les motifs secrets qui obligèrent alors Maximilien à dissimuler la haîne invétérée qu'il nourrissoit contre les François, & à promettre au roi l'investiture du duché de Milan. Quant au mariage de Claude, héritière présomptive de Bretagne, de Blois & de Milan, avec le duc de Luxembourg, son petit-fils, il n'y comptoit pas, à moins que le roi, n'eût un fils d'Anne de Bretagne, auquel cas la princesse perdoit tous ses droits, & n'étoit plus qu'un parti ordinaire.

ANN. 1504.

Les ministres de l'empereur, de l'archiduc & du pape, s'étant rendus à Blois, y conclurent un traité si iné-

Traité de Blois.

*Recueil des traités.*

ANN. 1504

gal, que la France n'auroit pas dû l'accepter, quand bien même, après avoir perdu ses armées, elle eût vu l'ennemi aux portes de la capitale. Il fut rédigé en trois actes. Dans le premier, on stipuloit qu'il y auroit une alliance étroite & durable entre l'empereur, le roi de France & l'archiduc; qu'ils n'auroient qu'un même desir, une même volonté, & qu'ils ne seroient en quelque sorte qu'une seule ame en trois corps; qu'en conséquence ils se garantiroient leurs possessions respectives en quelque lieu qu'elles fussent situées; que l'empereur, à la prière du roi de France, annulleroit le ban prononcé contre le duc de Ferrare, les Marquis de Monferrat & de Mantoue, les républiques de Gênes & de Florence, le prince de Carpi; mais à condition qu'ils reconnoîtroient humblement à l'avenir leur dépendance du saint empire, & qu'ils seroient soumis & obéissans à l'Empereur; que le roi de France ne se mêleroit en aucune manière des affaires des membres de l'empire, tant en Allemagne qu'en Italie; qu'il ne don-

neroit ni aide ni conseil aux princes ou autres vassaux que l'empereur auroit déclaré rebelles ; que l'empereur donneroit dans trois mois au roi très-chrétien, l'investiture du duché de Milan, tant pour lui que pour ses hoirs mâles procréés en légitime mariage, & au défaut de mâles pour madame Claude & Charles de Luxembourg son futur époux, de manière que cette investiture fût énoncée pour tous les deux conjointement & par *indivis* ; & si l'un ou l'autre des deux futurs époux venoit à mourir avant la consommation du mariage, pour celui ou celle de ses sœurs ou frères qui lui seroit subrogé ; que le roi payeroit en recevant cette investiture deux cents mille livres, & enverroit tous les ans à Noel une paire d'éperons dorés à l'empereur ; mais à condition que si le roi venoit à décéder sans aucune prostérité mâle ou femelle, & que l'empereur refusât de transférer la même investiture au successeur de ce prince sur le trône de France, il seroit tenu de rendre les deux cents mille livres qu'il auroit reçues ; que

ANN. 1504 le roi, en considération de l'empereur, & après avoir reçu l'investiture du duché de Milan, accorderoit aux enfants de Ludovic Sforce des terres en France, & un revenu suffisant pour y vivre dans la splendeur; qu'il pardonneroit aux bannis de Milan, & les rétabliroit dans leurs anciennes possessions, pourvu qu'ils lui prêtassent serment de fidélité; que les électeurs, princes & autres membres de l'empire seroient nommés conservateurs du traité & s'obligeroient d'en garantir l'exécution. On réservoit aux rois de Castille & d'Aragon la liberté d'y accéder en accomplissant de point en point ce qui avoit été arrêté en leur nom par l'archiduc, touchant le partage du royaume de Naples.

Le second acte contenoit une ratification solennelle de l'engagement déja contracté entre Claude de France & le duc de Luxembourg. Pour en assurer l'exécution, le roi consentoit qu'Engilbert de Cleves, comte de Nevers & gouverneur du duché de Bourgogne, donnât son scellé à l'archiduc, & jurât sur les évangiles

que si le roi venoit à mourir sans enfants mâles, il remettroit sur-le-champ, entre les mains du duc de Luxembourg ou de l'archiduc Philippe, toutes les places & les forteresses du duché de Bourgogne, pour en jouir & les posséder par forme de nantissement au profit de madame Claude sa future épouse; que les comtes de Vendôme & de Dunois, qui possédoient de grandes terres dans les Pays-Bas, se rendissent garants du serment d'Engilbert de Cleves & se soumissent à perdre leurs héritages en cas de contravention de la part de la France. On prenoit de plus grandes précautions encore par rapport aux duchés de Bretagne & de Milan; aux comtés d'Ast & de Blois qui devoient être la dot de la princesse. Non-seulement les gouverneurs-généraux de ces provinces, mais tous les capitaines & jusqu'aux simples lieutenants, dûrent prêter serment, qu'incontinent après la célébration du mariage, ou même auparavant, s'il ne tenoit ni à l'archiduc ni à son fils qu'il ne fût consommé, ils remettroient les provinces, pla-

ANN. 1504.

ces ou forteresses dont ils auroient
ANN. 1504. la garde, à Madame Claude qui en étoit la seule & l'égitime héritière. On ajouta que si le mariage venoit à se rompre par le défaut de consentement de la part du roi, de la reine ou de madame Claude, la France perdroit tous ses droits sur les duchés de Bourgogne & de Milan qui seroient censés dès ce moment dévolus à Charles, duc de Luxembourg. Si au contraire, la rupture venoit de la part de l'empereur, de l'archiduc Philippe ou de Charles de Luxembourg, que dès ce moment ils céderoient à la France, à titre de réparation ou de dédommagement, le comté d'Artois, le Charolois, les seigneuries de Noyers & de Castelchinon. Enfin Louis, pour mieux prouver à l'archiduc le cas qu'il faisoit de son alliance, lui céda, & à Charles de Luxembourg son fils, pendant leur vie seulement, & sans tirer à conséquence, les octrois & dons gratuits du comté d'Artois, de la même manière qu'en avoient ci-devant joui Philippe le Bon & Charles le téméraire, se réservant seulement sur ce

comté les cas royaux, les régales & autres droits annexés à sa couronne. Ann. 1504.

Le troisième acte contenoit une ligue offensive contre la république de Venise, entre le pape, l'empereur & le roi de France, & un traité de partage de presque tous les pays que cette république possédoit en terre ferme. Le pape, au nom duquel se faisoit cette guerre, s'engagea d'excommunier, lorsqu'il en seroit temps, le doge & le sénat de Venise, en déclarant leurs sujets déliés du serment de fidélité; ensuite les deux souverains dûrent entrer chacun de leur côté sur les terres de la république, s'emparer à main armée des places sur lesquelles ils avoient des droits; & comme si l'union de ces trois grandes puissances n'eût pas suffi pour écraser un si foible ennemi, on se proposa d'y associer encore le roi de Hongrie, le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue, la république de Florence, qui avoient également des terres à répéter sur les Vénitiens. Au reste, il paroît, par la précaution qu'on prit de stipuler dans ce traité, que dès qu'une

ANN. 1504 des parties contractantes manqueroit en quelque chose à ses engagements, le traité n'obligeroit plus les deux autres, & seroit dès-lors regardé comme non avenu : il paroit, dis-je, qu'on ne songeoit point encore à détruire les Vénitiens; mais simplement à les effrayer & à les forcer de donner quelque satisfaction au pape. L'empereur, occupé d'une expédition qui le touchoit de plus près, & voulant apparemment se faire auprès des Vénitiens un mérite de sa modération, leur donna secrètement avis de tout ce qui venoit de se passer, les exhortant vivement à se reconcilier avec le pape, par la restitution de Faenza & de Rimini, ou si cette condition leur paroissoit trop dure, à le choisir pour arbitre de leur différent. Les Vénitiens étoient trop habiles pour accepter une pareille médiation : ils remercièrent humblement l'empereur, & traitèrent directement avec le pape. Les demandes de Jules furent énormes, tant qu'il espéra de voir arriver les Allemands & les François à son secours; dès qu'il vit

qu'il n'y falloit plus compter, il transigea aux conditions que lui offroient les Vénitiens : ils lui cédèrent des terres fertiles & d'un grand revenu dans la Romagne; & à ce prix il suspendit les foudres de l'Eglise dont il étoit prêt de les frapper, & promit verbalement de ne plus les inquiéter sur la possession de Faenza & de Rimini; mais il ne tarda pas à se rétracter de cet engagement. ANN. 1504.

L'empereur ne perdoit point de temps : après avoir mis l'électeur Palatin au ban de l'empire, & avoir suscité contre lui tous les princes voisins par l'espérance qu'il leur donna de les enrichir des dépouilles du rebelle; il forma deux grandes armées, avec lesquelles il réduisit en peu de jours la plus grande partie du Palatinat. L'électeur, battu de tous côtés, fut réduit à subir la loi du vainqueur. Maximilien le força d'abandonner au duc de Bavière, au landgrave de Hesse, & au duc de Virtemberg, les places dont ils s'étoient emparés; il garda pour lui même la ville de Haguenau & toute la préfecture d'Alsace que la maison Pa-

ANN. 1504. latine tenoit par engagement, & qui fut réunie à la couronne impériale.

L'archiduc Philippe ayant fait de son côté des préparatifs, entra brusquement dans les Etats du duc de Gueldres & y fit d'abord de rapides progrès : mais comme il n'avoit pas une armée aussi nombreuse que celle de l'empereur, & qu'il avoit affaire à un ennemi plus guerrier que l'électeur Palatin, il ne put en aussi peu de temps terminer sa conquête.

*Fin du vingt-unième Volume.*

De l'Imprimerie de CLOUSIER, Imprimeur du ROI, rue de Sorbonne.

